

Cahiers du mouvement ouvrier

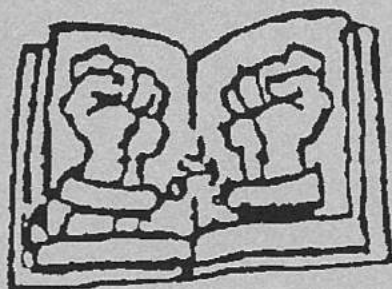
Maurice Carrez : La révolution finlandaise de 1918

Léon Trotsky : Jean Jaurès

La séparation de l'Eglise et de l'Etat en URSS

Jacques Lelong : Jeanne Labourbe

Etc.



C.E.R.M.T.R.I.
Centre d'Etudes et de Recherches
sur les Mouvements Trotskyste
et Révolutionnaires Internationaux

N° 23 - AVRIL-MAI 2004 - REVUE TRIMESTRIELLE - PRIX : 7,65 euros

Cahiers du mouvement ouvrier

**Fondés par Jean-Jacques Marie et Vadim Rogovine
Assistant pour la partie russe et soviétique : Marc Goloviznine,
collaborateur scientifique de l'Institut de sociologie
de l'Académie des sciences de Russie**

Directeur de la publication :

Jean-Jacques Marie

CERMTRI, 28, rue des Petites-Ecuries, 75010 Paris

Imprimerie ROTINFED 2000, 87, rue du Faubourg-Saint-Denis, 75010 Paris

Internet : <http://assoc.wanadoo.fr/cermtri>

e-mail : cermtri@wanadoo.fr.

SOMMAIRE

- **Présentation** p. 5
- **Pierre Roy :**
Noël Pointe, ouvrier député à la Convention p. 9
- **Le “Dimanche rouge” et la révolution de 1905**
à travers les caricatures de l’époque p. 25
- **Léon Trotsky :**
Jean Jaurès p. 41
- **Maurice Carrez :**
La révolution finlandaise (1918) p. 53
- **Le décret de séparation de l’Eglise et de l’Etat**
en Russie soviétique p. 73
- **Ivan Vratchev :**
Le débat sur la paix de Brest-Litovsk p. 77
- **Christian Coudène :**
Le vrai visage de Rosa Luxemburg p. 83
- **“Que veut Spartacus ?”** p. 99
(programme de la Ligue Spartacus adopté au congrès de fondation
du Parti communiste allemand, 30 décembre 1918-1^{er} janvier 1919)
- **Victor Serge :**
La personnalité de Lénine p. 109
- **Jacques Lelong :**
Jeanne Labourbe (1877-1919) p. 115
- **Fiodor Achine et Vladimir Alpatov :**
L’écrasement de l’intelligentsia turcophone
en Azerbaïdjan (II) p. 123
- **Les archives du CERMTRI**
(liste des brochures de 1918 à 1926) p. 135
- **Notes de lecture** p. 143
- **Chronique des falsifications :**
De l’histoire au dépotoir p. 155

Main body of handwritten text, consisting of several paragraphs of cursive script.



Présentation

DANS le droit fil des articles publiés dans les précédents numéros des *Cahiers du mouvement ouvrier* (en particulier celui de Nicole Bossut, dans le n° 20, sur la manière dont on présente la Révolution française dans les manuels d'histoire, son article dans le n° 22 sur les jacobins et celui de Jean-Marie Del Percio analysant le discours de Saint-Just sur la République une et indivisible), ce numéro publie un article de Pierre Roy sur l'un des deux ouvriers qui furent députés à la Convention : Noël Pointe, ses conceptions et son activité.

Il y a un siècle commençait la guerre russo-japonaise, qui devait déboucher sur la révolution de 1905. En même temps que l'on donne une vision de plus en plus caricaturale de la révolution russe, il est de bon ton, aujourd'hui, en Russie et ailleurs, de réhabiliter le régime tsariste et le tsar Nicolas II. Nous avons choisi d'illustrer la révolution de 1905 par la publication d'une série de caricatures de l'époque, qui illustrent remarquablement la façon dont une presse simplement démocratique ou même libérale considérait le régime tsariste et comprenait la révolution qui l'ébranlait.

Un prochain numéro des *Cahiers* republiera des textes de Jaurès, Rosa Luxemburg et d'autres dirigeants ouvriers du début du XX^e siècle sur la révolution de 1905. Trotsky ayant été l'un des principaux dirigeants du soviet de Saint-Pétersbourg, dont il a assuré la coprésidence pendant une semaine, avant d'être arrêté et emprisonné, nous avons considéré comme une bonne introduction à cette rétrospective la republication de l'article (aujourd'hui difficile à trouver) que Léon Trotsky consacra à Jean Jaurès à la veille de son retour en Russie.

Ce numéro illustre ensuite plusieurs aspects de la vague révolutionnaire qui submergea l'Europe à la fin de la Première Guerre mondiale.

Maurice Carrez retrace l'histoire d'une révolution social-démocrate qui éclate dans une ancienne province de l'empire russe devenue indépendante en décembre 1917, la Finlande, révolution écrasée dans le sang et que Maurice Carrez qualifie "*d'épisode peu connu de l'histoire du Vieux Continent*". L'épisode est peu connu en particulier parce qu'il dérange les schémas réactionnaires de plus en plus à la mode sur la révolution russe et son histoire.

Nous éclairons ensuite deux aspects de la révolution russe : l'un très actuel, le décret sur la séparation de l'Eglise et de l'Etat ; le second d'intérêt plus historique, la question du traité de Brest-Litovsk et de sa ratification. L'article de Jacques Lelong sur l'ouvrière française Jeanne Labourbe, fusillée en 1919 par les blancs et les militaires français, et le portrait de Lénine que Victor Serge traça en 1937 pour le journal du POUM, *La Batalla*, complètent ce volet.

Nous y avons inséré un article de Christian Coudène sur Rosa Luxemburg et le programme rédigé par Rosa Luxemburg assistée de Karl Liebknecht, et adopté lors du congrès de fondation du Parti communiste allemand, du 29 décembre 1918 au 1^{er} janvier 1919. Rosa Luxemburg et Lénine ont eu plusieurs divergences sérieuses et ont polémique l'un avec l'autre. Pour l'un et l'autre, rien n'était plus normal. Mais ces désaccords s'exprimaient à l'intérieur d'une conception commune et d'un objectif commun : l'idée que le capitalisme, c'est-à-dire le régime de la propriété privée des moyens de production, avait fait son temps, que sa prolongation ne pouvait qu'engendrer des catastrophes, que l'humanité était confrontée à l'alternative "socialisme ou barbarie" et que la révolution ouvrière était nécessaire pour interdire le triomphe de cette dernière. C'est là une base d'accord assez large...

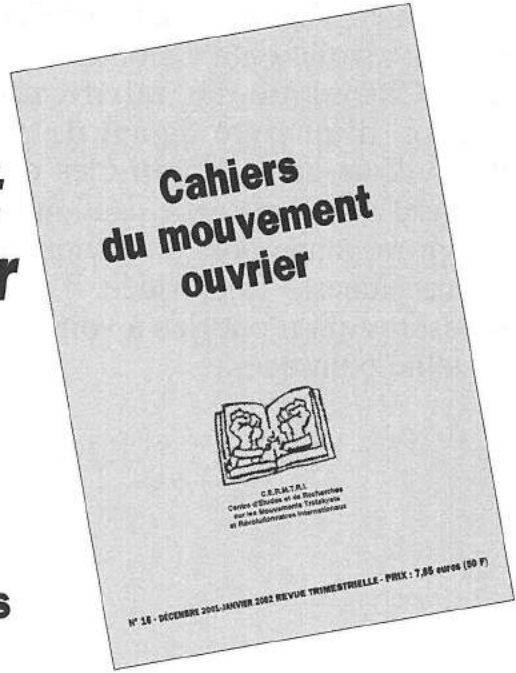
Or depuis longtemps, et aujourd'hui avec une énergie renouvelée, on essaie de gommer cet accord de fond et de transformer des désaccords réels, mais secondaires par rapport à leur base commune, en opposition radicale, et Rosa Luxemburg en anti-Lénine. Ainsi, dans sa sous-biographie de Rosa Luxemburg (Presses de la Renaissance, 1992), Max Gallo, évoquant la brochure de cette dernière sur la révolution russe, affirme : « *Tout a été dit — dans l'été 1918 ! — sur la bureaucratie, sur la dictature, sur la "terreur qui dégrade moralement"* » (p. 321)... A la lecture de *Que veut Spartacus ?*, rédigé quinze jours avant son assassinat (et en particulier de ses dernières lignes !), l'opération paraît pour le moins osée. Mais les laquais de la classe dominante ne font pas dans la dentelle.

La deuxième partie de l'article de Fiodor Achine et Vladimir Alpatov sur l'écrasement de l'intelligentsia turcophone en Azerbaïdjan enrichit la sinistre chronique de la répression stali-

nienne, dont l'un des traits est l'anéantissement de l'intelligentsia née de la révolution d'Octobre.

La "Chronique des falsifications" est enfin consacrée à la réédition d'un livre datant de près de 80 ans, de l'époque du bolchevik au couteau entre les dents, et préfacé par un historien d'aujourd'hui. Sous cette caution bourgeoise, tous les vieux clichés de la propagande antibolchevique des années 1920 retrouvent une certaine jeunesse (bien ridée, il est vrai...), sans doute en réponse à des besoins qui n'ont rien à voir avec l'histoire, mais beaucoup avec l'actualité politique...

Soutenez les Cahiers du mouvement ouvrier



- Abonnez-vous.
- Les vingt-deux premiers numéros sont encore disponibles. Et toujours, nos conditions spéciales d'achat de la collection (nos 1 à 22) : 75 euros.

Cahiers du mouvement ouvrier

(volume de 160 pages)

Prix du numéro : **7,65 euros**

Abonnement annuel (quatre numéros) : **27,50 euros**

Nom, prénom :

Adresse :

Abonnement d'un an :

- à partir du n° 13 à partir du n° 14 à partir du n° 15
 à partir du n° 16 à partir du n° 17 à partir du n° 18 à partir du n° 19
 à partir du n° 20 à partir du n° 21 à partir du n° 22 à partir du n° 23

Commande du (des) n° (nos) :

- Commande du n° 1 de l'édition russe (9 euros port compris)

La collection des nos 1 à 22,
vendue au prix de 75 euros + 10 euros de frais de port

Chèques à l'ordre du CERMTRI

(préciser : Cahiers du mouvement ouvrier)

A renvoyer au CERMTRI, 28, rue des Petites-Ecuries, 75010 Paris

**Noël Pointe :
un conventionnel
stéphanois
(1755-1825)**

(Pierre Roy)

Noël Pointe est une figure peu connue de la Révolution française. Il en fut pourtant l'un des acteurs. Acteur de second ordre, sans aucun doute, mais acteur tout de même, indiscutablement. D'ailleurs, les révolutions ne sont-elles pas faites par une masse immense d'hommes (1), avec, parmi eux, outre des personnalités éminentes, nombre d'individualités placées à la fois par les circonstances et leurs qualités à des postes de responsabilité qui, pour n'être pas d'importance nationale, n'en sont pas moins nécessaires et utiles ? Pointe est de ces individualités-là.

Jaurès, qui n'a pas tendance à le surestimer, il s'en faut, car il est agacé par son goût pour une rhétorique quelque peu alambiquée et ses prétentions à versifier, lui consacre tout de même une page dans son *Histoire socialiste de la Révolution française*, parce que Pointe est l'un des rares ouvriers élus députés à la Convention, l'autre étant le cardeur de laine Armonville, élu par le département de la Marne.

Noël Pointe — “cadet” (2), est-il précisé, afin de le distinguer de son frère aîné prénommé également Noël — naquit à Saint-Etienne en 1755, dans le quartier environnant l'église Notre-Dame, où il fut baptisé. Ouvrier armurier (arquebusier), mais ne travaillant pas dans une manufacture royale d'armes, donc plutôt artisan qu'ouvrier au sens moderne du mot, il s'acquit, dès l'ouverture de la période révolutionnaire, une certaine notoriété. Il participa aux événements de cette période à Saint-Etienne. Jouissant d'un degré d'instruction assez remarquable pour son état, en 1792, il fut élu à la Convention député du département alors unique de Loire et Rhône (le département de la Loire fut séparé du Rhône en 1793, à la suite de la révolte des girondins, dont le foyer principal se trouvait à Lyon).

Montagnard jacobin, il vota la mort de Louis XVI, et, à cette occasion, prononça une intervention qui n'est pas dénuée d'intérêt. Durant l'été 1793, il fut chargé d'une première mission à Saint-Etienne, au moment même de la révolte des girondins, dont on sait que le principal foyer était à Lyon. Comme les troupes girondines marchaient sur le Forez et ne faisaient pas de quartier aux jacobins, il fut contraint de se cacher, afin d'éviter le sort funeste qui avait été, dans la grande cité voisine, celui de son collègue Chalier, puis il réussit à quitter clandestinement des lieux où sa vie était menacée.

(1) Contrairement à ce que disent certains, qui en font une succession de coups de main fomentés par des agitateurs meneurs d'hommes et opérant avec une fraction fanatisée de ces derniers.

(2) Cet adjectif suivant le nom de Pointe s'est transformé à Saint-Etienne en nom patronymique, si bien que les Stéphanois connaissent la rue Pointe-Cadet, mais qu'en l'absence de toute plaque explicative, ils seraient bien en peine de faire le lien entre Noël Pointe et le Pointe Cadet éponyme de cette vieille rue de leur cité !

On le retrouve en été à Paris, qu'il quitte pour exercer son mandat (3) de représentant en mission dans la Nièvre et le Cher (son point d'attache étant Nevers), pour diriger la fabrication des armes dans les manufactures de ces départements et de départements avoisinants. Il déploie alors une intense activité, dont témoignent les comptes rendus de son mandat qu'il fait paraître.

Les événements de l'été 1794 le voient se rallier à Thermidor. Il avait été confronté lors de ses déplacements dans la Nièvre et le Cher aux problèmes soulevés par une déchristianisation trop brutale et, quoique apparemment gagné au déisme robespierriste, qui entendait rectifier les excès impolitiques de cette dernière attitude, il restait au fond de lui un trouble politique qui — c'est une hypothèse — explique son ralliement aux thermidoriens. Il s'y rallie "sur la gauche", pourrait-on dire, puisqu'il se prononce pour que continuent à vivre à la fois la démocratie des comités révolutionnaires, la loi du maximum et la vigilance à l'égard des gros marchands accapareurs.

Vite mis politiquement à l'écart (car il expose, courageusement sinon opportunément, ses vues devant la Convention thermidorienne), exposé à des tracasseries, relégué dans des postes subalternes, il mène dès lors une vie plutôt disloquée et médiocre. Nommé successivement directeur d'une manufacture vouée à une prompte fermeture, puis greffier de tribunal, privé de toute fonction publique sous le Premier Empire, père d'une famille très nombreuse, il reprend son métier d'armurier à Périgueux. A la fin du Premier Empire, on le retrouve percepteur dans une localité de Dordogne, Thénac, d'où, en 1816, frappé de bannissement par la Restauration (il était régicide), à 61 ans, il se met en marche pour Chambéry, avant de revenir se cacher pendant 18 mois là d'où il était parti.

Bien que bénéficiant de la "neutralité" d'un préfet peu impliqué dans les événements antérieurs, et surtout de l'intervention chaleureuse et courageuse d'un ingénieur d'armement que Noël Pointe avait protégé au temps de sa mission à Nevers, il est traduit en cour d'assises en 1818 (on aura noté l'acharnement judiciaire de la Restauration contre les régicides, qui amène à se dire que la vengeance des bien-pensants est non seulement un plat qui se mange froid, mais aussi une machinerie minutieuse de type inquisitorial, qui n'épargne personne).

Noël Pointe échappe à la déportation, mais il est enfermé pendant quelques mois dans la prison de Périgueux. Elargi de cette dernière, il se retire alors près du village de Monestier, en Dordogne, à La Bastide ; dans une mesure de ce lieu-dit, on peut l'imaginer.

Misérable et affaibli, on est en droit de le supposer, il meurt en 1825, sur le chemin qui le conduisait à pied vers Bordeaux pour rejoindre l'une de ses filles demeurant dans cette ville.

(3) Conformément au décret du 3 juillet 1793, qui décida de ne pas employer les commissaires dans les départements qui les avaient élus.

COMITE MONTBRISONNAIS
DU BICENTENAIRE DE LA REVOLUTION FRANCAISE

PIERRE ROY

NOËL POINTE

UN CONVENTIONNEL STEPHANOIS

1755-1825



CAHIER N°5

VILLAGE DE FOREZ

1989

Un défenseur passionné des sociétés populaires

Son activité politique stéphanoise

Nous ne connaissons pas grand-chose de l'activité politique de Noël Pointe avant qu'il soit élu député à la Convention en 1792.

Il est quasi certain qu'il a participé le **11 novembre 1789** au soulèvement populaire qui eut lieu à Saint-Etienne en faveur de l'ouvrier **Claude Odde** (1), injustement et arbitrairement jeté en prison à Montbrison pour avoir dénoncé les vols d'armes opérés par certains groupes d'aristocrates dans les dépôts de Saint-Etienne.

Galley raconte cet épisode tout à fait passionnant de la vie de Saint-Etienne à cette époque, et qui démontre le caractère populaire de cette période de la Révolution. Noël Pointe y fera allusion dans son premier rapport de mission à la Convention ; il a participé à la manifestation en faveur de Claude Odde. Peut-être même en a-t-il été l'un des chefs de file (2).

A cette occasion, le comité de surveillance ou de sécurité publique s'étant une nouvelle fois déconsidéré, il fallut procéder à l'élection d'un nouveau comité. Ce sont les embryons d'un pouvoir démocratique qui se mettent alors en place, à Saint-Etienne, ce **3 décembre 1789**. Bien que les armuriers ne fussent pas organisés en corporation

d'Ancien Régime au sens strict (régime de la Manufacture), il est probable que cette distinction avait cessé d'avoir un sens avec les événements, et ce sont de véritables mandataires des corps de métier qui participent à cette réunion et constituent le nouveau comité. Il n'y a pas eu apparemment, pour exercer cette fonction, nécessité de justifier du paiement d'une contribution importante.

Tout se passe comme si, au moins sur ce plan, une représentation sinon démocratique, du moins plus populaire, émergeait peu à peu du système corporatif ou d'un système analogue.

Cependant, il s'agit encore dans ce cas d'une procédure relevant de l'ancien système. Il faut attendre les premières élections à la municipalité (février-mars 1790) pour que la **base territoriale** soit l'unique référence, mais la poussée démocratique **sera alors limitée et réduite** par les exigences imposées en matière de ressources pour être éligible (c'est-à-dire pouvoir postuler à une fonction d'élu municipal quelle qu'elle soit ; c'est le suffrage censitaire).

Noël Pointe, nous semble-t-il, est très représentatif de ces citoyens pauvres,

(1) Orthographié aussi "Ode".

(2) "Claude Odde, que nous avions, dès les premiers temps de la Révolution, arraché des cachots de Montbrison, où l'aristocratie l'avait plongé et voulait le faire périr" ("Compte rendu à la Convention nationale", p. 13).

qui, bien qu'ils fussent des ouvriers très qualifiés, ne pouvaient alors, en 1790, prétendre exercer des fonctions municipales. Sa signature disparaît d'ailleurs du registre des procès-verbaux des délibérations à caractère municipal. Dès lors que la nouvelle municipalité est élue, avec Antoine Neyron comme maire, seuls délibèrent et signent, ce qui est logique, les nouveaux élus.

Cette situation ne traduit-elle pas le fait que Jacques Godechot relève dans son *Histoire des institutions*, mais qu'il limite aux villages ? En effet, il indique que, dans les campagnes, les nouvelles municipalités furent parfois moins "démocratiques" que les communautés antérieurement mise en place, qui étaient plus représentatives de la totalité des habitants. Peut-on en dire autant de la nouvelle municipalité de Saint-Etienne par rapport à la situation antérieure ? Sans doute cela mériterait-il d'être sérieusement nuancé, mais force est de constater que Noël Pointe, présent dans les assemblées de communauté antérieures à février-mars 1790, n'eut plus la possibilité de jouer un rôle municipal après cette date, dans le cadre de la municipalité Neyron.

Galley signale qu'il fera partie des gardes nationales que la ville de Saint-Etienne décidera de faire monter à Paris pour la première fête de la Fédération (le 14 juillet 1790) aux frais de la municipalité.

On peut facilement imaginer que ce premier voyage de Noël Pointe à Paris lui a donné conscience de beaucoup de problèmes, l'a mis en contact avec des révolutionnaires de toute la France, notamment parisiens. Cela a été sans doute pour lui une expérience totalement nouvelle, qui, il est permis de le penser, a joué un grand rôle dans son évolution politique vers le jacobinisme. Mais, là encore, nous en sommes réduits à des conjectures.

Noël Pointe postulera à un rôle municipal en novembre 1791. Il sera l'un des commissaires nommés de la section de Chavanel pour préparer l'assemblée primaire et il sera élu notable, mais son élection sera contestée pour paiement d'une cote insuffisante. Apparemment, Noël Pointe conservera néanmoins son

poste jusqu'à son élection à la Convention. Il ira loger alors à Paris...

Quelques idées-forces du conventionnel

Le mandat populaire

Noël Pointe semble avoir eu un sens aigu du mandat populaire. Pour lui, le peuple souverain, ou, comme on disait alors, en reprenant le terme popularisé par Jean-Jacques Rousseau dans le *Contrat social*, le "Souverain" (pour désigner le peuple), est l'instance suprême.

Il déclare dans la préface de l'un des recueils de ses lettres officielles :

"Chargé d'une mission très étendue, je dois rendre compte de tous mes instants : je le ferai avec d'autant plus d'empressement que je serai toujours jaloux de mettre ma conduite au grand jour" (3).

Lorsque, désavoué par le Comité de salut public et le Comité de sûreté générale pour avoir élargi "98" détenus des prisons de Nevers (4), il cherche, manifestement embarrassé, à se justifier, il écrit en conclusion de son adresse aux habitants de Nevers :

"Les monarchies ne se soutiennent que par la faiblesse des peuples et les crimes des rois. Les républiques, au contraire, ne peuvent se fonder et se fonder sur des bases solides que par l'énergie des peuples, et la pureté de leurs représentants."

(...) Un peuple libre ne connaît de maître que la loi et il doit lui obéir parce qu'elle commande à tous, et qu'elle frappe le législateur comme un autre citoyen, lorsqu'il prévarique."

Aussi, dans un gouvernement républicain, le peuple est dans toute la plénitude de ses droits : si quelqu'un même de ses mandataires tombe dans

(3) Préface du "Compte rendu à la Convention nationale et au peuple souverain, par Noël Pointe d'Armeville, représentant du peuple, envoyé dans les départements de la Nièvre, de l'Allier et du Cher : le 18 pluviôse, l'an II de la République une et indivisible", 6 février 1794.

(4) Cf. ci-après, page 20.

des erreurs involontaires, il n'est pas obligé de garder le silence (5). Il doit même les relever ; et ceux qui en ont commis doivent en convenir quand il est évident (quand c'est évident), et y remédier par la prudence et la sagesse."

Noël Pointe semble troublé : d'un côté, la représentation nationale, par la voix des comités élus en son sein, désavoue sa mesure de clémence ; de l'autre, le peuple de Nevers assemblé, trois jours durant, dans le "temple de la Raison et de la Philosophie" (la cathédrale Saint-Cyr), après discussion démocratique, a mandaté Noël Pointe pour l'élargissement de 98 détenus !

On comprend son dilemme. Il s'inclinera finalement devant la décision du Comité de salut public (qui remettra en prison les 98, plus quelques autres), mais sa décision de ne plus intervenir dans ce genre d'affaire témoigne de son embarras.

La méfiance à l'égard des "gros négociants" et des "riches fabricants"

Outre sa haine de la monarchie, qui lui fait voter la mort de Louis XVI "dans les 24 heures", Noël Pointe manifeste souvent dans ses textes son hostilité aux gros commerçants et aux riches fabricants.

La première mission qui lui fut confiée par la Convention (6) avait pour but de lui faire réorganiser et stimuler la fabrication des armes à Saint-Etienne. La révolte fédéraliste, qui avait éclaté sur ces entrefaites à Lyon et cherchait à s'étendre, pour commencer, à Saint-Etienne, empêcha Noël Pointe de mener à bien sa mission. D'abord plus ou moins protégé par les autorités du district et de la ville de Saint-Etienne, afin probablement d'éviter un soulèvement populaire, Noël Pointe, une fois les fédéralistes lyonnais maîtres de la ville, les sociétés populaires mises à sac, les jacobins traqués, dut se cacher et finalement regagner Paris par Le Puy et le chemin de l'Auvergne.

C'est alors qu'il rédigea son premier compte rendu de mission. Et dès les premières lignes, il écrit :

"Etant ouvrier du pays, je sentis d'abord toute la délicatesse de cette mission ; j'en fis part à plusieurs de mes collègues. Connaissant l'égoïsme des riches fabricants, qui n'ont en vue que leurs intérêts privés, qui, de tout temps, ont eu l'orgueil de se croire des êtres pétris d'un autre limon que l'ouvrier, et qui ont toujours pesé son pain et sa sueur dans la même balance, je voyais bien que ces hommes, incapables du moindre sacrifice pour la liberté, seraient pour moi autant d'ennemis, lors même que je prendrais Thémis pour mon guide" (7) ("*Compte rendu à la Convention nationale par le citoyen Noël Pointe, l'un de ses membres, commissaire près la manufacture d'armes de Saint-Etienne, département de Rhône-et-Loire*") (8).

Ailleurs, dans une lettre écrite à l'administration du district de Corbigny, alors qu'il était en mission (la troisième) dans quatre départements (9), il dit à ses correspondants le 28 prairial an II, et après s'être félicité qu'on ait exempté de la réquisition des chevaux (10) les officiers de santé et les **marchands négociants** :

"Cependant, je vous engage à vous prémunir de fermeté et surveillance sur les réclamations que certains négociants pourront vous faire.

Vous savez que c'est dans cette classe que l'égoïsme règne le plus que dans toutes autres, et que, sous prétexte de bien public, c'est leur intérêt particulier qui les fait agir".

Après le 9 thermidor, la chute de Robespierre et de ses proches, Noël Pointe, qui a su donner des preuves (au moins en paroles) d'un antirobespierisme de fraîche date (11), n'en demeure pas moins jacobin "populaire" et hostile aux "riches".

(5) Souligné par moi — P. R.

(6) Par un décret du 10 juin 1793.

(7) Passages soulignés par moi — P. R.

(8) N'oublions pas qu'à l'époque et jusqu'en août 1793, l'actuel département de la Loire et l'actuel département du Rhône n'en formaient qu'un seul, le "Rhône-et-Loire".

(9) Nièvre, Allier, Saône-et-Loire, Yonne.

(10) Pour le front, ou plutôt les "fronts" occupés par la Révolution en armes.

(11) Ce que Mathiez ne lui pardonne pas...

Le 4 nivôse an III (24 décembre 1794), il prononce un discours où il déclare, entre autres choses :

“Si je voyais les riches marchands sortir du tombeau de l'égoïsme et de l'agiotage, s'ils oubliaient un instant leurs intérêts privés pour l'intérêt commun, et vivaient pour la société autant que pour eux-mêmes ; s'ils se contentaient, en un mot, d'un gain honnête et légitime, sans faire régner une disette factice, quand leurs magasins regorgent de toutes les choses nécessaires (...).

Les gros négociants ont des coeurs de bronze ; la misère publique ne les a point amollis. Toujours sourds aux cris plaintifs de l'indigent, ils spéculent plus que jamais sur le commerce, dont ils font le plus affreux brigandage.

Ils se jouent impunément des calamités du peuple par le trafic honteux qu'ils font de toutes les marchandises et dénuées de première nécessité.

Chaque jour, elles changent de prix dans leurs magasins, et de qualité celles qui en sont susceptibles. Ce qui valait hier dix sols en vaut aujourd'hui douze, et demain sera à quatorze.

L'avidité mercantile n'a plus de frein ; bientôt, ils ne voudront vendre qu'aux poids des assignats, de sorte que le riche fainéant ne manquera jamais de rien, quand le pauvre, le laborieux artisan, sera privé de tout.”

On voit de quel point de vue social se place Noël Pointe : ceux qui fabriquent contre ceux qui commercialisent. Je ne pense pas qu'on puisse lui attribuer une distinction plus “moderne” : lorsque Noël Pointe parle des “ouvriers”, de l'ouvrier qu'il est ou que tout au moins il fut jusqu'en 1792, il ne me semble pas qu'il entende par là quelque chose de différent des “artisans”. D'ailleurs, la distinction n'était guère possible à cette époque entre l'artisan armurier travaillant dans son atelier avec un ou deux apprentis, souvent ses propres enfants, et l'ouvrier œuvrant dans un atelier plus vaste pour le compte d'un propriétaire manufacturier.

En tout cas, dans les deux missions qu'il accomplit, d'abord dans les trois départements : Nièvre, Allier, Cher, puis

dans les quatre : Nièvre, Allier, Saône-et-Loire, Yonne, Noël Pointe a toujours fait passer l'intérêt de la Révolution — qui se confondait alors avec l'intérêt national — avant les intérêts particuliers des ouvriers employés dans les manufactures dont il avait la charge.

Noël Pointe et les ouvriers

L'attitude de Noël Pointe à l'égard des ouvriers est faite de rigueur (application stricte des décisions de la Convention) et de sollicitude. Les ouvriers que Noël Pointe dirige dans la Nièvre ou l'Allier en l'an II, ceux qu'il dirigera plus tard en Saône-et-Loire, dans l'Ain, etc. (son passage après la “séparation” de la Convention à la manufacture d'armes de Bergerac est un épisode mal connu de nous) sont-ils comparables à ceux qu'il a connus à Saint-Etienne, et dont il a été le porte-parole ? Il était lui-même, en tant qu'ouvrier arquebusier, un travailleur hautement qualifié ayant fait quatre ans d'apprentissage, peut-être ensuite un “chef-d'œuvre”, pour être reçu maître ouvrier (s'il a pu s'acquitter des droits exigibles à cet effet). Il avait l'expérience d'une industrie à structure artisanale, dispersée, dans de nombreux petits ateliers.

Il dirige à Nevers des ouvriers “artillers” chargés de forger des canons pour la marine, à Guérigny des ouvriers forgers chargés de la fabrication des armes de marine, etc., dans des fabriques beaucoup plus vastes. Il dirige tout cela avec compétence et passion “technologiques”, mais qu'en est-il de sa “conscience sociale” ?

C'est plus “négativement”, à partir de son hostilité aux négociants, que “positivement”, à travers un “engagement” dans la cause ouvrière, que nous pouvons juger la position de Pointe.

Il ne semble pas avoir eu conscience d'appartenir à une classe distincte, aux intérêts séparés, sans aller jusqu'à “antagonistes”, des intérêts des fabricants, des entrepreneurs, de ceux que d'autres, plus avancés que lui à la même

époque, reconnaissent comme des "capitalistes".

Son point de vue semble surtout "moral", "individuel".

Noël Pointe revient souvent sur le thème de la misère, notamment ouvrière, contre laquelle il lui arrive assez fréquemment de chercher des remèdes.

Il conclut une lettre au Comité de salut public de Nevers, le 3 germinal an II (23 mars 1794) :

"Du pain pour nourrir les ouvriers, je vous réponds du succès de la mission que vous m'avez confiée."

Le 14 germinal (3 avril), il transmet au Comité de salut public un arrêté portant augmentation des salaires des ouvriers des forges de Guérigny.

Le lendemain (4 avril), il écrit encore :

"N'oubliez pas les subsistances, car vous savez que sans pain je ne pourrai faire travailler les ouvriers et qu'il m'en faut un grand nombre."

Dans cette période d'extrême disette, Noël Pointe paraît toujours soucieux d'adoucir le sort des plus démunis, dont font évidemment partie les ouvriers. Par exemple, il ordonne dès prélèvements de grain sur les arrivages par bateaux en organisant des distributions réduites, qui excluent *"les citoyens qui ont moissonné et ceux qui, ayant des biens de campagne, peuvent se faire pourvoir par leurs fermiers"* (12).

Cela posé, il n'y a pas chez lui, dans aucun texte qu'il ait écrit ni dans aucun acte qu'il ait accompli, la trace d'une initiative proche des partisans de la "loi agraire" ou proche des positions des "enragés". Rien non plus qui fasse présager un ralliement aux thèses babouvistes, qui, Victor Daline l'a abondamment prouvé, voulaient une Constitution assurant toutes les conditions de la vie intellectuelle et matérielle *"par la mise en commun de toutes les ressources indéfiniment multipliées et accrues au moyen d'une organisation sagement combinée et du travail sagement dirigé"*, formule qui atteste la compréhension de la nécessité d'une organisation sociale du travail, et dont on ne trouve pas de signe annonciateur dans l'activité de Noël Pointe.

C'est empiriquement, au "coup par coup", que le jacobin Pointe a répondu à une situation complexe. Il l'a fait dans le cadre général des décisions de la Convention et sans considérer que les ouvriers qu'il embauchait, dirigeait, stimulait, faisaient partie d'une classe aux intérêts séparés de "l'Etat-patron" ou des entrepreneurs de l'époque.

Pour lui, c'était le sort de la Révolution qui se jouait, attaquée de toutes parts.

Nous n'avons pas connaissance de textes écrits ou de propos rapportés dans lesquels Pointe aurait pris position sur les problèmes des "coalitions" ouvrières, comme on disait à l'époque, et que la loi Le Chapelier interdisait. On sait que les jacobins n'abolirent pas cette loi, qui interdisait aux ouvriers de constituer entre eux une association de défense (syndicat).

Noël Pointe était tout entier tendu vers les buts de la défense patriotique à l'extérieur et de la défense républicaine à l'intérieur. Pour lui, les deux préoccupations se recoupaient entièrement. Il n'envisageait pas que la liberté d'association ouvrière ait pu rendre plus enthousiastes les ouvriers de Nevers, Guérigny, Cosne, Moulins, etc., dans les tâches essentielles pour la sauvegarde de la Révolution, qu'ils accomplissaient. Cette idée ne l'effleure même pas.

Mais, après tout, l'une des raisons pour lesquelles il accepte aussi facilement le 9 thermidor est peut-être liée à cette conviction que la Terreur jacobine fut insuffisamment attentive aux revendications populaires ? Rien ne permet de le croire et la teneur de son discours de nivôse an III n'apporte rien de neuf à cet égard ; sa critique de Robespierre vis-à-vis de sa politique sociale est faite au nom de la liberté et de l'innocence opprimée.

Noël Pointe ne spécifie pas sa position. Il se place toujours du point de vue des sans-culottes ou du point de vue du "peuple" en général, et les ouvriers, à ses yeux, ne constituent décidément pas une "classe" sociale particulière.

(12) Voir aussi lettre de Noël Pointe du 11 messidor, an II, reproduite à la fin du chapitre.

Ainsi, le sort des ouvriers ne fait pas l'objet d'une préoccupation particulière dans l'esprit de Noël Pointe. Ils sont englobés dans sa conception du peuple qui travaille et qui s'oppose aux "riches fainéants". Ni plus, ni moins. Mais sa sollicitude à l'égard des plus démunis n'est pas niable (13).

Noël Pointe et la politique religieuse des jacobins

Fermeté anticléricale du conventionnel stéphanois

L'historien Marc Bouloiseau (14) écrit à propos de la politique de déchristianisation : *"Phénomène complexe dans sa diversité, la lutte antireligieuse devance la Terreur et la déborde. Paris ne l'a pas propagée et la subit moins que la province, où elle reçut des pulsions imprévues. Quels furent donc ses auteurs, ses manifestations et leur portée réelle ? Le débat reste ouvert."*

Il ajoute : *"La "minorité agissante" était d'accord sans s'être concertée. L'iconoclasme eut des origines obscures et des déchaînements spectaculaires. On*

le compara à une croisade délirante, ses pires effets coïncident avec l'hiver de 1793, les difficultés économiques et le péril extérieur. C'est donc un élément — non des moindres — de la défense révolutionnaire et nationale. »

On peut estimer que les ravages du fanatisme religieux et de l'intolérance étaient trop frais dans les mémoires éclairées de l'époque pour que même les citoyens qui répugnaient à la violence n'aient au fond d'eux-mêmes situé dans une perspective plus globale certains débordements antireligieux...

En tout cas, Pointe n'est pas Fouché, encore moins Javogues. Son arrêté du 27 frimaire an II (17 décembre 1793) concerne les "signes extérieurs" du culte, mais pas le culte lui-même. On peut évidemment trouver quelque peu naïve la conduite de certains déchristianisateurs, qui, comme Pointe, pensaient que la disparition des signes extérieurs entraînerait la disparition de la foi elle-même...

(13) On connaît plusieurs cas d'atténuations de peines demandées par Noël Pointe et des exemples de secours attribués par lui.

(14) *La République jacobine*, collection Point Seuil, pages 195 et suivantes.

Sur la disette de l'été 1794

Noël Pointe : compte rendu à la Convention nationale et au peuple souverain.

Vendémiaire, l'an III

N° 310 (Artillerie, n° 97)

Le Représentant du peuple, etc., aux district et municipalité de Nevers.

Nevers, le 11 messidor, an II de la République

"Je viens de visiter, citoyens, les établissements de fonderie et forerie de canons qui se font en cette commune ; j'ai trouvé les ouvriers dans une espèce de stagnation telle que depuis quelques jours les ouvrages en sont, pour ainsi dire, au même point et degré d'avancement.

Je leur en ai aussitôt témoigné les reproches les plus vifs, et rien n'eût calmé ma juste indignation s'ils ne m'eussent répondu que le défaut de manger ne donnait point de bras, ou au moins que pendant le laps de temps qu'ils étaient obligés de rester à la porte des boulangers pour avoir du pain, ils ne travaillaient point. Je vous invite donc, sous votre responsabilité individuelle et collective, à prendre, de concert entre vous, les mesures les plus promptes, afin de faire fournir du pain aux chefs des ateliers, qui le distribueront aux ouvriers. D'Aubigny pourra, en mon absence, vous donner les renseignements nécessaires sur les chefs des ateliers et nombre d'ouvriers.

Union et fraternité."

Signé : Noël Pointe.

La lettre de Pointe sur les "cloches de Lormes" est révélatrice de cette naïveté ; cependant, il faut replacer tout cela dans le contexte d'une lutte à mort entre révolution et contre-révolution.

Comme Noël Pointe n'est pas un grand "manœuvrier" en politique, sa conduite est assez transparente et on y lit facilement que certaines situations délicates lui ont posé problème.

C'est ainsi qu'il fut quelque peu interloqué par la sincérité du citoyen Galopin, de La Charité-sur-Loire, qui se voulait à la fois catholique et bon républicain.

Le compte rendu de la séance que Noël Pointe tint dans cette localité le 26 frimaire, "*en présence des Autorités constituées et du Peuple*", est assez éloquent :

"Ensuite, le citoyen Galopin est monté à la tribune et a dit qu'il reconnaissait un Etre suprême ; que lui professait la religion catholique et voulait la professer toujours, qu'animé du désir sincère de défendre de tout son pouvoir la République française, une et indivisible, de respecter les lois de la Convention nationale, la liberté et l'égalité, il entendait bien observer les jours de décadi institués par la Convention, mais qu'il avait aussi observé jusqu'ici les dimanches et fêtes, et qu'il en demandait la conservation."

Noël Pointe a pris la peine et a eu le souci démocratique de faire rédiger un procès-verbal qui ne dissimule rien des arguments qui lui étaient opposés.

Noël Pointe maintint intégralement le point de vue du calendrier républicain (décadis remplaçant les dimanches), il protesta de son attachement à la conviction qu'existe un Etre suprême ; il termina son discours "*par démontrer clairement que le meilleur de tous les cultes était d'en avoir l'autel dans son cœur*" ; il ne fait que reprendre en l'occurrence les dispositions arrêtées un peu plus tôt par la Convention nationale, ni plus, ni moins. Sans doute retarde-t-il (la référence à l'Etre suprême mise à part, mais était-elle auparavant complètement absente des positions officielles ?) sur le tournant qui s'amorce dans les sphères dirigeantes : globalement, son inter-

prétation du décret réaffirmant la liberté des cultes est marquée d'une certaine étroitesse de vues, qui relève plus de la période antérieure que postérieure à ce décret. En d'autres termes, Noël Pointe semble peu au fait, à ce moment-là, des discussions qui se mènent alors chez les jacobins, parmi lesquels Robespierre a décidé de freiner la déchristianisation, dont il voit les conséquences fâcheuses.

A la décharge de Noël Pointe, on peut observer que, face à ce qui apparaissait dans quatre districts du Cher (Bourges, Sancerre, Sancoins et Libre-Val) comme un début d'insurrection, il va préconiser l'emploi de la persuasion et de l'instruction plutôt que celui de la force.

Il anticipe ainsi, dans une certaine mesure, sur les décisions du Comité de salut public en date du 28 nivôse an II (17 janvier 1794), décisions qui rompaient avec la déchristianisation forcée de la période précédente.

Tout se passe comme si Noël Pointe souscrivait à l'avance à ces lignes du Comité de salut public :

"Ménageons les consciences faibles ; ne caressons point les préjugés, mais loin de les attaquer de front, qu'ils s'évanouissent devant le flambeau de la raison, laissez-le luire aux yeux de tous. Bientôt, le fanatisme n'aura plus d'aliment."

Dans cette période et dans la région considérée, les autres représentants qui ont eu à s'occuper de ces problèmes, Lefiot et Legendre, ont été encore plus avisés que Pointe, et qu'ils ont considéré que l'arrêté pris par celui-ci le 17 décembre 1793 avait été mal venu...

Peut-être, en effet, Noël Pointe fut-il assez mal à l'aise au milieu des districts ruraux. Ses convictions le poussaient à faire appel au peuple en permanence, et voici que, dans ce cas précis, à la campagne, le peuple répondait d'une façon totalement opposée à ses propres idées.

Il y avait là, reconnaissons-le, quelque chose de troublant pour un homme d'origine populaire que la Révolution avait porté en si peu d'années à une aussi lourde, sinon très haute, responsabilité !

Ce trouble politique, nous pensons qu'il fut encore bien plus considérable

lorsque, se fiant aux décisions du peuple de Nevers assemblé (peuple urbain, cette fois-ci), **il a procédé à l'élargissement de 98 détenus et qu'il a été désavoué par le Conseil de sûreté générale** (23).

On peut risquer l'hypothèse que ce trouble politique explique qu'il ait facilement accepté Thermidor : peut-être, au fond de lui-même, avait-il rendu responsables de ses problèmes les robespierristes ?

Faut-il céder à l'indulgence du peuple souverain ?

L'Affaire des 98

Durant sa mission, Noël Pointe eut à se prononcer sur la mort de 161 citoyens incarcérés à la maison d'arrêt de Nevers sous l'inculpation d'incivisme.

Une **assemblée populaire**, réunie sous sa présidence les 3, 4, 5 floréal an II (22, 23 et 24 avril 1794), au temple de la Raison (cathédrale Saint-Cyr), innocenta 98 de ces détenus ; en conséquence, Noël Pointe prit, le 8 floréal, un arrêté ordonnant leur libération.

Mais à Paris, le Comité de salut public, informé par le Conseil de sûreté générale de cette mesure de clémence, ordonna, passant semble-t-il par-dessus la tête de Noël Pointe, la réincarcération des 98 intéressés.

Noël Pointe, désireux d'échapper à toute accusation de coupable indulgence (lui qui avait justifié — assez platement, à vrai dire — l'exécution des dantonistes et des hébertistes peu auparavant), sentit le besoin de se justifier publiquement ; il rédigea le 10 messidor (28 juin 1794) une adresse d'excuses aux habitants de Nevers : il déclara n'avoir agi que sous l'impulsion de sa conscience, en se fondant sur l'avis de l'assemblée populaire.

Cette assemblée se serait-elle trompée ? Aurait-elle tort ? Non, répondit-il : *"Le Peuple n'a jamais tort parce qu'il n'est pas éclairé, etc."*

En tout cas, Noël Pointe n'en était pas à sa première mesure de clémence. Après avoir scrupuleusement examiné

les registres des comités et estimé que certains détenus étaient incarcérés à tort, il prononça des élargissements tantôt individuels et tantôt collectifs (parmi ces derniers, 7 libérations à la Charité-sur-Loire, le 5 nivôse, 21 à Nevers, le 8 nivôse, 13 à Moulins, le 8 pluviôse, 17 à Nevers, le 12 pluviôse).

En ce qui concerne les "98", il avait obéi à l'indulgence populaire, libérant l'ex-maire de Nevers désigné par l'Ancien Régime, A. Dechamps, l'évêque constitutionnel Tollet, le capitaine de gendarmerie Clément, entre autres personnalités importantes.

Mais l'arrêté du 9 floréal a donc été cassé et le comité de Nevers a été invité à réintégrer dans les prisons les 98 libérés, ce qui fut fait aussitôt en leur ajoutant quelques suspects ayant fait l'objet de libérations antérieures, y compris le propre secrétaire de Noël Pointe, Dumont-Millet... A partir de ce moment, Noël Pointe fut beaucoup plus circonspect, et il déclara nettement :

"Me faire des pétitions à ce sujet serait user inutilement de l'encre et du papier ; que ceux qui croient avoir des réclamations à cet égard les adressent au Conseil de sûreté générale... Ma plume ne sera plus la clef des maisons d'arrêt."

Noël Pointe, en pleine réaction thermidorienne, demandera que soit appliquée la loi des suspects. Il n'a pas renié la nécessité de la terreur pour étouffer la contre-révolution.

C'est au moment où cette terreur débouche sur une forme d'autodestruction du système de gouvernement que Noël Pointe, comme bien d'autres, a été troublé.

Sentait-il à sa manière ce qu'exprimait Saint-Just par cette expression célèbre : *"La Révolution est glacée"* ?

Noël Pointe, défenseur passionné des "sociétés populaires"

On peut en effet penser que Noël Pointe — même s'il n'y fait pas directement allusion — rendait plus ou moins responsable du désaveu qu'il avait

subi à propos des "98" le Comité de sûreté générale et le Comité de salut public. Ce qui expliquerait qu'après un très bref moment d'incrédulité, il ait finalement ajouté foi à ce que des "*individus venant de Paris*" disaient s'être passé le 9 thermidor et qu'il ait vite dénoncé un "*nouveau Catilina*" en Robespierre, après sa chute.

L'historien Albert Mathiez a jugé cette attitude avec sévérité. Peut-être faut-il mettre en relation aussi cette attitude de Noël Pointe avec des centaines d'autres : Robespierre et ses partisans n'étaient-ils pas isolés, y compris par rapport à leur base sans-culotte ? La Grande Terreur ne s'est pas tellement appuyée sur cette dernière, mais plutôt sur une bureaucratie d'exécution, qui tendait à opérer extérieurement à l'avant-garde populaire. Et Noël Pointe a vraisemblablement considéré le 9 thermidor comme un épisode qui ne remettait pas en cause la Convention et la marche en avant de la Révolution.

Dès lors, il va se trouver en porte-à-faux. Il sera amené à défendre les premières institutions politiques du pouvoir jacobin à un moment où celles-ci sont déclarées suspectes et se voient interdire par un décret de la Convention thermidorienne de se réunir les unes aux autres ; la mesure visait à les impuissantiser et à préparer, à terme, leur disparition.

Noël Pointe défend les sociétés populaires avec passion. Il le fait d'une manière trop générale, mais on sent dans ses deux textes la volonté de convaincre les dirigeants de ne pas aider les "méchants" à tirer un trait sur les acquis de la Révolution, dont les sociétés populaires font à ses yeux partie. Il sait gré en particulier à celle-ci d'avoir permis aux gens sans expérience politique comme lui d'accéder à la conscience et à la connaissance.

Dans sa brochure "*Les crimes (15) des sociétés populaires précédés de leur origine*", il écrit :

"Le décret que vient de rendre la Convention nationale concernant les sociétés populaires va devenir une arme nouvelle entre les mains de leurs ennemis ; ils vont en tirer des conjectures

étrangères à l'esprit de la loi, et qui n'ont jamais entrés (sic) dans les vues et les intentions des législateurs."

Cette dernière phrase révèle les illusions de Noël Pointe sur les véritables intentions des thermidoriens. Il ne voit pas que ce décret prélude à la mort des sociétés populaires et qu'il fournit délibérément une arme aux "malveillants" pour qu'ils les détruisent.

Noël Pointe évoque les raisons de la constitution des sociétés populaires :

"Quand le peuple français (...) voulut briser ses lourdes chaînes, recouvrer ses droits et s'élever à sa grandeur primitive, il sentit aussitôt le besoin de se réunir pour résister à ses oppresseurs.

Il avait besoin de s'instruire ; mais quels étaient les moyens d'y parvenir ? Ceux qui auraient pu l'éclairer dans la carrière politique étaient ceux qui avaient intérêt de l'en détourner..."

Les connaissances humaines leur étant interdites, puisqu'elles se trouvaient être le monopole de "*la prétendue noblesse*", du clergé et des harpies du barreau, ces "*trois genres de sangsues*", le peuple dut "*chercher lui-même la lumière pour s'arracher des ténèbres*".

Noël Pointe reste trop imprécis sur ce que les sociétés populaires peuvent apporter en matière "de connaissance humaine", et c'est dommage. Il se borne à des généralités sur le peuple, qui y "*développe les principes de l'indépendance*". Mais encore ? serions-nous tenté d'écrire !

Il évoque — sur la base de son expérience stéphanoise rappelée dans une note — le combat de certains (sans les nommer de façon plus précise, mais on peut supposer qu'il s'agit des girondins fédéralistes) pour dissoudre dès leur naissance les sociétés populaires.

« Ayant échoué dans leur entreprise, ils fondèrent des sociétés sous le beau nom d'« Amis de la Constitution », sociétés composées de tout ce qu'il y avait d'ennemis jurés du nouvel ordre des choses, prétendus nobles, prêtres, procureurs et riches marchands. »

Et Noël Pointe ajoute :

"Oui, sans doute, ils étaient les vrais et les sincères amis de la Constitution, mais

(15) Par antiphrase.

de celle de 1791, eux toujours oppresseurs et le peuple toujours opprimé.”

On retrouve aussi dans un passage les accents plébéiens de Noël Pointe, qui dénonce l'orgueil de caste des ennemis des sociétés populaires et de la Révolution :

“Ces hommes qui voulaient planer au-dessus de l'honnête et laborieux artisan, de l'humble et utile cultivateur, même du modeste et industriel négociant (les négociants de moyenne fortune, car ceux qui étaient fort riches aspiraient aux privilèges, ils étaient par conséquent presque tous aristocrates), ne les a-t-on pas toujours vus mépriser la classe estimable qu'ils appelaient insolemment le bas peuple...”

Noël Pointe écarte comme impensable l'idée qu'on veuille ôter au peuple *“la faculté de se réunir en sociétés populaires”* et appelle *“les amis sincères de la République”* à s'empressement d'y aller resserrer *“les doux liens de la fraternité”*. Il conclut ce point par ces mots : *“Prenons pour modèles nos braves frères d'armes (...). Soyons dans l'intérieur comme eux sur nos frontières.”*

Ainsi, les victoires militaires de la Révolution sont-elles pour Noël Pointe le gage que la Révolution ne peut que progresser.

Noël Pointe revient ensuite sur les mérites des sociétés populaires et il s'en fait de nouveau le défenseur d'une façon encore aussi générale que précédemment.

Par exemple, une haine secrète, souvent anonyme, s'acharne contre elles parce qu'elles sont les *“vedettes républicaines, elles ont donné l'éveil dans toutes les crises révolutionnaires”*.

Son plaidoyer supplée souvent à une analyse précise de leur action par des dithyrambes, trop vagues, sur le rôle que les sociétés populaires ont joué. On aurait aimé, par exemple, que Noël Pointe développe et charge d'un contenu plus précis une phrase comme celle-ci :

“Les sociétés populaires sont le peuple lui-même, qui exerce ses droits inaliénables en s'entretenant de ses devoirs.”

La suite du texte regroupe des moments de l'histoire de la Révolution, mais de façon allusive :

“Si, quand il était trahi de toute part par tous les monstres qui avaient usurpé

sa confiance, et qui, loin de lui donner la liberté, lui forgeaient de nouveaux fers en feignant de le servir, trahi par ses généraux, trahi par ses administrateurs, trahi par ses ministres, trahi... !!! enfin par ses mandataires mêmes, si alors le peuple n'avait pas eu les sociétés populaires pour se réunir, se communiquer ses justes alarmes, les dissiper et puiser l'espoir dans son propre courage, il eût succombé sous l'énorme poids de tant de scélérateuse.”

Noël Pointe souligne ensuite que la Convention, sans les sociétés populaires, n'aurait pas pu avoir raison de ses ennemis.

Il cite en exemple l'aide fournie par les sociétés populaires à la force nationale pour triompher des royalistes et des fédéralistes *“dans les plus grandes villes du Midi”*.

Il cite leur intervention pour le libérer, lui, Noël Pointe, des griffes des fédéralistes lyonnais, qui l'avaient arrêté.

Il continue ainsi son plaidoyer :

“Elles ont contribué pour beaucoup à éteindre les torches du fanatisme (en note, Noël Pointe cite la mobilisation exemplaire des sociétés populaires du Cher pour faire face au fanatisme religieux) et lorsque notre territoire était envahi de toutes parts par les satellites des brigands couronnés, elles ont encouragé et excité les jeunes gens de la première réquisition à voler au secours de la patrie.”

Elles ont fait des dons considérables pour les frais de la guerre, fourni, en outre, habits, chemises, souliers, etc., pour nos braves défenseurs et établi des comités philanthropiques pour soulager leurs parents.”

Elles ont monté, armé et équipé des cavaliers robustes, et bien résolus, et donné même des vaisseaux prêts à mettre en mer.”

On voit que Noël Pointe a une conscience aiguë du rôle révolutionnaire éminent joué par les sociétés populaires et il s'achemine vers sa conclusion par ces phrases révélatrices de ses craintes, même s'il s'en défend (par prudence ou par confiance, il est difficile de trancher) :

“Peuple français, ne t'y trompe pas ; si jamais tes ennemis parvenaient à

détruire ton avant-garde, ils attaqueraient bientôt le corps de l'armée. Oui, je regarderais la dissolution des sociétés populaires comme le prélude de celle de la Convention nationale."

Et dans une note finale, Noël Pointe disculpe les sociétés populaires de l'accusation de robespierrisme. Ayant chiffré à au moins un "*million d'hommes purs*" les membres des sociétés populaires, il termine par ces mots :

"Ceux-là sont les assassins des sociétés populaires qui voudraient leur faire expier en masse les crimes de quelques frippons à qui personne ne veut faire grâce."

Cette position est d'autant plus méritoire qu'elle semble avoir été relativement isolée parmi les conventionnels : Billaud-Varennés et Collot d'Herbois se turent. L'historien G. Lefebvre écrit :

"Encore une fois, les députés montagnards se montrèrent donc disposés à faire la part du feu ; encore une fois, des jacobins se plaignirent de leur inertie : cependant, ils n'essayèrent pas de résister" (16).

Sans doute, pour autant que nous le sachions, la "résistance" de Noël Pointe aux "réacteurs" qui vont peu à peu se soumettre la Convention en s'appuyant sur la mobilisation des "jeunes gens" (la jeunesse dorée thermidorienne) est-elle surtout d'ordre verbal. Mais parler ou écrire en faveur des sociétés populaires ou de la loi du maximum en cette période où il ne faisait pas bon, où il y allait de sa vie, d'être suspecté de jacobinisme, même si l'on avait pris soin de condamner le robespierrisme, ce n'était pas une attitude "confortable". On sait, par la fin de son discours du 4 nivôse, que Noël Pointe a bénéficié de la protection de Legendre, qui l'a en quelque sorte "excusé" auprès de la Convention thermidorienne.

Peut-être Legendre protégeait-il ainsi ses propres arrières, lui qui, dantoniste, avait finalement renoncé à prendre la défense de Danton et avait fait allégeance à Robespierre ? Peut-être pouvait-il jouer sur le fait que Pointe, obscur député, n'était pas un "politique" et qu'il était utile, en revanche, de le préserver pour ses compétences en matière d'armement ?

Quoi qu'il en soit, Noël Pointe voit s'arrêter là la partie proprement politique de sa carrière.

Ce qui frappe, c'est l'illusion que semble avoir nourrie Noël Pointe qu'il pourrait influencer le cours des événements en s'opposant au mouvement réacteur. Il est vrai que certains aspects de ce mouvement pouvaient donner le change : l'ennemi du fanatisme religieux qu'était Noël Pointe ne pouvait pas ne pas être sensible au maintien par la Convention thermidorienne des décadis, les églises restant dédiées à l'Être suprême ou même à la Raison.

Ce n'est peut-être pas par hasard que Noël Pointe cesse d'occuper un rôle politique avec l'abolition du maximum. Pour lui, en effet, la Révolution se confond avec le triptyque : sociétés populaires, lutte antireligieuse, intervention de l'Etat dans les règles commerciales. Le premier volet du triptyque lui donne les inquiétudes qu'on a vues. Reste que les deux autres continuent à exister tant bien que mal.

L'abolition du maximum a dû apparaître, à ses yeux, dans ces conditions, comme la fin d'une période et l'ouverture d'une autre, où, la terreur blanche aidant, il ne se reconnaît plus suffisamment pour continuer à jouer un rôle politique "autonome".

La quatrième mission qui lui sera confiée en février-mars-avril 1795 le verra se cantonner dans ses tâches techniques, quoique deux lettres écrites par lui durant cette période abordent encore le problème religieux en s'inquiétant du rôle de nouveau actif joué par les prêtres catholiques. Il semble que ce soient là les derniers textes "politiques" de Noël Pointe, en tout cas qui nous soient restés.

Le 26 octobre 1795, la Convention se séparait et, désormais, Noël Pointe ne disposait plus d'un mandat de député. Il redevenait simple citoyen. C'est à ce moment-là que le ministère de la Guerre le nomma contrôleur de la manufacture de Bergerac, qui devait fermer l'année suivante...

Pierre Roy

(16) G. Lefebvre : *Les Thermidoriens* (A. Colin), p. 35.

**Le “Dimanche
rouge”
et la révolution
de 1905
dans les caricatures
de l’époque**

A la mi-décembre 1904, la direction de l'usine Poutilov, qui fabrique des canons et des mitrailleuses, licencie quatre ouvriers membres de la Société des ouvriers de la capitale, fondée par le pope Gapone un an plus tôt avec l'aide des autorités de la capitale et du préfet de la ville en personne ! La société, forte alors de plus de 12 000 ouvriers et employés, exige leur réintégration. Gapone, malgré ses appuis, ne peut l'obtenir. La monarchie tsariste a trop besoin des grands patrons. La section de Poutilov décide alors la grève. Le 3 janvier, 12 800 des 15 000 travailleurs de Poutilov débrayent. Le lendemain, la grève s'étend à trois autres usines, puis devient générale. Le 7, Pétersbourg compte 140 000 grévistes.

Gapone rédige une pétition au tsar, la lit et la relit au cours de réunions où les ouvriers la votent et la signent en masse et dans l'exaltation. Elle demande un salaire décent, la journée de huit heures, la séparation de l'Eglise et de l'Etat, les libertés publiques, le droit de créer des syndicats, l'amnistie des prisonniers politiques, la cession progressive de la terre au peuple et la convocation d'une Assemblée constituante élue au suffrage universel direct et non censitaire (c'est-à-dire sur la base du principe d'égalité : un homme, une voix). Gapone appelle à une manifestation au palais d'Hiver pour la porter au tsar.

Le 9, Gapone entraîne vers le palais d'Hiver un vaste cortège pacifique de travailleurs endimanchés, avec leurs femmes, leurs enfants, chantant des cantiques, surmontée de drapeaux russes, d'oriflammes et de portraits du tsar, sans le moindre drapeau rouge (Gapone l'a fait promettre aux sociaux-démocrates, mencheviks et bolcheviks, et aux socialistes-révolutionnaires) pour demander justice et protection à Nicolas II, qui reste dans sa résidence de Tsarskoïe, à 30 kilomètres de la capitale. Le tsar confie la direction de la ville au grand duc. Pour mater la révolte qui monte, le grand duc, sans décréter la loi martiale pour mieux tromper la foule, masse des milliers de policiers et plus de 20 000 fantassins, cavaliers, Cosaques, qui ont reçu la consigne de tirer.

Lorsque la tête du cortège arrive aux abords du palais, la troupe tire ; elle tire aussi aux divers carrefours par où passent les manifestants. Près de la porte de Narva, elle fusille ainsi les premiers rangs des manifestants, parmi lesquels se trouve Gapone, plaqué à temps au sol par son garde du corps. La foule s'enfuit au milieu des salves, qui mitraillent aussi les portraits du tsar et les emblèmes religieux. Juqu'au soir, la cavalerie sabre des manifestants, que l'infanterie achève à la baïonnette. Des barricades éphémères s'élèvent ici et là. Plusieurs centaines de morts jonchent le pavé. La police en enterre le plus possible clandestinement et publie le chiffre de 96 tués. Gapone, qui s'enfuit à l'étranger, en annonce plus de 600. C'est à cet épisode que font allusion les deux premières caricatures, ainsi que la cinquième.

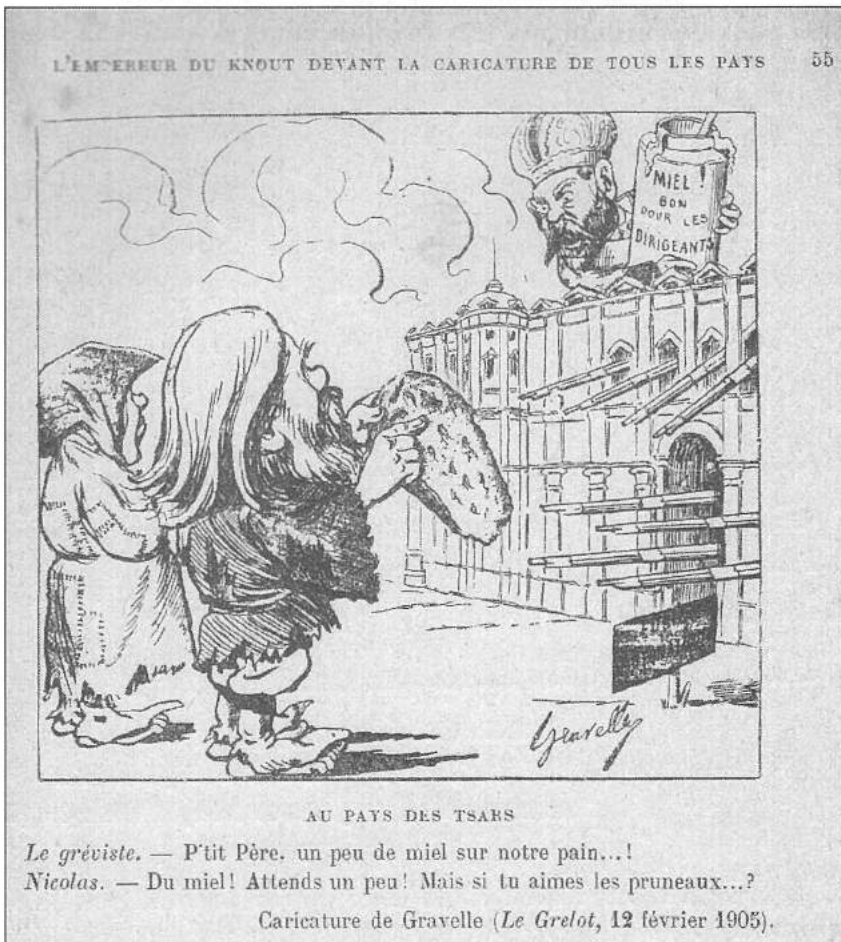
Un mouvement de grèves de protestation répond à ce "Dimanche rouge" en janvier et février. La troupe tire plus d'une fois sur les grévistes, ce à quoi font allusion la troisième caricature et, sous une forme détournée, la sixième. La vague de grèves s'apaise et repart en avril, s'élargit en juin, avant de prendre une extension formidable en septembre 1905. En juin, le ministre de l'Intérieur annonce la création prochaine d'une Douma (chambre) purement consultative, qu'évoquent les troisième et huitième caricatures. Le 14 juin, l'équipage du cuirassé *Potemkine*, révolté par la brutalité des officiers, se mutine, les jette par-dessus bord et mouille devant le port d'Odessa, qu'il menace de bombarder. La septième caricature évoque cette mutinerie, qui ne parvient pas à s'élargir au reste de la flotte.

Une nouvelle vague de grèves soulève la Russie en septembre. Le 9 octobre, le congrès des cheminots à Pétersbourg adopte une charte revendicative et la télégraphie à toutes les lignes. Il exige la journée de travail de huit heures, les libertés civiques, l'amnistie des prisonniers politiques, une Assemblée constituante. La grève des cheminots paralyse le pays. C'est l'amorce d'une dislocation de l'État monarchique et d'une révolution, qu'illustrent les neuvième, dixième et onzième caricatures.

Le 17 octobre, pour désarmer le mouvement, Nicolas II, sur les conseils de son Premier ministre, Witte, accorde, par un manifeste, un Parlement (Douma) élu et une amnistie des condamnés politiques, qui permet aux exilés de rentrer en Russie. C'est à la création de cette Douma que sont consacrées les douzième et treizième caricatures. Quant à la dernière, elle illustre le cauchemar du tsar, de sa cour et de ses dignitaires : l'instauration d'une république en Russie. La caricature est parue dans un journal allemand, alors que l'Allemagne est alors sous la botte de la monarchie des Hohenzollern. Nul doute que la caricature n'ait un sens second : si la république est un cauchemar pour le tsar Nicolas II, elle l'est aussi pour Guillaume II... Ce sera l'objet, un peu plus tard, d'une polémique entre Rosa Luxemburg, qui demandait que la social-démocratie se batte pour la république en Allemagne, et Kautsky, qui dissimulait son refus d'affronter la monarchie sous des arguments très révolutionnaires contre la démocratie bourgeoise...



1



2



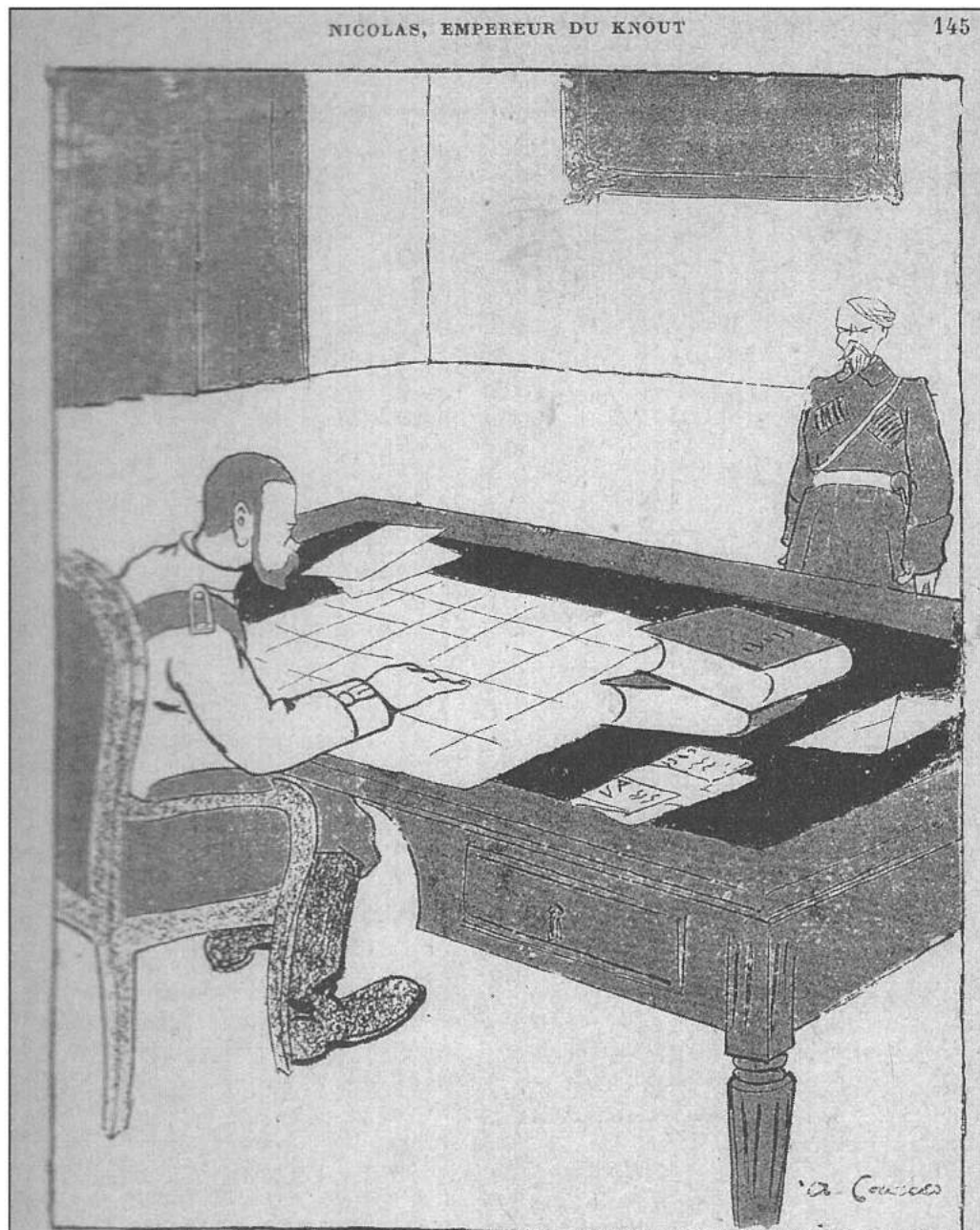
NICOLAS ET SON PEUPLE

(*Der Wahre Jacob*, de Stuttgart, 1905.)

La scène macabre se rencontrera assez souvent dans les images qui constituent l'iconographie du tsar, mais nulle part il n'est aussi violent qu'ici. Et, comme toujours, les fameux projets de réformes caressés par Nicolas ne sont que pures bulles de savon.

NICOLAS, EMPEREUR DU KNOUT

145



AU RAPPORT

— Je ne suis pas content de vous : on tire mal dans votre compagnie. Vous avez brûlé 3.000 cartouches et vous n'avez tué que 570 ouvriers : ça fait à peine 20 pour 100. Vous savez pourtant que les munitions coûtent cher.

Composition de A. Couvers (*L'Assiette au Beurre*, numéro *Le Tsar Rouge*, 4 février 1905).



ENTRE LE « PETIT PÈRE » ET SON PEUPLE

— Petit Père! Ne te semble-t-il pas que l'heure soit venue pour moi de ne plus être considéré comme un enfant?

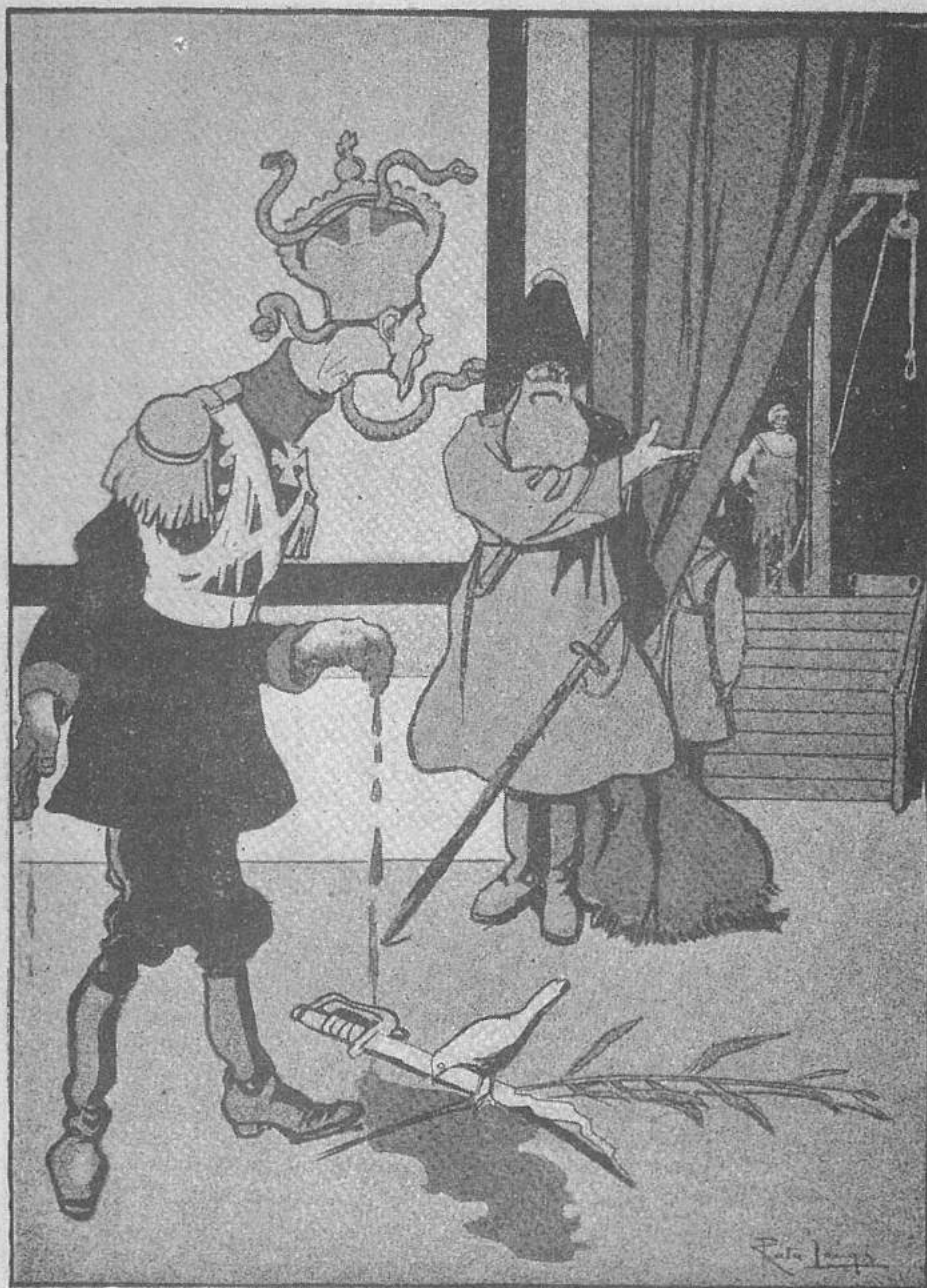
— De quoi te plains-tu? Investi de tes droits, je te traite comme un homme apte à être enfermé et fusillé.

Caricature de Dalsani (*il Fischietto*, de Turin, 14 février 1905).

* Caricature qui laisse percer un âpre esprit de satire. Tandis que le *petit père* tout petit, en effet, est affalé sur son trône, le *moujik* en tutelle, donc tout petit à l'heure actuelle, personnifie le peuple russe dans sa grandeur encore inconsciente. Cette image, sous sa forme symbolique, traduit on ne peut mieux la réalité des choses : *ceci tuera cela*; seulement, ici, c'est le géant qui aura raison de l'astéque, du pygmée. Le moujik ne se contentera pas toujours de son rôle d'homme majeur, battu et fusillé; à son tour, il montrera au *petit père* qu'il a été à bonne école.

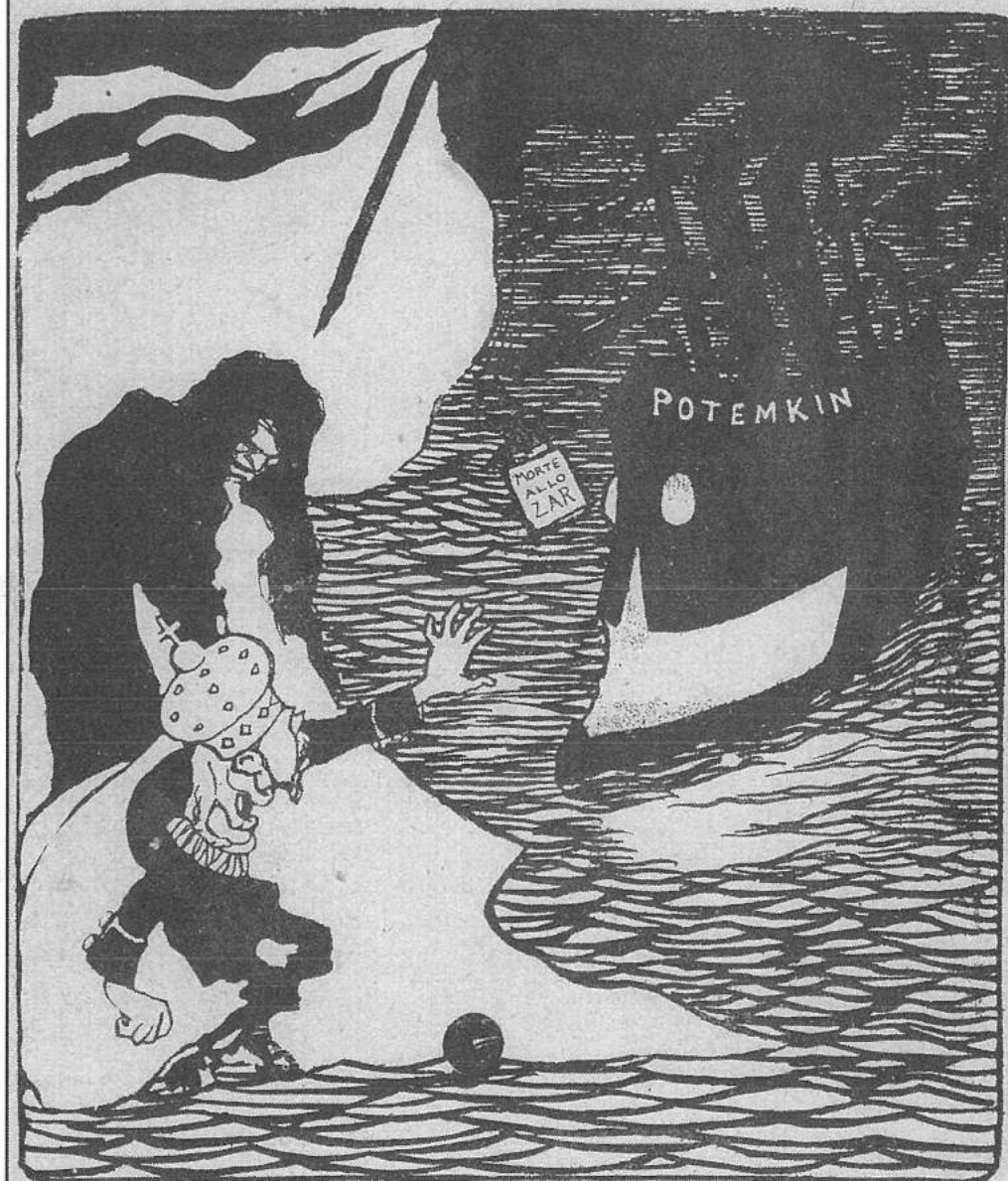
NICOLAS, EMPEREUR DU KNOUT

173



— « Majesté! Voici votre seul véritable ami! »

Caricature de Rata Langa (*L'Asino*, de Rome, 21 mars 1905).



LES ASSASSINS DE NICOLINO (LE VAISSEAU FANTÔME)

La Révolution. — Je ne t'ai pas encore atteint?

(*Pasquino*, de Turin, 2 juillet 1905.)

* Image faisant allusion à la révolte du *Potemkin* et autres vaisseaux de la marine russe.



POUR SAUVER SA TÊTE !

— Eh ! Et l'autre ! Et la couronne qui tant pèse !

Caricature de Rata Langa (*L'Asino*, de Rome, 3 septembre 1905).

* Autre image ayant recours à la figuration du ballon. Pour se sauver, le Tsar jette par-dessus bord la *Douma*, alors que le peuple russe lui fait observer que la couronne le déharrasserait d'un poids bien autrement lourd.

NICOLAS, EMPEREUR DU KNOUT

217



LA SITUATION DU CZARISME

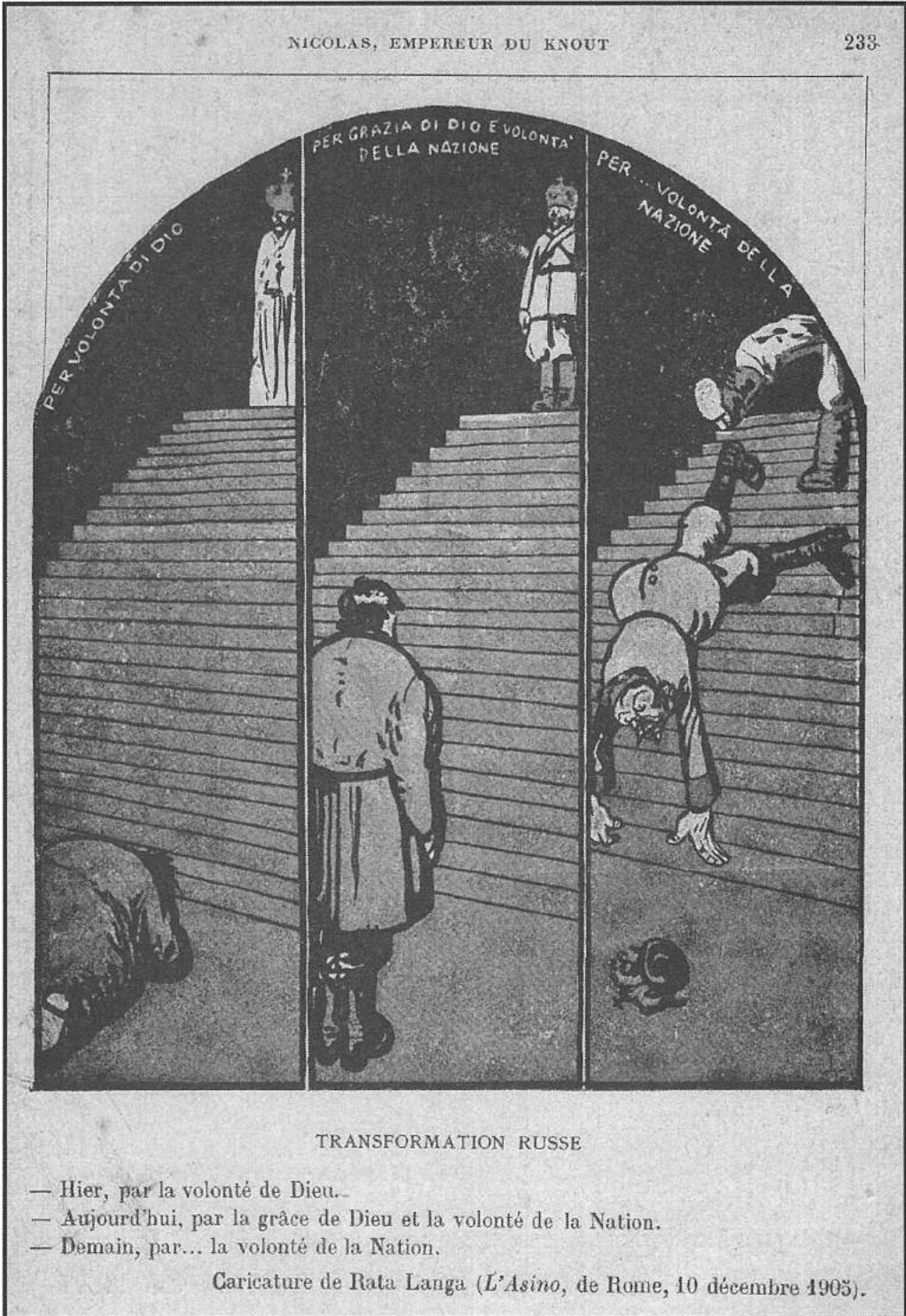
— Il est permis d'affirmer que l'édifice *se désagrègera* à brève échéance.

Caricature de Rata Langa (*Asino*, de Rome, 29 octobre 1905).

* L'idée de représenter le Tsar ou le colosse russe, en pierres de taille qui se désagrègent, a été souvent traduite par l'image. Signalons, notamment, la figure du Tsar qui figure sur le numéro de *l'Assiette au Beurre* du 10 février 1906 : *Vive la Russie!*

NICOLAS, EMPEREUR DU KNOUT

233







Le petit père. — Avec cela, j'espère que tu vas t'en retourner docile, et content.
Le peuple russe. — Pas tant que cela ; la Constitution que tu m'offres est bien trop lilliputienne en comparaison du knout que tu tiens en réserve.

Caricature de Nirsoli (*Pasquino*, de Turin, 1905).



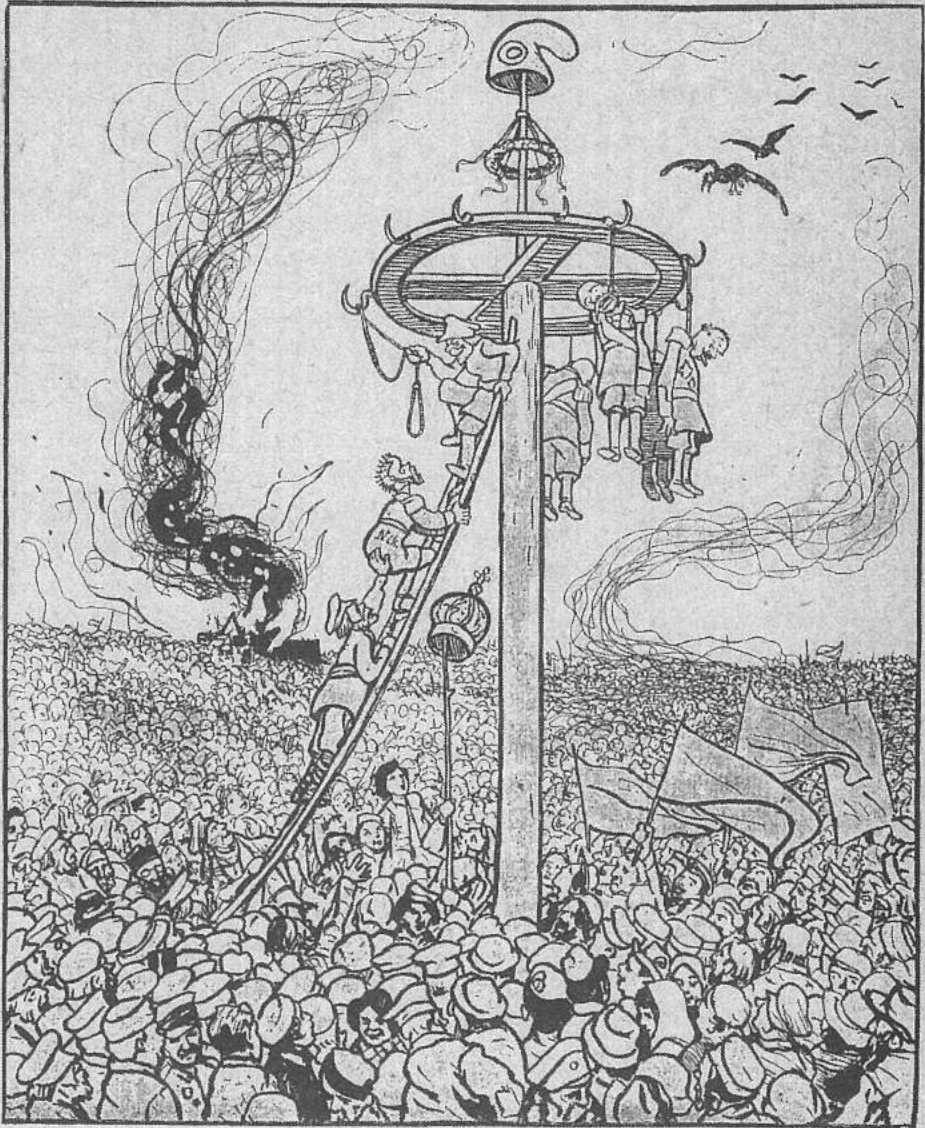
CE QUE DIRONT LES HISTORIENS

— Aujourd'hui, 30 octobre 1905, S. M. Nicolas II Romanow, de Holstein-Gottorp, tsar de toutes les Russies, et grand-duc de Finlande a, par un acte magnanime, octroyé à son peuple une Constitution...!!!

Caricatures de Cinirin (*Fischietto*, de Turin, 1905 et 1906).

250

NICOLAS, ANGE DE LA PAIX



CE QUE L'ON VOIT EN CAUCHEMAR A TSARKOË-SÉLO

(*Der Wahre Jacob*, de Stuttgart, 1906).

Léon Trotsky : **Jean Jaurès**

Nous publions ci-après la réédition intégrale du célèbre article écrit par Léon Trotsky en 1917 sur Jaurès.

Le texte de cet article, ainsi que la présentation reproduite ci-dessous, sont extraits du *Bulletin communiste* (organe du Parti communiste SFIC), n° 47, du 22 novembre 1923 :

“Voici le plus magnifique éloge de Jaurès : celui d’un révolutionnaire qui ne fut jamais jauréssiste, d’un communiste russe, d’un bolchevik, de Léon Trotsky. Il consolera les vrais admirateurs de Jaurès — les admirateurs conscients et clairvoyants — des apologies hypocrites et intéressées, des glorifications abjectes, des platitudes mornes produites par des politiciens et des bavards indignes de célébrer une mémoire qu’ils ne pourraient que souiller s’ils pouvaient l’atteindre.

Ces pages de Trotsky, qui resteront, sont un chef-d’œuvre de critique enthousiaste et d’apologétique intelligente.

Elles ont été écrites il y a plus de six ans déjà, mais pas une ligne n’est à changer.

Elles avaient paru dans un recueil de langue russe : on saura gré au Bulletin communiste de les révéler aux ouvriers français.”



Jean Jaurès
en juillet 1914.

“Une vie d’une tension extraordinaire, d’une passion exceptionnelle”

TROIS années ont passé depuis la mort du plus grand homme de la Troisième République. Le torrent furieux des événements qui ont suivi immédiatement cette mort n’a pu submerger la mémoire de Jaurès et n’a réussi que partiellement à détourner de lui l’attention. Il y a maintenant dans la vie politique de la France un grand vide. Les nouveaux chefs du prolétariat répondant au caractère de la nouvelle époque révolutionnaire ne sont pas encore apparus. Les anciens ne font que rappeler plus vivement que Jaurès n’est plus...

La guerre a rejeté à l’arrière-plan une époque tout entière

La guerre a rejeté à l’arrière-plan, non seulement des figures individuelles, mais une époque tout entière : celle pendant laquelle a grandi et s’est formée la génération dirigeante actuelle. Cette époque, qui appartient déjà au passé, attire l’esprit par le perfectionnement de sa civilisation, le développement ininterrompu de la technique, de la science, des organisations ouvrières, et paraît en même temps mesquine dans le conservatisme de sa vie politique, dans les méthodes réformistes de sa lutte de classe.

A la guerre franco-allemande et à la Commune de Paris a succédé une période de paix armée et de réaction politique où l’Europe, abstraction faite de la Russie, ne connut ni la guerre ni la révolution. Alors que le capital se développait puissamment, débordant les cadres des États nationaux, déferlant sur tous les pays et s’assujettissant les colonies, la classe ouvrière, elle, construisait ses syndicats et ses partis socialistes. Néanmoins, toute la lutte du prolétariat durant cette époque était imprégnée de l’esprit de réformisme, d’adaptation au régime de l’industrie nationale et à l’État national. Après l’expérience de la Commune de Paris, le prolétariat européen ne posa pas une seule fois pratiquement, c’est-à-dire révolutionnairement, la question de la conquête du pouvoir politique.

Monuments de l’époque passée

Ce caractère pacifique de l’époque laissa son empreinte sur toute une génération de chefs prolétariens imbus d’une méfiance sans borne envers la lutte révolutionnaire directe des masses. Lorsque éclata la guerre et que l’État national entra en campagne avec toutes ses forces, il n’eut pas de peine à mettre à genoux la majorité des chefs “socialistes”. De la sorte, l’époque de la II^e Internationale se

termina par la faillite irrémédiable des partis socialistes officiels. Ces partis subsistent encore, c'est vrai, comme monuments de l'époque passée, soutenus par l'inertie et l'ignorance, et... les efforts des gouvernements. Mais l'esprit du socialisme prolétarien les a quittés et ils sont voués à la ruine. Les masses ouvrières, qui, durant des dizaines d'années, ont absorbé les idées socialistes, acquièrent maintenant seulement, dans les terribles épreuves de la guerre, la trempe révolutionnaire. Nous entrons dans une période de bouleversements révolutionnaires sans précédent. La masse fera surgir de son sein de nouvelles organisations et de nouveaux chefs se mettront à sa tête.

Qui a armé le bras de Villain ?

Deux des plus grands représentants de la II^e Internationale ont quitté la scène avant l'ère des tempêtes et des ébranlements : ce sont Bebel et Jaurès. Bebel est mort à la limite de l'âge, après avoir dit ce qu'il avait à dire. Jaurès a été tué dans sa 55^e année, en plein épanouissement de son énergie créatrice. Pacifiste et adversaire irréductible de la politique de la diplomatie russe, Jaurès lutta jusqu'à la dernière minute contre l'intervention de la France dans la guerre. Dans certains milieux, on considérerait que la "guerre de revanche" ne pourrait s'ouvrir la voie que sur le cadavre de Jaurès. Et en juillet 1914, Jaurès fut tué à la table d'un café par un obscur réactionnaire du nom de Villain. Qui a armé le bras de Villain ? Les impérialistes français seulement ? Et ne pourrait-on, en cherchant bien, découvrir également dans cet attentat la main de la diplomatie russe ? C'est là la question qui s'est posée fréquemment dans les milieux socialistes. Lorsque la révolution européenne s'occupera de la liquidation de la guerre, elle nous dévoilera entre autres le mystère de la mort de Jaurès...

•
• •

La force effrayante du tribun

Jaurès naquit le 3 septembre 1859 à Castres, dans ce Languedoc qui a donné à la France des hommes éminents comme Guizot, Auguste Comte, La Fayette, La Pérouse, Rivarol et beaucoup d'autres. Un mélange de races multiples — dit un biographe de Jaurès, Rappoport — a mis son heureuse empreinte sur le génie de cette région, qui, au Moyen Age déjà, était le berceau des hérésies et de la libre pensée.

La famille de Jaurès appartenait à la moyenne bourgeoisie et devait mener pour l'existence une lutte de tous les instants. Jaurès lui-même eut besoin de l'aide d'un protecteur pour achever ses études universitaires. En 1881, à sa sortie de l'École normale supérieure, il est nommé professeur au lycée de jeunes filles d'Albi et, en 1883, passe à l'université de Toulouse, où il enseigne jusqu'en 1885, année où il est élu député. Il n'avait que 26 ans. Il se donne alors tout entier à la lutte politique et sa vie se confond avec celle de la Troisième République.

Jaurès débuta au Parlement sur les questions d'instruction publique. *La Justice*, alors organe du radical Clemenceau, qualifia de "magnifique" le premier discours de Jaurès et souhaita à la Chambre d'entendre fréquemment "une parole aussi éloquente et aussi nourrie d'idées". Dans la suite, Jaurès eut maintes fois à appliquer cette éloquence contre Clemenceau lui-même.

A cette première époque de sa vie, Jaurès ne connaissait le socialisme que théoriquement et très imparfaitement. Mais son activité le rapprochait de plus en plus du parti ouvrier. Le vide idéologique et la dépravation des partis bourgeois le repoussaient invinciblement.

En 1893, Jaurès adhère définitivement au mouvement socialiste et occupe presque aussitôt une des premières places dans le socialisme européen. En même temps, il devient la figure la plus éminente de la vie politique de la France.

En 1894, il assume la défense de son peu recommandable ami Gérault-Richard, déféré aux tribunaux pour ou-

trages au président de la République, dans l'article : "*A bas Casimir !*"

Dans son plaidoyer, tout entier subordonné à un but politique et dirigé contre Casimir Périer, il dévoila cette force terrible d'un sentiment agissant qui a nom la haine. Avec des mots vengeurs, il flagella le président lui-même et les usuriers ses aïeux, qui trahissaient la bourgeoisie pour la noblesse, la noblesse pour la bourgeoisie, une dynastie pour une autre, la monarchie pour la république, tout le monde en bloc et chacun en particulier, et ne restaient fidèles qu'à eux-mêmes.

"*M. Jaurès, lui dit le président du tribunal, vous allez trop loin... Vous assimilez la maison Périer à une maison publique.*"

Jaurès : "*Pas du tout, je la mets au-dessous.*"

Gérault-Richard fut acquitté. Quelques jours plus tard, Casimir Périer donna sa démission. Du coup, Jaurès grandit de plusieurs coudées dans l'opinion publique : tous sentirent la force effrayante de ce tribun.

L'affaire Dreyfus

Dans l'affaire Dreyfus, Jaurès se révéla dans toute sa puissance. Il eut au début, comme d'ailleurs dans tous les cas sociaux critiques, une période de doutes et de faiblesses, où il était accessible aux influences de droite et de gauche. Sous l'influence de Guesde et de Vaillant, qui considéraient l'affaire Dreyfus comme une querelle de coteries capitalistes à laquelle le prolétariat devait rester indifférent, Jaurès hésitait à s'occuper de l'affaire. L'exemple courageux de Zola le tira de son indécision, l'enthousiasme, l'entraîna. Une fois en mouvement, Jaurès allait jusqu'au bout, il aimait à dire de lui : "*Ago quod ago.*"

Pour Jaurès, l'affaire Dreyfus résumait et dramatisait la lutte contre le cléricalisme, la réaction, le népotisme parlementaire, la haine de race, l'aveuglement militariste, les intrigues sourdes de l'état-major, la servilité des juges, toutes les bassesses que peut mettre en action le puissant parti de la réaction pour arriver à ses fins.

De tout le poids de sa colère, Jaurès accabla l'antidreyfusard Méline, qui vient précisément de remonter à la surface avec un portefeuille dans le "grand" ministère Briand (1) : "*Savez-vous, dit-il, de quoi nous périssons ? Je vais vous le dire sous ma propre responsabilité : nous mourons tous, depuis l'ouverture de cette affaire, des demi-mesures, des silences, des équivoques, du mensonge, de la lâcheté. Oui : des équivoques, du mensonge et de la lâcheté.*"

"*Il ne parlait plus, dit Reinach, il tonnait, le visage enflammé, les mains tendues vers les ministres, qui protestaient, et la droite, qui hurlait.*" C'était là le véritable Jaurès.

Une unité éphémère

En 1899, Jaurès réussit à proclamer l'unité du Parti socialiste. Mais cette unité fut éphémère. La participation de Millerand au ministère, conséquence logique de la politique du Bloc des gauches, détruisit l'unité, et, en 1900-1901, le socialisme français se scinda de nouveau en deux partis. Jaurès prit la tête de celui d'où était sorti Millerand. Au fond, par ses conceptions, Jaurès était et restait un réformiste. Mais il possédait une étonnante faculté d'adaptation, et en particulier d'adaptation aux tendances révolutionnaires du moment. C'est ce qu'il montra dans la suite à maintes reprises.

Jaurès était entré dans le parti, homme mûr, avec une philosophie idéaliste entièrement formée... Cela ne l'empêcha pas de courber son cou puissant (Jaurès était d'une complexion athlétique) sous le joug de la discipline organique et il eut maintes fois l'occasion de démontrer qu'il savait non seulement commander, mais encore se soumettre. A son retour du congrès international d'Amsterdam, qui avait condamné la politique de dissolution du parti ouvrier dans le Bloc des gauches et la participation des socialistes au ministère, Jaurès rompit ouvertement avec la politique du Bloc. Le président du Conseil, l'anticlérical Combes, prévint Jaurès que la rup-

(1) Cet article a été écrit en 1917.

ture de la coalition l'obligerait à quitter la scène. Cela n'arrêta pas Jaurès. Combes donna sa démission. L'unité du parti, où se fondirent jaressistes et guesdistes, était assurée. Depuis lors, la vie de Jaurès se confond avec celle du parti unifié, dont il a pris la direction.

∴

Le dernier chaînon d'une fumeuse campagne de haines, de mensonges et de calomnies

Le meurtre de Jaurès n'a pas été l'effet du hasard. Il a été le dernier chaînon d'une fumeuse campagne de haines, de mensonges et de calomnies que menaient contre lui ses ennemis de toutes nuances. On pourrait composer une bibliothèque entière des attaques et des calomnies dirigées contre Jaurès. *Le Temps* publiait chaque jour un et parfois deux articles contre le tribun. Mais on devait se borner à attaquer ses idées et ses méthodes d'action : comme personnalité, il était presque invulnérable, même en France, où l'insinuation personnelle est une des armes les plus puissantes de la lutte politique. Pourtant, on parla à mots couverts de la force de corruption de l'or allemand... Jaurès mourut pauvre. Le 2 août 1914, *Le Temps* fut obligé de reconnaître "*l'honnêteté absolue*" de son ennemi terrassé.

J'ai visité, en été 1915, le café désormais célèbre du Croissant, situé à deux pas de *L'Humanité*. C'est un café parisien typique : plancher sale avec de la sciure de bois, banquettes de cuir, chaises usées, tables de marbre, plafond bas, vins et plats spéciaux, en un mot ce que l'on ne rencontre qu'à Paris. On m'a indiqué un petit canapé près de la fenêtre : c'est là qu'a été tué d'un coup de revolver le plus génial des fils de la France actuelle.

Famille bourgeoise, Université, députation, mariage bourgeois, fille que la mère mène à la communion, rédaction du journal, direction d'un parti parle-

mentaire. C'est dans ce cadre extérieur qui n'a rien d'héroïque que s'est écoulée une vie d'une tension extraordinaire, d'une passion exceptionnelle.

∴

Le "dictateur du socialisme français"

On a maintes fois appelé Jaurès le dictateur du socialisme français, parfois même, la droite l'a appelé le dictateur de la République. Il est incontestable que Jaurès a joué dans le socialisme français un rôle incomparable. Mais dans sa "dictature", il n'y avait rien de tyrannique. Il dominait sans effort : homme de grande envergure, esprit puissant, tempérament génial, travailleur exceptionnel, orateur à la voix merveilleuse, Jaurès, par la force des choses, occupait la première place, à une si grande distance de ses rivaux qu'il ne pouvait éprouver le besoin de concilier sa position par les intrigues et les machinations où Pierre Renouel, le "chef" actuel du social-patriotisme, était déjà passé maître.

Nature large, Jaurès avait une répulsion physique pour tout sectarisme. Après quelques oscillations, il découvrait le point qui lui semblait décisif pour le moment donné. Entre ce point de départ pratique et ses constructions idéalistes, il disposait sans effort sur soi-même les points de vue qui complétaient ou restreignaient son point de vue personnel, conciliait les nuances opposées, fondait les arguments contradictoires dans une unité qui était loin d'être irréprochable. C'est pourquoi il dominait non seulement les assemblées populaires et parlementaires, où sa passion extraordinaire maîtrisait l'auditoire, mais encore les congrès du parti, où il dissolvait les oppositions de tendances dans des perspectives vagues et des formules souples. Au fond, il était un éclectique, mais un éclectique de génie.

"Notre devoir est haut et clair : toujours propager l'idée, toujours exciter et organiser les énergies, toujours espérer, toujours lutter jusqu'à la victoire fi-

nale...” Tout Jaurès est dans cette lutte dynamique. Son énergie créatrice bouillonne dans toutes les directions, excite et organise les énergies, les pousse à la lutte.

Comme l’a bien dit Rappoport, le magnanimité et la bonté émanaient de Jaurès. Mais il possédait en même temps, au degré suprême, le talent de la colère concentrée, non pas de la colère qui aveugle, obscurcit le cerveau et amène aux convulsions politiques, mais de la colère qui tend la volonté et lui inspire les caractéristiques les plus justes, les épithètes les plus expressives, qui frappent directement au but. On a vu plus haut sa caractéristique des Périer. Il faudrait relire tous ses discours et articles contre les héros ténébreux de l’affaire Dreyfus.

Voici ce qu’il disait de l’un d’eux, le moins responsable : *“Après s’être essayé dans l’histoire de la littérature à des constructions vides, à des systèmes fragiles et inconsistants, M. Brunetière a trouvé enfin asile sous les lourdes voûtes de l’Eglise ; il cherche maintenant à voler sa banqueroute personnelle en proclamant la faillite de la science et de la liberté.”*

Après avoir vainement essayé de tirer de ses profondeurs quelque chose qui ressemble à une pensée, il glorifie l’autorité avec une sorte de magnifique humiliation ; maintenant qu’il a perdu, aux yeux des générations nouvelles, tout le crédit dont il a abusé un certain moment, grâce à son aptitude aux généralisations vides, il veut tuer la pensée libre qui lui échappe.”

Malheur à celui sur qui s’abattait cette lourde main !

•
•

Un démocrate prêt à adopter le socialisme

Entré au Parlement en 1885, Jaurès y siégea sur les bancs de la gauche modérée. Mais son passage au socialisme ne fut pas une catastrophe ni un saut. Sa “modération” primitive recérait d’im-

menses réserves d’humanisme social agissant, qui, dans la suite, se développa naturellement en socialisme. D’autre part, son socialisme ne prenait jamais un caractère de classe nettement accusé et ne rompait jamais avec les principes humanitaires et les conceptions du droit naturel si profondément imprimées dans la pensée politique française de l’époque de la Grande Révolution.

En 1889, Jaurès demande aux députés : *“Le génie de la Révolution française est-il donc épuisé ? Est-il possible que vous ne puissiez trouver dans les idées de la Révolution une réponse à toutes les questions qui se posent actuellement, à tous les problèmes qui se dressent devant vous ? La Révolution n’a-t-elle pas conservé sa vertu immortelle, ne peut-elle pas donner une réponse à toutes les difficultés sans cesse renouvelées parmi lesquelles nous passons notre chemin ?”* L’idéalisme du démocrate, on le voit, n’est encore nullement touché par la critique matérialiste. Plus tard, Jaurès s’assimilera une grande partie du marxisme. Mais le fond démocratique de sa pensée subsistera jusqu’au bout.

Jaurès entra dans l’arène politique à l’époque la plus sombre de la Troisième République, qui n’avait alors qu’une quinzaine d’années d’existence, et qui, dépourvue de traditions solides, avait contre elle des ennemis puissants. Lutter pour la République, pour sa conservation, pour son “épuration”, ce fut là l’idée fondamentale de Jaurès, celle qui inspira toute son action. Il cherchait pour la République une base sociale plus large, il voulait mener la République au peuple pour organiser par elle ce dernier et faire en fin de compte de l’Etat républicain l’instrument de l’économie socialiste. Le socialisme était pour Jaurès démocrate le seul moyen sûr de consolider la République et le seul moyen possible de la parachever. Il ne concevait pas la contradiction entre la politique bourgeoise et le socialisme, contradiction qui reflète la rupture historique entre le prolétariat et la bourgeoisie démocratique. Dans son aspiration infatigable à la synthèse idéaliste, Jaurès était, à sa première époque, un démocrate prêt à adopter le socialisme ; à sa dernière époque, un socia-

liste qui se sentait responsable de toute la démocratie.

•
•

Un idéalisme sincère et agissant

Si Jaurès a donné au journal qu'il a créé le nom de *L'Humanité*, ce n'est pas là l'effet du hasard. Le socialisme n'était pas pour lui l'expression théorique de la lutte de classe du prolétariat. Au contraire, le prolétariat restait à ses yeux une force historique au service du droit, de la liberté et de l'humanité. Au-dessus du prolétariat, il réservait une grande place à l'idée de "l'humanité" en soi, qui, chez les déclamateurs français ordinaires, n'est qu'une phrase vide, mais dans laquelle il mettait, lui, un idéalisme sincère et agissant.

En politique, Jaurès alliait une extrême faculté d'abstraction idéaliste à une forte intuition de la réalité. C'est ce qu'on peut constater dans toute son activité. L'idée matérielle de la justice et du bien va chez lui de pair avec une appréciation empirique des réalités même secondaires. En dépit de son optimisme moral, Jaurès comprenait parfaitement les circonstances et les hommes, et savait très bien utiliser les unes et les autres. Il y avait en lui beaucoup de bon sens. On l'a appelé à maintes reprises le paysan madré. Mais, par le fait seul de l'envergure de Jaurès, son bon sens était étranger à la vulgarité. Et, ce qui est le principal, ce bon sens était mis au service de "l'idée".

Un héraut de l'idée

Jaurès était un idéologue, un héraut de l'idée telle que l'a définie Alfred Fouillée lorsqu'il parle des "idées-forces" de l'histoire. Napoléon n'avait que du mépris pour les "idéologues" (le mot est de lui). Pourtant, il était lui-même l'idéologue du nouveau militarisme. L'idéologue ne se borne pas à s'adapter à la réalité, il en tire "l'idée" et il la pousse jusqu'aux extrêmes consé-

quences. Aux époques favorables, cela lui donne des succès que ne pourrait jamais obtenir le praticien vulgaire ; mais cela lui prépare aussi des chutes vertigineuses lorsque les conditions objectives se retournent contre lui.

Le "doctrinaire" se fige dans la théorie, dont il tue l'esprit. Le "praticien-opportuniste" s'assimile des procédés déterminés du métier politique ; mais qu'il survienne un bouleversement inopiné et il se trouve dans la situation d'un manœuvre que l'adoption d'une machine rend inutile. L'"idéologue" de grande envergure n'est impuissant qu'au moment où l'histoire le désarme idéologiquement, mais même alors il est parfois capable de se réarmer rapidement, de s'emparer de l'idée de la nouvelle époque et de continuer à jouer un rôle de premier plan.

Jaurès était un idéologue. Il dégagait de la situation politique l'idée qu'elle comportait et, dans son service de cette idée, ne s'arrêtait jamais à mi-chemin. Ainsi, à l'époque de l'affaire Dreyfus, il poussa à ses dernières conséquences l'idée de la collaboration avec la bourgeoisie de gauche et soutint avec passion Millerand, politicien empirique vulgaire qui n'a jamais rien eu et qui n'a rien de l'idéologue, de son courage et de son envolée. Dans cette voie, Jaurès ne pouvait que s'acculer lui-même à une impasse politique — ce qu'il fit avec l'aveuglement volontaire et désintéressé d'un idéologue prêt à fermer les yeux sur les faits pour ne pas renoncer à l'idée-force.

•
•

Quelle position eût-il occupée ?

Avec une passion idéologique sincère, Jaurès combattit le danger de la guerre européenne. Dans cette lutte comme dans toutes celles qu'il mena, il appliqua parfois des méthodes qui étaient en contradiction profonde avec le caractère de classe de son parti, et qui semblaient à beaucoup de ses camarades pour le moins risquées. Il espérait beaucoup en

lui-même, en sa force personnelle, en son ingéniosité, en sa faculté d'improvisateur ; dans les couloirs du Parlement, il apostrophait ministres et diplomates, et, avec un optimisme exagéré sur son influence, les accablait du poids de son argumentation. Mais les conversations et les influences de coulisse ne découlaient nullement de la nature de Jaurès, qui ne les érigeait pas en système, car il était un idéologue politique et non un doctrinaire de l'opportunisme. Il était prêt à mettre avec une égale passion au service de l'idée qui le possédait les moyens les plus opportunistes et les plus révolutionnaires, et si cette idée répondait au caractère de l'époque, il était capable comme pas un d'en obtenir des résultats splendides. Mais il allait également au devant des catastrophes. Comme Napoléon, il pouvait dans sa politique avoir des Austerlitz et des Waterloo.

La guerre mondiale devait mettre Jaurès face à face avec les questions qui divisèrent le socialisme européen en deux camps ennemis. Quelle position eût-il occupée ? Indubitablement, la position patriotique. Mais il ne se serait jamais résigné à l'abaissement qu'a subi le Parti socialiste français sous la direction de Guesde, Renoudel, Sembat et Thomas... Et nous avons entièrement le droit de croire qu'au moment de la révolution future, le grand tribun eût déterminé, choisi sans erreur sa place et développé ses forces jusqu'au bout.

Un morceau de plomb a soustrait Jaurès à la plus grande des épreuves politiques.

•
••

L'art de la parole : un moyen

Jaurès était l'incarnation de la "force" personnelle. Le moral, en lui, correspondait parfaitement au physique. L'élégance et la grâce en elles-mêmes lui étaient étrangères ; en revanche, ses discours et ses actes avaient cette beauté supérieure qui distingue les manifestations de la force créatrice sûre d'elle-même. Si

l'on considère la limpidité et la recherche de la forme comme les traits typiques de l'esprit français, Jaurès peut paraître peu caractéristique de la France. En réalité, il était Français au plus haut degré. Parallèlement aux Voltaire, aux Boileau, aux Anatole France en littérature, aux héros de la Gironde ou aux Viviani et Deschanel actuels en politique, la France a produit des Rabelais, des Balzac, des Zola, des Mirabeau, des Danton et des Jaurès. C'est là une race d'hommes d'une puissante musculature physique et morale, d'une intrépidité sans égale, d'une force de passion supérieure, d'une volonté concentrée. C'est là un type athlétique. Il suffisait d'entendre la voix tonnante de Jaurès et de voir son large visage éclairé d'un reflet intérieur, son nez impérieux, son cou de taureau inaccessible au joug pour se dire : voilà un homme.

La force principale de Jaurès orateur était la même que celle de Jaurès politicien — la passion tendue, extériorisée, la volonté d'action. Pour Jaurès, l'art oratoire n'a pas une valeur intrinsèque, il n'est pas un orateur, il est plus que cela : l'art de la parole, pour lui, n'est pas une fin, mais un moyen. C'est pourquoi, orateur le plus puissant de son temps, et peut-être de tous les temps, il est "au-dessus" de l'art oratoire, il est toujours supérieur à son discours comme l'artisan l'est à son outil...

Zola était un artiste — il avait débuté par l'impossibilité morale du naturalisme — et soudain il se révéla par le coup de tonnerre de sa lettre "*J'accuse*". Sa nature recélait une puissante force morale, qui trouva son expression dans son œuvre gigantesque, mais qui était en réalité plus large que l'art : c'était une force humaine détruisant et construisant. Il en était de même de Jaurès. Son art oratoire, sa politique, avec toutes ses conventions inévitables, dévoilaient une personnalité royale avec une musculature morale véritable, une volonté acharnée de lutte et de victoire. Il ne montait pas à la tribune pour y présenter les visions qui l'obsédaient ou pour donner l'expression la plus parfaite à une chaîne d'idées, mais pour rassembler les volontés dispersées dans l'unité d'un but :

son discours agit simultanément sur l'intelligence, le sentiment esthétique et la volonté, mais toutes ces forces de son génie oratoire, politique, humain, sont subordonnées à sa force principale : la volonté d'action.

Il renversait les rochers, tonnait, ébranlait

J'ai entendu Jaurès aux assemblées populaires de Paris, aux congrès internationaux, aux commissions des congrès. Et toujours je croyais l'entendre pour la première fois. En lui, aucune routine : se cherchant, se trouvant lui-même, toujours et inlassablement mobilisant à nouveau les forces multiples de son esprit, il se renouvelait sans cesse et ne se répétait jamais. Sa force puissante, naturelle, s'alliait à une douceur rayonnante, qui était comme le reflet de la plus haute culture morale. Il renversait les rochers, tonnait, ébranlait, mais ne s'étourdissait jamais lui-même, était toujours sur ses gardes, saisissait admirablement l'écho qu'il provoquait dans l'assemblée, paraît les objections, balayant quelquefois impitoyablement, tel un ouragan, toute résistance sur son chemin, parfois écartant les obstacles avec magnanimité et douceur comme un maître, un frère aîné. Ainsi le marteau-pilon gigantesque réduit en poussière un bloc énorme ou enfonce avec précision un bouchon dans une bouteille sans la briser.

Paul Lafargue, marxiste et adversaire de Jaurès, l'appelait un diable fait homme.

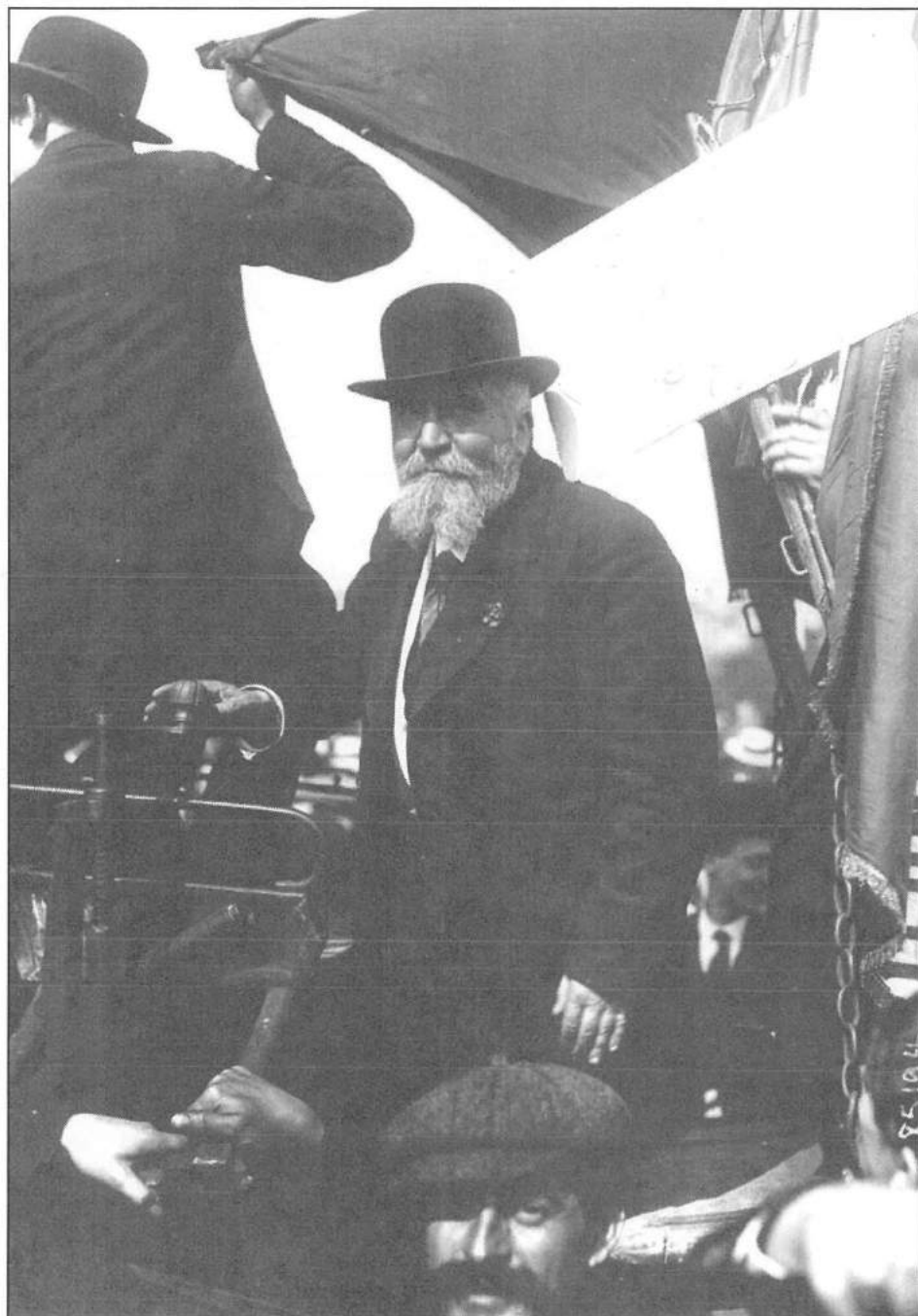
Cette force diabolique, ou pour mieux dire "divine", s'imposait à tous, amis ou ennemis. Et fréquemment, fascinés et admiratifs comme devant un grandiose phénomène de la nature, ses adversaires écoutaient suspendus à ses lèvres le torrent de son discours qui roulait irrésistible, éveillant les énergies, entraînant et subjuguant les volontés.

∴

Le précurseur

Il y a trois ans, ce génie, rare présent de la nature à l'humanité, a péri avant d'avoir donné toute sa mesure. Peut-être la fin de Jaurès était-elle nécessaire à l'esthétique de sa physionomie ? Les grands hommes savent disparaître à temps. Sentant la mort, Tolstoï prit un bâton, s'enfuit de la société qu'il reniait et s'en fut mourir en pèlerin dans un village obscur. Lafargue, épicurien doublé d'un stoïcien, vécut dans une atmosphère de paix et de méditation jusqu'à 70 ans, décida que c'en était assez et prit du poison. Jaurès, athlète de l'idée, tomba sur l'arène en combattant le plus terrible fléau de l'humanité et du genre humain : la guerre. Et il restera dans la mémoire de la postérité comme le précurseur, le prototype de l'homme supérieur qui doit naître des souffrances et des chutes, des espoirs et de la lutte.

(Les intertitres sont de la rédaction.)



La révolution finlandaise de 1918

(Maurice Carrez)

Si la révolution finlandaise est souvent occultée, Victor Serge y consacre 13 pages dans son *An I de la révolution russe* (1). Ce sous-chapitre commence par les lignes suivantes : *“Le traité de Brest-Litovsk consommait le sacrifice du prolétariat finlandais, sur lequel les révolutionnaires russes fondaient avec raison de grands espoirs. Si, en effet, la Russie était, ce que Lénine souligna maintes fois, l’un des pays les plus arriérés de l’Europe, la Finlande était un des pays les plus avancés du monde”* (pp. 241-242).

Il caractérise ainsi la révolution dirigée par les sociaux-démocrates : *“Ils entendaient établir, sans expropriation des classes riches ni dictature du travail, une démocratie parlementaire au sein de laquelle le prolétariat eût été la classe politiquement dirigeante”* (p. 245).

Il conclut son récit de la révolution et de son écrasement sanglant par les partis bourgeois finlandais sur ces lignes, qui soulignent l’influence de cet événement sur la révolution russe : *“Les tueries de Finlande ont lieu en avril 1918. Jusqu’à ce moment, la révolution russe a, presque partout, presque toujours fait preuve vis-à-vis de ses ennemis d’une grande magnanimité. Elle n’a pas usé de la terreur. Nous avons mentionné quelques sanglants épisodes de la guerre civile dans le Midi, ils sont exceptionnels. La bourgeoisie victorieuse d’un petit pays qui compte parmi les plus éclairés de l’Europe rappelle la première au prolétariat russe que malheur aux vaincus est la loi des guerres sociales”* (p. 254).

L’article de Maurice Carrez est à la fois un récit des principales péripéties de cette révolution et une analyse de ses origines et de son développement.

(1) Editions de Delphes, 1965.

Une révolution... défensive (1)

LE 28 janvier 1918, une révolution éclata en Finlande (2). Le pays, qui venait d'accéder à l'indépendance le 6 décembre 1917, se trouvait alors dans une situation socio-économique dramatique : graves problèmes d'approvisionnement, chômage massif, effondrement du niveau de vie étaient le quotidien des couches populaires, voire d'une partie des classes moyennes. L'armée allemande n'attendait qu'un signe pour intervenir sur le sol de l'ancien grand duché ; elle était pressée de mettre à genoux l'adversaire russe, qui était aux abois depuis bientôt deux ans et se voyait contraint de négocier à Brest-Litovsk les conditions d'une paix humiliante.

La guerre civile qui s'ensuivit fut d'une terrible intensité. Durant les combats, des milliers d'hommes et de femmes trouvèrent la mort. Mais la défaite des rouges, accélérée par le débarquement de la division Von der Goltz, entraîna une répression impitoyable, où périrent près de 10 % de la classe ouvrière. Ce lamentable épisode n'émut guère en son temps la presse bourgeoise européenne. Au contraire, les vainqueurs réussirent à construire la fable d'un châtement proportionné à la monstruosité des actes commis par des révoltés sanguinaires. De nombreuses recherches ont

depuis montré l'inanité d'une telle interprétation. Pis, des travaux récents mettent en lumière la manière dont les autorités blanches tentèrent de maquiller les massacres dont elles se rendirent parfois coupables (3)...

Ces faits justifient à eux seuls qu'on s'intéresse à cet épisode trop peu connu de l'histoire du Vieux Continent. Il convient de s'interroger à la fois sur ses causes, ses modalités et ses conséquences immédiates ou lointaines. Dans le cadre de ce court article, nous nous contenterons de mettre l'accent sur l'engrenage événementiel menant à l'affrontement, sur les principales phases du conflit et sur les effets politiques de la

(1) Cet article est la transcription écrite de trois des quatre parties d'une conférence donnée au CERMTRI en mai 2003. Il manque en particulier, pour des raisons strictement éditoriales, la réflexion initiale sur les causes profondes de l'événement.

(2) Deux ouvrages de nature universitaire peuvent rendre compte de l'événement, avec des pré-supposés et des interprétations différents : Anthony Upton, *The Finnish Revolution*, Minneapolis, 1980 ; Viktor Holodkovski, *Finliandskaia Revolioutsia 1918 goda*, Moscou, éditions du Progrès, 1978.

(3) Heikki Ylikangas, *Tie Tampereelle* ("La Route vers Tampere"), Helsinki, WSOY, 1993. Marko Tikka et Antti Arponen, *Koston kevät* ("Le Printemps de la vengeance"), Helsinki, WSOY, 1999.

répression de masse. Nos lecteurs auront ainsi, nous l'espérons, les éléments de base pour apprécier l'importance de cette tranche d'histoire du mouvement ouvrier.

Aux origines immédiates du conflit : la conjoncture politique de mars 1917 à janvier 1918

Il est bien évident que les causes de la révolution finlandaise ne peuvent être réduites à de simples événements politiques. Il faudrait aussi faire référence à l'évolution des structures sociales, aux bouleversements d'ordre culturel et mental de la fin du XIX^e siècle, ainsi qu'à la montée du sentiment national et à ses contradictions. Nous n'avons malheureusement pas le temps de traiter ici ces aspects essentiels de la question. Signalons simplement qu'ils font l'objet de débats passionnants entre historiens, les uns estimant que la révolution est plutôt une parenthèse dans la tradition intégrative du mouvement ouvrier (Risto Alapuro), les autres considérant qu'elle est en partie le fruit des contradictions sociales (Pertti Haapala) ou bien la conséquence d'un ressentiment construit par les acteurs (Jari Ehrnrooth).

Cela dit, les facteurs strictement politiques ont compté. Avant 1917, par exemple, la Finlande avait été touchée par la vague révolutionnaire de 1905. En novembre de cette année-là, la grande grève patriotique avait rapidement abouti à des tensions assez graves entre les premières gardes rouges du capitaine Kock (connu pour ses sympathies socialistes révolutionnaires) et les gardes civiques commandées à Helsinki par le capitaine Theslöff. Au mois d'août 1906, dans le cadre de la révolte des marins russes de Viapori (la forteresse commandant le port d'Helsinki), elles avaient abouti à des échanges nourris de coups de feu sur le marché populaire d'Hakaniemi, au nord de la capitale. Il y avait eu plusieurs

morts, une intervention des Cosaques et des dizaines d'arrestations, parfois arbitraires. L'année suivante, des éléments qualifiés d'anarchisants avaient réalisé quelques braquages "révolutionnaires", que la direction social-démocrate s'était empressée de condamner (4).

Ces épisodes n'avaient cependant pas la même importance que ceux de l'année 1917. L'écroulement soudain du tsarisme en Russie créa alors un vide institutionnel propice aux turbulences. Les sociaux-démocrates l'avaient certes pronostiqué par le passé, mais dans un avenir plus lointain. Otto Wilhelm Kuusinen, le meilleur analyste du parti dans ce domaine, avait prévu, dans deux séries d'articles parus en 1911, puis en 1914, que le tsarisme pourrait se prolonger encore avec l'appui des classes dirigeantes russes, sauf si des événements imprévus, une guerre par exemple, venaient le saper de l'intérieur. Il ne pensait pas qu'une révolution pût éclater dans l'immédiat. Il fallut donc improviser des lignes successives, toujours mises en péril par les rebondissements politiques en Russie et la relative lenteur des canaux d'information entre Petrograd et Helsinki. La question nationale, très présente depuis le début du règne de Nicolas II, évolua en outre très rapidement. On passa en quelques mois chez tous les protagonistes finlandais d'une problématique de l'autonomie élargie à une problématique de l'indépendance ; cela entraîna des jeux subtils de la part des partis bourgeois et des sociaux-démocrates pour se prendre mutuellement de vitesse en conquérant à leurs vues l'opinion, fondamentalement hostile désormais à la tutelle impériale. Dans le même temps, la population, tenaillée par la disette, hantée par le spectre du chômage et la peur des désordres, exigeait des mesures immédiates pour améliorer la situation.

Dès que fut connue l'abdication du tsar, les principales formations politiques

(4) Sur toutes ces questions, le meilleur auteur est Antti Kujala, *Vallankumous ja kansallinen itsenäistämisoikeus. Venäjän sosialistiset puolueet ja suomalainen radikalismi vuosisadan alussa* ("Révolution et autodétermination nationale. Les partis socialistes russes et le radicalisme finlandais au début du siècle"), Helsinki, 1989.

finlandaises se précipitèrent à Petrograd. La direction du SDP (Parti social-démocrate) envoya pour sa part une délégation pour s'enquérir de la situation ; composée d'Oskari Tokoi, Karl Wiik et Väinö Tanner, elle envoya dès le 17 mars un télégramme à la commission exécutive du parti. Une deuxième délégation partit dans les jours suivants, avec Tokoi, Kuusinen, Gylling et Manner, afin d'entamer des tractations avec le gouvernement provisoire russe. Elle exigea non seulement le retour à l'ancienne autonomie, mais des réformes institutionnelles, ainsi que la promulgation de toutes les lois votées par le Parlement finlandais et jusqu' alors repoussées par le souverain. Les sociaux-démocrates, qui disposaient depuis 1916 de la majorité des sièges à la Chambre et pouvaient prétendre à la direction du Sénat (nom attribué à ce qui tenait lieu de gouvernement autonome), souhaitaient sans doute voir si le jeu en valait la chandelle. En réalité, aucune formation n'était pressée d'accéder au pouvoir : les partis bourgeois, parce qu'ils étaient minoritaires, se méfiaient du gouvernement provisoire et craignaient d'assumer les responsabilités de la crise socio-économique ; le SDP, parce qu'il était divisé à propos de la participation gouvernementale.

Finalement, après quelques péripéties, les sociaux-démocrates acceptèrent de former un gouvernement mixte avec six des leurs et six bourgeois en congé de parti, présidé par Oskari Tokoi. Ils prenaient ainsi le risque d'apparaître comme des gestionnaires de la crise et de se trouver en porte-à-faux avec des masses radicalisées. Anthony Upton y voit de l'aventurisme face à un pari impossible. Je pense, pour ma part, qu'ils n'avaient guère le choix s'ils voulaient éviter de recourir à de nouvelles élections générales, pari encore plus risqué. Très vite, Tokoi, plus ou moins appuyé par le groupe parlementaire et la direction du parti, mit l'accent sur le renforcement de l'autonomie pour essayer d'élargir le soutien à son gouvernement. Le 20 avril, il tint devant le Parlement un discours remarqué, où il fixait comme terme l'indépendance. Les socialistes qui venaient de se réunir à la conférence inter-

nationale de Stockholm dénoncèrent cette orientation "nationaliste" des camarades finlandais : Branting et Kautsky y allèrent de leur couplet contre l'égoïsme du SDP vis-à-vis de la révolution russe. De même, les zimmerwaldiens et Karl Radek se déclarèrent surpris par une telle orientation. Seule la direction bolchevique (par le biais d'Alexandra Kollontai) apporta son soutien, parce qu'elle avait compris que cela mettait en difficulté le gouvernement provisoire. Le sommet de cette orientation socialo-nationaliste fut atteint le 18 juillet 1917, quand la majorité parlementaire vota la "loi sur la répartition des pouvoirs" (*Valtalaki*), due à la plume habile de Kuusinen. Ce texte, que les sociaux-démocrates ne voulurent pas faire ratifier par le gouvernement provisoire, dont ils estimaient la chute prochaine, n'exigeait pas l'indépendance directe, mais une autonomie élargie et la souveraineté du Parlement finlandais dans les affaires intérieures. Les partis bourgeois, dans leur majorité, y étaient hostiles, car ils craignaient des représailles russes et ne voulaient pas être dessaisis par leurs adversaires du prestige que le combat nationaliste leur avait conféré. Ils pariaient sur une stabilisation du pouvoir en Russie, qui leur serait plus favorable pour reprendre la main. Sur le plan socio-économique, d'ailleurs, les choses s'avéraient très délicates pour le gouvernement Tokoi. Il y avait, bien sûr, quelques succès d'estime, comme la loi des huit heures et la réforme démocratisant les municipalités. Mais le monde du travail attendait bien davantage, en particulier dans le domaine de l'approvisionnement.

De nombreuses grèves et manifestations

De nombreuses grèves et manifestations pour l'augmentation des salaires et les huit heures avaient émaillé le printemps, y compris dans le secteur agricole. Les résultats obtenus se heurtaient toutefois à la pénurie de biens de consommation courante, qui faisait augmenter les prix de façon dramatique. Or les canaux

habituels d'approvisionnement étaient désorganisés par le blocus de la Baltique et la déliquescence de l'agriculture russe. Les responsables socialistes avaient le plus grand mal à calmer les esprits. Le sénateur Tanner se fit même huer par les métallos en grève de Turku en voulant leur prêcher la patience. De leur côté, la droite et les agrariens critiquaient l'action des sociaux-démocrates et les accusaient d'irresponsabilité dans les conflits du travail. Selon eux, Tokoi utilisait la démagogie pour se maintenir en place (5).

L'effondrement de l'appareil policier issu du tsarisme

De fait, le maintien de l'ordre était devenu un véritable enjeu politique, surtout avec l'effondrement de l'appareil policier issu du tsarisme. Dès le mois de mai se formèrent des milices de grève, dont la plus importante était celle de Turku. Elles avaient pour mission d'éviter les débordements et les provocations. Mais comme s'y mêlaient parfois des soldats russes, les partis bourgeois en profitèrent pour essayer de les déconsidérer. Le sénateur Serlachius tenta pour sa part de les épurer et de créer des unités de maintien de l'ordre à sa main. Il se heurta aussitôt à une grève des milices, qui empêchèrent la réalisation de son projet, mais hâtèrent dans le pays la formation plus ou moins officieuse de milices bourgeoises, camouflées en général en associations de pompiers volontaires ou en sociétés de gymnastique. La gauche social-démocrate n'était pas en reste dans cette lutte sourde d'influence. Durant le mois de juin, certaines milices de grève décidèrent de donner à leur activité un caractère durable. C'était le premier pas vers une future création de gardes rouges. A Helsinki, le 9 juin, deux figures de la fédération social-démocrate du Nyland (Uusimaa), Hermann Hurmevaara et Jussi Vatanen, appelèrent discrètement à une réunion en faveur de la création de gardes prolétariennes sous égide socialiste. En juillet, l'existence de milices ouvrières, d'un côté, et bour-

geoises, de l'autre, semblait un processus irréversible. Même un dirigeant social-démocrate réputé modéré, comme Yrjö Mäkelin, ne croyait plus en la possibilité d'une action concertée dans le domaine du maintien de l'ordre. Au demeurant, la croissance très rapide des gardes civiques indiquait que les bourgeois en avaient pris leur parti (6).

Le tournant décisif fut cependant l'échec du soulèvement bolchevique de juillet 1917 et la décision du nouveau gouvernement provisoire de Kerenski de dissoudre le Parlement finlandais. C'était pour les sociaux-démocrates autochtones un véritable scandale, qui les obligeait à remettre en cause leur stratégie, plutôt conciliante jusque-là vis-à-vis de la bourgeoisie nationale. Les éléments les plus modérés du parti choisirent alors de se mettre sur la touche, tandis que ceux de la gauche radicalisaient leur discours. La colère populaire était, il est vrai, à son comble. La base comprenait mal la décision d'accepter la mise en vacances des députés, que Manner, le président du Parlement dissous, ne rappela qu'à la fin de septembre, lorsqu'il était trop tard pour résister. La croyance dans les méthodes parlementaires vacillait. L'idée d'un recours systématique à la pression de la rue faisait son chemin, attisée par les éléments les plus radicaux, parfois bolchevisés, comme les frères

(5) Pour l'ensemble de ce paragraphe, j'ai utilisé, outre les ouvrages cités ci-dessus, les procès-verbaux des séances de la commission exécutive, du conseil national et du groupe parlementaire du SDP, conservés aux Archives ouvrières (*Työväen arkisto*) d'Helsinki. On peut aussi consulter en finnois des synthèses commodes, comme celles de Jussi Lappalainen, *Itsenäisen Suomen synty* ("La Naissance de la Finlande indépendante"), Jyväskylä, Gummerus, 1977, ou Eino Ketola, *Kansalliseen kansanvaltaan. Suomen itsenäisyys, sosialdemokraatit ja Venäjän vallankumous 1917* ("Vers la démocratie nationale. L'indépendance finlandaise, les sociaux-démocrates et la révolution russe en 1917"), Helsinki, Tammi, 1987. En français, la thèse de Jean-Jacques Fol, *L'accession de la Finlande à l'indépendance*, Paris, 1977, donne de bons éclairages.

(6) Sur ces problèmes, Marja-Leena Salkola, *Työväenkaartien synty* ("La naissance des gardes ouvrières"), deux tomes, Helsinki, 1985, dans la série *Punaisen Suomen historia* ("Histoire de la Finlande rouge"), étude collective financée par le ministère de l'Éducation.

Rahja ou Adolf Taimi. Consciente du fossé qui était en train de se creuser entre le mouvement ouvrier organisé et une partie des travailleurs, désespérée par la situation, la direction du parti mena une campagne très dure, qui stigmatisait la collusion entre les bourgeois nationaux et le gouvernement provisoire. La défaite électorale du début octobre entraîna une grande amertume, bien qu'elle fût loin d'être déshonorante (45 % des suffrages et une progression en voix). Le groupe Sirola-Manner-Kuusinen commença vers cette époque à radicaliser ses positions au sein du SDP ; les dirigeants syndicaux (Tokoi, Haapalainen) de même. Cette évolution inquiétait la droite du parti et certains dirigeants comme Wiik, un zimmerwaldien de la première heure, qui dénonçait dans son journal "*l'esprit d'aventure*" d'une partie de la commission exécutive. Les bourgeois, quant à eux, se sentaient encouragés dans leur intransigeance. Partout, leurs partisans les pressaient de rétablir l'ordre, y compris par la force. Le 27 octobre, un bateau arriva d'Allemagne, chargé d'armes et de chasseurs, ces volontaires nationalistes partis en 1915 combattre l'armée russe au sein d'un régiment spécifique de l'armée allemande. L'intention était de forger le noyau d'une future force d'intervention. La droite fourbissait ses armes.

"Nous exigeons"

Le 8 novembre, le groupe social-démocrate présenta au Parlement une déclaration intitulée *Me vaadimme* ("Nous exigeons"), rédigée par Kuusinen. Volontairement impérieuse, elle posait toute une liste de revendications immédiates, dont le démantèlement des gardes civiques, en pleine floraison sur l'ensemble du territoire national. Elle n'écartait pas, en cas de refus, le recours à l'action extraparlamentaire. Il faut dire que des gardes rouges apparaissaient elles aussi un peu partout dans le pays et que de nombreuses organisations de base poussaient à l'action directe. Pour canaliser cette énergie, les dirigeants sociaux-démocrates imaginèrent de créer un

Conseil central révolutionnaire (TVKN). Réuni entre les 9 et 11 novembre, il posa ouvertement la question d'une prise de pouvoir par la force. Les dirigeants syndicaux, davantage au courant de l'état d'esprit de la base, n'étaient pas les moins virulents. En revanche, des hommes classés généralement plus à gauche hésitaient encore, voire réprouvaient l'idée d'un soulèvement, dont ils mesuraient les risques pour le mouvement ouvrier.

La grève générale

Finalement, il fut décidé de lancer une grève générale. C'était un compromis acceptable par tous, accueilli de plus avec sympathie par les nouveaux maîtres de Petrograd, les bolcheviks. Kuusinen pensait qu'elle suffirait à éclaircir la situation. La grève commença dans la nuit du 14 novembre 1917. Certaines gardes rouges en profitèrent pour s'emparer du pouvoir local pour quelques jours. Mais les divergences entre les tenants de la voie parlementaire et ceux de l'action directe fragilisèrent le processus. De plus, un certain nombre de violences eurent lieu. Le TVKN finit par donner l'ordre de reprendre le travail. C'est précisément à ce moment-là que Kuusinen changea d'option. Il avait, jusque-là, combattu la prise de pouvoir. Mais il estimait désormais que les violences liées à la grève générale montraient une poussée anarchique dans les masses, qu'il fallait canaliser sous peine de dérapages. C'était un renfort de poids pour la cause révolutionnaire. Mais il ne réussit pas à entraîner avec lui la majorité du groupe parlementaire social-démocrate, qui voulait attendre le congrès exceptionnel du parti pour se décider. Entre-temps, Lénine avait envoyé aux dirigeants de la gauche une exhortation à passer à l'action.

Le congrès extraordinaire des 25, 26 et 27 novembre 1917 ne parvint pas à trancher nettement en faveur de l'option révolutionnaire. Les délégués restaient partagés, y compris dans leur for intérieur. L'instauration d'une dictature du prolétariat, prônée par Taimi, Rahja et

une partie des représentants des gardes rouges, apparaissait à beaucoup comme irréaliste après l'échec de la grève générale, qui avait douché l'enthousiasme des chefs syndicaux. Les bourgeois, qui sentaient ces hésitations, décidèrent pour leur part de tailler dans le vif. Effrayés par la combativité ouvrière, ils confièrent le gouvernement à l'énergique Svinhufvud, un nationaliste jeune-finnois, décidé à s'appuyer sur l'Allemagne et à obtenir le plus vite possible le départ des troupes russes. L'homme ne tarda guère à montrer ses intentions. Il commença par déclarer unilatéralement l'indépendance, alors que les sociaux-démocrates considéraient comme nécessaire de la négocier. Il fit pression sur les garnisons russes pour qu'elles évacuent rapidement leurs casernes. Il annonça surtout la création d'une force armée nationale à partir des gardes civiques et des chasseurs revenus au pays. Pour l'encadrer, il avait déjà pris contact avec un certain nombre d'anciens hauts officiers du tsar d'origine finlandaise. Parmi eux, un certain baron Mannerheim, qui devait s'imposer à la tête de l'armée blanche quelques semaines plus tard.

Les gardes rouges, comme la direction sociale-démocrate, y virent à juste titre des mesures d'intimidation à l'égard du mouvement populaire. Il s'agissait vraisemblablement d'une sorte de provocation destinée à exaspérer la base pour inciter les chefs soit à se couper d'elle en se soumettant, soit à commettre l'irréparable en choisissant la confrontation. Ce vieux renard de Svinhufvud ne s'était pas trompé. Début décembre, la direction du SDP tenta de desserrer l'étreinte des gardes rouges en les soumettant à un contrôle plus rigoureux, en particulier à Turku et Helsinki. Ce fut un échec. Dès lors, seule l'option dure paraissait réaliste. Au début janvier, la majorité des dirigeants sociaux-démocrates était gagnée à l'idée que la voie parlementaire était bouchée et que la bourgeoisie se préparait au coup de force. Il ne pouvait être question de laisser aux gardes rouges les plus radicalisées l'initiative d'un soulèvement. Il fallait donc, dans un réflexe défensif, prendre la direction du mouvement populaire pour éviter qu'il ne parte

à la bataille sans aucune chance de réussite. C'est l'idée que défendirent Sirola et Kuusinen le 19 janvier au conseil du parti. Ce dernier refusa cependant de créer une commission de préparation à la révolution, malgré leur menace de démission (agitée aussi par Turkia et Manner). Il y avait pourtant urgence : le même jour, les gardes civiques et les gardes rouges de Viipuri en étaient venues à l'affrontement armé. Finalement, après d'interminables palabres et rebondissements, la nouvelle commission exécutive du parti commença le 23 janvier à prendre les mesures concrètes en faveur d'un futur soulèvement. Letonmäki et Haapalainen furent peu après placés à la tête d'un comité ad hoc, qui en fixa la date pour le 27, puis le 28 janvier. Ces tergiversations avaient fait perdre un temps précieux. Déjà, l'armée blanche attaquait en Ostrobotnie et en Carélie. En effet, Mannerheim était devenu le 15 janvier président du comité militaire institué par le gouvernement légal. Il était parti quatre jours plus tard pour Vaasa, et, dès le 25, avait pris la décision d'attaquer les garnisons russes de la région, afin de créer une base solide depuis laquelle il pourrait éventuellement intervenir contre les gardes rouges (7).

Finlande rouge contre Finlande blanche

Nous voyons donc que, dans l'esprit des dirigeants rouges, la révolution était un acte défensif, une solution de dernier recours. Elle ne fut envisagée qu'au moment ultime, alors même que Svinhuf-

(7) Pour la période qui va de septembre 1917 à janvier 1918, outre les sources et la bibliographie précitées, j'ai eu beaucoup recours à la documentation rassemblée pour mon étude sur *Otto Wilhelm Kuusinen, dirigeant social-démocrate finlandais, 1903-1918*, qui doit paraître en finnois fin 2004 ou début 2005, ainsi qu'Hannu Soikkänen, *Kohti kansanvaltaa* ("Vers la démocratie"), tome 1, Helsinki, 1975, qui est une histoire du SDP avant 1937. Des éléments également dans la thèse de David Kirby, *The Finnish Social-Democratic Party, 1903-1918*, thèse, 1970.

vud et Mannerheim fourbissaient déjà leurs armes. Elle n'était pas non plus conçue à partir d'un modèle de type bolchevique, ni semblable aux soulèvements hongrois ou berlinois de l'année suivante. La déclaration faite le 29 janvier 1918 par la *Délégation du peuple*, son principal organe politique, appelait à "un soutien des masses" et promettait de suivre "les règles du jeu démocratique". Elle ne faisait pratiquement pas référence au socialisme, si ce n'est en promettant des réformes sociales qui s'en inspiraient. Dans sa symbolique, néanmoins, elle assumait l'héritage ouvrier et la lutte de classe, mais sans prôner la dictature du prolétariat. Le projet de Constitution élaboré en février par Kuusinen s'inspirait du modèle suisse (démocratie citoyenne), un peu des idées républicaines françaises de 1870-1871 (par exemple, l'autonomie communale) et aussi de certains passages de la Constitution américaine (8). Les rouges finlandais devaient convaincre pour durer. Car il faut avoir à l'esprit que les blancs n'étaient pas en pleine déliquescence. Partant de leurs points d'appui en Ostrobotnie et en Carélie, ils contrôlèrent en moins de huit jours toute la Finlande centrale et septentrionale, en écrasant les gardes rouges installées dans les villes (Jyväskylä, Oulu, Kuopio) et en encerclant, puis désarmant, les garnisons russes. Le gouvernement de Svinhufvud, qui avait fui à Vaasa, avait l'appui des classes moyennes et supérieures, ainsi que d'une bonne partie de la paysannerie. En outre, les blancs se présentaient en libérateurs du pays, ce qui servait leur propagande. La partie, en fait, s'annonçait plus serrée que certains rouges ne l'avaient pensé.

Deux pouvoirs face à face

Du côté rouge, l'organe dirigeant était la *Kansanvaltuuskunta* (KV), ou Délégation du peuple. Ce terme était volontairement emprunté à la tradition finlandaise, de façon à éviter l'amalgame avec le terme de commissariat, pour le moins connoté. La KV était assistée par le *Työväen Pääneuvosto*, le Grand Conseil des travailleurs, sorte de pouvoir

législatif représentant les intérêts populaires (les principales organisations ouvrières y avaient des représentants). Le territoire sous contrôle rouge, c'est-à-dire la Finlande méridionale au sud d'une ligne Pori-Vyborg (Viipuri), était lui-même découpé en départements et communes dirigés également par des "délégations". L'autonomie communale, très large, était garantie par la loi ; un article du *Sosialidemokraatti*, daté du 14 février 1918, y insistait : "Chaque commune formera en propre une petite république, dans le cadre de l'Etat républicain finlandais. Elle gèrera ses propres affaires, choisira sa police, ses représentants de l'ordre, pourra exercer sa justice au travers de tribunaux de juges de paix. La tâche de l'Etat sera seulement de veiller à ce que le droit et la liberté des communes restent inviolés. En un mot, la commune formera le fondement de toute vie étatique saine." La déclaration du 29 janvier mettait fin aux anciens tribunaux, remplacés par des tribunaux populaires, dont le but était de "réconcilier les humbles avec la justice". La peine de mort était abolie. Les pouvoirs de police étaient provisoirement assurés par les gardes rouges locales. Pour tenter de régler le mieux possible la crise alimentaire, on établit des commissions d'approvisionnement dans chaque localité. Elles étaient dotées de larges pouvoirs d'investigation, qui provoquèrent quelquefois des abus et enracinèrent chez certaines victimes des haines inexpiables.

Le recours à la démocratie directe se retrouvait aussi dans les grandes réunions de masse qui accompagnaient les principales décisions du régime. L'une des plus célèbres fut celle du 3 mars à Helsinki, où des milliers de personnes furent conviées à une sorte de gigantesque assemblée générale pour écouter Oskari Tokoi et Edvard Gylling s'expliquer sur les négociations en cours avec la Russie bolchevique. L'apparence démocratique du pouvoir avait toutefois

(8) En français, voir Maurice Carrez, "Les images du pouvoir dans la Finlande rouge de 1918", *Territoires contemporains*, n° 6, 1998, pp. 91-98.

des limites objectives. Les dirigeants eurent le plus grand mal à contrôler les débordements de la "terreur rouge" au tout début et à la fin du processus révolutionnaire. La conduite de la guerre imposait par ailleurs une surveillance assez stricte des populations et une limitation des déplacements. Fin avril, quand la situation militaire devint désespérée, fut en outre institué un dictateur, en la personne de Kullervo Manner. La centralisation des décisions politiques majeures dans les mains d'un groupe d'hommes assez restreint était au demeurant une réalité dès l'origine. La seule organisation politique autorisée était le SDP, dont la propagande était omniprésente, bien que l'expression de divergences fût en théorie possible. Notons enfin que plusieurs milliers de personnes avaient été mises aux arrêts ou surveillées à titre préventif. La Délégation du peuple, toutefois, exprima sa réprobation face aux exécutions sommaires, sauf à l'extrême fin du conflit, quand elle n'avait de toute façon plus aucune prise sur les événements.

Le pouvoir rouge montra aussi d'assez bonnes dispositions sur le plan de la gestion, quoi que ses adversaires en aient dit. Dans des circonstances difficiles, en dépit de ses propres divisions, il tenta d'assumer ses responsabilités civiles. Ce n'était pas seulement une machine bureaucratique-militaire tournant à vide dans le fracas des armes et de la rhétorique. Grâce au nombre élevé de militants sociaux-démocrates, y compris dans les zones rurales, le SDP fut d'emblée en mesure de contrôler les deux tiers des communes incluses dans la zone rouge. Il existait ainsi des pouvoirs locaux capables d'assurer le fonctionnement à peu près normal de la vie sociale, économique et culturelle. C'était un facteur important de stabilité. Les risques de désordre étaient ainsi limités et la mise en œuvre des directives centrales à peu près assurée sauf, bien sûr, dans la phase terminale de la révolution. La Délégation du peuple avait d'ailleurs fait connaître ses intentions en matière de réformes dès le 29 janvier. Son programme comprenait dix points :

— briser la bureaucratie d'Etat ;

- rénover la justice ;
- démocratiser la législation ;
- réformer l'impôt au profit des plus humbles ;
- établir une assurance accidents et une assurance vieillesse ;
- développer la scolarisation ;
- libérer les métayers ;
- mettre le capital bancaire au service de la collectivité ;
- rétablir la discipline au travail ;
- socialiser certains secteurs économiques si le besoin s'en faisait sentir.

Ces mesures, on le voit, n'étaient pas en soi socialistes. Le 11 février, un débat de la KV sur la socialisation des entreprises abandonnées par leurs propriétaires aboutit à l'adoption, par 7 voix contre 6, du projet assez modéré d'Eero Haapalainen. Le nouveau pouvoir ne prit pas non plus d'engagements démesurés sur le problème de l'approvisionnement. Il se voulait réaliste et concret. Sur les dix points précités, à l'exception de l'établissement d'une loi sur les assurances ouvrières, tous firent l'objet d'un ou plusieurs textes législatifs.

En deux mois, les dirigeants rouges furent capables de faire voter une Constitution d'inspiration démocratique, dont certains passages pouvaient ouvrir la voie à un futur socialisme. Due une fois encore à la plume de Kuusinen, elle fut adoptée après de longues discussions et de nombreuses propositions d'amendements. Des lois réformèrent par ailleurs le fonctionnement de la justice et assurèrent la démocratisation du système scolaire. Sur le plan économique, les usines les plus importantes assurèrent une production malgré les nombreux obstacles nés de la guerre. Edvard Gylling, qui avait l'étoffe d'un homme d'Etat, s'efforça en outre de surmonter avec doigté les invraisemblables difficultés financières auxquelles son gouvernement était confronté.

Oskari Tokoi, dont les qualités politiques étaient elles aussi indéniables, s'employa, avec l'aide des commissions spécialisées, à adoucir la pénurie alimentaire : le rationnement fut établi sur des

bases plus équitables, la gestion des stocks fut rendue plus transparente et des négociations furent ouvertes avec la Russie pour s'approvisionner en Sibérie. Le 30 mars, après bien des péripéties, 30 wagons de grains arrivèrent en grande pompe à la gare d'Helsinki. Mais la disette était trop grave pour redresser fondamentalement la situation.

Signalons enfin que la Délégation du peuple fut attentive à l'établissement de liens internationaux, sans œillères idéologiques. Dans les négociations avec les Russes, elle montra son attachement à l'indépendance du pays et fit même des demandes concrètes pour le rattachement de la Carélie à la Finlande rouge. Elle tenta aussi de nouer des contacts avec l'Allemagne, les Etats-Unis, le Royaume-Uni et la Suède. Elle traita aussi avec courtoisie les diplomates en poste en Finlande et qui souhaitaient partir. Les problèmes étaient toutefois insolubles. Les Russes se trouvaient eux-mêmes en très graves difficultés et prisonniers des accords de Brest-Litovsk. Les diplomates occidentaux ne voulaient avoir affaire qu'au gouvernement de Svinhufvud et la Suède avait jeté son dévolu sur les îles Aland. Dès la fin mars, furent également mis en débat des projets de compromis avec le gouvernement de Vaasa, bien que la Délégation du peuple eût refusé la médiation des sociaux-démocrates suédois en février (après de longues délibérations) (9).

Du côté blanc, le premier émoi passé, on mit en place un gouvernement relativement efficace, appuyé sur une force militaire de mieux en mieux organisée sous l'égide de Mannerheim. La machine étatique, réfugiée à Vaasa, fit tout son possible pour maintenir l'image de la continuité : le Sénat (gouvernement) tint des réunions régulières et les députés bourgeois qui avaient réussi à passer les lignes se réunirent en Parlement. Les ministères comme les grandes administrations furent reconstitués dans la mesure du possible. Le gouvernement blanc pouvait aussi compter sur la police, la plupart des officiers et sous-officiers de carrière, les diplomates en poste. Svinhufvud et ses amis agirent avec prompti-

tude. Les militants de gauche furent placés en détention, avec quelques "bavures" à la clé, la censure fut établie, les gardes rouges écrasées sans ménagement, les garnisons russes désarmées en dépit de leur relative passivité, et l'armée devint l'objet de toutes les attentions.

L'état de guerre avait besoin d'un régime autoritaire. Sur le plan économique, les dirigeants blancs obtinrent sans difficulté la collaboration des chefs d'entreprise et des paysans propriétaires. En revanche, ils échouèrent pour l'essentiel dans le domaine de l'approvisionnement. Les problèmes restèrent cependant moins aigus que dans la zone sous contrôle rouge, du fait du moindre nombre de citadins et de plus faibles densités. Mais la priorité absolue donnée aux combattants entraîna des pénuries supplémentaires pour les civils. De plus, les couches populaires, déjà victimes du chômage, souffrirent plus que d'autres de la disette, car le système de répartition resta plutôt inégalitaire. Cela explique en partie la facilité avec laquelle l'armée blanche imposa la conscription, y compris dans les ex-circonscriptions rouges : elle permettait de manger.

Les blancs déployèrent surtout une intense activité diplomatique, en particulier en direction du Reich. Grâce à des contacts privés, le Sénat envisagea dès décembre de demander au gouvernement du Kaiser une aide militaire, mais il y renonça en raison de désaccords internes. Lors des négociations de Brest-Litovsk, des émissaires demandèrent en revanche aux négociateurs allemands de leur garantir Petsamo et la Carélie orientale. Ceux-ci leur signifièrent un refus. Cela n'était que partie remise. Le 14 février, les deux envoyés de Vaasa en Allemagne, Edvard Hjelt et Rafael Erich, obtinrent de leur propre chef une aide militaire de Berlin. Mannerheim, furieux, menaçait de démissionner. Les sénateurs

(9) Pour ce paragraphe, la meilleure source reste Osmo Rinta-Tassi, *Kansanvaltuuskunta punaisen Suomen hallituksena* ("La Délégation du peuple, gouvernement de la Finlande rouge"), Helsinki, 1986, autre volume de la série sur l'histoire de la Finlande rouge.

eurent eux-mêmes la mauvaise surprise de constater que cette aide était accompagnée d'un traité désavantageux livrant le pays à l'emprise économique et militaire de l'Allemagne. La Finlande était réduite au statut d'Etat vassal.

Malgré les remous provoqués, Svinhufvud accepta de parapher ces conditions léonines lors d'une visite éclair à Berlin, fin février. Après plusieurs semaines de palabres, Mannerheim se rallia fin mars à cette option, sachant que ses troupes avaient fait la différence décisive à Tampere. Il ne présenta aucune objection, donc, au débarquement des troupes de Rüdiger von der Goltz le 3 avril à Hanko (Hangö), au sud-ouest d'Helsinki. Cette orientation nettement germanophile n'avait pas empêché les blancs de négocier avec les Britanniques (mission de Rudolf Holsti), les Français et les Américains, qu'ils convainquirent de couper tout lien avec les rouges.

Les opérations militaires jusqu'à la fin avril

Il convient d'abord de mesurer les **forces en présence au départ** en distinguant les protagonistes finlandais des soldats russes encore présents en Finlande.

Les 40 000 militaires russes encore présents fin janvier sur le sol finlandais furent longtemps présentés comme les alliés naturels des gardes rouges. Cette thèse, largement développée par les vainqueurs, doit faire l'objet d'une grande circonspection. Elle repose certes sur des faits réels, comme la participation de certains officiers russes aux opérations du front nord-ouest dans les premiers jours de la guerre civile ou bien l'engagement de volontaires auprès des gardes rouges (2 000 à 4 000, selon les sources). Mais il n'y a non seulement aucun plan d'engagement général de ces troupes dans le conflit, mais aucun indice de ce que pensait la majorité de ces hommes sur le plan politique ! Il est fort probable qu'ils n'aient attendu qu'un retour rapide au pays, rendu logique par la déclaration d'indépendance et son accep-

tion par leur propre gouvernement. Les garnisons russes, pourtant mieux équipées que leurs assaillants, ne présentèrent pas d'opposition sérieuse en Ostrobotnie ; elles déposèrent les armes après des sièges plus ou moins symboliques. Que des rouges finlandais aient souhaité leur engagement à leurs côtés, c'est une chose ; que l'affaire eût été réalisable en est une autre. Précisons aussi que le gouvernement bolchevique, après avoir incité le SDP à faire la révolution, ne lui apporta qu'une aide très limitée : quelques milliers de fusils, un train blindé, quelques pièces d'artillerie, du grain, une aide diplomatique en pointillés... Pas de quoi, en un mot, gagner une guerre civile. Après le traité de Brest-Litovsk, cette aide devint pratiquement nulle, du fait des engagements pris avec l'Allemagne.

Côté rouge, la partie semblait pourtant encore jouable en janvier. Les gardes ouvrières locales comprenaient environ 30 000 membres, organisés en compagnies et commandés par des "officiers" élus. Leur armement était sommaire et la discipline aléatoire. Mais certaines troupes avaient beaucoup d'allant, surtout celles qui étaient constituées par de jeunes sportifs ouvriers. Malheureusement, les traits négatifs l'emportaient. Les hommes avaient du mal à rester loin de leurs bases plusieurs semaines et il était difficile de les faire participer à des opérations d'envergure, car ils avaient l'habitude d'agir tout au plus à l'échelle d'un bataillon. Leur encadrement était très inégal. Seule une minorité des responsables avait une véritable formation militaire. En outre, l'état-major changeait trop souvent. Parmi les commandants en chef, Ali Aaltonen, un ancien lieutenant de l'armée tsariste, fut renvoyé après une journée d'opérations, sous prétexte qu'il n'avait pas réussi l'arrestation des responsables politiques bourgeois présents à Helsinki. Son successeur, Eero Haapalainen, fut démis quant à lui de ses fonctions pour intempérance. Certains chefs de corps eurent cependant l'occasion de montrer une certaine valeur, comme Adolf Taimi, Tuomas Hyrskymurto, Hugo Salmela et A. Nesky. Le problème essentiel restait

en réalité l'insuffisance des liaisons entre le commandement central et les unités de combat, qui dénotait un manque de discipline et de professionnalisme (10).

Côté blanc, il y avait au départ environ 34 000 membres des gardes civiques et anciens chasseurs revenus d'Allemagne, un chiffre légèrement supérieur à celui des gardes rouges. Comme leurs adversaires, il s'agissait pour l'essentiel de volontaires et non de professionnels. Ils ne disposaient pas non plus d'un formidable arsenal. Leur avantage était surtout d'être commandés par d'authentiques généraux, parfois doués dans l'art militaire, et qui avaient connu les batailles de la Première Guerre mondiale. Le système de conscription fut aussi plus rapidement mis en place que dans la partie rouge. Mais ces avantages n'apparurent pas d'emblée décisifs. Le gouvernement de Vaasa souhaitait vivement trouver des alliés qui fussent en mesure de contrebalancer l'éventuel appui russe aux combattants rouges.

Trois phases essentielles de combat peuvent être dégagées. La première fut marquée par la généralisation des offensives rouges en direction du nord. Après une dizaine de jours de combats assez confus, les blancs s'emparèrent du centre et du nord du pays, tandis que les gardes rouges consolidaient leur emprise au sud d'une ligne Imatra-Heinola-Vilppula-Pori. Un front plus ou moins flou fut ainsi constitué dans la première quinzaine de février. Les rouges, qui voyaient affluer vers eux les volontaires (au total 50 000 à 60 000 hommes vers le 15 février), avaient le vent en poupe. Ils étaient motivés par une bonne propagande et l'instauration de soldes attractives. Coordonnée par le colonel russe Svetsnikov, une attaque de grande ampleur débuta le 21 février avec 10 000 hommes sur le front nord-ouest, entre Vilppula et Ruovesi. Son but était de s'ouvrir la route vers Haapamäki pour couper ensuite la voie ferrée stratégique entre Vaasa et Käkisalmi. Mais elle fut totalement interrompue le 27 en raison d'une contre-attaque dangereuse des blancs. Dans la région d'Hei-

nola, plus à l'est, les deux adversaires tentèrent de progresser le long du lac Päijänne pour se déborder mutuellement. Les combats se soldèrent par un match nul vers le début mars. D'autres opérations d'envergure eurent lieu vers la même époque en Carélie. A quatre reprises, les rouges tentèrent de percer le front du lac Vuoksi. Les actions les plus dures furent menées en direction d'Antrea et de l'est du Ladoga. Mais, là encore, sans succès, malgré leur supériorité numérique dans cette zone du front. Svetsnikov et Haapalainen montèrent une seconde offensive sur Haapamäki début mars, qui échoua à son tour.

En vérité, Mannerheim avait patiemment consolidé ses arrières et n'attendait plus qu'une occasion favorable. Le 15 mars, pour éviter de se faire précéder par les Allemands, le rusé général en chef amorça une manœuvre enveloppante dans la région située au sud de Vilppula ; son objectif était la ville industrielle de Tampere, l'un des bastions rouges les plus solides.

Il avait remarqué que cet endroit du front était favorable à une attaque de revers. Il se heurta d'abord à une résistance acharnée, qui fit douter ses subordonnés. Mais, le 20 mars, la partie était gagnée. Le 25, Tampere était encerclée. Elle tomba le 6 avril après des combats de rue et des bombardements d'une violence inouïe. L'ancien général du tsar tenait sa victoire, même si, sur le reste du front, les blancs n'avaient pas encore obtenu d'avantages décisifs.

Une troisième phase s'ouvrit alors, marquée à la fois par le débarquement de Von der Goltz et la ruée des blancs vers le sud. Le 3 avril, les rouges ne purent opposer que 1 000 combattants à la division allemande. Ils ne tinrent qu'une journée, au prix de lourdes pertes. Dès lors, la route de la capitale était ouverte et les gardes rouges de tout le sud-ouest du pays pris comme dans une nasse. Le 13 avril, Helsinki tomba après d'intenses

(10) De bonnes analyses dans Heikki Ylikangas, *op. cit.*, et Jussi Lappalainen, *Punakaartin sota* ("La Guerre des gardes rouges"), deux tomes, 1981, dans la série sur l'histoire de la Finlande rouge.

bombardements, qui détruisirent une partie de la Maison du peuple, presque neuve. Les débris de l'armée des rouges battait en retraite vers la vallée du Kymi, avec parfois femmes et enfants.

L'agonie de la Finlande rouge dura encore un mois. Depuis la fin mars, la Délégation du peuple était en relative déliquescence. La situation financière n'était plus maîtrisable. Les fonctionnaires refusaient de collaborer. Les réunions étaient de moins en moins régulières.

Les dirigeants étaient le plus souvent absents, soit qu'ils fussent au front, soit qu'ils fussent en Russie pour quémander de l'aide. Ils se querellaient à tout propos, les uns souhaitant négocier, les autres pas, certains proposant d'établir une dictature, les autres s'y refusant encore.

L'épuisement et l'amertume avaient raison de ces hommes pourtant trempés au combat. Début avril, les choses empirèrent encore. L'évacuation de la capitale par la Délégation du peuple, quelques jours avant qu'elle ne tombe, avait été très mal perçue par la base, qui y voyait une forme de trahison.

Le moral des troupes baissait, il devenait beaucoup plus difficile de les commander. Le front n'était même plus stable au-delà du Kymi, des bandes erraient à l'aventure, cherchant un passage vers l'est.

Quant aux socialistes de droite, menés par Tanner et Paasivuori, ils avaient ouvertement pris leurs distances. Profitant de la chute d'Helsinki, ils avaient lancé un appel à la cessation des combats et à la construction d'un nouveau parti.

Une fois arrivée à Vyborg (Viipuri), le 9 avril, la Délégation du peuple tenta de réagir. Il fallait organiser la résistance sur un espace plus restreint à l'est du Kymi. Pour cela, des mesures exceptionnelles devaient être prises.

Dans les conversations qu'il avait eues avec eux, Lénine les encourageait à ne pas lâcher prise. On parlait en outre d'une possible révolution en Allemagne.

Kullervo Manner fut élu dictateur

C'est dans ces conditions que, le 10 avril, Kullervo Manner fut élu dictateur. On lui adjoignit, pour l'aider dans sa tâche, un état-major de quatre membres, constitué d'Eloranta, Eino Rahja, Riune et Hansen, appartenant tous à la mouvance dure des gardes rouges. Les "politiques" de la Délégation avaient subi une défaite, eu égard aux suffrages obtenus pour cette élection. Dans la foulée, Eino Rahja fut envoyé à Helsinki pour organiser la défense. Une déclaration au peuple fut rédigée dans l'urgence pour essayer de redonner un peu d'espoir à ceux qui étaient en train de le perdre. Quelques jours plus tard, on tenta de réorganiser le fonctionnement du pouvoir civil. Kuusinen devint pour quelques jours le président de la Délégation, avec pour mission de remettre un peu d'ordre dans le sauve-qui-peut général.

Tout cela venait beaucoup trop tard et n'eut guère d'effet. Le ressort était cassé. La KV était de plus en plus divisée : Letomäki, l'un des adeptes de la ligne dure, cherchait à s'emparer des commandes, accusant Kuusinen de mollesse. Beaucoup trouvaient dans des missions à l'étranger une excuse pour éviter d'assister à ce naufrage. Gylling et Tokoi cherchaient à négocier avec les Anglais, Kohanen et Arjanne se tournaient vers les partis scandinaves, Mäkelä songeait à installer des colonies agricoles en Russie rouge, Sirola s'activait pour accueillir les futurs réfugiés à Petrograd. Kuusinen était à Moscou, cherchant de l'aide lui aussi, Tokoi était perdu quelque part sur la voie ferrée de Mourmansk... Au front, les gardes rouges étaient désespérés. Beaucoup voulaient rentrer chez eux pour protéger leurs familles, dont ils étaient sans nouvelles. Les rumeurs les plus folles circulaient et c'était à qui critiquerait le plus les chefs politiques.

Sur le plan militaire, l'encerclement, puis la chute de Vyborg constituèrent la dernière grande opération de la guerre civile. 20 000 blancs s'attaquèrent alors à 18 000 rouges relativement bien armés, mais démoralisés. L'offensive débuta le

19 avril et prit un tour décisif quand les rouges perdirent le contrôle de la voie ferrée le 23. Le 24, les blancs atteignirent les faubourgs. Le lendemain, à la grande colère des combattants, la Délégation partit pour Petrograd, où elle tint sa dernière réunion le 27 avril. Le 29, Vyborg tombait. Peu après, vers Lahti, les gardes rouges qui tentaient de rompre l'encerclement des blancs et des Allemands furent complètement défaits après une âpre bataille. La vallée du Kymi tomba à son tour début mai. Le dernier combat de la guerre civile eut lieu le 14 mai à Ino, au sud de Vyborg. Le 16, les troupes de Mannerheim défilaient fièrement dans Helsinki ; pourtant, depuis un mois, une horrible répression avait commencé.

Après la tempête

Bilan direct des combats

Le terme de "bilan direct" peut être contesté, dans la mesure où il établit une division un peu artificielle entre les morts intervenues avant le 16 mai, date de la fin des combats, et celles qui ont eu lieu après. Il a toutefois le mérite de mettre en relief les effets de la répression officielle, celle qui tua, si j'ose dire, "à froid" et non dans le feu de l'action.

Pour ce qui est des morts au combat, Jaakko Paavolainen en a recensé 3 600 du côté des rouges et 3 100 du côté des blancs, soit une proportion importante des hommes engagés dans les opérations (plus de 10 % des effectifs de départ). Il faut y ajouter près de 20 000 blessés, dont certains moururent dans les mois ou les années suivants.

Pour ce qui est des morts de la terreur, l'estimation de l'auteur précité est de 1 650 victimes de la terreur rouge (dont quelques centaines de simples civils) et 8 400 personnes fusillées par les blancs (en avril et mai le plus souvent). Il faut ajouter à ces chiffres déjà effrayants 1 600 disparus, la plupart gardes rouges ; or ces hommes et ces femmes n'avaient pas tous fui à l'étranger, ce qui laisse deviner leur triste sort (11)... L'état-major des blancs

était lui-même inquiet de la sauvagerie de ses troupes sur le terrain. Il avait dû rédiger une circulaire interdisant les exécutions sommaires dès la fin février. Mais comme elle n'était pas respectée, il fut contraint de renouveler son interdiction, cette fois de manière plus ferme, le 28 mai. Il faut dire qu'existait un réel émoi, y compris à l'étranger, face à des actes inadmissibles. Il y avait aussi la crainte, dans une conjoncture encore incertaine, de voir se reconstituer une opposition résolue et, qui sait, germer un nouveau soulèvement. La date pour le moins tardive de la seconde mise en garde laisse toutefois penser que les responsables des gardes civiques et de l'armée blanche avaient en partie fermé les yeux sur les exactions commises, qu'ils jugeaient peut-être inévitables...

La Délégation du peuple était, quant à elle, restée impuissante face aux débordements de certaines gardes rouges, qui s'en étaient prises ici ou là, dans les premières semaines du conflit, à des pasteurs, des maîtres d'école, des propriétaires terriens ou, tout simplement, des gardes civiques en fuite vers le nord. Elle avait néanmoins condamné fermement, par la plume de Kuusinen, les "*cruautés inutiles*" (circulaire *Julmuksia vastaan* — "Contre les cruautés" — de février 1918) et pris des mesures qui avaient gardé une certaine efficacité jusqu'à la fin mars. Mais en avril, dans leur retraite, certaines unités avaient à nouveau commis des actes de vengeance gratuits, dont s'était emparée la propagande blanche. Il faut dire, à la décharge des dirigeants rouges, que les "colonnes volantes", rendues furieuses par la défaite, étaient devenues à peu près incontrôlables.

La comparaison des chiffres permet cependant d'observer que les thuriféraires de la "guerre de libération" avaient moins de scrupules à éliminer les soi-di-

(11) Tous les chiffres cités proviennent de l'enquête menée par Jaakko Paavolainen, *Poliittiset väkivaltaisuudet Suomessa 1918* ("Les Violences politiques en Finlande en 1918"), Tammi, Helsinki, 1966. Tome 1 : *Punainen terrori* ("La Terreur rouge"), tome 2 : *Valkoinen terrori* ("La Terreur blanche").

sant "ennemis de la patrie". Même si les rouges n'étaient pas tous des modèles de vertu, force est de constater qu'ils avaient eu plus de retenue lorsqu'ils semblaient tenir le manche. Je ne souhaite donc pas, à titre personnel, renvoyer dos à dos les protagonistes.

La prétendue absence de parti pris ressemble à s'y méprendre à de la complaisance pour des gens qui ne furent, ni plus ni moins, que des tueurs en série, qui se couvrirent ensuite du manteau patriotique. On peut comprendre leurs motivations, les replacer dans le contexte troublé de l'époque, mais il est inacceptable de faire croire qu'elles étaient entièrement justifiées.

Sur le plan strictement matériel, le bilan n'a jamais été tiré. L'ouvrage de Leo Harmaja, *Effects of the War on Economy and Social Life in Finland*, reste très général et ne distingue pas la période de la guerre civile des autres phases de la Première Guerre mondiale en Finlande.

Tout laisse penser, cependant, que les pertes économiques et financières ne furent pas négligeables.

Des villes comme Tampere, Helsinki ou Vyborg furent bombardées, parfois gravement ; des installations industrielles et des infrastructures de transport furent partiellement endommagées, l'activité productive cessa par ailleurs plusieurs mois dans les communes proches du front. Les populations civiles durent en outre nourrir et loger les troupes, obéir aux réquisitions et payer des contributions de guerre.

Entre mai et novembre 1918, une partie de la classe ouvrière, tenue pour suspecte, se retrouva de surcroît derrière les barbelés des camps.

Ajoutons à cela les soldes des combattants, les pensions versées aux veuves et aux orphelins des blancs, les réparations payées à certains propriétaires dans les années suivantes.

L'addition ne peut être inférieure au total à des millions de marks, sans doute bien davantage, qui ne furent cependant que des broutilles à côté des souffrances humaines et morales endurées par l'ensemble des Finlandais.

Les camps de prisonniers, le Tribunal pour crimes d'Etat et l'amnistie

Selon Jaakko Paavolainen, il y avait, début mai 1918, 64 camps de concentration, *stricto sensu*, avec 81 000 prisonniers, répartis essentiellement au sud du pays. Ce chiffre absolument énorme (6 % de la population adulte du pays) donne une idée de ce que les blancs étaient prêts à faire pour éradiquer l'esprit révolutionnaire. Début juin 1918 fut entamé un processus de regroupement : il n'y eut plus désormais que 26 lieux de détention. Peu à peu, la population carcérale commença à diminuer. En décembre 1918, beaucoup de camps avaient été démantelés et il ne restait plus que 6 100 emprisonnés, considérés comme les plus dangereux. Fin 1921, seuls 900 prisonniers politiques demeuraient en prison (12). Cette chute apparemment rapide des effectifs s'explique à la fois par les pertes énormes de détenus et par l'activité fiévreuse du Tribunal pour les crimes contre l'Etat institué dans les premières semaines de juin.

Les pertes étaient prévisibles. Dans un pays tarabudé par la disette, où l'on manquait de médicaments et de médecins, entasser 80 000 personnes dans des baraquements de fortune, c'était en envoyer sciemment un bon nombre à la mort. Les rations alimentaires étaient trop faibles, l'hygiène déplorable et le moral des prisonniers en berne. De quoi offrir aux épidémies le terrain le plus favorable. On estime à 12 500 le nombre de prisonniers décédés, le plus souvent en moins de trois mois ! Dans certains camps, comme celui de Tammisaari, on dépassa 25 % de pertes. Il n'y avait pas de travail forcé ou de mauvais traitements systématiques. Certains gardiens étaient même désolés de voir ce spectacle, s'indignaient également du comportement brutal de l'inévitable proportion de brutes et de poivrots qu'il y avait parmi eux. Le gouvernement et l'armée

(12) Jaakko Paavolainen, *Vankileirit Suomessa 1918* ("Les Camps de prisonniers en Finlande en 1918"), Helsinki, Tammi, 1971.

comprirent d'ailleurs assez vite qu'il fallait éviter un trop grand scandale, surtout au début de l'automne, quand l'étoile de l'allié allemand commença à sombrer. Une des solutions au problème était de pousser l'activité du Tribunal pour les crimes contre l'Etat, afin de sortir du dispositif les éléments les moins "coupables". On mobilisa donc durant l'été tout ce que la Finlande comptait comme hommes de loi, afin d'instruire 75 500 affaires ! On conclut à 67 800 culpabilités, sur lesquelles 65,5 % devaient aboutir à moins de trois ans d'emprisonnement. 555 condamnations à mort seulement furent prononcées, le reste étant constitué pour l'essentiel par des peines de trois à six ans d'emprisonnement. 1 100 mineurs de moins de quinze ans faisaient partie des condamnés.

Mais il y avait un certain irréalisme à maintenir des peines de prison dans un pays appauvri où il aurait fallu construire un gigantesque réseau d'établissements pénitentiaires et se priver durablement d'une main-d'œuvre qualifiée dans l'industrie et l'artisanat. De telle sorte que l'idée d'une amnistie commença à cheminer dans les têtes, précédée par la pratique assez massive des libérations conditionnelles. Le 30 octobre 1918, alors que la révolte commençait à poindre dans les rues de Berlin, on prononça 10 000 grâces, suivies par 6 500 le jour de l'indépendance finlandaise (6 décembre). Les élections de mars 1919 ayant ramené encore 80 députés sociaux-démocrates au Parlement (sur 200), pas tous "assagis" au demeurant, le vote d'une loi d'amnistie devint une priorité politique, du moins pour ceux des élus bourgeois qui avaient le sens de l'Etat. En juin, un premier texte provisoire fut adopté, suivi en janvier 1920 d'une vraie loi d'amnistie redonnant à 40 000 condamnés leurs droits civiques sous certaines conditions. Il n'y eut plus alors que 1 500 prisonniers politiques. En outre, seules 268 exécutions capitales avaient été appliquées sur les 555 pré-vues.

C'est à ce prix que la bourgeoisie finlandaise acheta la paix civile, sinon la renonciation à la lutte des classes.

Les conséquences politiques à court terme

Le gouvernement de Vaasa revint s'installer à Helsinki dans les premiers jours de mai 1918. Un Parlement croupion, où ne fut autorisé à siéger qu'un seul social-démocrate, Matti Paasivuori, dont l'hostilité au soulèvement était connue, fut chargé d'assurer le pouvoir législatif en attendant la mise en place d'un nouveau régime et la tenue de prochaines élections. L'armée attendait aussi sa part, bien qu'elle fût en théorie soumise au pouvoir politique. Mannerheim, en particulier, était disposé à dire son mot dans les grandes affaires. Parallèlement au retour de l'ancien gouvernement, on assista à celui des anciennes autorités locales et des hauts fonctionnaires. En apparence, la machine n'avait pas subi de trop graves dommages, ce qui aiderait à gérer une situation dramatique du point de vue socio-économique.

Les vainqueurs n'avaient plus le choix de leurs alliances internationales. Ils devaient se conformer au traité du 7 mars, d'autant que Von der Goltz n'était pas du genre à faire des compromis. Ils espéraient de la sorte recevoir aussi une aide d'urgence. Le calcul s'avéra à courte vue : dès juillet 1918, les défaites allemandes sur le front occidental sonnèrent l'hallali de l'armée impériale. Toujours est-il que, dans cette conjoncture, les éléments les plus conservateurs de la coalition bourgeoise songèrent à établir en Finlande une monarchie constitutionnelle autoritaire, avec à sa tête un prince allemand : ils pensèrent un temps à l'un des fils de Guillaume II, avant de se rabattre sur Frédéric-Charles de Hesse. Le 17 août 1918, le Parlement croupion vota le principe monarchique et, le 9 octobre, Frédéric-Charles reçut officiellement le trône de Finlande. Mais à cette date, le Reich était au bord de l'implosion. L'heureux élu s'empressa de refuser ce cadeau empoisonné. Les républicains bourgeois, emmenés par le futur président Stahlberg, reprirent espoir, bien que Mannerheim, homme de conviction contraire, eût été nommé provisoirement régent.

Pendant que la droite s'affrontait sur la question constitutionnelle et tentait d'échapper à l'opprobre de l'alliance allemande, un certain nombre de dirigeants sociaux-démocrates qui avaient pris leurs distances avec le soulèvement tentèrent une OPA sur le parti. Ils profitaient du chaos créé par la fuite des chefs révolutionnaires et de 10 000 gardes rouges (accompagnés de leurs familles) en Russie pour tirer les marrons du feu et obtenir une légitimité qu'aucun congrès par le passé n'avait conférée à leur ligne réformiste. Parmi eux figuraient le juge Tanner, principal artisan du complot, le médecin Hannes Ryömä et deux anciens sénateurs de 1917 : Julius Ailio et Väinö Wuolijoki. Pour caution ouvrière, ils obtinrent l'appui de quelques anciens journalistes du *Travailleur*, Väinö Hupli et Väinö Hakkila, du théoricien kautskyste J. W. Keto et de deux vieilles figures du parti à Helsinki, Matti Paasivuori et Miina Sillanpää. Le 10 avril 1918, le surlendemain du départ de la Délégation du peuple à Vyborg, ils firent circuler un texte appelant à des négociations avec les blancs et dénonçant l'aventurisme des chefs rouges. Ils firent pression sur les gardes rouges de la ville pour une reddition sans combat à Von der Goltz. Le 16 avril, une fois la capitale tombée, ils demandèrent aux rouges de cesser unilatéralement leur résistance et qualifièrent le soulèvement de "*tragique erreur*". Le 6 mai, alors que le fracas des canons ne s'était pas encore tu, Hannes Ryömä fit paraître un opuscule analysant l'année écoulée et justifiant la création d'un parti social-démocrate épuré. Le même jour paraissait un nouveau journal destiné à prendre la succession du *Travailleur*, le *Social-démocrate de Finlande*, à la tonalité nettement plus "modérée", sauf à l'égard des révolutionnaires. Il dénonçait le bolchevisme et ses adeptes, réels ou supposés, ainsi que la dictature du prolétariat, traduction de Kautsky à l'appui.

Durant l'été, le juge Tanner partit pour la Suède et le Danemark chercher des appuis internationaux. Il en profita pour dénoncer les conditions des camps de prisonniers. C'était un moyen de récupérer en sa faveur l'amertume du

monde ouvrier. Mais il réserva ses flèches les plus acérées pour l'ex-Délégation du peuple et le nouveau Parti communiste finlandais en train de naître à Moscou. Les dirigeants du SDP maintenu appelèrent à un congrès extraordinaire le 4 décembre 1918. Dans ce but, les droitiers avaient réussi à obtenir l'appui d'une partie du centre, avec l'ancien zimmerwaldien Karl Wiik et le syndicaliste Mikko Ampuja. Le congrès, tenu les 27 et 28 décembre, entérina une ligne très réformiste, mais se heurta à une opposition vigoureuse d'éléments restés fidèles à la gauche et emmenés par Joonas Laherma. Certains membres de cette opposition étaient de fait très proches des communistes, mais ce ne fut qu'au congrès suivant, en décembre 1919, qu'ils constituèrent une véritable tendance organisée (13).

De l'autre côté de la frontière, les émigrés sociaux-démocrates fondèrent fin août le SKP (Suomen Kommunistinen Puolue), l'un des premiers partis communistes au monde. Sirola, Kuusinen et Manner, les éléments réputés modérés de la Délégation du peuple, s'emparèrent d'emblée des commandes, au prix d'un gauchissement très net du discours. Le nouveau parti fit une autocritique sévère de la révolution manquée et déclara que son but était la préparation d'un deuxième soulèvement en Finlande. En réalité, les divisions internes étaient très fortes (avec, entre autres, l'opposition des frères Rahja) ; de plus, une partie non négligeable des réfugiés, en particulier d'anciens syndicalistes, refusèrent l'adhésion. Le SKP avait les pires difficultés à entretenir des liaisons avec la Finlande, ce qui entraîna des options pour le moins irréalistes. Au printemps 1919, Otto Kuusinen fut donc envoyé sur place pour tenter d'organiser les choses. Il acquit très vite la conviction, justifiée, que la révolution immédiate n'était plus possible et, contre l'avis de la direction restée à Moscou, il mit sur pied un mouvement ouvrier légal, à gauche de la social-démocratie tanne-

(13) Pour ce paragraphe, voir Hannu Soikkanen, *op. cit.*

rienne. C'est ainsi que naquit en mai 1920 le Parti ouvrier socialiste finlandais (SSTP), auquel se rallièrent de très nombreux militants et électeurs de gauche (14).

Entre-temps, les partis bourgeois, qui avaient tenu compte de l'avertissement des élections législatives de 1919, étaient revenus à de meilleurs sentiments. Sous l'impulsion de Stahlberg, ils adoptèrent un régime républicain, consentirent à des réformes sociales (surtout à la campagne) et acceptèrent une large amnistie. Les revanchards ultras durent attendre 1930 pour tenter de reprendre l'initiative. D'une certaine manière, le pire était évité, même si les gardes civiques conservaient pignon sur rue. En outre, Svinhufvud et Manneheim durent se retirer provisoirement de la vie politique suite à l'échec du raid d'Aunus, qui entraîna la paix de Tartu avec la Russie des Soviets à l'automne 1920.

Les conséquences politiques à plus long terme

La division du mouvement ouvrier était destinée à durer. En dépit des vicissitudes de son histoire, l'extrême gauche communiste (ou proche des communistes) réussit à se maintenir en vie. A l'exception des années 1930-1944, où elle fut interdite et contrainte à une vie souterraine sous la pression des activistes d'extrême droite, elle parvint même à concurrencer électoralement le Parti social-démocrate, voire à le talonner durant toute la période de croissance de l'après-guerre. Aujourd'hui encore, il existe une véritable force électorale à gauche de la social-démocratie, beaucoup plus forte en général que dans les autres pays scandinaves.

A l'autre extrémité du spectre politique, le mouvement de Lapua (du nom d'une bourgade ostrobotnienne d'où est parti le phénomène) est également à mettre en relation avec le soulèvement de 1918. Ses promoteurs se voulaient les héritiers de la "guerre de libération" et voulaient profiter de la crise du début

des années 1930 pour éliminer les germes de contestation révolutionnaire, au nom d'un esprit de type "ancien combattant". Il réussit à ramener Svinhufvud au pouvoir et à faire interdire en 1930 le mouvement ouvrier crypto-communiste, dont l'influence ne se reculait pas depuis dix ans. Dans ses fondements idéologiques, le mouvement de Lapua était donc plus une formation ultra-conservatrice et nostalgique qu'une formation fasciste proprement dite, bien que dans IKL, parti fondé sur ses ruines en 1935, il y eût d'authentiques admirateurs du nazisme ou du mussolinisme.

Quoi qu'il en soit, le traumatisme de 1918 a laissé des traces durables dans la conscience collective, tant du côté des vainqueurs que des vaincus.

Les premiers ont cherché à imposer leur interprétation des événements à l'ensemble de la société ; pour eux, la répression était une obligation morale et leur action entièrement légitime.

Les seconds se sont battus durement pour récupérer leurs droits et justifier leur point de vue ; les survivants ont mis en place une sorte de "contre-culture" populaire, très vivace jusqu'aux années 1970. De nos jours encore, dans les familles, on garde la fierté d'avoir un aïeul garde rouge ou garde civique. L'esprit de dialogue s'est bien sûr développé, ce dont témoigne aussi la recherche historique depuis les années 1960, mais la coupure demeure entre les deux héritages.

Conclusion

La révolution finlandaise de 1918 ne fut pas simplement le fruit des circonstances immédiates. Elle naquit d'un élan

(14) Pour les premiers pas du Parti communiste finlandais, le meilleur ouvrage est celui de Tauno Saarela, *Suomalaisen kommunismin synty 1918-1923* ("La Naissance du communisme finlandais, 1918-1923"), Helsinki, KSL, 1996. Deux ouvrages plus anciens en langue anglaise : John Hodgson, *Communism in Finland : a History and Interpretation*, Princeton UP, 1967, et Anthony Upton, *Communism in Finland*, Londres, Weidenfeld et Nicolson, 1970.

économique brutalement interrompu par la guerre, ainsi que de la survivance d'archaïsmes institutionnels qui exaspérèrent en dernier ressort les contradictions sociales. La progression des idées évolutionnistes et contestataires en fut aussi l'un des ressorts, tout comme la conjoncture très particulière de l'année 1917.

Il n'y eut donc pas à proprement parler de hasard dans son éclatement ; elle était peut-être évitable dans l'absolu, mais les tensions socio-politiques accumulées depuis vingt ans finirent par déboucher sur une guerre civile. Le soulèvement témoigne ainsi de l'ambivalence du mouvement ouvrier, qui n'était pas seulement un facteur d'intégration sociale (15), mais un élément de contestation du système qui se voulait en rupture avec les normes dominantes.

Cette révolution était au départ conçue comme un acte défensif et elle fut, de fait, réalisée sur des bases très éloignées de celles du bolchevisme. Ses dirigeants prirent leur décision au dernier moment ; ils n'avaient au demeurant ni la volonté, ni les moyens d'établir une dictature du prolétariat. Victimes de leurs hésitations, de leur incapacité à mettre au point un appareil militaire suffisant, de leurs divisions également, ils ne purent résister aux assauts conjugués de la bourgeoisie autochtone et du militarisme allemand, la Russie rouge étant dans l'incapacité de leur porter secours efficacement.

Les conséquences furent bien sûr dramatiques sur le plan humain. Il apparaît aujourd'hui que l'ampleur de la répression a été sous-estimée, car certains chefs blancs commirent de véritables exactions à l'issue immédiate des combats, quelquefois à l'insu de leurs supérieurs hiérarchiques. Il reste de ce point

de vue beaucoup de travail à faire pour arriver au bout de l'enquête. Cela dit, le prolétariat révolté n'échoua pas sur tous les plans. Il conserva sa combativité et ses organisations de masse ; il gagna surtout des réformes que la bourgeoisie rechignait à lui accorder depuis quinze ans.

Maurice Carrez
(université de Bourgogne)

(15) Risto Alapuro, *Suomen synty paikallisenan ilmiönä 1890-1933* ("La Naissance de la Finlande comme phénomène local, 1890-1933"), Helsinki, Hanki ja jää, 1994.



**Le décret
sur la séparation
de l'Eglise
et de l'Etat
en Union
soviétique**

Dans la Russie tsariste, l'orthodoxie était religion d'Etat. L'Eglise orthodoxe, dirigée depuis Pierre le Grand (1672-1725) par un Saint-Synode dont l'Etat désignait les membres, avait le monopole d'un état-civil nullement civil. Le mariage religieux était obligatoire, le divorce interdit. Il était interdit à un musulman, juif, protestant converti à l'orthodoxie d'abandonner cette religion. L'enseignement religieux était obligatoire. L'Eglise orthodoxe avait, en 1901, excommunié Léon Tolstoï, qui déplaisait au tsar.

Le gouvernement provisoire de Kerenski, soutenu par les mencheviks et les socialistes-révolutionnaires (S-R), n'a touché à aucun de ces privilèges exorbitants de l'Eglise orthodoxe ! Le gouvernement soviétique s'y attaque.

Un décret sur la séparation de l'Eglise et de l'Etat, intitulé "*Décret sur la liberté de conscience et les sociétés ecclésiastiques et religieuses*", est confirmé le 19 janvier 1918 par le commissariat à la Justice, présidé par le S-R de gauche Isaac Steinberg.

Le même jour, le patriarche de l'Eglise orthodoxe, Tikhon, informé de cette décision, diffuse une violente épître dénonçant "*l'œuvre satanique*" du gouvernement soviétique en promettant la "*géhénne éternelle*" à ses membres et en ordonnant aux fidèles de "*n'avoir aucun commerce avec ces rebuts du genre humain*" (1).

Le décret adopté le lendemain par le gouvernement fut publié dans *les Izvestia* et la *Pravda* du 21 janvier. Il fut suivi de décrets instaurant le droit au divorce et l'état-civil, et supprimant l'enseignement religieux dans les écoles. Le concile de l'Eglise orthodoxe (qui remplaçait le Saint-Synode auto-dissous après la chute de la monarchie) réagit le 25 janvier par une déclaration affirmant que ce décret, "*sous l'apparence d'une loi sur la liberté de conscience, est un attentat prémédité contre toute l'organisation de l'Eglise orthodoxe et un acte de persécution ouverte contre elle*", et affirme : "*Toute participation à la publication de cette réglementation hostile à l'Eglise, comme toute tentative de la mettre en application sont incompatibles avec l'appartenance à l'Eglise orthodoxe.*" Les coupables sont menacés d'excommunication.

(1) Le texte complet de cette déclaration de Tikhon figure dans le n° 13 des *Cahiers du mouvement ouvrier*, pp. 25-26.

“Décret sur la liberté de conscience et les associations ecclésiastiques et religieuses”

(“1/ Pour tout citoyen soviétique, la religion est affaire privée”)

1. L'Église est séparée de l'État.

2. Il est interdit sur le territoire de la République d'adopter des lois ou décrets locaux qui porteraient atteinte à la liberté de conscience ou la limiteraient, ou établiraient quelque avantage ou privilège que ce soit sur la base de la confession professée par les citoyens.

3. Tout citoyen peut professer n'importe quelle religion ou n'en professer aucune. Toutes les limitations de droits liées au fait de professer quelque foi que ce soit ou de ne pas en professer sont abolies.

Toute mention d'appartenance religieuse doit être supprimée des passeports et de tous les documents officiels, quelle qu'en soit la nature.

4. L'activité des organes d'État ou autres organes officiels ne s'accompagne d'aucune manifestation ou cérémonie religieuse.

5. Le libre exercice des manifestations religieuses est assuré dans la mesure où elles ne troublent pas l'ordre public et ne portent pas atteinte aux droits des citoyens et de la République soviétique.

Dans ce cas, les autorités locales ont le droit de prendre toutes les mesures né-

cessaires pour assurer l'ordre public et la sécurité.

6. Personne ne peut se soustraire à l'accomplissement de ses obligations civiles en arguant de ses convictions religieuses. Il est licite, sur décision du tribunal populaire dans chaque cas particulier, de libérer un citoyen d'une obligation donnée **à condition de la remplacer par une autre.**

7. Le serment, civil ou militaire, de nature religieuse est supprimé. En cas de nécessité, il est remplacé par un engagement solennel.

8. Les actes d'état civil sont effectués exclusivement par les autorités civiles, dans les bureaux d'enregistrement des mariages, des naissances et des décès.

9. L'école est séparée de l'Église. L'enseignement des dogmes religieux n'est pas admis dans les établissements d'enseignement général, qu'ils soient assurés par l'État, par une collectivité ou privés. Les citoyens peuvent enseigner ou étudier la religion de façon privée.

10. Toutes les associations ecclésiastiques et religieuses sont soumises aux règles communes régissant les associations et unions privées, et ne bénéficient

d'aucun privilège ni d'aucune subvention que ce soit de l'Etat ou de ses institutions locales autonomes ou autogérées.

11. La collecte forcée de droits ou de taxes au compte d'associations ecclésiastiques et religieuses n'est pas autorisée, de même que des mesures de coercition ou de punition à l'égard de leurs membres.

12. Les associations ecclésiastiques ou religieuses n'ont pas le droit de propriété. Elles n'ont pas la personnalité juridique.

13. Tous les biens des associations ecclésiastiques et religieuses qui existent en Russie sont déclarés biens du peuple. Le mode d'enregistrement, de garde et d'utilisation des bâtiments ou objets destinés expressément au culte est défini par un décret des autorités étatiques centrales ou locales.

L'usage, à titre gratuit, des bâtiments ou objets destinés expressément

au culte est, sur décret spécial des autorités étatiques centrales ou locales, concédé aux associations religieuses concernées (1).

Le prés(ident) du Cons(eil) des com(missaires) du peuple,

V. Oulianov.

N. Podvoïsky. V. Algassov. V. Trutovski.

A. Chlikhter. P. Prochian. V. Menjinski.

A. Chliapnikov. G. Petrovski.

Le chef du service administratif gouvernemental, Vlad. Bontch-Brouievitch.

Le secrétaire du Conseil des commissaires du peuple, N. Gorbunov.

Petrograd, 20 janvier 1918

(1) Amendement écrit par V. I. Lénine sur une feuille séparée, avec la mention : "fin du § 13".

**Quand
se jouait le sort
de la paix
de Brest-Litovsk**

(Ivan Vratchev)

Le deuxième congrès des Soviets, qui a proclamé le 26 octobre le Conseil des commissaires du peuple, avait adopté un décret sur la paix qui répondait aux aspirations profondes de millions de soldats et de l'immense majorité de la population, qui ne voulait plus de la guerre.

Le gouvernement bolchevique lança donc un appel aux belligérants à engager de suite des négociations de paix. Les gouvernements français et anglais n'y répondirent pas et la presse aux ordres dénonça dans la proposition soviétique une trahison.

Les gouvernements allemand et autrichien y répondirent, une trêve fut proclamée, des négociations s'engagèrent à Brest-Litovsk, en Biélorussie, à la fin de décembre 1917.

Devant la brutalité des exigences allemandes, les cercles dirigeants du Parti bolchevique se déchirèrent : Lénine, partisan de signer la paix immédiate pour sauver la révolution en l'absence d'un mouvement révolutionnaire en Europe, fut largement mis en minorité ; les communistes de gauche, dirigés par Boukharine, Piatakov, Radek, étaient partisans, comme les socialistes-révolutionnaires de gauche, alors alliés aux bolcheviks, d'une guerre de partisans contre l'impérialisme allemand ; Trotsky, soucieux de la propagande auprès des ouvriers occidentaux, proposa de ne pas signer la paix, mais de cesser la guerre et de démobiliser une armée qui s'en allait d'elle-même en lambeaux et désertait en masse.

Lorsque l'armée allemande rompit l'armistice, le 18 février, le débat prit une forme aiguë, et, grâce au ralliement in extremis de Trotsky, la position de Lénine l'emporta de justesse.

La paix fut signée à Brest-Litovsk le 3 mars 1918.

Le 11 mars 1918, les dirigeants de la jeune république soviétique quittaient Petrograd pour Moscou. La première décision prise dans la nouvelle capitale de la RSFSR — et elle était vitale — fut la ratification du traité de paix signé avec l'Allemagne à Brest-Litovsk, le 3 mars précédent.

Ivan Iakovlevitch Vratchev, dont nous reproduisons ici l'interview, a été membre à 19 ans du présidium du comité exécutif central des soviets.

Il est nommé à 24 ans chef de la direction politique de l'armée du Caucase.

Il a participé aux travaux du I^{er} Congrès panrusse des soviets, où a été fondée l'URSS.

Dans les années 1920, Ivan Vratchev, partisan de Trotsky, a été exclu du parti, puis exilé. Il a participé à la Seconde Guerre mondiale comme soldat du rang, puis sergent et adjudant, et condamné, à la fin de la guerre, à 25 ans de camp à régime sévère, toujours pour son "passé trotskyste".

“Le pays a eu le répit dont il avait tant besoin”

• **Ivan Iakovlevitch, vous avez été membre du comité exécutif central des soviets au moment où le Parti bolchevique luttait pour un traité de paix avec l'Allemagne. Pouvez-vous nous parler de ces événements ?**

• Je vais commencer par un fait bien connu. Le 18 février 1918, l'Allemagne a violé l'accord d'armistice, faisant avancer ses troupes vers Petrograd. Ce qui créait une situation dangereuse, menaçante pour la capitale et pour la révolution dans son ensemble. Les divergences étaient vives à l'intérieur du Parti bolchevique ; en fait, le parti était au bord de la scission. Un mois plus tôt, Lénine, qui exigeait fermement qu'on cède aux prétentions exorbitantes de l'Allemagne et qu'on signe à tout prix une paix absolument indispensable à notre pays, avait été mis en minorité. Vladimir Ilitch s'était soumis à la majorité du comité central. Cependant, après le 18 février, il avait engagé une lutte déterminée pour la paix. Le peuple, épuisé par la guerre, avait besoin de souffler. Et Lénine le comprenait. Il considérait qu'on ne pouvait sacrifier le destin de la révolution.

• **En engageant les opérations militaires, l'Allemagne avait présenté un ultimatum. Quelle a été la réaction du gouvernement soviétique à cet ultimatum ?**

• On disposait de 48 heures de réflexion. Au palais de Tauride, à Petrograd, se tenaient des séances séparées du comité central du Parti bolchevique et du comité central des S-R de gauche, et des séances communes. Les fractions bolchevique et S-R de gauche du comité exécutif central des soviets avaient des réunions séparées et communes. C'était des journées dramatiques, elles sont restées à jamais gravées dans ma mémoire. C'est précisément à ce moment-là que j'ai eu, pour la première fois, l'occasion de parler à Lénine.

• **Comment cela s'est-il passé ?**

• Le 23 avril, Vladimir Ilitch est venu à une séance de la fraction bolchevique du comité exécutif central des soviets, alors que les débats tumultueux battaient leur plein dans une salle bondée. Jacob Sverdlov l'invita au présidium, mais Vladimir Ilitch refusa d'un geste de la main et resta debout près du mur, à côté d'un groupe de membres du comité exécutif central des soviets, dont je faisais partie. Nous avons invité Lénine à s'asseoir sur le banc. Il s'assit à côté de moi et me demanda à voix basse ce qui se passait à la réunion, qui était l'intervenant. Je commençais à répondre, Vladimir Ilitch m'écoutait attentivement. Ensuite, il m'a demandé : *“Alors, et vous, vous êtes pour la paix ou pour la guerre ? — Je*

suis pour la paix, Vladimir Ilitch. — C'est bien, nous ne pouvons pas nous passer de la paix, si dure soit-elle. Vous avez été à des meetings ces jours-ci ? Que disent les gens sur la paix et la guerre ?"

Je parlais à Lénine des meetings dans les unités de la garnison de Petrograd, de la répugnance des soldats à se battre, du fait qu'ils exigeaient la paix. "*Vous devriez raconter cela à la réunion*", remarqua Lénine. Puis il me demanda à quel titre j'étais élu au comité exécutif central des soviets, qui je représentais, mais à ce moment-là l'orateur a terminé son intervention et Sverdlov a insisté pour que Lénine rejoigne le présidium.

• Avez-vous suivi le conseil de Lénine ?

• La conversation avec Lénine m'avait convaincu que c'était indispensable. Aussi, quand, à minuit passé, la réunion commune des fractions a commencé, j'ai tout de suite envoyé une note à Sverdlov, au présidium, en lui demandant de me donner la parole au nom des bolcheviks. Après une intervention démagogique de Riazanov (1), Sverdlov annonça : "*La parole est au camarade Vratchev pour une intervention au nom de la fraction bolchevique.*"

J'ai commencé en disant que les soldats, fatigués de la guerre, ne voulaient pas se battre.

Polémiquant avec les S-R et les "communistes de gauche", je dis aussi que leur politique trouvait un écho favorable chez les impérialistes de l'Entente, ce dont témoignait l'interview de l'ambassadeur de France en Russie, dont je citais un passage.

Karl Radek (2) m'a ensuite violemment attaqué. Mais, dans une intervention brillante, passionnée et convaincante, Vladimir Ilitch démontra qu'il était indispensable de signer la paix. Ce fut le moment le plus fort.

Puis, commença le vote. On a voté d'abord dans des réunions de fraction séparées. La fraction bolchevique se prononça pour la résolution de Lénine, que Sverdlov déposa en séance plénière. Cel-

le-ci commença à trois heures du matin et s'acheva à 5 h 25 par un vote nominal. A 7 heures, le Conseil des commissaires du peuple dépêcha par radiotélégraphe son accord pour ratifier le traité aux conditions de l'Allemagne.

• Une délégation gouvernementale a été, semble-t-il, envoyée ensuite à Brest-Litovsk ? Qui en faisait partie ?

• A la demande de Lénine, la délégation était dirigée par Sokolnikov (3). Les membres en étaient le commissaire du peuple aux Affaires intérieures de la RSFSR, Petrovski (4), Tchitchérine, qui venait juste d'être nommé adjoint de Trotsky, commissaire du peuple aux Affaires étrangères, ainsi que le secrétaire permanent de la délégation, Karakhan (5). Sokolnikov, bolchevik depuis 1905, participant actif de la révolution d'Octobre, a péri sous la terreur stalinienne. C'est lui qui, sur mandat du jeune Etat soviétique, a apposé la première signature au bas du traité de Brest-Litovsk du 3 mars 1918.

• Le traité a été signé, mais il fallait encore le ratifier. On sait que les adversaires de la paix ne se tenaient pas pour battus. Quelle a été la suite des événements ?

• Sverdlov m'a fait venir chez lui et m'a dit que lui-même et Zinoviev avaient reçu mandat du comité central pour partir à Moscou : selon ses propres termes, il fallait "*convertir à la vraie foi l'organisation moscovite du parti*", qui se battait contre la paix. "*Vous venez avec nous, préparez-vous vite*", ajouta-t-il.

(1) David Razianov (1870-1938), directeur de l'Institut Marx-Engels de 1921 à 1931. Fusillé en 1938.

(2) Karl Radek (1885-1939), communiste de gauche en 1918, membre du présidium de l'Internationale communiste de 1920 à 1929. Assassiné au goulag en 1939.

(3) Grigori Sokolnikov (1886-1938), membre du comité central de 1919 à 1927. Condamné à mort au deuxième procès de Moscou.

(4) Gueorgui Tchitchérine (1872-1936), commissaire aux Affaires étrangères de 1918 à 1930.

(5) Lev Karakhan (1889-1937), diplomate soviétique fusillé en 1937

Dans le train, j'appris que se préparait le transfert du gouvernement de Petrograd à Moscou.

Après la conférence du parti, où Sverdlov et Zinoviev obtinrent la majorité sur une résolution de soutien au traité de paix, commença la préparation du transfert du gouvernement et du IV^e Congrès extraordinaire des soviets. Sur proposition de Sverdlov, je fis partie de la commission qui préparait le congrès.

Le gouvernement, dirigé par Lénine, arriva à Moscou le 11 mars. Et le même jour, les diverses capitales, Paris, Londres, Berlin, Rome, Vienne, Sofia, Constantinople, etc., et tous les soviets de députés furent informés que le comité exécutif central des soviets et le Conseil des commissaires du peuple siégeaient désormais à Moscou, et qu'on pouvait les contacter à l'adresse : Kremlin, Moscou.

De toute part arrivaient les délégués au congrès. On les enregistrait vingt-quatre heures sur vingt-quatre. Quand Sverdlov est arrivé, juste avant l'ouverture du congrès, il a appris que les bolcheviks y étaient majoritaires, il s'est réjoui et s'est exclamé : *"C'est bien, très bien !"*

• **Et pourtant, la ratification a encore donné lieu à une âpre bataille. On sait que le groupe des "communistes de gauche", dirigé par Nicolas Boukharine, a continué à défendre ses positions. Les mencheviks et les S-R étaient catégoriquement contre le traité de paix. Comment s'est passé le congrès ?**

• 1 246 délégués participaient au congrès. Il a commencé le 14 mars au matin. Tchitchérine a fait une brève com-

munication. Le rapport principal a été fait par Lénine. L'atmosphère était tendue à l'extrême. Les débats étaient houleux, nos alliés d'hier, les S-R de gauche, se désolidarisaient, faisant intervenir leur corapporteur, Kamkov, qui était aussi violent que les mencheviks et les S-R de droite. Le S-R de gauche Steinberg (6) a fait une intervention hystérique, d'autres orateurs, dont Martov (7), ont mis en doute la validité du congrès, disant que c'était *"un congrès de district"*. Le S-R de droite Likhatch s'est permis une attaque violente contre Lénine et le gouvernement. Le présidium lui a retiré le droit à la parole et, comme il refusait de se soumettre, un groupe de délégués l'a éloigné de la tribune. Les mencheviks et les S-R exigeaient que le Conseil des commissaires du peuple démissionne et remette le pouvoir à l'Assemblée constituante. Voilà quelle était la situation. Dans son discours de clôture, Vladimir Ilitch a brillamment répliqué à tous ses adversaires.

Puis, le vote a commencé. Sur 1 166 délégués ayant le droit de vote, 784 se sont prononcés pour la ratification, 261 contre, 115 se sont abstenus (dont 55 "communistes de gauche").

Le traité est entré en vigueur. Le pays a eu le répit dont il avait tant besoin.

**Interview réalisée
par N. Aranovitch.
Vetcherniaia Moskva
("Moscou Soir"), 14 mars 1989.**

(6) Isaac Steinberg, S-R de gauche, commissaire à la Justice de décembre 1917 à mars 1918.

(7) Iouli Martov (1873-1923), dirigeant menchevique.



Léon Trotsky entouré d'officiers allemands lors de l'arrivée de la délégation soviétique à Brest-Litovsk.

Le vrai visage de Rosa Luxemburg

(Christian Coudène)

L'une des dernières pages de l'activité de Rosa Luxemburg a été de participer à la fondation du Parti communiste allemand, du 30 décembre 1918 au 1^{er} janvier 1919, avant d'être assassinée par des soldats membres des Corps francs constitués sous l'égide du gouvernement social-démocrate Ebert-Noske. Le choix même du nom de parti communiste signifie la volonté de marquer une étroite parenté avec le premier parti communiste proclamé au monde en mars 1918, le Parti communiste russe. Le congrès proclame d'ailleurs la fin de la Deuxième Internationale et affirme sa volonté de participer à la création d'une "*Nouvelle Internationale*". Il adopte enfin un télégramme enthousiaste à la "*République russe des Soviets (...), aux camarades russes de combat contre l'ennemi commun des opprimés de tous les pays*". C'est manifestement à partir de cette décision et de la part éminente prise par Rosa Luxemburg — rédactrice du programme du jeune Parti communiste allemand — qu'il faut apprécier la réalité des divergences qui se sont plus d'une fois manifestées entre Lénine et Rosa Luxemburg, que l'on tente systématiquement de présenter comme se situant à deux pôles opposés de la pensée et de l'action. Or ils se situent sur le même pôle, avec des divergences, qui, au regard de ce qui les réunit alors au moment décisif, ne sont plus guère que des nuances.



Rosa Luxemburg (1870-1919).

“Un acte d’une envergure historique mondiale”

ALTERNATIVES ÉCONOMIQUES est un journal économique. Il publie des dossiers qui peuvent servir pour des exposés, des mémoires, des “recherches”. A ce titre, il est inquiétant de lire dans la rubrique “Réflexion, les grands auteurs”, du numéro d’octobre 2003, l’article consacré à Rosa Luxemburg. Insinuation et confusion permettent de faire surgir une thèse sous-jacente brodée tout au long de l’article : 1) attaque contre le marxisme, assimilé au stalinisme ; 2) Rosa fut une ennemie de Lénine et du bolchevisme ; 3) ses analyses économiques rejoindraient celles de Keynes, qui doit s’en retourner dans sa tombe.

Quand les destins de Keynes et de Rosa Luxemburg se sont croisés

Keynes était plus jeune que Rosa Luxemburg, et pourtant, l’histoire les a placés au contact des mêmes événements en 1919. Il n’est pas inutile de le rappeler pour faire comprendre combien il est honteux de vouloir marier (de force) Rosa Luxemburg et Keynes.

Dans un petit livre publié après sa mort, Keynes raconte ses négociations du traité de Versailles en 1919. Le titre :

Le Docteur Melchior, un ennemi vaincu, édition française, Climats, 1993. Il relate son séjour à Paris dans la délégation du gouvernement anglais, il est haut fonctionnaire chargé des questions financières, ce qui lui donne l’occasion de participer aux tractations avec les banquiers américains et allemands. Il se rend à Trèves, avec Foch, joue au bridge, boit du champagne, voyage en train de luxe, rencontre plusieurs fois les délégués chargés des questions financières de l’Allemagne, dont le banquier Melchior. Et tout ce beau monde discute ferme du problème suivant : si l’Allemagne cède tous ses navires aux alliés, alors, on l’approvisionne en nourriture. Les tractations durent des mois. Finalement, note Keynes, “il y avait le grave danger que l’Allemagne ne s’enfonçât dans le bolchevisme si des vivres ne lui parvenaient pas”. Dans une réunion tendue entre les alliés, le Premier ministre anglais finit par déclarer, selon Keynes, que “nous étions en train de laisser les Allemands mourir de faim, alors que des centaines de milliers de tonnes de vivre étaient entreposées à Rotterdam”.

Faut-il raconter ce que sont les derniers mois de la vie de Rosa Luxemburg ? Elle sort de prison, libérée par la révolution, elle se jette dans la bataille pour construire le parti dont a besoin la classe ouvrière, qui organise dans tout le pays en novembre les conseils, elle écrit

article sur article pour armer les militants et les ouvriers. Tient réunions sur réunions. Fonde le Parti communiste fin décembre, combat pour dégager une orientation qui tienne compte du moment exact du développement de la situation. Epuisée, elle voit les dirigeants de son ancien parti organiser la contre-révolution et Karl Liebknecht, son camarade de combat de Spartakus, se faire piéger dans une provocation montée par le gouvernement socialiste avec l'état-major pour nettoyer Berlin. Elle se cache. Traquée, elle échappe à une première arrestation, est retrouvée par les tueurs, ainsi que Liebknecht, frappée, massacrée sans pitié, son corps jeté dans un canal.

Les banquiers peuvent boire le champagne, le bolchevisme a pris un coup, la révolution continue, mais elle a perdu ses deux meilleurs dirigeants. En cette année 1919, Keynes et Rosa Luxemburg étaient aux deux pôles de la lutte des classes, chacun d'un côté de la barricade, et les hommages de Keynes ne vont pas à Rosa, mais aux capitalistes allemands et à leurs tueurs. Conscient de l'impasse que représentait le traité de Versailles, Keynes démissionnera et publiera un ouvrage que Lénine fera connaître dans l'Internationale communiste en 1920 : *Les Conséquences économiques de la paix* (voir en annexe).

L'Accumulation du capital

Lorsqu'elle publie *L'Accumulation du capital* en 1912, fruit de ses réflexions comme responsable de l'école du Parti social-démocrate, Rosa est une dirigeante reconnue et respectée. Le *Vorwaerts*, journal du parti, l'attaque violemment, et elle est surprise de cette charge et de la nullité des arguments. Un peu plus tard, bien sûr, se révélera tout le fossé qui sépare les positions. En fait, dans son livre, elle ne laisse aucune place à la moindre illusion sur le développement harmonieux de l'impérialisme, et les dirigeants du parti qui sont déjà jusqu'au cou dans la collaboration avec l'empereur, les généraux et les capita-

listes (sans le montrer ouvertement) réagissent en prétendant défendre Marx contre Rosa. C'est une posture classique pour dérouter les militants, noyer le poisson et brouiller les cartes. Staline fera de même avec son marxisme-léninisme-socialisme dans un seul pays. Le lecteur d'aujourd'hui est souvent surpris, car son analyse de la dette comme facteur de pillage des pays dominés est d'une brûlante actualité. Les années 1980-2003 ne sont que la répétition de ce long calvaire des pays dominés qu'explique Rosa Luxemburg, à travers l'exemple de l'Algérie, de l'Égypte, de l'Inde, de la Chine lors des guerres de l'opium. On comprend la différence entre Rosa et des marxistes de salon.

L'auteur de l'article d'*Alternatives économiques*, lui, a un scoop à nous servir : il s'efforce de rapprocher ses analyses de celles de Keynes. Ce dernier, aristocrate qui méprisait le peuple, aurait sûrement été très surpris d'un tel amalgame. Bizarre.

Rosa Luxemburg considère que Marx a laissé en suspens, dans son livre *Le Capital*, certaines questions et tente de les reprendre là où Marx s'est arrêté. Rappelons que si le *Livre 1* du *Capital* a été publié par Marx, les *Livres 2* et *3* ont été publiés par Engels après sa mort d'après ses notes. Rien donc d'extraordinaire dans la démarche de Rosa. Elle développe une hypothèse à partir des équations de la reproduction élargie du *Livre 2* du *Capital* : le capitalisme a besoin de s'étendre, les dépenses militaires servent de soupape à la crise de surproduction. Le pillage des colonies, d'une part, l'ouverture de débouchés pour le secteur I par la course aux armements, d'autre part, donnent un sursis momentané au système, mais cela ne fait que le rendre plus dangereux.

De même que, sous l'effet du jeu de l'offre et de la demande, les prix oscillent en permanence autour de leur valeur, qui représente le travail nécessaire en moyenne à la fabrication des biens ou des services, de même, l'oscillation du cycle économique entre récession et expansion assure la reproduction élargie autour de l'équilibre sans cesse remis en cause des équations (schéma) de l'accu-

mulation du capital. Mais la surproduction nécessaire à l'accumulation oblige à annexer toujours de nouveaux marchés. Les marchandises doivent être vendues, sinon les capitalistes n'arrivent pas à réaliser la plus-value qu'ils ont dégagée par l'exploitation du travail salarié dans la production. Ces marchandises sont soit des biens et services de consommation (que Marx appelle le secteur II), soit des biens et services de production (machines, installations, laboratoires, réseaux de transports, de communication, avions, camions, etc., le secteur I). La consommation dépend largement des salaires, que les capitalistes s'efforcent de réduire, puisque c'est un coût. Pour améliorer la productivité du travail (l'efficacité, le rendement), il y a deux solutions : le renforcement de l'exploitation des travailleurs salariés, le perfectionnement du machinisme. Les deux sont utilisées pour lutter contre la baisse tendancielle du taux de profit. Mais cela conduit à une accumulation considérable de marchandises du secteur I, qui sont des capacités de production et qui ne pourront être rentabilisées que si elles sont utilisées. Marx avait montré qu'il y avait un équilibre possible dans la reproduction simple (c'est-à-dire qui remplace simplement les marchandises au fil du temps). Mais cela n'est pas une situation normale, le capital cherche par tous les moyens à augmenter ses profits et bouleverse constamment les conditions de production. Quand on passe aux équations de la reproduction élargie, il n'y a pas d'équilibre. Marx n'a pas achevé cette étude, mais, dans toute son œuvre, il y a les éléments de réponse que Rosa Luxemburg développe.

La production d'armement

La production d'armement ouvre des débouchés aux capitalistes du secteur I, elle n'alourdit pas, en revanche, les capacités de production (un tracteur, par son utilisation, sert à fabriquer de nouvelles marchandises, un tank sûrement pas). Cette production achetée par l'Etat va réduire la part des salaires, mais cela ne paraît pas un problème aux capita-

listes, qui regardent uniquement la nécessité de réaliser la plus-value (exploiter, certes, mais vendre pour en tirer profit).

"Il est difficile d'obtenir des réductions générales et permanentes des salaires, en particulier lorsque les organisations syndicales ont atteint un haut degré de développement."

"Pratiquement, sur la base du système d'impôt indirect, le militarisme remplit ces deux fonctions : en abaissant le niveau de vie de la classe ouvrière, il assure, d'une part, l'entretien des organes de la domination capitaliste, l'armée permanente, et, d'autre part, il fournit au capital un champ d'accumulation privilégié."

Par ailleurs, la concurrence entre les capitalistes, la concentration des entreprises, la lutte pour les matières premières et les débouchés sur le marché mondial nécessitent des moyens politiques, diplomatiques et militaires. L'ouverture des marchés à coups de canon, par les traités de libre commerce, par les crédits internationaux, ce sont des combinaisons dans un seul et même but. Le tableau que dresse Rosa Luxemburg du pillage impérialiste est certainement la partie la plus facile à lire de l'ouvrage, et il s'en dégage une démonstration d'une telle clarté, d'une telle précision, appuyée sur une telle masse de connaissances qu'il ne fit l'objet d'aucune critique, et pour cause. Si les passages où elle examine les équations de Marx sont complexes, la partie historique constitue le plus remarquable réquisitoire, toujours d'une brûlante actualité. Il n'a pas pris une ride.

Sa conclusion ?

"Plus s'accroît la violence avec laquelle, à l'intérieur et à l'extérieur, le capital anéantit les couches non capitalistes et avilit les conditions d'existence de toutes les couches laborieuses, plus l'histoire quotidienne de l'accumulation dans le monde se transforme en une série de catastrophes et de convulsions, qui, en se joignant aux crises économiques périodiques, finiront par rendre impossible la continuation de l'accumulation et par dresser la classe ouvrière internationale contre la domination du capital avant même que celui-ci ait at-

teint les dernières limites objectives de son développement."

On comprend que, derrière la recherche, Rosa vise tous ceux qui veulent faire croire que le capitalisme se développe de manière harmonieuse et, bon an mal an, par la progression des élus au Parlement, un beau jour les socialistes devenus majoritaires transformeront le capitalisme, par des réformes successives, en socialisme. On peut discuter de tel ou tel passage de la démonstration, et entre marxistes ce fut le cas, mais on ne peut mettre tout dans le même sac. A une époque ("la Belle Epoque") où les progrès semblaient donner un brillant avenir au capitalisme, où de grands marxistes jouaient la politique de l'autruche face au militarisme, Rosa sut analyser les tendances destructrices du système. Et cela n'a fait que s'aggraver depuis.

Lénine et Rosa Luxemburg

Parfois, ils ont échangé de vives polémiques, mais, dans la II^e Internationale, cela était fort courant ; souvent, ils ont combattu ensemble, et sur les questions les plus importantes, notamment contre l'opportunisme et le ministérialisme, mais lorsque est venue l'épreuve du feu, la guerre, leur position s'est-elle rapprochée ou éloignée ? Doit-on reconstruire l'histoire en fonction de buts actuels ou rapporter son déroulement tel qu'il fut ? Trop de gens intéressés font se dérouler l'histoire à l'envers. Leur souci n'est pas de connaître pour comprendre, mais de bâtir des légendes qui servent leur but d'aujourd'hui.

En août 1914, Rosa Luxemburg est moins surprise que Lénine de la capitulation des dirigeants allemands. C'est que les attaques qu'elle a subies, la neutralité d'un Kautsky, qui signifiait clairement qu'il la désavouait, l'avaient vaccinée. Il est frappant de voir que Kautsky, autrefois ami et allié de Rosa Luxemburg, se place en censeur en lui refusant en 1910 la publication d'articles dans le journal du parti, car elle propose d'avancer le mot d'ordre de "*République*" à l'occasion des élections. Des grèves

avaient éclaté contre le système électoral censitaire prussien. Cette campagne pour la République, qui peut sembler très modeste, rend furieux le grand dirigeant "marxiste", car elle met en question le pouvoir de l'empereur et, à travers la dénonciation de la forme de l'Etat bourgeois, souligne le caractère réactionnaire de la bourgeoisie allemande. C'est ce qu'on appelle un mot d'ordre transitoire, qui relie les revendications immédiates au problème de la prise du pouvoir par le prolétariat.

Cette exigence est un coin dans la collaboration entre la social-démocratie et le gouvernement de la bourgeoisie allemande. Kautsky prétend évidemment que le prolétariat ne saurait réclamer la démocratie bourgeoise. Sa défense du marxisme avait placé Rosa en opposition très tôt avec le cours opportuniste de la II^e Internationale ; de plus en plus, elle affronte le centre, qui semble garder les principes du marxisme, mais utilise le dogmatisme pour bloquer toute initiative des masses, en lien avec la politique de la droite du parti plus ouvertement opportuniste. Car la défense d'une position apparemment marxiste n'est qu'une couverture de la crainte d'être poursuivi par la justice pour outrage aux institutions impériales, alors qu'on espère quelques sièges de plus au Parlement. Kautsky a pu jouer les arbitres entre la droite et la gauche du parti tant que la bourgeoisie n'a pas tapé du poing sur la table. A la déclaration de guerre, les hypocrisies sont balayées, il ne fait plus que justifier les militaristes de la direction du parti en prétendant, que si les dirigeants ont capitulé, c'est la faute aux ouvriers qui ne se sont pas mis en grève générale comme un seul homme à la déclaration de guerre.

Les positions de Lénine et Rosa Luxemburg se rejoignent pour dénoncer la trahison de la social-démocratie allemande. La création de Spartakus marque la rupture organisée avec le Parti social-démocrate, consommée par le simple fait que ses ex-camarades la font jeter en prison, car elle refuse de se taire et reprend la lutte avec Liebknecht contre l'Union sacrée. Il faut d'ailleurs faire un sort, à ce propos, à tous ceux qui veulent en faire une championne du spontanéisme anti-

organisation. Dans les conditions les plus difficiles de la répression, elle bâtit une organisation de milliers de membres. Là encore, aucune séparation entre la théorie et la pratique, il n'est pas de marxiste qui ne soit un combattant révolutionnaire. Lénine, pour sa part, en désaccord avec les mencheviks, a constitué sa propre tendance en 1903, puis un parti distinct en 1912, tout en restant dans la II^e Internationale.

Ce qui ne veut pas dire que ses conceptions en matière d'organisation ne posent pas de problèmes. En effet, Rosa Luxemburg se méfiait de l'appareil du parti et des syndicats. Elle considérait que sa centralisation, sa rigueur d'organisation, son côté bien huilé avaient servi à museler l'initiative des masses et des militants. Elle comptait sur le mouvement, tel qu'il s'était produit notamment en 1905 avec la révolution russe et les grandes grèves, pour contrer le poids des bureaucrates, et ne souhaitait pas une organisation très centralisée. Elle ne fut donc pas d'accord avec la conception défendue par Lénine et les bolcheviks, qui, face à une tendance inverse de la social-démocratie russe, dilettantisme et pagaille, voulaient bâtir un parti solide face à la répression tsariste. Cette divergence apparaît en 1903 comme en 1912, lors des crises de la social-démocratie russe.

Rosa Luxemburg voyait la formule de Marx "*L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes*" comme une relation dialectique entre la masse et ses organisations, syndicats et parti, elle était consciente de la nécessité d'un parti bien organisé, mais redoutait la routine que pouvait secréter l'appareil, son rôle de frein à l'initiative. Lénine, à partir des mêmes principes de Marx, ne veut pas que les intellectuels petits-bourgeois qui rallient le parti ne lui imposent un fonctionnement si pagailleux qu'il remet en cause tout combat sérieux pour l'émancipation des travailleurs, qui est son but. A travers le journal, il veut bâtir ce lien organisé entre les masses et leur instrument d'émancipation, le parti. Lénine conviendra que, dans *Que faire ?*, il a tordu le bâton dans un sens, la centralisation, pour couper avec le dilettantisme

des penseurs de l'économisme, qui voyaient la révolution comme un avenir très lointain. Lénine considère l'organisation de la social-démocratie allemande comme un modèle, alors que Rosa en ressent les défauts. Dans la crise du Parti social-démocrate russe en 1912, alors que Lénine craint le danger de liquidation du parti si l'on suit les mencheviks, Rosa Luxemburg estime que les divergences seront balayées par la révolution et que la scission ne se justifie pas.

On peut dire que Rosa Luxemburg a eu tendance à compter sur la mobilisation des travailleurs pour régler les comptes et les divergences, et, par là, les problèmes d'organisation, ce que la révolution va soumettre à rude épreuve, mais à ce moment le fossé entre les positions ne lui apparaît pas tel qu'une scission soit indispensable. Lénine ira d'ailleurs lui-même à la scission contraint et forcé par le cours liquidateur de ses adversaires mencheviks. L'opportunisme chez les Russes se portait sur les questions d'organisation, car combattre seulement sur le terrain légal menait à larguer toute perspective révolutionnaire. Chez les Allemands, la puissance de l'organisation était dans les mains de dirigeants dont le radicalisme verbal cachait l'opportunisme de la pratique politique. Rosa Luxemburg n'a jamais eu une conception de parti-processus au sens où le parti découlerait mécaniquement de la lutte de classe.

Le séisme du 4 août 1914 laisse les militants sonnés. Si les positions de Rosa Luxemburg et de Lénine sont identiques sur l'appréciation des événements, sur les questions d'organisation, elles se rapprocheront plus lentement. Les bolcheviks tirent rapidement la conclusion qu'il faut organiser une III^e Internationale et partout créer les bases d'un parti de la nouvelle Internationale, même si les formes d'organisation doivent tenir compte des particularités de chaque pays (certains Partis socialistes n'ont pas plongé dans l'Union sacrée). D'où leur démarche à Zimmerwald et à Kienthal, conférences internationales contre la guerre, où les bolcheviks s'efforcent de regrouper une tendance internationale pour la III^e Internationale, tout en partici-

pant à un regroupement large contre la guerre. Rosa Luxemburg, bien qu'emprisonnée, prend les initiatives de combat contre la guerre, constitue sa tendance, la Ligue Spartakus, estime que l'Internationale a fait faillite et doit être reconstruite, elle cherche à regrouper tous ceux qui s'opposent à la guerre et à détacher les militants de l'influence du centre, car Kautsky, conscient d'une large désapprobation des militants vis-à-vis de la direction, se pose en défenseur d'une position pacifiste, tout en justifiant l'union sacrée. Elle veut gagner le plus possible de militants pour la création d'un nouveau parti et garde ses appréhensions (peut-être renforcées par la trahison d'août 1914) sur le caractère que doit avoir le nouveau parti.

Ce retard dans l'organisation révolutionnaire pèsera lourd quand éclatera la révolution, car les dirigeants comme Kautsky organiseront un pare-feu en 1917 en créant le parti social-démocrate indépendant, pour retenir les militants ouvriers qui ne supportent plus le cours militariste du parti. Ils l'auraient fait de toute façon, mais dans d'autres conditions, qu'on ne peut évidemment pas extrapoler, si la ligue Spartakus s'était constituée en parti distinct.

Cette situation, qui était à ce moment-là une nouveauté, se répétera souvent par la suite dans le mouvement ouvrier. Lorsque la mobilisation des masses se radicalise, les dirigeants changent de langage pour épouser leurs aspirations et les détourner plus sûrement de l'assaut contre le régime bourgeois. Rosa Luxemburg sera confrontée à la combinaison du parti social-démocrate indépendant, qui aidera le parti social-démocrate officiel à contenir la révolution en novembre 1918 et s'avérera un obstacle supplémentaire dans la dialectique spontanée-conscient. Cependant, Rosa Luxemburg n'a pas eu une position attentiste et purement spontanéiste au sens où elle aurait compté sur le processus historique pour construire le parti, comme on a parfois tenté de le suggérer. Elle publie des ouvrages remarquables pour armer les militants et calcule comment, en dépit de la répression, susciter des initiatives dont les masses peuvent se saisir, cherchant à

faire avancer la clarification politique en relation avec l'expression consciente du rejet de la guerre qui monte d'en bas. Dès 1914, elle regroupe ceux qui veulent s'opposer à l'Union sacrée et prépare avec Liebknecht sa déclaration au Parlement. De même, alors qu'elle a été remise en liberté, le 1^{er} mai 1916, Spartakus organise à Berlin une manifestation de 10 000 ouvriers contre la guerre :

« *Liebknecht, en uniforme, prend la parole : "A bas la guerre, à bas le gouvernement." Aussitôt, les policiers se précipitèrent sur lui et l'arrachèrent du milieu de la foule. Rosa se précipita pour libérer Karl, mais les policiers la repoussèrent violemment... Pour la première fois dans la capitale, la résistance à la guerre s'était manifestée dans la rue* » (Paul Frolich, *Rosa Luxemburg*).

Elle retournera en prison et y restera jusqu'à ce que la révolution ouvrière la libère.

Face à la révolution

La révolution russe met à nouveau à nu les positions. Rosa, qui est en prison et n'a pas toutes les informations qu'elle souhaite, commence à écrire une brochure, qu'elle ne fait pas publier et qui sera utilisée plus tard par certains courants contre les bolcheviks. Mais il est frappant qu'elle contient un éloge appuyé des bolcheviks. Un exemple important, puisque c'est là-dessus que se basent tous ceux qui essaient de faire croire que Rosa dénonce avant tout le monde le prétendu stalinisme de Lénine. Quand elle aborde le problème de la terreur, de la répression, elle polémique surtout contre Kautsky et les dirigeants sociaux-démocrates, qui hurlent avec les loups. En effet, ces derniers, qui trouvaient normal le massacre de toute la jeunesse européenne pour la gloire de l'empereur et la caisse des capitalistes, s'indignaient que les bolcheviks se défendent et réprimaient la contre-révolution déchaînée.

Rosa dit qu'il y a un danger, car cette répression rend plus difficile le développement de la démocratie nécessaire au socialisme, y compris dans les rangs ouvriers, elle considère que les bolcheviks doivent être attentifs à ce problème.

Mais elle approuve cette répression, elle craint que le massacre de la Commune ne se répète en pire et en rend responsable Kautsky et la social-démocratie allemande, car, dit-elle, la réaction tsariste-bourgeoise est aussi violente parce que le militarisme continue son œuvre destructrice grâce au soutien d'un Kautsky, il menace la révolution russe et encourage le combat des contre-révolutionnaires en Russie (Brest-Litovsk met en danger la démocratie soviétique : alors que des grèves commencent en janvier 1918, en Allemagne, elles sont bloquées par les dirigeants sociaux-démocrates indépendants, puis réprimées, ce qui permet à l'état-major de rejeter la proposition russe de paix et d'attaquer, créant les conditions pour le déchaînement des forces réactionnaires contre le pouvoir des Soviets).

Une jolie falsification

Ne pas donner ce point de vue, c'est, on le voit, falsifier complètement la position de Rosa. Voici ce qu'elle a écrit à Louise Kautsky en novembre 1917 : *"Te réjouis-tu des Russes ? Bien entendu, ils ne pourront se maintenir parmi ce sabbat infernal — non pas à cause de la statistique, qui témoigne du développement arriéré de la Russie, ainsi que l'a calculé ton judicieux époux —, mais parce que la social-démocratie de cet Occident supérieurement développé est composée de poltrons abjects, qui, en spectateurs paisibles, laisseront les Russes perdre tout leur sang... Mais c'est un acte d'une envergure historique mondiale, dont les traces resteront marquées à travers les siècles"* (cité par Paul Frolich).

On comprend, à lire ces lignes, quel a pu être son soulagement, son enthousiasme, lorsque, un an plus tard, la révolution allemande vient enfin au secours de la révolution russe. Elle ne sépare pas le déroulement des événements en Russie et dans le reste du monde, le sort de la révolution russe (et y compris ses caractéristiques) et l'évolution de la révolution allemande. C'est bien le point de vue de Lénine et de Trotsky : la révolution russe est un élément de la révolution mondiale.

Lorsque Lénine dira en 1922 : la bourgeoisie n'a pas renversé le régime des Soviets, mais l'a affaibli au point que nous avons un Etat ouvrier à tendance bureaucratique, que dit-il, sinon ce que disait Rosa ? Lorsque Trotsky engage le combat contre la bureaucratie naissante et sa théorie toute fraîche du socialisme dans un seul pays, en 1924, que dit-il, sinon que le danger s'aggrave du fait de la nouvelle défaite de la révolution allemande en 1923 et de la misère provoquée par trois années de guerre impérialiste suivie de la guerre civile alimentée par les interventions militaires de tous les impérialismes ?

Rosa Luxemburg a appuyé de toutes ses forces les bolcheviks — on pourrait donner des dizaines de citations — parce qu'elle a ressenti, avec l'information partielle qu'elle avait, combien la trahison de la social-démocratie allemande risquait de coûter cher à la révolution russe et à la révolution mondiale. La suite a apporté, hélas ! confirmation.

Dans sa brochure sur la révolution russe, dont elle a corrigé nombre d'appréciations par la suite, et qui est restée inachevée, les critiques qu'elle fait de la politique des bolcheviks concernant la question agraire, ou celle des nationalités, relèvent de l'expression de divergences sur un même objectif, le souci de trouver les meilleures voies pour défendre la révolution. Elle considère qu'ils ont fait des concessions à *"deux mots d'ordre petits-bourgeois"*.

Le décret sur le partage des terres, comme elle l'indique, n'est pas le programme des bolcheviks, mais *"a été emprunté aux socialistes-révolutionnaires, ou plus exactement au mouvement spontané de la paysannerie"*. Elle craint que ce soit la moyenne bourgeoisie qui tire les marrons du feu et que se renforce *"une nouvelle et puissante catégorie d'ennemis, dont la résistance sera de beaucoup plus dangereuse et plus obstinée que ne l'était celle des grands propriétaires fonciers aristocrates"*. Les bolcheviks ne minimisaient pas ce danger, mais considéraient que le partage des terres par les soviets de paysans était une revendication fondamentale permettant de réaliser l'alliance entre la paysan-

nerie et la classe ouvrière. Seul le gouvernement des Soviets avait tenu parole en reprenant dans son décret les cahiers de revendications des soviets de paysans, dominés longtemps par les S-R, qui se sépareront en deux partis, pour ou contre le nouveau gouvernement.

Rosa Luxemburg et le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes

Elle critiquait avec plus de force le mot d'ordre de Lénine *“Droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, jusques et y compris leur séparation, comme Etat, de la Russie”*. Il faut bien se rappeler les événements au moment où elle écrit. Les bolcheviks ont accordé l'indépendance à la Finlande et proposent dans les négociations de Brest-Litovsk d'appliquer ce principe. Dès l'indépendance obtenue, la bourgeoisie finlandaise, appuyée par les bourgeoisies européennes, massacre les ouvriers. L'impérialisme allemand impose un Etat ukrainien réactionnaire, qui se livre aux pogroms, aux massacres, cherchant la revanche contre la révolution d'Octobre.

« Si Lénine et Trotsky (...), qui n'ont pour ce genre de phraséologie utopique comme “désarmement”, “Société des nations”, etc., qu'un ironique haussement d'épaules, ont, cette fois, fait d'une phrase creuse, exactement du même calibre, leur cheval de bataille, c'est la suite, à ce qu'il nous semble, d'une espèce de politique d'opportunité.”

Ce serait pour s'attirer les sympathies de ces nations qu'ils ont lancé ce mot d'ordre, mais le résultat fut inverse : *“Elles ont profité de la liberté récemment octroyée pour s'allier à l'impérialisme allemand en ennemies mortelles de la révolution russe et pour porter sous sa protection le drapeau de la contre-révolution en Russie.”*

Elle estime qu'il ne pouvait en être autrement, car *“chaque classe de la nation cherche à disposer d'elle-même”*, ce qui pousse la bourgeoisie dans l'alliance internationale contre-révolutionnaire.

“Les conséquences tragiques de cette phraséologie introduite dans la révolu-

tion russe, aux épines de laquelle les bolcheviks devaient se prendre et s'écarter jusqu'au sang, doivent servir au prolétariat international d'exemple avertisseur.”

Rosa Luxemburg, d'origine polonaise, a participé à la construction du Parti social-démocrate polonais, à la révolution de 1905 à Varsovie, alors dans l'empire du tsar. Elle a été emprisonnée à ce moment-là. Son combat pour l'indépendance du Parti social-démocrate vis-à-vis du nationalisme petit-bourgeois fut permanent. Son souci, en 1918, est, on le voit, que les bolcheviks ne donnent pas des armes à la bourgeoisie pour désarmer les ouvriers au nom du patriotisme. Lénine et Trotsky, au contraire, considèrent qu'il faut clairement distinguer entre le nationalisme de la nation qui opprime — le chauvinisme grand-russe — et celui de la nation opprimée. Seul le prolétariat peut assurer l'émancipation nationale, car la bourgeoisie de ces nations ne peut que se vendre à l'impérialisme, mais le gouvernement des Soviets ne doit pas laisser s'établir d'ambiguïté sur ses intentions. Il ne peut en aucun cas être et même apparaître comme le continuateur de la domination russe. La rupture sur ce plan doit être aussi nette que sur les autres aspects de l'oppression tsariste. De plus, face à la guerre de brigandage pour le partage du monde, la paix ne peut reposer sur le redécoupage des zones d'influence. D'ailleurs, comment exiger l'indépendance des colonies des grandes puissances sans commencer par l'accorder immédiatement et sans discussion aux peuples dominés par la Russie ?

Par la suite, Lénine, en 1920, lorsque l'Armée rouge repousse victorieusement la nouvelle armée polonaise encadrée et équipée par la France, proposera de poursuivre l'offensive sur Varsovie, comptant sur une insurrection ouvrière à l'approche de l'Armée rouge. Il avait peut-être le souvenir des événements de 1905 et de la place occupée par les prolétaires de Varsovie, avec Rosa Luxemburg, dans la première révolution russe. Trotsky pensait que le sentiment national polonais risquait de jouer contre cette possibilité. La suite est connue, l'Armée

rouge dut battre en retraite. Lénine a néanmoins considéré qu'il fallait le tenter, "si seulement il y avait une chance sur dix". Car la révolution mondiale frappait à la porte. Pourtant, sa position de principe n'avait pas changé.

Le dernier combat de Lénine sera sa lutte contre Staline pour la défense des communistes géorgiens. Il voit dans le retour d'une politique chauvine le signe le plus éclatant de la pourriture de l'appareil sous le contrôle du secrétaire général et le danger de bureaucratisation accélérée de l'Etat. Pour lui, le caractère fraternel de l'Union des Républiques était vital, ce qui impliquait de rejeter comme la peste la domination grand-russe.

Si le moment où écrit Rosa est critique et la révolution aux abois (milieu 1918), par la suite, elle indiquera à l'un de ses camarades polonais qu'elle comprend mieux la position de Lénine.

Quand les heures comptent pour des jours, les mois pour des années...

Elle souligne dans son rapport au congrès de fondation du PC en décembre 1918 le décalage entre la maturité des conditions objectives pour la révolution (la guerre a accentué la barbarie capitaliste, les travailleurs se sont soulevés) et le retard des conditions subjectives, c'est-à-dire l'existence ou non d'un parti capable de transformer le mouvement révolutionnaire des masses en prise du pouvoir. Le parti révolutionnaire se constitue alors que la révolution a déjà éclaté. Les dirigeants confisquent le mandat des conseils ouvriers et de soldats, le dirigeant social-démocrate Ebert joue sur les illusions des masses, qui font dans un premier temps confiance aux anciens partis et veulent l'unité contre le régime bourgeois). Elle propose une stratégie de conquête des masses pour disputer la direction au fur et à mesure que les illusions sur le gouvernement tomberont. Ce problème revient dans toutes les crises révolutionnaires de l'entre-deux-

guerres, aggravé par la dégénérescence de la III^e Internationale sous les coups du stalinisme.

Sur la nature du parti révolutionnaire, le stalinisme a contribué à couper le fil de la mémoire. La bolchevisation des PC par Zinoviev et Staline a été l'utilisation de la forme contre le fond. Rosa Luxemburg rejoint complètement la position des bolcheviks, car l'Internationale qu'il s'agit de construire n'est plus celle de la préparation de la lutte, mais celle de l'assaut pour le pouvoir. Le programme d'Erfurt, c'est fini, dit-elle. Le programme et les méthodes d'organisation de la nouvelle Internationale doivent être adaptés à la nouvelle étape, la centralisation démocratique du parti correspond à la nécessité pour la classe des travailleurs, non seulement de se constituer en classe organisée, consciente, mais en classe postulant directement à la prise du pouvoir pour mettre un terme à la barbarie. Par ailleurs, la tactique à suivre tant dans les événements d'Allemagne que pour construire le parti révolutionnaire faisait débat. Si elle est en minorité sur certaines questions lors du congrès de décembre 1918 de fondation du Parti communiste, comme la participation aux élections, l'intervention dans les syndicats, la stratégie vis-à-vis des autres courants en rupture avec la social-démocratie et la construction de la nouvelle Internationale, force est de constater que Lénine, dans sa brochure *Le Gauchisme, maladie infantile du communisme*, reprendra nombre de positions que, pour l'essentiel, Rosa a soutenues. Elle ne fut pas étonnée outre mesure de l'impatience gauchiste des délégués, se contentant de dire à l'un de ses amis déçu : "Un bébé crie toujours" (rapporté par Paul Frolich).

Dans les jours de janvier 1919, Ebert et Noske tendent un piège au prolétariat de Berlin. Elle est consciente qu'un tournant décisif approche, elle a vu dans l'alliance nouée entre les anciens ennemis, l'état-major anglais et l'état-major allemand, contre les bolcheviks en Courlande, le signe que la violence va monter d'un cran. Elle a développé devant les délégués du congrès l'idée que les dirigeants du gouvernement, Ebert et Noske, vont organiser la contre-révolution ("Que res-

tera-t-il à ces petits bonhommes pour sauver leur situation ? Vous avez vu qu'à Riga, les troupes marchent contre les bolcheviks russes côte à côte avec les Anglais” — discours devant le congrès du PC, fin décembre). Elle reste sur la position qu'elle a défendue, conquérir la confiance des masses, les aider à se dégager des illusions qu'elles ont encore dans le gouvernement, mais elle tient à rester à son poste, alors que la tension est à son maximum. Elle écrit son dernier article : “*L'ordre règne à Berlin*”, elle estime qu'une défaite momentanée peut être une leçon qui servira pour les futures batailles. Ce qu'elle reprochera à Liebknecht, ce n'est pas d'avoir été à la tête du prolétariat de Berlin qui manifeste contre la provocation de Noske — elle trouvait cela indispensable, même si la situation était difficile, comparable à celle qu'avaient connue les bolcheviks en juillet 1917 —, mais d'avoir lancé une proclamation contraire au mandat du congrès, qui tombait dans le piège et n'aidait pas les travailleurs de Berlin à surmonter cette passe critique. “*Karl, qu'as-tu fait de notre programme ?*”

Une terrible perte pour tous les ouvrier(e)s

Rosa Luxemburg, assassinée, ne put participer aux débats extrêmement riches des quatre premiers congrès de l'Internationale communiste, tenus entre 1919 et 1924. A la lecture des textes et résolutions, on mesure tout ce qu'elle aurait pu apporter à l'Internationale et à la classe ouvrière allemande, surtout lorsqu'en 1920 les sociaux-démocrates indépendants rejoignent l'Internationale communiste, concrétisation de ses espoirs et aussi de ses efforts pour gagner la base ouvrière de ce parti que Kautsky et d'autres avaient tenté de mystifier.

Et en novembre-décembre 1918, elle tire très vite les conclusions de la nouvelle situation : il y a urgence. Ses posi-

tions rejoignent celles des bolcheviks, qui, eux-mêmes, en Russie, ont rassemblé les combattants révolutionnaires des autres courants comme Trotsky.

Elle a plusieurs fois formulé la perspective “*socialisme ou barbarie*” non plus comme une tendance à long terme, mais comme une échéance immédiate. Comme dans cette autre variante : “*Ou Lénine ou Kalédine.*” Avec le recul du temps, combien cette lucidité nous frappe. Le journal de son ancien parti, le *Vorwaerts*, appelait au meurtre de “*Rosa la sanglante*”. La barbarie a eu le dessus en Allemagne entre 1919 et 1933, date de l'arrivée de Hitler au pouvoir, mais il n'y eut aucune fatalité dans cet enchaînement dramatique.

Les sociaux-démocrates, qui avaient cru pouvoir amender peu à peu le capitalisme et ont fait assassiner Rosa Luxemburg, ont appelé à voter Hindenburg, le Pétain allemand, en 1932, pour barrer la route à Hitler ; quelques mois plus tard, Hindenburg nommait Hitler Premier ministre, tandis que les militants socialistes portaient dans les camps de concentration. Quant au Parti communiste allemand fondé par Rosa, il fut épuré par Staline, qui lui imposa une alliance avec les nazis pour faire tomber la municipalité socialiste de Berlin. Staline ira jusqu'à livrer à Hitler les militants communistes allemands qui s'étaient réfugiés en URSS et qu'il n'avait pas encore fait fusiller (Margaret Buber-Neumann : *Dans les prisons de Staline et de Hitler*).

L'article d'*Alternatives économiques* se garde bien de dire un mot de cette tragédie allemande, qui souligne à quel point l'assassinat de Rosa Luxemburg fut un terrible coup pour les ouvrier(e)s du monde entier.

Les problèmes qu'elle a cherché à analyser, à résoudre, en combattant pour l'Internationale ouvrière, demeurent plus que jamais d'actualité.

Christian Coudène

ANNEXE

Keynes, keynésianisme, social-démocratie, social-libéralisme

LÉNINE avait apprécié le texte de Keynes *“Les conséquences économiques de la paix”* et le fit diffuser dans l’Internationale communiste. Dans cet ouvrage, Keynes expliquait son désaccord avec le traité de Versailles, qui imposait des paiements à l’Allemagne en marks-or, tout en lui interdisant d’exporter pour accumuler de l’or ; il craignait une dangereuse impasse, source de nouveaux conflits. Il exprimait la position de l’impérialisme anglais, soucieux de reprendre les affaires avec l’Allemagne interrompues par la guerre et de ne pas trop aggraver les tensions sociales en Europe, alors que l’impérialisme français tenait à affaiblir au maximum son principal adversaire. Keynes montre que le capitalisme allemand, avant-guerre, avait développé ses ventes dans tout l’Empire austro-hongrois et obtenu quelques morceaux d’Afrique à la conférence de Berlin. La création d’un ensemble de petits pays dans l’ex-Empire austro-hongrois (qui doivent servir à la fois de menace de double front pour la France contre l’Allemagne, et de ceinture de protection pour le blocus contre l’URSS), réduit fortement les débouchés de l’industrie allemande, situation aggravée par la perte de ses colonies et la réduction de son territoire. Il n’y a donc pas d’autre solution, pour éviter les tensions en Europe, que de laisser une marge de respiration au capitalisme allemand en lui permettant d’exporter afin de payer ses réparations. La phrase où Keynes précise qu’en cas d’appauvrissement de l’Europe centrale, *“la revanche ne traînera pas”*, apparut beaucoup plus tard comme un jugement très clairvoyant ; le succès de son livre fut plutôt dû, à l’époque, aux portraits qu’il dressait des grands hommes et de leur mauvaise foi dans ces tractations. Lénine

partageait complètement le pronostic sur l’impasse ouverte par ce traité et les lourdes menaces qu’il représentait pour l’Europe.

Dans les années 1920 et 1930, Keynes occupe de hautes fonctions dans le Trésor britannique et constate que les politiques conseillées par les économistes libéraux s’appuient sur des considérations complètement fausses, qui conduisent à une aggravation de la crise. On peut remarquer que, déjà à cette époque, le plan Dawes, élaboré par les banquiers américains et anglais en 1923 face à l’effondrement de l’économie allemande après l’occupation de la Ruhr par les troupes françaises, est d’inspiration “keynésienne”. En effet, pour consolider la monnaie allemande détruite par l’hyperinflation, les banques américaines prêtent des dollars aux Allemands ; en dégageant des excédents d’exportation, l’Allemagne récupérera des devises pour rembourser les banques américaines et payer les réparations à la France et à l’Angleterre. Ce mécanisme fonctionnera jusqu’en 1929, suscitant un abcès de fixation pour la propagande de revanche en Allemagne ; il s’effondrera après le krach de Wall Street. C’est ce qu’on appellera plus tard les plans d’ajustement structurel, lorsque ces renflouements-pillages seront mis en œuvre par le FMI pour le tiers-monde écrasé par la crise de la dette après 1980.

Keynes théorise en 1936, dans son ouvrage *La Théorie générale*, la politique qu’expérimentait Roosevelt aux Etats-Unis. Loin de rejoindre l’analyse de Marx, il cherche au contraire à concilier la théorie économique libérale (laissez faire le marché) et une intervention limitée de l’Etat pour sauver le système en pleine crise. Il est à l’initiative du FMI et de la Banque mondiale lors de la

conférence de Bretton Woods, en 1944. Après une longue discussion de trois semaines avec le secrétaire au Trésor américain, Harry White, il n'obtient pas la création d'une monnaie mondiale ; le dollar devient la monnaie internationale, mais les institutions de Bretton Woods sont basées sur ses principes. Il s'agit, lorsqu'un pays s'effondre, d'éviter que la chute de la demande pour les autres pays ne se répercute de proche en proche pour déboucher sur une crise générale. En prêtant au pays en difficulté, le FMI lui donne le temps de redresser la situation. Un peu comme à l'intérieur d'un pays, en cas de récession, Keynes recommande de faire un déficit, qui compensera, par la dépense publique, le ralentissement de la consommation privée. Keynes sera le premier président de la Banque mondiale.

Joan Robinson (1), pour sa part, est de ces sociaux-démocrates qui ont voulu faire la synthèse entre Marx et Keynes. Son point de vue est respectable, mais Rosa Luxemburg a toujours combattu l'idée que l'on pourrait aller au socialisme en faisant l'économie d'une révolution, et il est un peu fort de café qu'on essaie d'en faire une social-démocrate à la guimauve. Ce sont bien les marxistes, et en particulier Lénine comme Trotsky, qui ont rendu le plus grand hommage à Rosa Luxemburg, qui fut avant tout une révolutionnaire. Les penseurs sociaux-démocrates qui avaient rêvé d'un développement harmonieux du capitalisme permettant un beau jour une transformation pacifique en socialisme par la conquête de la majorité au Parlement ont été *"fort dépourvus quand la bise fut venue"*, comme disait la fable de La Fontaine. Car ils n'arrivèrent au pouvoir que lors de crises violentes (Union sacrée pendant la guerre, révolution allemande, Fronts populaires pendant la grande crise...) et la bourgeoisie ne leur a pas demandé de transformer le monde, mais de se débrouiller pour gérer loyalement le capitalisme et calmer leur troupes, au besoin en tirant dans le tas. Dans leur désarroi, les théoriciens socialistes furent béats d'admiration devant un économiste bourgeois qui avait une recette pour gérer le capitalisme. Après 1945, lorsque

le keynésianisme fut la doctrine officielle de la bourgeoisie des Etats-Unis, les sociaux-démocrates étaient keynésiens. Mais dès que la bourgeoisie américaine changea de tactique et reprit les vieux slogans de "l'économie vaudoue", on vit les gouvernements socialistes se convertir rapidement à cette nouvelle version du libéralisme.

Marx appelait le courant libéral *"l'économie vulgaire"*, par opposition aux économistes comme Smith et Ricardo (l'économie politique classique), pour lesquels il avait un certain respect. Ce courant libéral a refait son nid aux Etats-Unis avec le prix Nobel d'économie attribué en 1976 à Milton Friedman, patron des Chicago boys qui ont conseillé Pinochet, puis sa mise en œuvre par le démocrate Carter, qui nomme Volker, un conservateur, à la tête de la Banque centrale américaine en 1979 pour taper fort. Le triomphe de l'économie vulgaire arriva avec l'élection de Reagan en 1980. Anecdote amusante : dans le Parti républicain, lors des primaires, George Bush (père) était son adversaire et dénonça sa proposition de baisse des impôts pour les riches, qu'il appela de l'économie vaudoue. Mais, Reagan étant en tête dans les primaires, G. Bush (père) négocia d'être son vice-président, ce qu'il obtint, et par la suite il ne fut plus question de remarques désobligeantes pour les recettes de la reaganomie. Pour mieux comprendre cette conversion de la bourgeoisie américaine au culte du vaudou libéral, il suffit de citer le résumé qu'en a donné en 1976 un social-démocrate allemand, le Premier ministre Helmut Schmidt : *"Les profits d'aujourd'hui sont les investissements de demain, et les emplois d'après-demain."* L'offensive était donc engagée pour rétablir les profits, pour le reste on verrait plus tard.

La grave crise qui se développe aux Etats-Unis depuis 2000 amène des keynésiens à faire leur mea-culpa. Joseph Stiglitz, qui fut le président des conseillers économiques de Clinton, à travers deux ouvrages, *La Grande Désillusion* et *Quand le capitalisme perd*

(1) Joan Robinson : économiste anglaise, membre du cercle de Keynes.

la tête (Fayard 2003), dénonce ce qu'il appelle "le fanatisme de marché" des dirigeants américains, ce qui ne l'empêche pas de soutenir l'ALENA (2). Si nombre de ses remarques sont intéressantes (il explique comment ont été modifiées les règles de comptabilité, ce qui conduisit aux scandales Enron et autres, ou comment le FMI a détruit l'Argentine et la Russie), vous n'y trouverez qu'un plaidoyer pour que les bourgeois se montrent plus raisonnables. Il alimente en cela le discours d'une partie de la bourgeoisie, aux Etats-Unis et ailleurs, effrayée des conséquences des politiques suivies. Il est de bon ton, aujourd'hui, d'opposer une social-démocratie alignée sur le libéralisme, le social-libéralisme, représentée par Blair, et une social-démocratie traditionnelle, qui resterait keynésienne. En réalité, la social-démocratie n'a pas de politique ni de théorie indépendante de la bourgeoisie, et les préférences des maîtres sont les dogmes des serviteurs. Le militarisme, lui, n'a fait que croître et prospérer. Lorsque Reagan porta à des niveaux sans précédent les dépenses militaires et le déficit budgétaire américain

pour relancer la machine économique, Galbraith, un keynésien, conseiller de Roosevelt et Kennedy, caractérisa cette politique de keynésianisme militaire. Bush II a repris la démarche, avec plus de brutalité.

Il ne faut pas confondre les recettes keynésiennes — qui vont très bien avec les politiques de déréglementation et de baisse du coût salarial — et les dispositifs de protection sociale mis en œuvre en 1945-1950. Certes, des keynésiens ont pu les soutenir, mais c'est la menace que représentait la révolution sociale, la vague de grèves, qui amena la bourgeoisie à faire des concessions. Illustration, une fois encore, de la dialectique réforme-révolution. Les historiens bourgeois mettent toujours l'histoire cul par-dessus tête. Là où la lutte de classe arrache des conquêtes, ils ne voient qu'une politique keynésienne éclairée de gouvernements bourgeois touchés par la grâce.

Christian Coudène

(2) ALENA : traité de libre-échange imposé par les Etats-Unis aux Etats voisins, afin de garantir la pénétration de leurs produits.

Max Gallo, Lénine et Rosa Luxemburg

DANS *Le Figaro littéraire* (26 février 2004), Max Gallo présente le livre de Jean-Jacques Marie, *Lénine*, et se permet à cette occasion d'utiliser Rosa Luxemburg une fois encore contre Lénine.

Max Gallo a des références historiques solides : Lénine était un agent allemand payé par le Kaiser. Cette vieille calomnie, cent fois ressassée, a été fabriquée à un moment précis dans un but précis : lorsque Kerenski, socialiste, chef du gouvernement provisoire, poussé par la France et l'Angleterre, organise une offensive sur le front, en juin 1917, il provoque une explosion de colère, car la

révolution russe a balayé le régime tsariste pour "la paix, la terre, le pain". Arrêter le massacre monstrueux de la guerre est la condition de tout. Lorsque Kerenski veut obliger des régiments de Petrograd à partir pour le front, c'est l'émeute. Kerenski s'y est préparé : en juillet 1917, il fait réprimer violemment les manifestations, fait fusiller (la peine de mort aux armées abolie par les soviets est rétablie), interdit les journaux bolcheviques, fait arrêter les dirigeants. Lénine se cache. La calomnie de l'or allemand se déchaîne. Max Gallo nous donne donc le fin mot de sa position en reprenant la calomnie contre Lénine : il est solidaire de

la répression organisée pour poursuivre le gigantesque massacre de la Première Guerre mondiale.

Les bolcheviks eurent beaucoup de mal à freiner l'émeute à Petrograd pour éviter le bain de sang préparé par Kerenski, les socialistes et les généraux du tsar. Max Gallo regrette-t-il donc la marche des événements, qui aurait pu donner un premier régime fasciste en Europe dès juillet-août 1917, sous la houlette d'un Kornilov ?

Il termine son article par des citations tronquées de Rosa Luxemburg .

Or en 1918, dans la brochure inachevée dont Max Gallo tire quelques lignes, elle prend une position d'une netteté sans bavure : "*Ou Lénine, ou Kalédine.*" Ou la révolution ouvrière et paysanne, ou la dictature militaire réactionnaire. Ou le socialisme, ou la barbarie.

Le plus choquant est ce qu'ajoute ensuite Gallo : "*Lucidité dès 1918. Payée cher par Rosa Luxemburg.*" Un peu avant les citations, il est précisé : "*Elle allait être assassinée à Berlin en janvier 1919 par des officiers qui seront nazis.*"

Pourquoi ces formules savamment elliptiques, pourquoi ne pas dire la triste vérité ? Elle fut assassinée par les Corps francs, corps d'élite organisé en hâte par le chef du gouvernement social-démocrate, Ebert, avec l'état-major de l'armée du Kaiser, et dirigé directement par le ministre de la Défense socialiste, Noske. Elle a été traquée plusieurs jours, comme Liebkecht. Le journal de son ancien parti, le *Vorwärts*, appelait depuis des jours au meurtre de "*Rosa la sanglante*". Ceux qu'il appelle — quelle construction grammaticale révélatrice — des "*officiers qui seront nazis*" agissaient sur ordre du gouvernement social-démocrate.

Que s'était-il passé ? En janvier 1919, à Berlin, comme en juillet 1917 à Petrograd, le gouvernement socialiste monte

une provocation. Il limoge le préfet socialiste indépendant de Berlin, porté à ce poste par la révolution ouvrière. Ulcérés, les ouvriers descendent dans la rue. Une gigantesque manifestation parcourt le centre de Berlin. Des régiments de marins fidèles à la révolution se battent. Les généraux qui ont pris l'initiative des combats sont en difficulté. Ebert, Noske, les officiers regroupent 3 000 Corps francs. La répression s'abat comme en juillet 1917 à Petrograd. Meurtres, calomnies, fusillades... et répression ciblée. Frappe chirurgicale, comme on dit aujourd'hui. Le meurtre de Rosa Luxemburg et Karl Liebknecht, puis de Jogiches, trois mois plus tard, fut mûrement calculé par des dirigeants socialistes et exécuté froidement par des troupes d'élite constituées spécialement pour ça. Ces troupes, qui passeront toute l'année 1919 à aller de ville en ville pour massacrer les militants ouvriers, deviendront le vivier des bandes nazies (soyons précis). Le corps des officiers reconstitue dès ce moment-là, avec l'appui des dirigeants sociaux-démocrates, une armée de guerre civile, qui sera l'instrument et le meilleur soutien d'Adolf Hitler.

Rosa n'avait commis que le crime de fonder le Parti communiste allemand et d'affirmer sa solidarité avec Lénine et les bolcheviks. Tout petit point sans importance pour M. Gallo.

Mais est-ce que l'histoire intéresse M. Gallo ? Il ne la conçoit que comme fabrication d'histoires pour servir des buts politiques.

On peut lui conseiller toutefois la lecture de *l'Histoire de l'armée allemande*, de Benoist-Méchin : il y trouvera tous les détails de la constitution des Corps francs par Noske, et du plan de marche de ces assassins, sous les ordres de ce grand dirigeant social-démocrate.

C. C.

“Que veut Spartacus ?”

**(programme de la Ligue Spartacus
adopté au congrès de fondation
du Parti communiste allemand,
30 décembre 1918-1^{er} janvier 1919)**

**Les militants révolutionnaires
du Parti social-démocrate allemand,
hostiles à la guerre impérialiste, s'étaient regroupés
au printemps 1916 autour de Rosa Luxemburg,
Karl Liebknecht, Franz Mehring, Clara Zetkin
et quelques autres, sous le nom de Ligue Spartacus.**

**Au début de 1917, réunie à Gotha, une aile
du Parti social-démocrate rompt avec ce dernier et fonde
le Parti social-démocrate indépendant (USPD),
dont les "spartakistes" constituent l'aile gauche.**

**Le 30 octobre 1918, des marins allemands
se mutinent à Kiel. C'est le début de la révolution,
qui balaye la monarchie le 9 novembre.**

**Réunis le 29 décembre 1918 en conférence, une centaine
de délégués des groupes spartakistes décident de rompre
avec l'USPD et de fonder avec quelques autres petits groupes
révolutionnaires (les Communistes internationaux, la Ligue des
soldats rouges, etc.) le Parti communiste allemand.**

**Le congrès de fondation de ce dernier,
à l'initiative de la Ligue Spartacus,
se tient les trois jours suivants, du 30 décembre 1918
au 1^{er} janvier 1919.**

**Rosa Luxemburg présente le rapport sur le programme
dont elle est la rédactrice à la quatrième séance du congrès,
le 31 décembre après-midi.**

**Le texte intitulé "*Que veut la Ligue Spartacus ?*" est donc
le programme fondateur du Parti communiste allemand.**

“Il faudra que les oripeaux de leur puissance leur soient arrachés par la force”

LE 9 novembre (1918 — NDLR), les ouvriers et les soldats ont détruit le vieux régime en Allemagne. Sur les champs de bataille de France s'étaient dissoutes les illusions sanglantes d'une domination mondiale par le sabre prussien. Les bandes de criminels qui avaient allumé l'incendie universel et poussé l'Allemagne dans une mer de sang se sont trouvées au bout de leur latin. Et le peuple, si longtemps dupe, si longtemps oublieux de tout sentiment de culture, d'honneur et d'humanité, s'est au bout de quatre ans réveillé de son sommeil de pierre, en face de l'abîme.

Le 9 novembre, le prolétariat s'est soulevé et il a secoué le joug infâme. Les Hohenzollern ont été chassés par les ouvriers et les soldats formés en conseils.

Mais les Hohenzollern n'étaient rien de plus que les commis de la bourgeoisie impérialiste et des hobereaux. La bourgeoisie avec sa domination de classe : voilà la vraie coupable de la guerre mondiale, en Allemagne comme en France, en Russie comme en Angleterre, en Europe comme en Amérique. Les capitalistes de tous les pays : tels sont les vrais instigateurs de l'assassinat des peuples. Le monstre insatiable dont la gueule sanglante a englouti millions sur millions de vies humaines, c'est le capital international.

Ou bien la continuation du capitalisme, ou bien le renversement des exploiters capitalistes

La guerre mondiale a placé la société devant l'alternative : ou bien continuation du capitalisme, avec, comme perspectives prochaines, une nouvelle guerre et la chute dans le chaos, ou bien le renversement des exploiters capitalistes.

Par la guerre, la domination bourgeoise a fait l'épreuve négative de ses droits à l'existence ; elle n'est plus en état de tirer la société du terrible effondrement économique que l'orgie impérialiste a laissé derrière soi.

Des moyens de production ont été anéantis en quantités inouïes ; des millions de forces de travail, les rameaux les meilleurs et les plus vigoureux de la classe ouvrière, ont été frappés de mort. Quant à ceux qui restent en vie, la misère et le chômage les attendent en ricanant au seuil de leur foyer. L'épuisement par la faim et les maladies menace de détruire la force du peuple dans sa racine. La banqueroute financière de l'Etat s'annonce comme résultat inévitable du fléau monstrueux des dettes de guerre.

Pour sortir de ce désordre sanglant, pour échapper à l'abîme béant, il n'y a pas d'autre recours, d'autre chemin, d'autre salut que dans le socialisme. Seule la révolution mondiale du prolétariat peut introduire l'harmonie dans ce chaos, peut assurer à tous du travail et du pain, peut mettre fin à l'entr'égorgement des peuples, peut apporter à l'humanité épuisée dans sa chair ce qu'elle attend depuis si longtemps : la paix, la liberté, une civilisation véritable. *A bas le salariat ! Voilà la solution de l'heure.* Au travail salarié et à la domination de classe, il faut substituer le travail en camaraderie. Les instruments de travail doivent cesser d'être le monopole d'une classe, ils doivent devenir le bien commun de tous. Plus d'exploiteur, plus d'exploité ! Régulation de la production et de la distribution des produits dans l'intérêt de tous. Abolition des formes de production actuelles, qui ne sont qu'exploitation et que contrainte ! du commerce actuel, qui est basé sur la fraude et le vol !

A la place des patrons et de leurs esclaves salariés : libre coopération des camarades de travail ! Le travail ne sera plus une torture pour personne quand il sera un devoir pour tout le monde ! que la faim ne soit plus dès aujourd'hui la malédiction du travail, mais sa revanche sur les fainéants et les parasites !

Pour la première fois dans une telle société seront déracinés la haine des peuples et le servage. Ce n'est que par l'avènement révolutionnaire d'une telle société que la terre cessera d'être déshonorée par l'assassinat des hommes. Et c'est seulement de cela qu'on pourra dire : *cette guerre sera la dernière des guerres.*

Socialisme ou chute dans la barbarie

Le socialisme est à cette heure le seul espoir de l'humanité. Au-dessus des murailles croulantes du monde capitaliste flamboient en lettres de feu les mots du *Manifeste communiste : socialisme ou chute dans la barbarie.*

La réalisation de l'ordre social communiste est la tâche la plus impérieuse qui soit jamais échue à une classe et à

une révolution dans toute l'histoire du monde. Cette tâche implique un complet renversement de l'Etat, une subversion générale de toutes les bases économiques et sociales du monde actuel.

Ce renversement, cette subversion ne peuvent résulter des décrets d'une administration quelconque, d'une commission ou d'un Parlement ; l'initiative et l'accomplissement n'en peuvent être assurés que par les masses populaires elles-mêmes. Dans toutes les révolutions précédentes, ce fut une petite minorité du peuple qui prit la direction de la lutte révolutionnaire, qui lui donna un but et une orientation et qui se servit de la masse comme d'un instrument pour conduire à la victoire ses propres intérêts, les intérêts d'une minorité.

La révolution socialiste est la première qui ne puisse être menée à la victoire que dans l'intérêt de la grande majorité, et par l'action de la grande majorité des travailleurs.

La masse du prolétariat n'est pas seulement appelée à fonder la révolution dans la connaissance claire de ses buts et de ses orientations. Elle doit aussi, en elle-même, par son activité propre, mener pas à pas le socialisme à la vie.

L'essence de la société socialiste consiste en ceci que la grande masse travailleuse cesse d'être une masse dirigée, mais au contraire se met à vivre par elle-même toute la vie active politique et économique, à la diriger par son autodétermination toujours plus consciente et plus libre.

Depuis les instances supérieures de l'Etat jusqu'aux dernières des communes, la masse prolétarienne doit liquider les organes de domination de l'hégémonie bourgeoise : Conseil des ministres, Parlement, municipalités.

A cet effet, elle doit s'emparer du pouvoir par ses propres organes de classe. A travers ses conseils d'ouvriers et de soldats, elle aura donc à occuper tous les postes, à surveiller toutes les fonctions, à mesurer toutes les nécessités sociales à ses propres intérêts de classe et aux tâches socialistes. Seule une influence réciproque, constamment vivante, entre les masses populaires et leurs organes, les conseils d'ouvriers et de soldats, peut assurer la

conduite de la société dans un esprit communiste.

De même, le renversement économique ne peut s’accomplir que comme un processus de l’action responsable des masses prolétariennes. Les décrets purs et simples des instances révolutionnaires supérieures sont en eux-mêmes une formule vide. C’est seulement par l’activité propre de l’ensemble des ouvriers que la parole se fera chair — c’est dans la lutte acharnée contre le capital corps à corps, usine par usine, dans la lutte directe de masse, dans la grève, dans l’édification d’organes permanents, dans leur constitution en une classe, que les ouvriers peuvent trouver la route du contrôle prolétarien sur la production et finalement s’en approprier effectivement toute la direction. Les masses prolétariennes doivent apprendre, de machines mortes que le capital met en œuvre dans le processus social de production, à devenir des dirigeants pensants, libres, agissants, de cette même production sociale. Ils doivent acquérir le sentiment de leur responsabilité de citoyens vis-à-vis de la collectivité, unique dépositaire de toute la richesse sociale. Ils doivent montrer du zèle en l’absence du fouet patronal, une productivité soutenue sans garde-chiourme capitaliste, de la discipline sans contrainte et de l’ordre sans domination. Le plus haut idéalisme dans l’intérêt de la collectivité, l’esprit d’initiative d’un véritable civisme sont pour la société communiste une base morale indispensable, comme le sont pour le capitalisme l’abrutissement, l’égoïsme et la corruption.

Toutes les vertus civiques du socialisme, de même que les connaissances et les capacités nécessaires pour la conduite des entreprises socialistes, la masse ouvrière ne peut les acquérir que par sa propre activité, son expérience propre.

La socialisation de la société ne peut être obtenue que par la lutte infatigable des masses, dans toute leur profondeur, sur tous les points où le travail et le capital, où le peuple et la domination de classe de la bourgeoisie se regardent dans le blanc des yeux.

Dans la révolution bourgeoise, le sang versé, la terreur, le meurtre poli-

tique furent l’arme indispensable dans la main des classes montantes.

La révolution prolétarienne n’implique dans ses buts aucune terreur, elle hait et abhorre le meurtre. Elle n’a pas le besoin de verser le sang, car elle ne s’attaque pas aux êtres humains, mais aux institutions et aux choses. Elle ne descend pas dans l’arène avec de naïves illusions, dont elle ait à venger la déception par la terreur. Elle n’est pas la tentative désespérée d’une minorité cherchant à modeler le monde à son idéal à force de violence. Elle résulte de l’action des grandes masses, qui sont appelées par millions à remplir leur mission historique et à transformer en réalités les nécessités qui s’impriment sur le peuple tout entier.

Lutte pour la vie ou la mort

Mais la révolution prolétarienne est en même temps le glas funèbre de tout servage et de toute oppression. C’est pourquoi se lèvent contre la révolution prolétarienne tous les capitalistes, tous les propriétaires fonciers, tous les petits-bourgeois, tous les dépositaires des fonctions officielles. Les profiteurs et les parasites de l’exploitation et de la domination de classe se lèvent comme un seul homme dans cette lutte pour la vie ou la mort.

C’est un songe creux de croire que les capitalistes se conformeront de bon gré aux verdicts socialistes d’un Parlement, d’une Assemblée nationale et autres boîtes-à-paroles, qu’ils renonceraient tranquillement aux avantages, aux profits, aux privilèges de l’exploitation. Il faudra que ces oripeaux de leur puissance leurs soient arrachés par la force, jusqu’à ce que, dans leur nudité, ils soient devenus des hommes comme les autres.

Toutes les classes dominantes ont toujours défendu leurs privilèges jusqu’au bout avec l’énergie la plus acharnée. Les patriciens de Rome comme les barons féodaux du Moyen Age, les cavaliers anglais comme les marchands d’esclaves américains, les boyards valaques comme les patrons des tissages lyonnais

— tous ont versé des torrents de sang, tous ont marqué leur chemin par les cadavres des victimes et la cendre des incendies, tous ont provoqué à la guerre civile et recouru à la haute trahison, dans le seul but de maintenir leurs privilèges et leurs pouvoirs.

La classe des capitalistes impérialistes, dernier rejet des castes exploiteuses, surenchérit en bestialité, en cynisme effronté, en ignominie sur tous ses prédécesseurs. Pour défendre son Saint des Saints : le profit et le monopole de l'exploitation, elle emploiera les dents et les ongles, elle utilisera au maximum chacune des méthodes froidement implacables qui ont fait leur apparition quotidienne dans l'histoire de la politique coloniale et dans la dernière guerre mondiale. Elle déchaînera le ciel et l'enfer contre la révolution prolétarienne. Elle mobilisera la paysannerie contre les villes, elle excitera les couches arriérées du prolétariat à frapper leur propre avant-garde ; elle fera de ses officiers des organisateurs de massacres, elle paralysera chaque mesure socialiste par les mille et un moyens de la résistance passive, elle lancera à la gorge de la révolution une meute de Vendées, elle aura recours à l'ennemi extérieur, au sabre assassin des Clemenceau, Lloyd George et Wilson, pour sauver sa domination intérieure. Elle transformera plutôt le pays en un tas de ruines fumantes qu'elle ne renoncera de bon gré à l'esclavagisme du salariat.

Toutes ces résistances devront être brisées pas à pas, avec un poing de fer, avec une énergie inébranlable

Toutes ces résistances devront être brisées pas à pas, avec un poing de fer, avec une énergie inébranlable. Il faut opposer à la violence de la contre-révolution la violence révolutionnaire du prolétariat tout entier. Aux guet-apens, aux pièges et aux traquenards de la bourgeoi-

sie, l'implacable clarté du but, la vigilance et l'initiative permanente des masses ouvrières. Au danger menaçant de la contre-révolution, l'armement du peuple et le désarmement des classes possédantes. Aux manœuvres bourgeoises d'obstruction parlementaire, l'activité intensifiée des organisations de masse dans l'usine et à l'armée. A l'omniprésence et aux inépuisables moyens de pouvoir de la société bourgeoise, la puissance, élevée à son plus haut degré de concentration, de cohésion et d'intensité de toute la classe travailleuse.

Front inébranlable de tout le prolétariat allemand : le sud avec le nord, celui des villes et celui des campagnes, les ouvriers et les soldats. Contact actif et vivace de la révolution allemande avec l'Internationale : élargissement de la révolution allemande en révolution mondiale du prolétariat. Tels sont les fondements de granit indispensables pour asseoir l'édifice de l'avenir.

La lutte pour le socialisme est la plus violente des guerres civiles que l'histoire ait jamais vues, et la révolution prolétarienne doit prendre, en vue de cette guerre civile, toutes les dispositions nécessaires, elle doit acquérir, pour le mettre à profit, l'art de combattre et de vaincre.

Cette mise sur le pied de guerre des masses compactes du peuple travailleur revêtues de tout le pouvoir politique en vue des tâches de la révolution, c'est cela qui est la "dictature du prolétariat" et en même temps la vraie démocratie.

Ce n'est pas là où les esclaves salariés à côté des capitalistes, les prolétaires de la campagne à côté des seigneurs, siègent "sur pied d'égalité" pour débattre "leurs intérêts communs" à la manière parlementaire, que la démocratie existe — mais c'est là où les masses prolétariennes aux millions de têtes prennent elles-mêmes dans leurs mains calleuses le marteau du pouvoir et l'assènent sur la nuque de la classe dominante, oui, c'est là seulement qu'est la vraie démocratie.

Le reste n'est qu'une tromperie pour le peuple.

Pour permettre au prolétariat de réaliser les tâches qui précèdent, voici les propositions pratiques mises en avant par la Ligue Spartacus :

A) Mesures immédiates d'auto-protection de la révolution

1. Désarmement de toute la police, de tous les officiers et des soldats non prolétariens. Désarmement de tous ceux qui s'apparentent aux classes dominantes.

2. Réquisition de tous les dépôts d'armes et de munitions, ainsi que des entreprises d'approvisionnement par la main des conseils d'ouvriers et de soldats.

3. Armement de toute la population prolétarienne mâle et adulte comme milice ouvrière. Formation d'une garde prolétarienne des conseils, comme partie active de la milice chargée de défendre la révolution en permanence contre les coups de force et les trahisures de la réaction.

4. Dans l'armée, suppression du pouvoir de commandement des officiers et sous-officiers. Les hommes de troupe leur substituent des chefs élus et constamment révocables. Suppression de l'obéissance militaire passive et de la justice militaire. Discipline librement consentie.

5. Exclusion des officiers et des capitulaires hors de tous les conseils de soldats.

6. Suppression de tous les organes politiques et administratifs de l'ancien régime, auxquels se substituent les hommes de confiance des conseils d'ouvriers et de soldats.

7. Création d'un tribunal révolutionnaire, qui jugera en dernière instance les principaux responsables de la guerre et de sa prolongation, les deux Hohenzollern, Ludendorff, Hindenbourg, Tirpitz et leurs complices, de même que tous les conspirateurs de la contre-révolution.

8. *Réquisition immédiate de toutes les substances pour assurer l'alimentation du peuple.*

B) Premières mesures sur le plan politique et social

1. Liquidation des Etats isolés dans le Reich ; république socialiste une et indivisible.

2. Suppression de tous les Parlements et de toutes les municipalités. Leurs fonctions seront assumées par les conseils d'ouvriers et de soldats, et par les comités et organes qui en relèvent.

3. Elections aux conseils d'ouvriers dans toute l'Allemagne, avec la participation de toute la population ouvrière des deux sexes, à la ville et à la campagne, sur la base de l'entreprise. De même, élections aux conseils de soldats par les hommes de troupe, à l'exclusion des officiers et des capitulaires. Droit pour les ouvriers et les soldats de révoquer en tout temps leurs délégués.

4. Election par les délégués aux conseils d'ouvriers et de soldats de toute l'Allemagne, d'un conseil central des conseils, qui aura à nommer dans son sein une délégation exécutive, comme instance suprême du pouvoir, à la fois législatif et administratif.

5. Réunion du conseil central des conseils, au moins tous les trois mois pour commencer, avec chaque fois complète réélection des membres, de façon à maintenir un contrôle permanent sur l'activité de l'exécutif et un contact vivant entre les masses des conseils locaux d'ouvriers et de soldats dans le pays et le plus haut organe de leur pouvoir. Droit pour les conseils locaux d'ouvriers et de soldats de révoquer et de remplacer à tout moment leurs représentants au conseil central, au cas où ceux-ci ne se conduiraient pas dans le sens de leurs mandats. Droit pour l'exécutif de nommer et de révoquer les commissaires du peuple et toute l'administration centrale, sous le contrôle du conseil central.

6. Abolition de tous les privilèges, ordres et titres. Egalité complète des sexes devant la loi et devant la société.

7. Introduction des lois sociales décisives, raccourcissement de la journée de travail en vue de remédier au chômage et de tenir compte de l'affaiblissement corporel des ouvriers pendant la guerre mondiale. Journée de travail de six heures au maximum.

8. Transformation immédiate des conditions d'alimentation, d'habitation, d'hygiène et d'éducation dans le sens et l'esprit de la révolution prolétarienne.

C) Revendications économiques immédiates

1. Confisquer toutes les fortunes et revenus dynastiques au profit de la collectivité.

2. Annuler toutes les dettes d'Etat et toutes les autres dettes publiques, de même que tous les emprunts de guerre, à l'exception des souscriptions inférieures à un certain niveau, que fixera le conseil central des conseils d'ouvriers et de soldats.

3. Exproprier la propriété foncière de toutes les entreprises agraires grosses et moyennes ; former des coopératives agricoles socialistes, avec une direction unifiée et centralisée pour tout le pays ; les petites entreprises paysannes resteront entre les mains des exploitants jusqu'à ce que ceux-ci se rattachent volontairement aux coopératives socialistes.

4. Suppression de tous droits privés sur les banques, les mines et les carrières, et toutes les autres entreprises importantes de l'industrie et du commerce, au profit de la République des conseils.

5. Exproprier toutes les fortunes à partir d'un certain niveau, qui sera fixé par le conseil central des conseils d'ouvriers et de soldats.

6. La République des conseils s'empare de l'ensemble des transports publics.

7. Election dans chaque usine d'un conseil d'usine, qui aura à régler les affaires intérieures en accord avec les conseils d'ouvriers, à fixer les conditions de travail, à contrôler la production, et finalement à se substituer complètement à la direction de l'entreprise.

8. Formation d'une commission centrale de grève, groupant les délégués des conseils d'usines engagés dans le mouvement gréviste à travers tout le pays.

Cette commission aura à coordonner la direction des grèves en face de l'Etat et du capital, et à leur assurer le soutien extrêmement énergique de l'arme politique des conseils d'ouvriers et de soldats.

D) Tâches internationales

Reprise immédiate des relations avec les prolétaires de l'étranger, pour poser la révolution socialiste sur une base internationale et pour imposer et maintenir la paix par la fraternisation internationale et le soulèvement révolutionnaire du prolétariat dans chaque pays.

Voilà ce que veut la Ligue Spartacus.

Et parce que Spartacus veut cela, parce qu'il est le metteur en garde, l'entraîneur, la conscience socialiste de la révolution, il est en butte à la haine, aux persécutions et aux calomnies de tous les ennemis déclarés ou secrets de la révolution et du prolétariat.

Crucifiez-le ! crient les capitalistes, qui tremblent pour leurs coffres-forts.

Crucifiez-le ! crient les petits-bourgeois, les officiers, les antisémites, les laquais de presse de la bourgeoisie, qui tremblent pour les pots-de-vin que leur assure la domination de classe des capitalistes.

Crucifiez-le ! crient les Judas-Scheidemann, qui ont vendu les ouvriers à la bourgeoisie et qui tremblent pour leurs trente deniers de domination politique.

Crucifiez-le ! répètent encore en écho les couches trompées, aveuglées et bafouées des ouvriers et des soldats, qui ne comprennent pas qu'ils tournent leur fureur contre leur propre chair et leur propre sang, lorsqu'ils la tournent contre Spartacus.

Dans la haine, dans la calomnie contre la Ligue Spartacus, se rassemble tout ce qui est contre-révolutionnaire, hostile au peuple, ennemi du socialisme, tout ce qui est à double face, tout ce qui craint la lumière et tout ce qui est privé de clarté. Par là même se vérifie qu'en elle bat le cœur de la révolution et que l'avenir lui appartient.

La Ligue Spartacus n'est pas un parti qui voudrait arriver par-dessus les masses ouvrières, ou par ces masses elles-mêmes, à établir sa domination ; la Ligue Spartacus veut seulement être en toute occasion la partie du prolétariat la plus consciente du but commun : celle

qui, à chaque pas du chemin parcouru par toute la large masse ouvrière, rappelle celle-ci à la conscience de ses tâches historiques ; celle qui représente dans chaque stade particulier de la révolution son aboutissement final, et dans chaque question locale ou nationale les intérêts de la révolution mondiale des prolétaires.

La Ligue Spartacus se refuse à participer au pouvoir gouvernemental côte à côte avec les hommes de paille de la bourgeoisie, les Ebert-Scheidemann. Elle voit dans une collaboration de ce genre une trahison aux principes du socialisme, un renforcement de la contre-révolution, un acte qui paralyserait l'es-sor populaire.

La Ligue Spartacus se refusera de même à accéder au pouvoir à la place des dirigeants actuels, lorsque Scheidemann-Ebert auront fait leur temps et par la simple raison que les indépendants, par leur politique de collaboration, se seraient perdus dans l'impasse. Il décline de devenir leur associé ou de leur succéder.

Si Spartacus s'empare du pouvoir, ce sera sous la forme de la volonté claire, indubitable, de la grande majorité des masses prolétariennes dans toute l'Alle-

magne, et pas autrement que comme la force de leur consciente adhésion aux perspectives, aux buts et aux méthodes de lutte propagés par la Ligue Spartacus.

La révolution prolétarienne ne peut se frayer un chemin vers la pleine clarté et la pleine maturité que degré par degré, pas à pas, sur le long chemin de souffrance de ses expériences propres et par une série amère de défaites et de victoires. La victoire de Spartacus ne se place pas au commencement, mais à la fin de la révolution ; elle est identique à la victoire définitive des masses, aux millions de têtes qui ne font que s'engager aujourd'hui sur le chemin du socialisme.


Les pouces sur les yeux et le genou sur la poitrine

Debout prolétaire ! A la lutte ! Il y va d'un monde entier à conquérir, et d'un monde entier à combattre. Dans cette bataille de classe de l'histoire mondiale vers les buts les plus hauts de l'humanité, il n'y a de parole possible avec l'ennemi que les pouces sur les yeux et le genou sur la poitrine.

ANDRE et DORI PRUDHOMMEUX

SPARTACUS
et la
COMMUNE DE BERLIN
1918 1919



SPARTACUS 

Victor Serge : la véritable personnalité de Lénine

Wilebaldo Solano, le dernier secrétaire du Parti ouvrier d'unification marxiste (POUM), nous a communiqué l'article suivant sur la personnalité de Lénine, envoyé par Victor Serge en 1937 pour *La Batalla*, le journal du POUM.

Rappelons un point : Victor Serge, qui rompit en 1938 avec le bolchevisme et avec Trotsky, et condamnait vigoureusement la répression de l'insurrection de Cronstadt en 1921, écrit dans *Trente ans après la révolution russe*, rédigé en 1947, quelques mois avant sa mort :
“Un auteur américain, M. James Burnham, s'est plu à soutenir que Staline est le véritable continuateur de Lénine. Le paradoxe, poussé à ce degré hyperbolique, ne manque pas d'un certain attrait stimulant à l'endroit de la pensée paresseuse et ignorante... Il va de soi qu'un parricide demeure le continuateur biologique de son père. Il est toutefois autrement évident que l'on ne continue pas un mouvement en le massacrant, une idéologie en la reniant, une révolution de travailleurs par la plus noire exploitation des travailleurs, l'œuvre de Trotsky en faisant assassiner Trotsky et mettre ses livres au pilon... Ou les mots continuation, rupture, négation, reniement, destruction n'auraient plus de sens intelligible, ce qui peut, au reste, convenir à des intellectuels brillamment obscurantistes” (1).

(1) Victor Serge, *Mémoires d'un révolutionnaire et autres écrits politiques*, Bouquin, R. Laffont, 2001, p. 865.

PRÉSENTATION DU TRADUCTEUR ESPAGNOL

L'article que nous publions ici a été écrit spécialement pour *La Batalla* en 1937 par le grand écrivain révolutionnaire Victor Serge. A l'occasion du centième anniversaire de la naissance du dirigeant de la révolution d'Octobre, alors qu'il se dit et s'écrit tant de choses fausses, il nous semble important de rappeler à nos lecteurs quelle fut la véritable personnalité de Lénine.

Un nouveau point de départ dans l'histoire

IL est mort, épuisé par un travail surhumain, le 21 janvier 1924. Il y avait deux ans environ que la maladie l'immobilisait sur son fauteuil et son visage avait une terrible expression d'angoisse, dont témoignent certaines photos de l'époque. Mais son intelligence restait en éveil et, de temps en temps, se manifestait par de puissants éclats. Dans ces moments-là, il exprimait sa profonde inquiétude. Les graves défauts du régime qu'il avait fondé, et qu'il percevait avec une grande lucidité, l'angoissaient. Il n'y a rien de plus tragique que l'histoire de sa dernière lutte contre la maladie, avec l'obsession de pouvoir de nouveau travailler, de chercher des solutions et des alliés, d'endiguer les menaces. Et il est certain que, si Lénine avait vécu encore quelques années, le cours de la révolution aurait été profondément modifié dans un sens favorable.

Il ne fait aucun doute que sa grande autorité et sa vaste intelligence auraient pesé efficacement sur le cours des choses. Peut-être aurait-il pu orienter l'Etat socialiste vers un accord avec les paysans et modérer ainsi, et même surmonter, les tendances réactionnaires à l'intérieur. Peut-être aurait-il fini par succomber dans ce combat, comme succomba une autre intelligence égale à la sienne (1).

L'histoire avance en se servant, selon les circonstances, des hommes de génie

ou des médiocres. Après Napoléon, elle a créé l'homme de Sedan, Napoléon le petit. Le hasard et l'inexorable sont étroitement unis. Le sort des individus dépend du hasard, la résultante sociale de l'inexorable, et cet inexorable entraîne et brise le hasard... Tant de causes économiques et historiques ont contribué à l'usure de la révolution que, si Lénine avait vécu plus longtemps, il aurait probablement connu un sort semblable à celui de ses compagnons des grandes journées révolutionnaires. Mais le régime serait meilleur.

Ce point de vue n'est en aucune façon pessimiste. Pour dominer la nature, il est nécessaire que l'homme la comprenne et s'adapte à elle. Pour construire le paratonnerre, il est nécessaire de savoir que la foudre va tomber et comment elle va tomber. Il ne faut pas compter sur les prières pour s'y opposer. Pour transformer la société et discerner son évolution, il faut obéir à la nécessité la plus forte, qui est la nécessité économique. Telle est la science marxiste. Marx et Engels, des chercheurs honnêtes, analysèrent le processus moderne de la production et conclurent à la nécessité du socialisme, aspiration des masses à un plus grand bien-être et à une vie plus juste, passant ainsi de l'utopie à la science.

(1) Allusion manifeste à Trotsky et à la défaite de l'Opposition de gauche dans le combat contre Staline-Boukharine (NDLR).

Avec Lénine, le socialisme est passé de la science à l'action.

Peu avant Octobre, les circonstances simplifiaient les problèmes. La guerre réduisait tout à quelques alternatives du genre être ou ne pas être. Mais il fallait du courage pour le voir, et, après l'avoir vu, pour agir avec audace. Car l'on ne pouvait plus être ni vivre comme par le passé. Il fallait rompre avec ce passé. Et c'est ce qui est habituellement le plus difficile pour les hommes, qui sont souvent prisonniers de la routine et des illusions. Les écrits de Lénine sont d'une grande richesse. Mais ils n'eurent jamais autant de valeur que dans ces six mois de l'année 1917 où il fut le seul à s'orienter d'un pas sûr au milieu d'événements chaotiques, comprenant que l'on se trouvait dans une situation instable, entre deux dictatures également possibles, celle de la réaction et celle de la classe ouvrière, et qu'il n'y avait donc pas d'autre choix que l'action ou le désastre. Son point de vue n'était pas le fruit de la passion révolutionnaire, qui aurait pu être aveugle, comme n'importe quelle autre passion, mais de la conviction de l'homme politique et de l'économiste, fondée sur l'analyse quotidienne d'une situation donnée.

Lénine tenait compte de tout : de l'état de la production, des changements, des intentions et des possibilités de la bourgeoisie, de la mentalité des généraux et des avocats qui étaient encore au pouvoir, des aspirations des masses de la ville et de la campagne. Et, finalement, il en arriva à la conclusion que l'heure était venue. Réfugié dans une cabane en Finlande, au bord de la mer, il écrit début octobre au comité central :

“Chers camarades : les événements nous indiquent si nettement notre devoir que l'attente est déjà un crime. Le mouvement paysan se développe avec une force croissante. Les soldats nous manifestent une sympathie de plus en plus grande. A Moscou, nous pouvons compter sur 99 % des voix des soldats ; les troupes finlandaises et la flotte sont

contre le gouvernement. Unis aux socialistes-révolutionnaires de gauche, nous avons la majorité dans le pays... Dans ces conditions, attendre serait un crime...”

Et il poursuit :

“La victoire est certaine. Il y a une probabilité très élevée que nous l'obtenions sans effusion de sang.”

Je l'ai vu, à diverses reprises, un peu plus tard, dans la période la plus ardente de sa vie. Personne n'était plus simple que lui. Personne n'était plus éloigné que lui de la tendance à jouer à l'homme de génie, qu'il était sans doute, au grand chef, au fondateur de l'Etat soviétique. Toutes ces expressions à son sujet l'auraient indigné. Quand les désaccords s'aggravaient à l'intérieur du parti, sa plus grande menace était : *“Je présente ma démission au comité central, je redeviens un simple militant et je défendrai mon point de vue à la base...”*

Il portait encore ses vieux costumes d'émigré en Suisse. Quand on voulut fêter son cinquantième anniversaire, il se fâcha presque : et il ne resta qu'une vingtaine de minutes à la soirée dans l'intimité qu'organisèrent quelques camarades.

Quand Kamenev lui parla d'éditer ses œuvres complètes, Lénine répondit avec une certaine irritation : *“Pourquoi donc ? Il s'en est écrit des choses en trente ans. Non, cela ne vaut pas la peine.”*

Il ne se croyait pas infallible et, d'ailleurs, ne l'était pas. Il commit de grandes erreurs. Et souvent, au cours de l'action la plus juste, une erreur ne diminuait pas son extraordinaire perspicacité. Globalement, son œuvre demeure un nouveau point de départ dans l'histoire, un magnifique exemple de désintéressement, de dévouement à la classe ouvrière, une application vigoureuse de la pensée marxiste à la lutte de classes. C'est vers elle que nous regardons comme vers une lumière, et non pas vers ses restes lugubres, embaumés à côté du Kremlin dans un monstrueux mausolée.

Victor Serge (1890-1947)

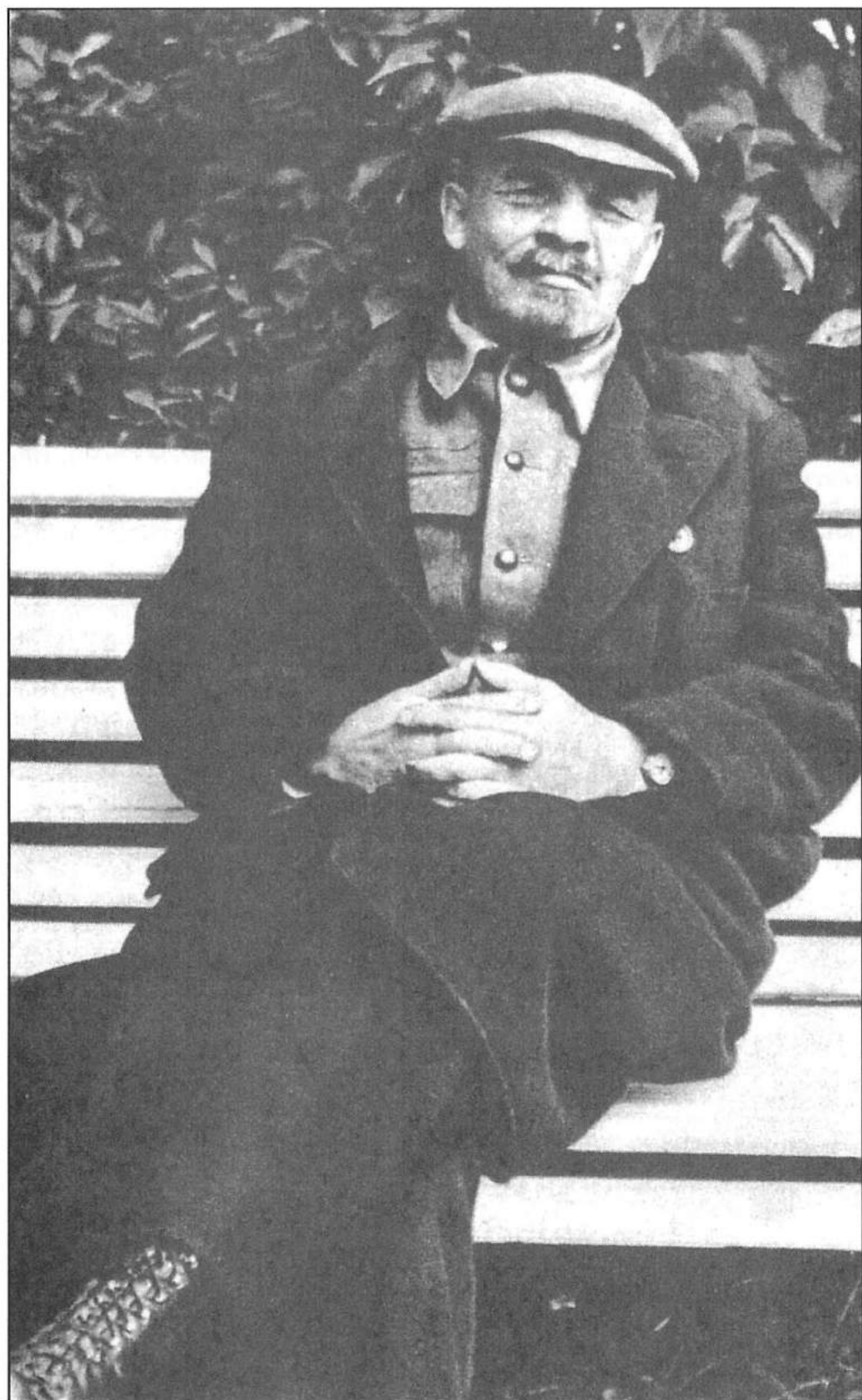
LE 30 décembre 1890, naissance de Victor Serge, à Bruxelles, de son vrai nom Victor Kibalitch. En 1909, il s'installe à Paris, où il fréquente les anarchistes individualistes, et notamment Raymond Callemin, son ami d'enfance. Il collabore au journal *L'Anarchie* de Libertad. Il est condamné pour complicité, lors du procès de la bande à Bonnot, à 5 ans de prison. A sa sortie, en 1917, il part pour Barcelone, où il participe à *Solidaridad Obrera*, journal de la CNT, et à *Tierra y Libertad*. En 1918, il part pour la Russie, où il adhère au Parti communiste et occupe diverses fonctions à Berlin, puis Vienne, où il travaille à la rédaction d'une agence de presse communiste. Il rentre en Russie en 1925, de plus en plus critique envers le régime, qui l'exclut en 1928, puis l'emprisonne, le libère et le condamne à nouveau en 1933 à la déportation dans l'Oural. En 1935, les intellectuels français se mobilisent pour ob-

tenir sa libération, qui sera effective en 1936. Il séjourne en Belgique, puis dans le sud de la France, en juin 1940. De là, il obtient un visa pour le Mexique et se consacre à l'écriture de ses mémoires. Il meurt le 17 novembre 1947.

Il nous laisse de nombreux romans et ouvrages politiques : *Le Rétif* (1909-1912), *Les Anarchistes et l'expérience de la révolution russe*, *Mémoires d'un révolutionnaire*, *Le Tournant obscur*, *S'il est minuit dans le siècle* (1939), *Ville conquise*, etc.

•
•

« *Il partit, il disparut. Par une note, en corps sept, reléguée dans l'infime rubrique des faits divers, les Izvestia annoncèrent sa déportation pour "menées insurrectionnelles", accusation extravagante jusqu'à la bouffonnerie* » (*Le Tournant obscur*).



**Jeanne
Labourbe
(1877-1919)**

(Jacques Lelong)



Le monument dédié à Jeanne Labourbe, à Odessa.

Une figure de l'internationalisme prolétarien

NOVEMBRE 1918 : la France est en liesse : le 11 novembre, la grande tuerie a cessé et c'est la victoire. Les soldats devraient être démobilisés, et rentrer au foyer.

Cependant, en Orient, soldats et marins attendront longtemps encore. La flotte française basée en Grèce fait mouvement, non vers Toulon, mais vers la mer Noire : elle est le 23 novembre à Novorossiisk, le 25 à Sébastopol, en Crimée. En même temps, l'armée d'Orient, au lieu de revenir en France, s'enfonce plus loin dans les Balkans, vers la Roumanie ; en décembre, elle est sur les bords du Dniestr, et débarque le 18 décembre à Odessa.

Cette révolution risque de s'étendre

C'est que là-bas, à l'est, s'est levée en novembre 1917 la "révolution d'Octobre" ; Lénine, Trotsky et les maximalistes ont pris le pouvoir. La situation n'est pas simple à comprendre pour les Français : avec Lénine, la Russie, jusqu'alors notre alliée contre l'Allemagne, va sortir de la guerre. Elle signe en mars 1918 l'armistice de Brest-Litovsk. La presse française reproche à Lénine cette "défection". Et puis, tout devient très compliqué : les Allemands entrent en Ukraine, partout s'installent des pouvoirs locaux, dont personne ne sait qui

ils sont. En Ukraine, se succèdent Kalédine, Skoropadsky, Petlioura, allez vous y retrouver ! Les journaux ont tendance à écrire n'importe quoi. Les politiques, eux, ont compris l'enjeu, et que cette révolution, comme celle de 1792, risque de s'étendre aux prolétariats occidentaux, et en particulier à l'Allemagne.

Les Allemands s'étaient installés en Ukraine ; bien qu'étant nos ennemis, ils protégeaient l'Occident contre les rouges. Mais, en novembre 1918, les Allemands, vaincus à l'ouest, abandonnent leurs positions à l'est. Il importait donc de les relayer : c'était la mission de notre armée d'Orient et de la flotte de la Méditerranée.

Entre novembre 1918 et janvier 1919, les rouges ont eu le temps, profitant de la retraite des Allemands, d'avancer en Ukraine, vers le sud et la mer Noire. L'"armée" de l'ami de l'Entente, Petlioura, s'effondre. En janvier, les rouges sont au contact des Français sur le Dniestr. Les soldats français n'ont guère envie de "mourir pour...", pour qui ? Ils attendent "la quille" et ne comprennent pas pourquoi ils devraient combattre les rouges. Une propagande commence à agir en ce sens.

Le refus

Parmi les marins de la Méditerranée, circule un journal pacifiste, *La Vague*. C'est une publication animée par Pierre

Brizon, député socialiste de l'Allier et l'un des trois "pèlerins de Kienthal". Le 2 février 1919, le 580^e RI refuse de franchir le Dniestr à Bendery ; le 176^e se mutine à Kherson.

Cependant, Odessa reste aux mains des blancs, appuyés par les détachements français. C'est alors qu'apparaît Jeanne Labourbe.

La vie de Jeanne Labourbe

Ici, il suffit de résumer une sorte de biographie officielle de Jeanne Labourbe, par exemple d'après le dictionnaire Maitron. Elle naquit le 8 février 1877 à Lapalisse (Allier), fille d'un journalier républicain qui avait soutenu en 1876 la candidature d'un vieux démocrate-socialiste, Georges Gallay, vétéran de 1848. Nous sommes là dans un canton qui avait connu une résistance armée au coup d'Etat du 2 décembre 1851. Jeanne eut l'enfance des paysans pauvres et devint repasseuse. En 1894, à dix-sept ans, elle entra comme domestique-nurse-institutrice dans une famille polonaise, par l'intermédiaire du curé du village. Elle partit vivre en Pologne, dans la partie du pays qui se trouvait incorporée à l'Empire russe. Elle échoua en 1903, à Moulins, à l'examen du brevet élémentaire, qui lui aurait permis d'enseigner en France, et retourna en Pologne. C'est là qu'elle prit contact avec les milieux socialistes et adhéra en 1905 au Parti social-démocrate. Elle épousa le militant socialiste serbe Voukachine Marcovitch, et se trouvait à Moscou en 1917. Elle se trouvait donc le "premier membre français" du Parti bolchevique, fraction de l'ancien Parti social-démocrate.

Le club international

Avec Inessa Armand, Jeanne Labourbe lança dans l'été 1918 l'idée d'un club international, qui rassemblerait les étrangers présents à Moscou et prêts à s'engager avec les bolcheviks. L'appui de Lénine lui permit de concrétiser son projet : création d'un groupe franco-anglais

le 22 août, puis d'un groupe spécifiquement français le 4 septembre. Dans ce groupe, on trouvait aussi Jacques Sadoul, officier français attaché à la mission française de Petrograd (vestige des contacts avec Kerenski), et dont la personnalité est bien connue. Au groupe s'agrégèrent quelques soldats de cette mission militaire, Marcel Body (auteur de souvenirs intitulés *Un piano en boulevard de Carélie*), Raoul Chapoan, Robert Petit, Pierre Pascal, et quelques intellectuels, Rosalie Barberet et Marie-Louise Petit, institutrices. Des Russes francophones renforçaient l'équipe. On nous présente alors Jeanne Labourbe comme "grande et brune", "svelte, élancée, vêtue d'une simple robe noire avec un col de dentelle blanc, elle semblait très jeune. Cette impression se renforçait quand on écoutait ses discours enflammés" (M.-L. Petit et Borissova, citées par L. Zak).

Le groupe publia à partir du 20 octobre 1918 un journal intitulé *La Troisième Internationale*. "Nous voulons, disait Jeanne Labourbe, atteindre le prolétariat français partout où il a des représentants, à Moscou, dans les armées d'intervention et en France même."

Des propagandistes avaient été déjà envoyés à Mourmansk, au contact des soldats anglais. Des tracts sont édités en novembre 1918 en français. Les bolcheviks d'Odessa et de Nicolaïevsk étaient demandeurs d'un tel matériel et s'étaient adressés en ce sens au PCR (b) et au PC d'Ukraine en janvier 1919. Puis, ils demandèrent l'envoi de propagandistes. C'est dans ces conditions que Jeanne part pour Odessa en février 1919, avec les Serbes Radkov et Dragan, un Russe et un Anglais. Le voyage de Moscou à Odessa était difficile, ils n'arrivent qu'à la mi-février.

La "section française du collège de propagande étrangère"

Dès son arrivée, Jeanne prend la tête de la "section française du collège de propagande étrangère", qui sortait un journal depuis janvier 1919 (*Le Commu-*

niste), qui s'adressait aux troupes françaises. Mais elle prend contact aussi dans la rue, directement, avec les militaires français. Le marin Frédéric Dau-cros a porté témoignage de ces rencontres : *"C'est quand nous travaillions à la corvée de la gare que, le 26 février, dans l'après-midi, deux jeunes Russes nous ont abordés, moi et un certain Tubiana, marin comme moi. Ils parlaient français et nous ont proposé de connaître une Française. Nous avons accepté, et, le soir, ils nous ont conduits dans une rue inconnue, au n° 24. Là, ils nous ont mis en relation avec Jeanne Labourbe, qui était accompagnée d'une dame âgée. Jeanne nous a expliqué pourquoi nous étions en Russie ; elle nous a parlé de Jacques Sadoul et de René Marchand ; elle nous a dit que nous devions évacuer la Russie et laisser faire la révolution. Elle nous a remis des tracts, que nous avons distribués à la base. Nous devions nous revoir, mais au début de mars, nous apprenions qu'elle avait été fusillée le 2 au matin par des officiers français et russes blancs"* (Le Ramey, p. 216).

L'arrestation au soir du 10 mars

La présence de Jeanne avait en effet été vite connue des unités. La police militaire la recherchait. Et c'est l'arrestation au soir du 10 mars, à l'issue d'une réunion du bureau de la section française. L'affaire a été racontée en détails dans les mémoires de Marty, et souvent reprise par la suite, d'après le récit de Radkov. L'arrestation fut le fait d'officiers français et de Russes blancs. Interrogés en présence du général d'Anselme, les hommes furent battus et torturés ; les femmes probablement violées. Tous furent ensuite transportés au cimetière israélite, où on les fusilla sans autre forme de procès. Radkov avait pu s'enfuir in extremis. Il y avait onze cadavres.

Les cadavres furent transportés à la morgue, on les mit sur le compte de bandits. Mais les bolcheviks d'Odessa appelèrent la population à défiler à la morgue ; il y eut une foule énorme aux obsèques.

Le corps de Jeanne fut inhumé au cimetière catholique d'Odessa, non sans quelques atermoiements de la part de l'administration.

Le 6 avril, l'Armée rouge entra à Odessa. Malgré les rodomontades du général d'Anselme, chef du corps expéditionnaire français (*"Odessa sera défendue jusqu'au dernier homme"* — presse du 29 mars), soldats et marins se retirèrent sans combattre — et les bolcheviks eurent le bon sens de les laisser rembarquer.

Les échos de sa mort

La nouvelle de la mort de Jeanne avait été publiée par la *Pravda* le 23 mars 1919, mais elle ne fut pas connue en France avant juillet. Le premier article aurait été celui de l'hebdomadaire de Péricat, *L'Internationale communiste*, en juin 1919, repris par un journal de Bruxelles, *L'Exploité*, lui-même réutilisé le 23 juillet 1919 par *La Vie ouvrière*, organe syndicaliste révolutionnaire (voir données dans Marty, p. 200). *La Vague* publia à son tour un important article, signé de Marcelle Capy, qui représentait le féminisme dans le journal de Brizon (31 juillet). Cet article, pourtant considérable, n'est généralement pas cité par les commentateurs modernes (ni par Marty, ni par Maitron). Il n'est pas très exact, mais pas moins que celui de Louise Bodin, dans *L'Humanité*, du 11 août, qui est plutôt retenu par les historiens. Dans l'article de *La Vague*, Jeanne est appelée Laborde, son origine bourbonnaise n'est pas connue, et elle est présentée comme une "universitaire" (thème repris par Louise Bodin), sortie de l'ENS de Sèvres. Pour une simple institutrice sans titre, la promotion était considérable. Mais les circonstances de sa mort étaient à peu près correctement indiquées.

Comme dans le journal belge, Marcelle Capy fait le parallèle avec Edith Cavel, cette infirmière anglaise fusillée par les Allemands à Bruxelles en 1915, et dont le cas avait été largement exploité par la presse comme exemple de *"la barbarie allemande"*. *"Quels sont*

ceux qui, indignés par le meurtre de Bruxelles, ne s'indigneront pas devant celui d'Odessa ?", s'interrogeait Marcelle Capy, s'adressant explicitement aux "compagnes d'école de la sacrifiée", aux "bourgeoises féminisantes", à "la Ligue des droits de l'homme".

La Ligue fut la seule à réagir, par une demande d'information adressée au gouvernement français. Le contexte social et international (victoire électorale du Bloc national, lutte antibolchevique) renvoya rapidement Jeanne Labourbe à l'oubli de l'histoire "officielle" et même de l'histoire locale bourbonnaise, si friande de héros contre-révolutionnaires.

L'hebdo socialiste local, *Le Combat social*, bien que s'intéressant aux affaires d'Odessa, ne parla pas de la mort de Jeanne, dont l'origine bourbonnaise n'était d'ailleurs mentionnée nulle part.

Une allure de symbole

L'action de Jeanne prit pourtant une allure de symbole, ce qui explique la pérennité de son souvenir dans les milieux communistes.

Déjà, son impact sur les soldats et marins français oblige à une manière d'explication. Certes, ces militaires supportaient très mal leur maintien sous les drapeaux au-delà de la signature des armistices de novembre 1918. Mais il faut ajouter l'effet de l'action interne des pacifistes français. Les marins connaissaient *La Vague*, comme le rapporte Le Ramey (janvier 1919 à Marseille, juin 1919 à bord du cuirassé *Voltaire*, à Bizerte), et comme le montre le courrier reçu par le journal.

Les tracts de Jeanne Labourbe

Les tracts de Jeanne Labourbe se fondaient sur les souvenirs historiques de 1871 et de 1793 (voir le texte publié par *La Vague*, le 28 août 1919). Or les jeunes français de cette époque avaient été éduqués par l'école républicaine à l'exaltation des "soldats de l'an II" apportant la liberté aux peuples ; ils

connaissaient Victor Hugo. Si la Commune de Paris n'appartenait qu'à la culture des militants socialistes de la ville, le thème de la Révolution française était, lui, un thème de propagande officiel. Les radicaux et Clemenceau l'avaient largement utilisé contre les cléricaux. Songez que ces fameux cuirassés qui bloquent Odessa et Sébastopol s'appellent *Justice*, *Vergniaud*, *Mirabeau*, *Condorcet* ; que d'autres portent le nom de *Voltaire*, de *Danton*, de *Diderot*...

L'hostilité au capitalisme, que répandait aussi *La Vague*, se nourrissait d'une imagerie largement répandue, dont nous n'avons plus idée au XXI^e siècle : les "gros", les "profiteurs", les "châtelains", les "chouans"... mêlant les inégalités du capitalisme aux réalités encore vivantes du système rentier rural. Soldats et marins n'ont pas d'hostilité de principe envers les révolutionnaires russes. "Ils cherchent une république, et nous, Français, en république, nous défendons l'impérialisme et nos anciens ennemis", s'indigne un marin dans une lettre à *La Vague* (22 mai 1919).

Mais le souvenir de Jeanne Labourbe perdura bien au-delà.

Du côté des Russes, elle fut le symbole de l'appui total, jusqu'à la mort, que pouvait apporter l'étranger à la révolution, comprise alors, rappelons-le, comme une étincelle de la future révolution européenne. Honorée évidemment à Odessa (une rue, un monument), son souvenir fut sans cesse évoqué par la propagande officielle, d'autant qu'on mettait en avant qu'elle avait été proche de Lénine.

En 1987, Radio Moscou, consacrant quatre émissions à destination de la France à l'occasion de l'anniversaire de 1917, insistait fortement sur la personnalité de Jeanne Labourbe.

Le thème était repris par la revue de vulgarisation paraissant en France, *Etudes soviétiques*, de mai 1987, avec une interview de la spécialiste historienne Ludmilla Zak. Jeanne a eu à ce moment les honneurs de la philatélie soviétique, avec l'émission d'un timbre à son effigie. Enfin, et surtout, une plaque rappelle son nom, aux côtés de John Reed, sur un mur du Kremlin.

Jeanne se trouva correspondre parfaitement au thème de l'internationalisme prolétarien et de la défense de l'URSS

Du côté des Français, Jeanne se trouva correspondre parfaitement au thème de l'internationalisme prolétarien et de la défense de l'URSS. La presse du PCF l'évoquait de temps en temps, en liaison avec les mutins de la mer Noire, qui avaient compté parmi eux l'un des leaders du parti, André Marty. Des campagnes de réhabilitation des mutins avaient eu lieu dans les années 1920. En 1949, Marty publiait *La Révolte de la mer Noire*, où il consacrait un grand chapitre à Jeanne, avec le récit de sa mort. En 1973, un autre volume de souvenirs paraissait aux Editions sociales, peut-être pour minimiser le rôle de Marty, alors en disgrâce : celui de Le Ramey et Vottero : *Mutins de la mer Noire*. A nouveau, on ressortait le souvenir de Jeanne Labourbe, et les auteurs se faisaient photographe devant son monument à Odessa. Des cellules du PCF, sans rapport direct avec l'héroïne, portaient son nom. Le texte de Marty était repris dans des brochures locales. Les revues nationales du parti faisaient de même, en des

articles "officiels", mais bien informés : *Cahiers de l'Institut Maurice Thorez* (1969), *Cahiers du communisme* (1970). Les Editions sociales publiaient une étude de l'historienne russe Ludmilla Zak sur *Les Français dans la révolution d'Octobre* : Zak était l'auteur d'une thèse universitaire sur *La défaite de l'intervention de l'Entente dans le sud de la Russie et en Crimée*, où elle utilisait les archives russes et une enquête près de la famille de Jeanne en Bourbonnais. Localement, enfin, une rue de Lapalisse porte son nom (conseil municipal de Lapalisse, 24 mars 1988).

Jeanne Labourbe est un bon exemple de l'abnégation de certains militants de cette époque. La révolution bolchevique naissait au milieu des dangers et suscitait des dévouements admirables.

Jeanne avait alors quarante ans et on peut juger qu'elle était moins agitée par une pulsion romantique de jeunesse que par une solide réflexion sur la situation. Une carrière brève et exemplaire, scellée par une mort héroïque, une personnalité qui avait marqué les souvenirs des témoins, suffisaient, au-delà des circonstances de la conjoncture politique, à lui assurer une place parmi les combattants du mouvement révolutionnaire.

Jacques Lelong

(Ce texte est une version développée et remaniée d'un article publié dans le bulletin de la Société bourbonnaise des études locales, *Etudes bourbonnaises*, n° 281, 1998.)

(Les intertitres sont de la rédaction.)



Jeanne Labourbe (1877-1919).

**L'écrasement
de l'intelligentsia
turcophone
en Azerbaïdjan**

(deuxième partie)

(Fiodor Achine et Vladimir Alpatov)

Dans la première partie de cette étude, publiée dans le n° 21 des *Cahiers du mouvement ouvrier*, Fiodor Achine et Vladimir Alpatov ont étudié tout particulièrement la chasse organisée contre le premier secrétaire du Parti communiste azerbaïdjanais, Rukhulla Akhoundov, sous la houlette de Mir Djafar Baguirov, l'homme de Beria.

Les auteurs rappellent que l'un des points de l'acte d'accusation contre Akhoundov, lorsqu'il sera arrêté, sera d'avoir voté en 1921, à Bakou, pour la plate-forme de Trotsky dans la querelle syndicale. Akhoundov avait pourtant, au congrès du parti à Moscou, quelques semaines plus tard, changé son vote et voté pour la plate-forme des Dix (Lénine, Zinoviev, Staline, Kamenev) ; mais le jour où Akhoundov entrera en disgrâce, la tache originelle pourra être aisément utilisée contre lui.

La liquidation d'Akhoundov est étroitement liée à une véritable entreprise d'écrasement de l'intelligentsia turcophone dans cette république soviétique, dont l'ampleur et les développements sont beaucoup moins connus que ceux qui frappent au même moment les communistes géorgiens et l'intelligentsia géorgienne.

Dans cette seconde partie, Fiodor Achine et Vladimir Alpatov étudient cette extension sanglante de la répression à des couches entières de l'intelligentsia azérie, qui décapite cette dernière et ouvre la voie à la bande de Mir Djafar Baguirov, bureaucrate policier qui est, de plus, déjà un véritable mafieux, comme ses successeurs à l'époque de Brejnev (Aliev père, qui vient de mourir, et dont le fils, actuel président de l'Azerbaïdjan, reprend l'héritage glorieux).

La purge sanglante

APRÈS son retour à Moscou, Akhoundov n'occupe que des postes subalternes, qui, formellement, ne devraient pas être attribués à un membre du bureau du comité central du PC azéri. De 1933 et jusqu'au jour de son arrestation, il préside au Comité aux affaires artistiques auprès du Sovnarkom de la République et assume la fonction de président adjoint à la filiale azérie (AzFAN) de l'Académie des sciences de l'Union soviétique (la filiale n'obtiendra d'ailleurs le titre de l'Académie des sciences de la République d'Azerbaïdjan qu'après sa mort).

N'étant titulaire d'aucun diplôme universitaire, Akhoundov dirige quand même les travaux de la filiale, car son président, l'académicien I. Mestchaninov, vivait à Leningrad et ne se rendait que très rarement à Bakou. Akhoundov supervise, entre autres, l'édition des classiques marxistes-léninistes en langue azérie et, souvent, en assure également la traduction. Plus tard, F. N. Chliomova se souvenait du fait que même lorsque son mari fut arrêté, ces traductions ne furent pas confisquées des bibliothèques.

Le dossier d'instruction ne fait pratiquement aucune référence au volet sciences naturelles de la filiale, car, durant la période en question, elle ne compte pratiquement pas un seul chercheur azéri ou turcophone.

Une opposition nationaliste clandestine

Ainsi, afin de monter l'affaire d'une opposition nationaliste clandestine, il était de loin plus intéressant de concentrer le tir sur les deux organismes de recherche dédiés aux sciences humaines. Il s'agit de l'Institut d'histoire et d'archéologie et de l'Institut de langue et de littérature (*azéries* — NDT) ; cela pouvait être d'autant plus porteur qu'Akhoundov lui-même était l'un des directeurs du premier, tandis que A. R. Zifeld-Simumiagui dirigeait le deuxième (*voir ci-après*). En outre, des Azéris et autres représentants de peuples turcophones y jouaient le rôle prépondérant.

Étant donné que la partie réhabilitation du dossier consacre peu d'attention à l'activité de l'AzFAN et vu le manque d'objectivité de la partie instruction à l'égard de ce problème, il s'avère difficile de se faire un avis sur la situation telle qu'elle était. Mais de nombreuses déclarations contenues dans le dossier soulignent le fait qu'Akhoundov s'appuyait principalement sur les chercheurs turcophones, ce qui semble correspondre à la réalité.

Lors de son interrogatoire, Zeinally lui attribue une phrase sur la nécessité de remplacer à l'avenir l'ensemble du personnel russophone de la filiale par des

Azéris (volume 2, p. 339). Avant qu'il ne soit complètement anéanti par la torture et que la crédibilité de ses témoignages ne soit compromise, Akhoundov insiste sur l'existence d'un conflit entre lui-même et les professeurs non azéris faisant partie des trotskystes envoyés en exil de Moscou à Bakou (B. Tikhomirov, Kh. Garber, etc.). Avec leur soutien, S. Tomsinski, membre-correspondant de l'Académie des sciences soviétique, lié à l'opposition dans son passé, se plaint par écrit auprès de la direction de la cellule AzFAN du fait que "*la direction d'AzFAN ne permet pas aux membres du PC non turcophones de travailler à AzFAN*" (volume 1, p. 69). Une commission d'enquête spéciale est d'ailleurs envoyée de Moscou à ce moment-là pour faire suite à cette plainte.

Lors d'un interrogatoire, Akhoundov désignait quelques chercheurs faisant partie du personnel de ces deux organismes (volume 1, pp. 73-74). Les turcophones se divisaient en deux catégories. La première englobait des représentants de l'intelligentsia turcophone, n'appartenant pas au PC, tels B. Tchoban-Zadé ou G. S. Goubaidouline. La deuxième, les membres du PC azéri à orientation nationaliste, à savoir Kh. Zeinally (*voir ci-dessus*) ou l'adjoint d'Akhoundov à l'Institut d'histoire et d'archéologie, Veli Khouloufrou.

"Nationalistes bourgeois"

Les deux étaient mal vus par Baguirov et son entourage, mais chacun à sa manière. Les intellectuels sans-parti avaient depuis longtemps été qualifiés de "*nationalistes bourgeois*" et devenus objet de persécutions dès les années 1920. Les chercheurs d'AzFAN ayant leur carte du parti portaient eux aussi le label de "*national-déviotionnistes*". Zeinally, par exemple, est exclu du parti en 1930, mais réintégré en 1932 (volume 2, p. 331).

Plus tard, on pourra affirmer que la filiale est "*infestée de contre-révolutionnaires*". Avant janvier 1937, ils sont laissés tranquilles grâce à l'autorité

d'Akhoundov, mais partageront son destin après l'arrestation de ce dernier.

Le fonctionnement de l'AzFAN rencontrait un certain nombre de difficultés. Le dossier Akhoundov, ainsi que les dossiers d'autres prévenus — chercheurs de la filiale —, à maintes reprises, font état des programmes de recherche non accomplis, du fait que les travaux sont rendus en retard et de leur mauvaise qualité. Tout laisse penser qu'il y a une part de vérité, évidemment, pas à cause du "sabotage", mais du fait de manque de personnel et d'une mauvaise gestion.

Et, indiscutablement, le directeur réel d'AzFAN se trouvait incessamment pris entre deux feux. D'un côté, il devait suivre la ligne du parti. Il n'a pas osé, notamment, recruter quelqu'un qui, d'après les rapports, fréquentait le consulat iranien (volume 2, p. 242) et a refusé la publication des œuvres d'un poète médiéval, Khataï (Shah Ismail), préparée par B. Tchoban-Zadé (volume 2, p. 241). D'un autre côté, il avait un immense respect pour Bekir Tchoban-Zadé ; il a essayé de l'envoyer à un congrès international des linguistes à Copenhague et de l'aider à devenir membre correspondant de l'Académie des sciences d'URSS (volume 2, p. 241). Akhoundov avait tendance à ne soutenir que des intellectuels turcophones européanisés et manifestait toujours une attitude très négative vis-à-vis de la culture turque traditionnelle, sans parler de l'islam.

Lors de leurs interrogatoires, différents prévenus attribuent à Akhoundov des remarques telles que : "*On ne forme pas des spécialistes, mais des propagandistes*" ; "*La langue (azérie — NDA) est défigurée et devenue l'objet de véritables outrages*" (volume 2, p. 242), "(A Moscou — NDA) *on traite l'Azerbaïdjan comme un fournisseur de pétrole et de coton*" ; le développement des langues tate, lesguine et autres langues et écritures des minorités ethniques d'Azerbaïdjan font partie d'une "*politique visant à diviser le même peuple azéri*" (volume 2, p. 422). L'intervention d'Akhoundov au XIV^e Congrès du PC azéri (à laquelle nous faisons référence ci-dessus) est citée plus d'une fois. Le prévenu A. Kerimov octroie à A. Trinitich,

ami proche d'Akhoundov, la phrase suivante : *“Cette intervention de Rukhulla est une profession de foi. Il ne pouvait certainement pas tout dire, mais il est clair qu'il s'opposait à la russification”* (volume 2, p. 418). Bien sûr, ces attributions ne peuvent en aucun cas être considérées comme véridiques. Les prévenus, “cuisinés”, fournissaient encore d'autres témoignages : *“Nous ne pourrions rien faire tant que Baguirov est là. Il faut faire en sorte que Rukhulla Akhoundov devienne secrétaire du comité central du PC(b) d'Azerbaïdjan”* (volume 2, p. 420), *“L'Azerbaïdjan a moins de droits que certains. La Géorgie vit aux dépens de l'Azerbaïdjan. Si Rukhulla est nommé secrétaire du comité central, il pourra entreprendre quelque chose”* (volume 2, p. 421).

Quoi qu'il en soit de ses remarques, les rangs des mécontents du comportement de Baguirov et de sa politique grossissaient. Le dossier Akhnaton relève d'ailleurs quelques tentatives (datées mai-juin 1937) des membres du PC azéri (M. Djuvarlinski, ex-commissaire du peuple à l'Éducation, G. Sultanov) de s'en plaindre à Moscou. Tous leurs auteurs finissent de manière tragique (volume 5, pp. 231-241). Baguirov “déplaît” pour de nombreuses raisons, y compris à cause de ses méthodes de travail.

Afin d'exécuter le plan quant aux fournitures de laine brute, il organiserait une campagne de *“saisie forcée de laine, vidant tout oreiller, couette ou matelas”* au niveau de la République. Les mécontents sont immédiatement accusés d'*“agitation anti-soviétique”* (volume 5, p. 254).

De même pour ses techniques de gestion du personnel. L'un des dirigeants locaux *“est démis de ses fonctions de secrétaire de comité d'une région pour avoir freiné l'exécution du plan de récoltes du coton et nommé directeur d'un conservatoire”* (volume 5, p. 250). De même pour ses manières de pacha, le luxe apparent dont il entoure sa vie quotidienne, et pour le comportement de ses proches. La sœur de Baguirov, résidente de longue date à Kuba, *“terroriserait pratiquement les dirigeants de la région”* (volume 4, p. 253).

Un entourage composé de rustres et d'ignorants

De même pour son entourage composé de rustres et d'ignorants. Pour occuper le poste de chef des organes répressifs azéris, qu'il occupait auparavant, Baguirov suggère la candidature de Iuvenali Soumbatov, que Beria et lui-même connaissaient bien. Il s'agissait d'un homme pratiquement illettré, incapable de rédiger son propre curriculum vitae (volume 4, p. 295), dont le passe-temps favori est de rouer de coups les détenus de ses propres mains.

Pour Baguirov, Soumbatov *“faisait partie de la famille”* et était souvent invité à son domicile (volume 4, p. 122). Un autre membre d'organes répressifs proche de Baguirov, A. Atakichiev, lui aussi pratiquement illettré, *“observait déjà en 1920-1921 le rite musulman et contribuait à la promotion de ce rite”* (volume 4, p. 321). Les communistes-internationalistes, formés selon les traditions des premières années du pouvoir soviétique, trouvaient choquant le fait que, d'après l'une des victimes, Baguirov, lors de son règne, *“tendait à s'entourer de gens du passé”* (volume 4, p. 127).

Donc, peu importe le comportement d'Akhoundov. L'existence même à Bakou d'un dirigeant d'une plus grande autorité, plus cultivé que Baguirov et animé dans une plus grande mesure par les traditions révolutionnaires, était dangereuse pour ce dernier. Notons que la famille Akhoundov avait un train de vie infiniment plus discret que Baguirov et ses proches. Le membre du bureau du comité central, avec sa femme, qui, en 1936, dirige la Section des écoles et de la science au comité du PC de la ville de Bakou, et leurs deux enfants (leur fille Anella est née en 1933) occupent trois chambres dans un appartement communautaire (volume 4, p. 17). Mais Tbilissi et Moscou soutenaient Baguirov.

L'ère de répressions de masse venait de commencer

L'ère de répressions de masse venait de commencer dans le pays. A Bakou,

les arrestations, qui débutent au printemps 1936, visent deux cibles. D'un côté, derrière les barreaux se retrouve un groupe d'ex-trotskyistes, travaillant à Bakou dans les sciences humaines. Avec eux, Akhoundov a de mauvais rapports, mais il est obligé de temps à autre de les fréquenter, d'autant plus que Kh. G. Garber, faisant partie de ce groupe, dirige la section linguistique à AzFAN. Le traducteur des œuvres de Lénine sous la direction d'Akhoundov, Rakhmetov, est accusé lui aussi de trotskysme. D'un autre côté, on commence également à persécuter des "nationalistes", ce qui concerne plus directement Akhoundov. On arrête d'abord sa vieille connaissance, A. Trinitch, d'origine albanaise, son subordonné direct au Comité aux affaires artistiques (directeur d'une maison d'édition, puis directeur de théâtre).

Trinitch était hostile à Baguirov depuis longtemps, et, en avril 1936, lors la réunion du bureau du comité central du PC azéri, Baguirov lit une lettre de Trinitch écrite en 1918 (trouvée ou concoctée par quelqu'un) demandant d'être admis au service de sécurité du Parlement mussavatiste. La lettre sert de motif pour que Trinitch soit immédiatement exclu du parti et arrêté (volume 4, p. 22). Trinitch se suicidera pendant l'instruction en avalant un bouton de ses vêtements.

La situation d'Akhoundov devient de plus en plus menaçante. En novembre 1936, pour la première fois en seize ans, il n'est pas envoyé comme délégué au congrès des Soviets devant adopter la nouvelle Constitution (volume 4, p. 41).

Cela était lourd de significations. A ce moment, il avait déjà été critiqué pour ses contacts avec Trinitch, Garber et Rakhmetov, et, pour la première fois, on a évoqué son vote lors du débat sur les syndicats en 1921. Dans les années 1950, un ex-fonctionnaire du Narcompross (Comité du peuple à l'Education) azéri, G. Nuriev, se rappellera sa dernière conversation avec Akhoundov, qui a lieu pendant les deux premières semaines de décembre 1936 : "Il était tourmenté et troublé, m'a dit qu'il s'est disputé avec Baguirov pour une raison quelconque, en plus il reprochait à Baguirov le fait que ce dernier voulait régenter l'Azer-

baïdjan tout seul et ne prenait personne en considération" (volume 1, p. 257).

D'après les souvenirs de Chliomova, durant ces jours, son mari "a presque complètement arrêté ses activités courantes" (volume 4, p. 40). Et Baguirov, sous effet de l'alcool, lui affirme peu avant la catastrophe : "S'il existe quelques personnes en qui je fais confiance, tu en fais partie. Tu m'en veux, eh bien, tu vas m'en vouloir encore plus. Tu en pleureras" (volume 4, p. 41). A peu près un jour avant son arrestation, Akhoundov reçoit une lettre de Moscou l'invitant à prendre les fonctions de directeur à l'Institut des études orientales de Moscou. Il s'en réjouit et dit à sa femme : "Partons, ils (Baguirov et d'autres) sont malhonnêtes, impossible de travailler avec eux" (volume 4, p. 42). Mais à ce moment précis, l'ordre de son arrestation est déjà en cours de rédaction.

Staline a sanctionné l'arrestation

Lors de son témoignage, qui aura lieu le 14 septembre 1954, le prévenu Baguirov affirmera avoir demandé à Staline de sanctionner l'arrestation d'Akhoundov. Ce dernier a demandé : "Pourrions-nous le remplacer en tant que spécialiste de langue azérie ?" (c'est-à-dire pour éditer les traductions) ; ayant reçu une réponse affirmative, Staline a sanctionné l'arrestation (volume 4, p. 348). Puis, à un autre moment de son interrogatoire, Baguirov prétendra le contraire : il n'a pas demandé la sanction de Staline relative à l'arrestation, mais lui a adressé un dossier d'instruction complet (volume 4, p. 363).

Akhoundov est arrêté le 17 décembre 1936 dans l'escalier de son immeuble, en allant au travail (volume 4, p. 42). Le dossier débute le jour même par des pièces standard : ordre d'arrestation, sanction du parquet, procès-verbal de perquisition à domicile et à son bureau, procès-verbal de fouille, objets confisqués : "Brolètes, cravate, petites clés au nombre de trois pièces" (volume 1, p. 24) (cette phrase en russe contient des fautes d'orthographe et de grammaire,

leur présence dans la traduction devrait, selon le traducteur, mieux exprimer son sens — NDT), questionnaire rempli par prévenu. L'ordre d'arrestation est rédigé par l'adjoint-chef de la section politique secrète (d'instruction) du NKVD azéri Cher et validé par le commissaire du peuple adjoint, I. Soumbatov. Le jour de son arrestation, Akhoundov est exclu du parti (volume 1, p. 26) et, le 29 décembre, du comité central azéri (volume 1, p. 25), en tant que "trotskyste contre-révolutionnaire".

Le premier interrogatoire

Le premier interrogatoire est en date du 23 décembre 1936. Il traite dans son ensemble des contacts que le prévenu maintenait avec les trotskystes, aussi bien qu'avec les membres du "bloc Syrtsov-Lominadzé" (volume 1, pp. 29 à 35).

Akhoundov relate son vote en 1921, reconnaît avoir été ami dans son passé avec le trotskyste Sarkis et avoir maintenu des contacts avec V. Lominadzé, regrette "une très grave erreur politique" à l'égard de Sarkis (voir citation ci-dessus), mais rejette toute accusation d'avoir participé à des "déviation". Ensuite, pendant une période de deux mois, on ne dispose d'aucune information sur l'avancement de l'affaire (à part des témoignages de quelques autres prévenus contre Akhoundov, qui commencent à s'accumuler).

Puis, deux interrogatoires du 9 et du 11 février 1937, où il s'agit principalement de la lettre de G. Djabiev (citée ci-dessus) confisquée lors de la perquisition (volume 1, pp. 44 à 47). Akhoundov se repent du "crime commis contre le parti", c'est-à-dire de ne pas avoir dénoncé "le faux-jeton", mais d'avoir caché la lettre chez lui (volume 1, p. 46). En même temps, il souligne qu'il n'a jamais été d'accord avec les idées de Djabiev et qu'il ne menait pas d'activités contre-révolutionnaires lui-même. Notons que durant ces journées d'interrogatoires, le "contre-révolutionnaire" Djabiev reste membre du parti et directeur de la sucrerie de Kupiansk, en Ukraine ; il ne sera arrêté que le 26 juin 1937 (volume 5, pp. 50 à 53).

Le procès-verbal de l'interrogatoire en date du 9 février 1937 fait état d'une

déclaration fort intéressante faite par Akhoundov : "Je vois que vous ne notez pas ce que je vous dis ; vous voulez à tout prix arriver à vos fins. Alors, écrivez ce que bon vous semble" (volume 1, p. 45). Après ces deux interrogatoires, à nouveau, une pause de deux mois. Comme nous l'avons déjà signalé à l'égard de Polivanov, cela ne signifiait nullement que ces interrogatoires n'avaient pas lieu. Mais, selon toute probabilité, durant cette période le vieux militant clandestin ne cédait pas à la pression des instructeurs, tout "professionnels" qu'ils étaient, Soumbatov en tête.

La série d'interrogatoires suivants se déroule les 9, 10 et 11 avril 1937. Plusieurs personnes faisant partie de l'entourage d'Akhoundov à l'AzFAN et au Comité aux affaires artistiques sont déjà arrêtées, à savoir B. Tchoban-Zadé, G. Gubaïdulline, Kh. Zeïnally, V. Khuluflyu, A. Kerimov, etc.

Beaucoup ont témoigné contre Akhoundov, l'accusant d'être le "dirigeant d'une organisation contre-révolutionnaire clandestine". Le chef d'accusation initial, l'appartenance au "trotskysme", est passé au second plan (situation similaire quelques mois plus tard, dans l'affaire Polivanov). En revanche, la dénonciation d'un "milieu clandestin nationaliste" devient d'actualité. Ainsi, l'affaire s'enrichit d'un grand nombre de nouveaux noms. Et c'est à ce moment qu'Akhoundov commence à plier devant l'écrasante machinerie de l'instruction.

Lors de l'interrogatoire du 9 avril (volume 1, pp. 48 à 72), le prévenu ne reconnaît pas encore son appartenance au milieu "contre-révolutionnaire", mais se trouve obligé de dresser une liste de "nationalistes azéris, membres du parti ou non", qui comporte 54 personnes. Cette liste contient pratiquement toutes les personnalités les plus connues parmi les dirigeants du parti, écrivains, peintres, musiciens d'Azerbaïdjan. Quelques-uns étaient déjà arrêtés, d'autres attendaient leur tour. Une poignée ont été épargnés, par exemple le dirigeant du parti Mir Bachir Kassumov, les écrivains M. Ordu-Bady et Samed Vurgun (dont nous allons parler), le compositeur Uzeïr Gadjibekov. Il est

clair que la composition de cette liste ne jouerait qu'un rôle secondaire lors de futurs événements : tout était déterminé par Baguirov en personne.

Au cours d'interrogatoires, Akhoundov doit également répondre de ses contacts avec les trotskystes, vis-à-vis desquels il tient des propos vivement négatifs. L'interrogatoire suivant, celui du 10 avril (volume 1, pp. 73 à 78), est entièrement consacré à l'activité de la filiale de l'Académie des sciences ; Akhoundov reconnaît *"une perte de vigilance"* par rapport au fait que la filiale soit *"infestée"*, mais ici non plus ne se qualifie pas de *"contre-révolutionnaire"*.

Tout bascule le lendemain, le 11 avril (volume 1, pp. 99 à 105). Au début, le prévenu affirme encore *"n'appartenir à aucune organisation"* (volume 1, p. 99), mais, vers la fin de l'interrogatoire, se trouve obligé de reconnaître que *"la position qu'il avait adoptée à partir du 1926 aurait impliqué la lutte contre le pouvoir soviétique"* (volume 1, p. 103). Il avoue aussi que *"lors de son travail pratique à l'AzFAN, il menait des activités contre-révolutionnaires nationalistes, ce qui se résumait en la non-dénonciation de la période où les moussavatistes étaient au pouvoir en Azerbaïdjan"* (volume 1, p. 100), de sa lutte contre la langue russe et l'unification de l'alphabet azéri avec d'autres alphabets turcs (volume 1, p. 104).

Akhoundov revient sur ses aveux

Ensuite, il y a une absence totale de documents jusqu'au 5 juin. Apparemment, Akhoundov revient sur ses aveux. Puis, viennent les procès-verbaux de plusieurs interrogatoires, qui se tiendront courant juin, juillet et août (volume 1, pp. 121 à 231), où les aveux se mélangent à des rétractations. Le 17 juin, le dossier relève le refus du déposant de signer le procès-verbal dans lequel il se qualifie de contre-révolutionnaire (volume 1, p. 153). Le même jour, pourtant, Akhoundov s'accuse de nouveau et signe (volume 1, pp. 154 à 156). Le 18 juin, il revient encore une fois sur ses aveux, refuse de se reconnaître coupable,

affirmant que les allégations de Tchoban-Zadé à son encontre sont de nature *"mensongère"* (volume 1, p. 159). Le 19 juin, le dossier relève ses excuses pour avoir dit en février : *"Je vous prie de continuer à me démasquer"* (volume 1, p. 177). Le 21 juin, Akhoundov se reconnaît de nouveau coupable (volume 1, pp. 178 à 182), le lendemain, il signe le témoignage suivant : *"Oui, il s'agissait précisément de renverser le pouvoir soviétique"* (volume 1, p. 184). Mais le même jour, le 22 juin, on dresse un procès-verbal qui stipule : *"Le présent procès-verbal certifie que lors des interrogatoires, le défendeur Akhoundov, durant trois heures, persiste à ne pas répondre à la question qui lui a été posée en sabotant l'instruction de manière intentionnelle"* (volume 1, p. 190) ; la page suivante contient le procès-verbal de rétractation par rapport à tous les témoignages donnés les 21 et 22 juin (volume 1, p. 191). Ensuite, du 23 au 28 juin, encore deux aveux et deux rétractations. Après sa rétractation du 28 juin (volume 1, pp. 202 à 205), une pause de presque un mois. Puis, les 24 et 27 juillet, d'abondants *"témoignages contenant des aveux"* (volume 1, pp. 206 à 226), ensuite le dossier relève une autre rétractation à l'égard de ces derniers (volume 1, pp. 227-228). Le 29 et le 31 août, Akhoundov clame à deux reprises son innocence (volume 1, pp. 227, 230). Le dernier procès-verbal, fait à Bakou, concerne l'interrogatoire au sujet du président du Sovnarkom azéri, U. Rakhmanov, qui venait d'être arrêté en date du 5 septembre ; Akhoundov reconnaît avoir mené avec lui *"des discussions de nature anti-soviétique"* (volume 1, pp. 232 à 236).

Contrairement à certaines autres victimes de la même affaire, Akhoundov tentait de lutter et de jouer avec l'instruction. Comme on le démontrera lors de la réhabilitation (volume 1, p. 254), beaucoup de communistes arrêtés ont adopté ce comportement, en refusant à maintes reprises de reconnaître leurs aveux extorqués sous la torture.

Les procès-verbaux des interrogatoires ne reflètent qu'une infime partie de la réalité. En revanche, la partie réhabilitation contient des informations infi-

niment plus substantielles. Ainsi, le 12 octobre 1954, l'ex-responsable de la section politique secrète du NKVD azéri, V. Dudiev, témoignera de l'instruction suivante qu'en juillet 1937 lui a transmise l'un de ses supérieurs (soit le commissaire du peuple adjoint Guérassimov, soit le responsable de la section Lev Tsinman) : *"Le vieux (Baguirov) a donné l'ordre d'employer tous les moyens afin que, dans l'espace de vingt-quatre heures, Rukhulla Akhoundov avoue son appartenance à une organisation contre-révolutionnaire"* (volume 4, p. 134). C'est à ce moment-là que l'on voit surgir d'abondants aveux du 24 et du 27 juillet, que le prévenu refuse par la suite. Puis, comme le démontreront les conclusions du dossier d'instruction en date du 5 décembre 1955, *"visant à falsifier les dossiers liés au nom d'Akhoundov, les agents du NKVD ont fabriqué des copies des procès-verbaux de ses interrogatoires du 24 et du 27 juillet 1937, les ont attachés à d'autres dossiers ; quant au procès-verbal de rétractation d'Akhoundov par rapport à ces témoignages, ils l'ont dissimulé"* (volume 1, pp. 250-251).

Ce que signifie "employer tous les moyens" auprès de quelqu'un pour le faire avouer, un autre ex-agent du NKVD azéri, I. Khanumov, l'explique le 28 août 1954 : *"Dans le bureau de Soumbatov, on passait systématiquement à tabac Rukhulla Akhoundov, interrogé par Soumbatov et Baguirov. Baguirov venait souvent au NKVD pour participer aux interrogatoires des prévenus. Rukhulla Akhoundov était brutalisé à tel point que, les interrogatoires finis, on le sortait du bureau de Soumbatov sur une civière. Le fait que l'on brutalisait Rukhulla Akhoundov de manière atroce chez Soumbatov était connu par un nombre important d'agents de terrain. Nous étions même étonnés de sa capacité à faire face aux épreuves qu'on lui infligeait, alors qu'il était de santé fragile"* (volume 4, p. 235).

Une rétractation ultérieure inutile...

En refusant de mettre leurs signatures sous des aveux extorqués sous la torture,

Akhoundov et d'autres membres du PC azéri tentent de prouver la vérité. Ils ne savent certainement pas qu'il suffisait d'avouer une seule fois pour que, conformément aux traditions du NKVD "justifiées par la théorie" de A. Vychinski, toute rétractation ultérieure ait été considérée par l'instruction comme n'ayant pas la moindre importance. Nous aurons affaire à la même situation dans l'affaire Polivanov. Le refus total de l'ensemble des aveux pouvait donner une chance de salut ; nous en rencontrerons quelques exemples ci-après. Mais peu sont capable de supporter les "mesures de pression physique" que l'on a fait subir à Rukhulla Akhoundov et ses camarades.

Dans cette situation, à Bakou, même le comportement du prévenu lors de l'instruction ne joue pas un rôle décisif. C'est Baguirov qui décide. Il va parfois jusqu'à gracier quelqu'un, tel Samed Vurgun, dont nous parlerons ci-après. Dans le cas de Rukhulla Akhoundov, aucune grâce ne peut avoir lieu : il s'agit du concurrent principal du premier secrétaire.

Moscou pouvait aussi intervenir dans certains cas au cours de l'instruction. En septembre 1937, les affaires d'Akhoundov et de certains autres prévenus prennent une tournure inattendue. A ce moment, le nombre d'arrêtés dans le cadre de l'affaire d'une "organisation contre-révolutionnaire", désignée sous le n° 12493, est déjà supérieur à 100. Cependant, Moscou ordonne de les diviser en deux groupes. Les prévenus de rang inférieur (chercheurs, écrivains, acteurs, etc.), y compris les sans-parti, doivent attendre à Bakou l'arrivée d'une "troïka" de Moscou. Quant aux personnalités du parti et de l'Etat azéri, Akhoundov inclus, elles partiront à Moscou, ce qui prolongera leur vie de quelques mois. Ainsi, le 13 septembre 1937, Akhoundov se retrouve à Moscou dans la prison intérieure du NKVD (à la Loubianka) (volume 5, p. 28).

A Moscou, le dossier suit une nouvelle direction ; les instructeurs moscovites s'en chargent, L. Altman (un vétéran de l'OGPU-NKVD) à leur tête.

Les deux auteurs du présent article (F. Achnine et V. Alpatov) rencontrent déjà son nom dans le cadre de *"l'affaire des slavistes"* fabriquée à la Loubianka

en 1933-1934 (Achnine, Alpatov, 1994). L'époque de Iejov correspond au plein essor de la carrière d'Altman. C'est lui-même qui vient à Bakou pour ramener les prévenus (volume 4, p. 74). Les interrogatoires sont dirigés par B. Rodos, K. Samokhvalov, Z. Glébov, I. Matousov (volume 4, p. 304). Aux deux volumes du dossier s'ajoute un troisième, celui de Moscou. Il est pourtant moins complet. Une partie des pièces a été détruite. Aux prévenus envoyés par étapes de Bakou se sont ajoutés Mussabekov, Djabiev et d'autres personnalités azéries arrêtées en d'autres endroits.

Un début d'affaire contre Baguirov et Beria ?

Pourquoi l'affaire prend-elle cette nouvelle tournure ? Toute la haute direction azérie est alors arrêtée, à part Baguirov lui-même et son "bras droit", Soumbatov. Leur arrestation est probablement aussi à l'étude. Il est également probable que l'on mijotait un début d'affaire contre Beria, étroitement lié à ces derniers. Bien qu'à partir de décembre 1936, la ZSFSR n'existe plus et Bakou ne réponde plus à Tbilissi, mais à Moscou, les contacts entre ces personnes continuaient. Afin de préparer une nouvelle affaire, on comptait ainsi sur les témoignages d'Akhoundov et d'autres dirigeants azéris arrêtés. Et à Moscou, ils commencent, comme un seul homme, à témoigner contre Beria, Baguirov et Soumbatov. Les documents correspondants sont absents du dossier d'instruction, mais on en cite quelques extraits dans la partie réhabilitation. U. Rakhmetov témoigne notamment le 16 décembre 1937 : "*Lors des interrogatoires en Azerbaïdjan, je n'ai pas donné le nom de Baguirov, car cela signifierait témoigner à Baguirov contre Baguirov lui-même*" (volume 5, p. 9). Le même jour, l'un de ses prédécesseurs au Conseil des commissaires du peuple azéri, D. Buniat-Zadé, affirmait : "*Par l'intermédiaire de Soumbatov, Baguirov prend des mesures afin que l'organisation contre-révolutionnaire ne soit pas écrasée*" (volume 5, p. 9). L'ex-secrétaire du comité du

parti de la ville de Bakou, M. Narimanov, décrit le 23 novembre 1937 "*une série de rassemblements organisés par des trotskystes dans l'appartement de Baguirov*" (volume 5, p. 9). En décembre 1937, Akhoundov lui-même mentionne Baguirov, qui serait "*à la tête d'une organisation nationaliste*", et affirme que, "*selon les directives de Baguirov, des actes de sabotage ont été commis, car cette activité était menée conjointement avec les trotskystes, autres organisations contre-révolutionnaires et l'organisation nationaliste iranienne*" (volume 5, p. 8). Le dossier relève également le fait qu'en 1939 (quand Beria sera déjà commissaire du peuple), l'un des prévenus agents du NKVD disait qu'Akhoundov "*proférait des calomnies à l'encontre du camarade Beria*" (volume 5, p. 14).

Il y avait donc aussi ce genre de témoignages. Nous ne savons pas ce que disait Akhoundov en réalité, mais à ce moment même un autre prévenu, Sef, témoignait à Bakou sur les liens que Beria entretenait avec les services de renseignement mussavatistes, témoignages qui seront divulgués en juillet 1953 lors de la réunion plénière du comité central du PCUS.

D'après le témoignage de B. V. Rodos, qui, en 1937, travaille à la 4^e section (avant section politique secrète) du GUGB (*Direction principale de la sécurité d'Etat — NDT*) NKVD, il aurait déjà entendu parler de ces témoignages contre son futur supérieur à cette époque (volume 4, p. 74).

"Une très mauvaise mémoire"

A Moscou, la torture n'était pas moins pratique courante qu'à Bakou. Ainsi, en 1954, Matousov racontera qu'il "*avait vu Rodos arpenter Lefortovo avec une matraque en caoutchouc noir*" (volume 4, p. 293). Au sujet de sa participation aux séances de passage à tabac, Rodos lui-même rétorquera : "*J'ai une très mauvaise mémoire, c'est une véritable maladie chez moi*" (volume 4, p. 81).

Mais nous n'avons pas à notre disposition de témoignages concrets sur les

tortures qu'on infligeait à R. A. Akhoundov et à d'autres prévenus.

Les événements décisifs semblent arriver fin janvier-début février 1938.

Lors de la vérification du dossier en 1955, on trouve un document qui cite des extraits des témoignages contre Baguirov que nous reproduisons ci-dessus. Ce document exprime la résolution du commissaire du peuple d'alors : "*J'interrogerai tout le monde de nouveau personnellement. Ensuite, au comité central. Iejov. 30/I*" (volume 5, p. 10).

De toute évidence, Iejov comptait rapporter à Staline un succès parmi d'autres. Durant ces mêmes jours, Soumbatov est démis de ses fonctions et convoqué à Moscou. Ses subordonnés pensaient que son arrestation était imminente (volume 4, p. 171). Aussi une commission de vérification du NKVD est envoyée à Bakou, le chef de la 4^e section, M. I. Litvine, en tête.

Mais la situation change du jour au lendemain. Tout laisse deviner une intervention personnelle de Staline. On n'arrête ni Beria, ni Baguirov, ni, bien mieux, Soumbatov. Ce dernier est nommé responsable du département économique du NKVD (ensuite MVD, l'Intérieur) de l'Union soviétique et il occupera cette fonction jusqu'en 1947. En revanche, ce sont des subalternes qui trinquent. A Bakou, la commission Litvine trouve des "exagérations". On entame le nettoyage parmi les membres du personnel NKVD azéri. Guerassimov, Cher, Tsinman, Klimentchitch, dont nous rencontrerons les noms à maintes reprises au sujet des diverses victimes dans le cadre du dossier n° 12493, sont arrêtés (bien que Klimentchitch vienne de recevoir une décoration pour une "*exécution exemplaire des tâches*" qui lui ont été assignées). Guerassimov sera fusillé en 1938, les autres condamnés à des longues peines en camp de travail. L'une des victimes, l'ex-moniteur du comité de la ville de Bakou, V. N. Beglarian, rencontrera plus tard Tsinman à Norilsk (volume 4, p. 146). Seul Klimentchitch, que l'on retrouvera au fin fond de la Sibérie, où il travaille comme ouvrier au selpo (*littéralement* : "*société de consommation rurale*", magasin du vil-

lage — NDT), semble avoir survécu jusqu'en 1955 (volume 4, p. 335).

Suite au changement de situation, plusieurs documents sont retirés du dossier d'instruction Akhoundov et d'autres dossiers, et manifestement détruits, ce qui sera mis en évidence lors de la réhabilitation (volume 5, p. 24). Le document préparé par Iejov est soigneusement gardé par Beria dans son coffre-fort, au cas où il faudrait sacrifier Baguirov. En revanche, les agents du NKVD impliqués dans sa rédaction n'ont pas été épargnés. Déjà, en 1938, d'après le témoignage de l'instructeur Samokhvalov, on évoquait à la Lubianka une "*grande machination*" dans l'affaire azérie (volume 5, p. 14). Altman se trouve aussitôt arrêté pendant trois jours pour "*avoir employé des méthodes illégales auprès des prévenus de Bakou, afin d'obtenir des informations compromettantes concernant Beria et Baguirov*" (volume 4, p. 307).

Cette fois, il sera relâché, mais leur glas sonnera quand Beria s'installera au gouvernail du commissariat du peuple. Altman et Glebov seront exécutés, Samokhvalov récoltera huit ans de prison. Par miracle, Rodos et Matoussov échapperont au massacre, mais Rodos sera arrêté en 1953 et fusillé en 1956.

En 1955, le dossier s'enrichit d'un élément supplémentaire : la déclaration du prévenu Glebov en date du 14 janvier 1939, où il qualifie l'affaire Akhoundov d'un des chaînes dans une "*suite de provocations*" (volume 5, pp. 19-20).

Maintenant qu'on avait obtenu ce qu'il fallait des dirigeants azéris, le travail de routine pouvait commencer pour faire aboutir du dossier. En avril 1938, on rédige l'acte d'accusation de l'affaire Akhoundov, qui sera signé par le responsable de la 6^e division au sein de la 4^e section du GUGB, Glebov, et son assistant Rodos. Le 13 avril 1938, il est validé par le procureur de l'URSS, A. I. Vy-chinski. Dans cet acte (volume 1, pp. 237 à 241), Akhoundov est reconnu coupable, conformément à l'article 58, alinéas 6, 7, 8, 9, 10 et 11 du Code pénal de la RSFSR, déclaré organisateur et numéro un à partir de 1929 d'une "*organisation nationaliste*", espionnant au profit

de la Grande-Bretagne, de l'Allemagne et de la Turquie, organisateur d'un "état-major insurrectionnel", d'un attentat manqué contre Kliment Vorochilov, qui avait traversé Bakou en 1936, etc.

Le 20 avril, Akhoundov est transféré pour une durée de vingt-quatre heures à la prison de Lefortovo et, le 21 avril à 9 heures, se présente devant le collègue militaire de la Cour suprême de l'URSS (juges : Zarianov, Matoulevitch, Jdan ; secrétaire : Batner). Le procès ne dure que 15 minutes (volume 1, p. 244). Les pièces du dossier suivantes sont la sentence capitale (volume 1, p. 245) et le certificat signé par Cheveliov attestant l'exécution de la sentence le jour même, le 21 avril 1938 (volume 1, p. 246).

D'autres dirigeants azéris sont fusillés

Ce même jour, d'autres dirigeants azéris entendent leur sentence et sont fusillés, à savoir : Gazanfar Makhmud ogly Musabekov, Sultan Medjid Medjid ogly Efenдиеv, Dadach Khodja ogly Buniat-Zadé, Gabib Djabiev, Ali Gueïdar Aga Kerim Karaev, Askar Mamed ogly Faradj-Zadé, Useïn Pacha ogly Rakhmanov, Muzafar Akper ogly Narimanov, Mirza Davud Gusseïnov, Gassan Gulam ogly Safarov. La machine infernale tourne sans relâche : le même jour, sans aucun lien avec l'affaire en question, un groupe d'écrivains se fait liquider aussi ; parmi eux, B. Pilniak, I. Kataev, B. Guber, N. Zarudine.

La femme d'Akhoundov, Frida Naoumovna Chliomova, est arrêtée le 10 juin 1937 ; en juin 1938, elle sera condamnée à huit ans de réclusion et libérée avant terme en 1944 (volume 4, pp. 14-15). En 1954, elle réside à Boukhara, travaillant comme responsable de gestion du système d'irrigation.

Sa première demande, qui sert de motif pour lancer le réexamen du dossier, date du 13 septembre 1954. Beria a déjà été fusillé, et Baguirov est derrière les barreaux.

La vérification des documents du dossier est en cours depuis un an, et à

ses trois volumes se sont ajoutés le quatrième et le cinquième.

Le 5 décembre 1955, le procureur général adjoint de l'URSS, P. Baranov, valide le rapport sur le dossier établi par le procureur militaire, colonel de justice Stroukov (volume 1, pp. 247-257). Il stipule que "l'étude du dossier d'accusation constitué à l'encontre de Baguirov, Soumbatov, etc., permet de constater que R. Akhoundov a été condamné sur la base de pièces d'instruction falsifiées" (volume 1, p. 248) ; "Les témoins ont confirmé que Baguirov manifestait un intérêt particulier vis-à-vis du dossier d'Akhoundov et d'autres personnes associées à lui. Il orchestrait lui-même l'instruction, interrogeait les témoins, y compris R. Akhoundov, et donnait des ordres pour les arrestations suivantes" (volume 1, p. 257).

A ce moment, Soumbatov se trouve en prison en train de mourir du cancer, alors que l'instruction du dossier des autres est presque complète. Pour ces raisons, probablement, la réhabilitation d'Akhoundov progresse très vite.

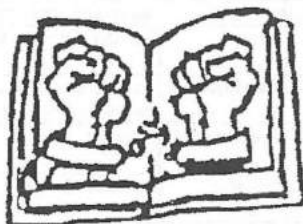
Deux jours après seulement, le 7 décembre 1955, le collègue militaire auprès de la Cour suprême de l'URSS, constitué des colonels de justice Lebedev (le président), Bobrov, et du lieutenant-colonel de justice Ostapenko, décide de se prononcer pour la réhabilitation de Rukhulla Alievitch Akhoundov à titre posthume.

Et le 27 mai 1956 paraît un article sur le procès contre Baguirov et cinq personnes de son entourage proche. D'après cet article, "employant les méthodes d'instruction strictement interdites par la loi soviétique, les accusés extorquaient chez les prévenus des aveux relatifs à des crimes contre-révolutionnaires qu'ils n'avaient pas commis et forçaient les prévenus à calomnier des personnes innocentes" (*L'Ouvrier de Bakou*, 27 mai 1956).

Parmi ceux qui ont péri suite à leur délation, figure Rukhulla Akhoundov. Le tribunal condamne Baguirov, T. Borstchev, Kh. Grigorian et R. Markarian à être fusillés, A. Atakichiev et S. Emelianov à des sentences de 25 ans de réclusion. Les peines ont été exécutées.

Les archives du CERMTRI

**(Centre d'Etudes et de Recherches
sur les Mouvements Trotskyste
et Révolutionnaires Internationaux)**



C.E.R.M.T.R.I.

**Centre d'Etudes et de Recherches
sur les Mouvements Trotskyste
et Révolutionnaires Internationaux**

28, rue des Petites-Ecuries, 75010 Paris. Tél. : 01.44.83.00.00.
Ouvert les lundis, mercredis et vendredis de 13 h 30 à 18 heures.

Les archives du CERMTRI

Nous continuons, dans ce numéro des *Cahiers du mouvement ouvrier*, la présentation du fonds d'archives que le CERMTRI met à la disposition de ses adhérents. Le n° 21 des *Cahiers du mouvement ouvrier* a publié une liste de brochures diverses de 1800 à 1918. Ce numéro publie une liste de 1919 à 1926.

AUTEUR	TITRE	EDITEUR	date édité.	date évèn	THEME
1919-1930					
BLUM Léon	Commentaires sur le programme d'action du parti socialiste	Librairie du Parti Socialiste et de l'Humanité réunies	1919	1919	socialisme
BOURTZEFF	Lettre ouverte d'un socialiste russe aux Bolchevicks	imprimerie "Union" Paris	1919	1917	URSS
CHABOT Marcel	A Jaurès, le martyr immortel de la paix. (poème)	Librairie de l'humanité Paris	1919		socialisme
CHENNEVIERES Georges	Poème our un enfant russe	Les fêtes du peuple	1919		littérature prolétarienne
COEN Antonio	La vérité sur l'affaire Sadoul	?	1919	1917 1919	droits de l'homme et démocratie
GUESDE Jules	Le collectivisme (conférence)	Librairie du parti socialiste et de l'humanité réunies	1919	1894	socialisme
LEFEBVRE Raymond	L'internationale des soviets	"La Vie Ouvrière" - Paris	1919	1919	communisme
MIRBEAU Octave	La grève des électeurs	Bureau anti-parlementaire	1919	1919	anarchisme
ODIER E & TCITCHERINE	Terreur blanche et terreur rouge	éditions du comité de la IIIe Internationale	1919		actualité
PEYNAUD A.	Morale prolétarienne	Jeunesse socialiste d'Ivry	1919	1919	socialisme
RENAUDEL Pierre	L'Internationale à Berne	Bernard Grasset éditeur	1919	1919	socialisme
REYNAUD René	Petit Catéchisme Bolchevique	Société des amis des peuples de Russie	1919	1919	communisme
SADOUL Jacques	Une nouvelle lettre de Jacques Sadoul	Moscou	1919	1919	révolution russe
SOUVARINE Boris	Manifeste et résolution de l'internationale communiste	Editions "Clarté"	1919	1919	communisme
SOUVARINE Boris	La troisième Internationale	Editions "Clarté"	1919	1919	communisme
SOUVARINE Boris	Eloge des communistes	Librairie du "Populaire"	1919	1919	communisme
TCHALKOUCHIAN G.	Le livre rouge	imp. VERADZENOUNT	1919		histoire
THAL Robert	Deuxième ou troisième Internationale ?	...Le Populaire...	1919	1919	communisme
TSERETELLI	Séparation de la Transcaucasie et de la Russie et indépendance de la Géorgie	Imprimerie Chaix - Paris	1919	1919	révolution russe
VILLARD Pierre	Communisme, bien être et liberté	Pierre Villard	1919	1919	communisme

WINTSCH- MLEEFF Nathaïe (Dr)	Que font les bolcheviks ?	Ligue pour la régénération de la Russie	1919	1919	anti- communisme
BRECOT Jean	La grande grève de mai 1920 (préface de Pierre Lémont)	Librairie du travail	1920		syndicalisme
CLEMENDON G.	L'incorruptible Maximilien Robespierre	Editions de "l'idée libre"	1920		histoire
ERMENONVILLE	Responsabilités	Librairie de l'humanité	1920	1914 1918	1914-1918
FAURE sébastien	La Putredine Parlementaire	collana "Anteo"	1920		anarchisme
FROSSARD L.O.	Le parti socialiste et l'internationale - Rapport sur les négociations conduites à Moscou - Thèses présentées au 2ème cg. de l'I.C.	Librairie de l'humanité et du PS	1920	1920	socialisme
GLEBOV A.	Les syndicats russes et la révolution (préface de Boris Souvarine)	Bibliothèque communiste Paris	1920	1920	syndicalisme
LENINE V.	La lutte pour le pain - Discours	SFIC (PCF)	1920	1920	communisme
PERDU Jacques	Les insurrections lyonnaises	Editions "Librairie du Travail"	1920	1831 1834	socialisme
PRESSEMANE Adrien & FAURE Paul	Le parti socialiste et l'Internationale	Librairie du parti socialiste	1920	1920	socialisme
RAPPOPORT Charles	Le parti socialiste français et la troisième internationale	Edition de la revue communiste	1920	1920	socialisme
RUTGERS S.-J.	En russie soviétiste (25 septembre 1918 -15 octobre 1919)	Edition de l'ouvrier communiste	1920	1918 1919	URSS
SELLIER Henri	Les banlieues urbaines et la réorganisation administrative du département de la Seine	Marcel Rivière et Cie	1920	1920	socialisme
VAILLANT- COUTURIER P.	A ceux des champs	Editions "Clarté" - Paris	1920	1920	communisme
VICHNIAC Marc	Le régime soviétiste (étude juridique et politique)	Union pour la Régénération de la Russie	1920	1920	anti- communisme
ANTOCHKINE	Le rôle des employés pendant la révolution russe	édition du comité syndicaliste révolutionnaire des employés	1921	1917	révolution russe
ARGENCE Th. & HERCLET A.	Le contrôle ouvrier et les comités d'ateliers	éditions de la bibliothèque du travail	1921		comunisme
BAKOUNINE Michele	La comune e lo stato	Libreria editrice " Tempi nuovi"	1921		anarchisme
CHLAPNIHOFF A.	Les syndicats russes	Editions de la bibliothèque du travail	1921	1921	syndicalisme
CLERGET Fernand	La conquête des pouvoirs publics (discours-conférence a la section et à la jeunesse communiste de Vanves)	Edition de l' Organisateur	1921		communisme
COMPERE- MOREL	Socialisme et Bolchevisme	Librairie populaire - SFIO	1921		socialisme
COMPERE- MOREL (2 ex.)	Le socialisme et la terre	Edition du parti socialiste SFIO	1921		socialisme

DELBECK A.	Syrie et Cilicie	Editions de la bibliothèque du travail-Les cahiers du travail	1921		Moyen-Orient
DUMOULIN Georges (2 ex.)	Les syndicalistes français et la guerre	Editions du comité central des C.S.R.	1921	1914 1921	syndicalisme
ERMENONVILLE (Gustave Dupin)	Responsabilités - Eléments pour se faire soi-même une opinion - rudiments pour aider à la recherche des responsabilités de la guerre	Librairie de l'Humanité	1921		communisme
FAURE Paul	La scission socialiste en France dans l'Internationale	Librairie populaire - Paris	1921		socialisme
GUILLAUME James	Idées sur l'organisation sociale	Editions de la bibliothèque de travail du travail - Paris	1921	1876	socialisme
Internationale Communiste	L' alimentation communale à Pétrograd	L'Internationale communiste	1921		révolution russe
JEGOU Louis	La coopération I,II,III	Parti socialiste (SFIC)	1921	1921	socialisme
LEFEBVRE Raymond	L'éponge de vinaigre	Editions Clarté - Paris	1921	1914 1918	antimilitarisme
MARGUERITE Jean	"Les fêtes du peuple" - L'ouvre, les moyens, les buts	Editions de la Bibliothèque du Travail - Paris	1921	1921	socialisme
MERRHEIM A.	Amsterdam ou Moscou ?	Edition de Cercle d'Etudes et d'Action Syndicale	1921	1921	syndicalisme
MONATE P.	Réflexions sur l'avenir syndical	Editions de la bibliothèque du travail	1921	1921	syndicalisme
MONATTE Pierre - ROSMER Alfred	Un coup d'oeil en arrière	Editions de la Bibliothèque du travail	1921	1914 1921	syndicalisme
MONTGELAS (général, compte de ...)	Sur la question des responsabilités	société mutuelle d'édition - Paris	1921	1914 1918	guerre de 1914 - 1918
PAZ Maurice	Les révoltes de la mer noire	Librairie du travail	1921	1919	antimilitarisme
POUR....	Pour la propagande minoritaire	Edition du groupe d'études et d'action minoritaire - Paris	1921		syndicalisme
PROUVOST Léon	Le code bolchevik du mariage	Idée Libre	1921	1921	laïcité
RYNER Han	Les artisans de l'avenir	les éditions de "l'idée libre"	1921	1921	laïcité
SERGE Victor	Les anarchistes et l'expérience de la révolution russe	Bibliothèque du travail	1921	1917 1921	anarchisme
TORRES Henry	Histoire d'un complot	Editions "Clarté"	1921	1921	droits de l'homme & démocratie
ZINOVIEV	Compte rendu de la gestion du comité exécutif de l'Internationale communiste (1920 - 1921)	Section de presse de l'Internationale communiste	1921	1920 1921	communisme
BEZY A.	L'union du capital et du travail	Imprimerie libournaise	1922	1922	économie
Comité des neuf	Conférence des trois internationales (compte rendu sténographique)	Editions du comité des neuf	1922		communisme
HERRIOT Edouard	le bloc national contre la nation	Ed. de la ligue de la République	1922	1922	histoire
Internationale Communiste	...et sa section française	Paris, librairie de l'humanité	1922	1922	communisme

KAUTSKY Karl	Rosa Luxembourg et le bolchevisme	Librairie du peuple - Bruxelles	1922	1918	socialisme
KROLENKO Vladimir	Pages choisies	Editions de la jeunesse L'école émancipée - Saumur	1922	1853 1921	littérature révolution
LORULOT André	L'oligarchie financière - comment elle s'impose	Etudes sociologiques et financières	1922	1922	anarchisme
LOZOVSKI A.	Les syndicats russes et la nouvelle politique	Internationale syndicale rouge	1922	1922	syndicalisme
MARCHAND René	Dans les coulisses de la démocratie secrète	La librairie du travail	1922	1912- 1922	communisme
MONMOUSSEAU Gaston	Le controle syndical et les comités d'usine	union des syndicats ouvriers du département de la Seine	1922		syndicalisme
MONTMOUSSEAU Gaston	Le controle syndical et les comités d'usine	Edité par l'union des syndicats du département de la Seine	1922	1918 1922	syndicalisme
NANSEN (Dr)	La famine en URSS	Comité français de secours aux enfants	1922	1917 1925	URSS
TOURMENTIN J.	Qu'est ce donc que la franc-maçonnerie ?	Association Antimaçonique de France	1922	1922	christianisme
ZIWEZ Armand GROUT Maurice	La R.P. scolaire	Editions de la Démocratie Universitaire	1922	1922	laïcité
BLUM Isabelle	Dix femmes illustres	Maison nationale d'édition l'Eglantine (Bruxelles)	1923		droits de l'homme et démocratie (femmes)
BOUET Louis	Le syndicalisme dans l'enseignement	"l' Ecole Emancipée" (Saumur)	1923		syndicalisme
BRENTANO Lujo	Ce que l' Allemagne a payé depuis Versailles	Walter de Gruyter & Co.	1923	1923	Allemagne
CETON J.C.	L'école et l'enfant en Russie soviétique	"Les éditions socialistes" Bruxelles	1923	1917 1923	éducation
CETON J.C.	L'école et l'enfant en union soviétique	Les éditions socialistes - Bruxelles	1923	1923	U.R.S.S.
DORIOT Jacques	La jeunesse communiste	Bibliothèque des jeunes communistes	1923	1917 1923	jeunes
EUROPE	n° 2 15 mars 1923	F. Rieder et Cie éditeurs - Paris	1923	1923	Europe
RALEA Michel	Révolution et socialisme (essai de bibliographie)	Presse Universitaire de France	1923	1923	socialisme
SEMARD Pierre	Pour le front unique des transports	Internationale syndicale rouge	1923	1923	syndicalisme
Souvenir	Un souvenir par jour...	Faits et documents	1923	1786 1923	communisme
BERDZE Chalva	La tragédie d'une nation (la Géorgie)	Librairie Picart éditeur (Paris)	1924		Géorgie
CGT	Contre l'escroquerie des retraites ouvrières	CGT	1924		syndicalisme
Congrès féministe de Toulouse 8,9,10 juin 1924	9° congrès fédéral féministe: compte - rendu	Revue féministe du sud-ouest	1924		féminisme

Entente internationale contre la IIIe Internationale	La Lutte contre le Bolchevisme	Entente internationale contre la IIIe Internationale	1924		anticommunisme
HOTZ Charles	L'art et le peuple	Editions du groupe de propagande par la brochure	1924		littérature art philosophe
I.S.R.	Résolutions adoptées par le IIIème CG de L' I.S.R.	Petite bibliothèque de l'internationale syndicale Rouge n° XIV	1924	1924	syndicalisme
JEAN Renaud	Le communiste et les paysans	Les cahiers communistes n°5	1924	1924	communisme
JEAN Renaud	Entre paysans	Les cahiers communistes n°6	1924	1924	communisme
Jeunesses communistes	Le mouvement international de la jeunesse	Fédération des jeunesses communistes de France	1924		communisme
LORULOT André	Le mensonge électoral	Editions de l'idée Libre	1924	1924	anarchisme
MATTEOTTI	Une année de domination fasciste	Abonnement l'églantine	1924	1923	Italie
Mission américaine en Russie	Sept années d'expériences bolchevistes en Russie	(Paris)	1924		anticommunisme
NAUMOV I.K.	Les journées d'Octobre	ICJ	1924		révolution russe
PCF	Memento pour les soldats & marins de l' armée et de la flotte rouges	Librairie de l' humanité	1924		histoire ouvrière
PISTRAK	Les problèmes fondamentaux de l'école du travail - Paris	Internationale des travailleurs de l'enseignement	1924		éducation
SERGE Victor	Lénine 1917 (la pensée et l'action de Lénine depuis son départ de Suisse jusqu'à la prise du pouvoir)	Librairie du travail	1924	1917	révolution russe
ZINOVIEV G.	La question syndicale - Discours au Ve congrès de l'IC	Librairie de l'Humanité	1924	1934	syndicalisme
AUBERT Théodore (2 ex)	L'entente internationale contre la IIIe Internationale	Bibliothèque universelle et revue de Genève	1925	1917 1925	anticommunisme
BLANQUI Auguste	"Ni Dieu Ni Maître !" critique matérialiste	éditions de l'idée libre	1925	1880	communisme
BOUKHARINE N.I.	Les instituteurs et la jeunesse communiste (Discours prononcé au congrès des instituteurs de l'URSS - janvier 1925)	Edition de l'internationale des travailleurs de l'enseignement	1925		communisme
BOUKHARINE N.I.	Le chemin du socialisme et le bloc ouvrier -paysan	Librairie de l'humanité	1925		communisme
BRAUN Jean	Les problèmes du mouvement travailliste	Internationale syndicale rouge	1925		syndicalisme
BRAUN P.	Les problèmes du mouvement travailliste - préface de A.J.Cook	Petite bibliothèque de l'internationale syndicale rouge	1925		syndicalisme
CAT Victor	Le bloc ouvrier et paysan aux élections municipales	Librairie de l'humanité - Paris	1925	1925	communisme
CHABANNES René	Les assurances sociales et le socialisme (avant-propos de J.B. Séverac)	Librairie Populaire - Paris	1925		socialisme

CRAMER Marc	L'Internationale communiste contre la religion	Entente internationale contre la IIIe Internationale	1925		christianisme
E.G	Comment les bolchevicks s'emparèrent du pouvoir et comment ils parviennent à le détenir depuis sept ans	Edition du parti monarchiste russe en France	1925		anticommunisme
Evolution	Revue mensuelle n° 25 Janvier 1925	André Delpuech, éditeur	1925		pacifisme
FOREL Auguste	Le vrai socialisme de l'avenir	Imprimerie populaire	1925	1925	socialisme
GOIN F.- SPINASSE C.- CLEMENTEL C.	La situation financière de la France au début de la 13ème législature	Librairie populaire - Paris	1925	1925	socialisme
HERMITTE Jean	Régime Syndical ou démocratie	Ed. de l'Ordre nouveau	1925		socialisme
Internationale communiste	Thèses et résolutions adoptées par l'exécutif élargi de l'IC	Librairie de l'humanité	1925		communisme
KROPOTKINE Pierre	L'Anarchie (sa philosophie, son idéal)	Les Editions du "libertaire" Paris	1925	1925	anarchisme
KROPOTKINE Pierre	La Morale Anarchiste	"La Librairie Sociale"	1925	1925	anarchisme
LARTIGUE	Pour l'indépendance du syndicalisme	Editions de l'unitaire des PTT	1925	1925	syndicalisme
LENINE V.	Rapport sur la révolution de 1905	Editions en langues étrangères - Moscou	1925	1905	communisme
LENTZER N.	La révolution de 1905	Librairie de l'humanité	1925	1905	Russie 1095
Les bonnes feuilles	Hommage à Lénine	Les bonnes feuilles	1925		histoire ouvrière
LEVY Gaston	Le socialisme et les relations économiques internationale	Editions du parti socialiste	1925	1925	socialisme
LIEBAERS F. & CORNET J.-B.	Quinze jours en Union Soviétique	Centrale Nationale du vêtement et parties similaires de Belgique	1925	1925	syndicalisme
LOSOVSKI A.	La conférence syndicale anglo-soviétique	Internationale syndicale rouge	1925	1925	éducation
LOUNARTCHARS KY A.W.	Les problèmes de l'instruction publique en union soviétique	Editions de l'internationale des travailleurs de l'enseignement - Paris	1925		URSS
MERIC Victor	Comment ON fera la Révolution	Petite bibliothèque des "Hommes du Jour"	1925	1789 1925	antimilitarisme
NANSEN (Dr)	La famine en URSS	Librairie du travail	1925	1917 1925	URSS
PCF	8 ans de pouvoir soviétique en Russie	librairie de l'humanité	1925		communisme
ROMAINS Jules	Une simple promenade (1er mai 1907)	Librairie du travail	1925	1907	histoire ouvrière
RYNER Han & LORULOT André	La morale peut-elle se passer de la science ?	Editions de l'idée libre	1925		philosophie
Vieux Provincial (Le)	Un signal d'alarme : Gare aux Jésuites - Les faucheurs de la mort (court résumé de l'histoire de la "compagnie, dite de Jésus")	Aux bureaux de la cause	1925	1520 1925	christianisme
ALOUF A.	Les syndicats et la situation de la classe ouvrière dans l'URS (1921-1925)	Petite bibliothèque de l'Internationale Syndicale Rouge	1926	1921 1925	syndicalisme

BOBINSKA Hélène	Les pionniers	Internationale communiste des jeunes	1926		jeunes
BOUKHARINE N.I.	Les problèmes de l'édification socialiste -I- caractère de la révolution d'octobre et possibilités de victoire de l'édification socialiste en URSS	Bureau d'éditions de diffusion et de publicité (Paris)	1926		URSS
DUMAY H.	En feuilletant les archives du quotidien	Le Quotidien	1926	1926	pacifisme
DUPIN Gustave	Les responsabilités de la guerre - Réponse de Poincaré	Librairie du travail Paris	1926	1914 1926	antimilitarisme
FONTENAY F.	La grève générale en Angleterre	PCF	1926	1926	Angleterre
GHISLAIN René	Contre le Fascisme	Editions du groupe de propagande par la brochure	1926	1926	anarchisme
JC	Rapport moral et politique - 4e Entente	B. U. I. C.	1926		jeunes
JOUTEAU Poi	Le syndicalisme, son histoire, sa philosophie, son idéal	Bibliothèque syndicaliste universelle	1926	1867 1926	syndicalisme
KOLOSSOV A.	Peuple écoute ! (préface de Panaït)	bureau d'études, de diffusion et de publicité	1926	1920 1926	stalinisme
LAFARGUE Paul	Le communisme et l'évolution économique	Librairie populaire-Paris	1926	1892	socialisme
LAZAREVITCH Nicolas	Ce que j'ai vécu en Russie	Publications du syndicat fédéraliste	1926	1926	syndicalisme
Librairie du travail	L'Angleterre a voulu la guerre !	Librairie du travail	1926	1914 1921	Angleterre
MARTY André	La paix par la révolution : 1917 les marins allemands révolutionnaires (préface d'André Marty)	Bureau d'éditions de diffusion & de publicité - Paris	1926	1917	Allemagne
N.C.	Les "Cayennes" d'Italie	Comité de défense des victimes du fascisme	1926		antifascisme
PCF	Les statuts du parti communiste français	PCF	1926	1926	stalinisme
PEPPER John	Les états unis de l'Europe socialiste	librairie de l'Humanité	1926	1926	stalinisme
Révolution	La révolution et les intellectuels		1926	1926	littérature - philosophie
Secours Rouge	L' Italie sous la terreur - A bas le fascisme assassin !	Edition du Secours Rouge International	1926		droits de l'homme et démocratie
Secours rouge international - section française	L'ordre règne à Varsovie ! Préface de Henri Barbusse	S.R.I	1926		
STALINE J.	Les questions du léninisme	Editions Git le cœur - Paris	1926	1926	stalinisme

Notes de lecture

Martin Malia : L'Occident et l'énigme russe. Du cavalier de bronze au mausolée de Lénine ⁽¹⁾

“**L**E Spectre a cessé de hanter le monde”, remarque Martin Malia, professeur émérite de l’université de Berkeley (Californie), soucieux, et désormais en mesure, d’appréhender au mieux la réalité du “*jugement porté par l’Occident sur la Russie, comme puissance, mais surtout comme civilisation*” (2).

Ce faisant, il indique que “*la thèse avancée dans ces pages est que, depuis Pierre le Grand, la Russie russe, malgré bien des hésitations, avait pris le chemin de (la) convergence (avec l’Occident), et que c’est la Russie soviétique, marxiste-léniniste, qui représente à la fois sa plus grande divergence par rapport aux normes européennes et la plus grande aberration du développement proprement russe (...). En somme, c’est quand la Russie aura été la moins russe, avec le communisme, qu’elle aura le plus menacé l’Occident*” (3).

Nous ne reviendrons pas sur la portion historique, néanmoins considérable, qui s’écoula entre le moment « où Pierre le Grand perçait sa fameuse “fenêtre sur l’Europe” », mettant ainsi fin aux grandes ambitions de Charles XII de Suède lors de la victoire de Poltava (1709) (4), et l’instant de “*rupture créatrice*” (5) d’octobre 1917, qui devait voir une lueur émerger à l’Est et emplir la

planète d’un authentique et légitime parfum de révolution et de “*refondation*” (6) mondiales.

Notre démarche se justifie par trois séries de raisons. La première tient au fait que notre champ de compétence corrélatif à l’histoire de la Russie des XVIII^e et XIX^e siècles s’avère grandement limité, à l’exception près que Jean Baechler vient confirmer nos propos en précisant que c’est Pierre le Grand (1682-1725) qui ouvrit effectivement la Russie sur l’Europe et lui assigna le rôle historique de la rattraper et de la dépasser (7).

(1) Traduit de l’anglais par Jean-Pierre Bardos. Titre original : *Russia under Western eyes. From the Bronze Horseman to the Lenin Mausoleum*. The Belknap Press of Harvard University Press, 1999, 484 pages. Editions du Seuil, 2003, 533 pages.

(2) Martin Malia, *L’Occident et l’énigme russe*, op. cit., p. 25.

(3) *Ibidem*, p. 29.

(4) “*C’est seulement avec la guerre contre la Suède que (la Russie) s’en prenait à une puissance européenne et envoyait ses troupes au-delà de ses frontières occidentales.*” *Ibidem*, p. 41.

(5) Patrick Lagadec, *Ruptures créatrices*, Les Echos éditions, Ed. d’organisation, 2000, 624 pages.

(6) Arno J. Mayer, *Les Furies. Violence, vengeance, terreur aux temps de la Révolution française et de la révolution russe*, éditions Arthème Fayard, 2002, p. 16. A cet effet, Mayer rappelle que Jules Michelet suggérait de ne “*pas dire : la Révolution, mais la Fondation*”.

(7) Jean Baechler, *La Grande Parenthèse (1914-1991). Essai sur un accident de l’histoire*, édi-

La seconde se justifie par la continuité "évolutive", teintée d'homogénéisation incrémentale, qui semble s'établir dans les rapports entre l'Occident et la Russie des XVIII^e et XIX^e siècles.

La troisième, enfin, est imposée par la nature atypique du centenaire écoulé, lourd de guerres et de révolutions, qui impose une intellection minutieuse, prudente et dépassionnée à tout esprit parcouru de curiosité et d'interrogations à l'égard du réel en devenir.

L'ouvrage de Martin Malia est en ce sens assez significatif. Non qu'il s'imprègne, comme il est traditionnellement requis préalablement à toute entreprise descriptive et explicative, de l'impératif scientifique de neutralité, seul à même d'approcher une certaine forme d'objectivité, toute relative, certes ; au contraire, mais, en dernière analyse, l'argumentaire voit sa crédibilité et sa pertinence considérablement amoindries par la nature des développements globalement, mais non exclusivement, exposés au cours de la partie intitulée "*Côté pile, l'expérimentation : 1917-1945*" (9) et à l'occasion de laquelle il ne s'agit plus de tenter de rendre compte de la teneur effective de la perception que l'Occident cristallisa à l'encontre de la Russie soviétique, mais plutôt de s'évertuer à réunir et constituer un faisceau d'indices témoignant de l'irréfragable abjection méthodologique et scientifique qui sous-tendrait l'axiome marxien.

Pour ce faire, l'auteur se fonde prioritairement sur la nature du terme "socialisme", "*qui ne désigne (...) pas une réalité inscrite dans l'histoire, mais un idéal, opposé à la société existante*" (10), ajoutant qu'"une connaissance positive de ce qui n'existe pas encore est manifestement une contradiction dans les termes" (11).

Enfin, et pour parachever son inébranlable entreprise de déconstruction, Martin Malia soutient que "*le marxisme n'a pas été imaginé pour analyser le capitalisme, mais pour prédire la révolution allemande tant espérée*" (12), expectant par là parvenir à une remise en cause de la dimension ontologiquement universelle de la théorie philosophique, économique et politique marxienne, et

de la conception révolutionnaire qui s'y attache, à savoir une révolution aux conditions d'accomplissement nécessairement et impérieusement transnationales.

Conscient, pourtant, qu'"aux yeux des deux dirigeants bolcheviques (Lénine et Trotsky), la Russie arriérée était incapable, à elle seule, d'atteindre au socialisme", et par conséquent que "*la victoire finale reposait sur le pari d'une révolution à l'Ouest, et d'abord en Allemagne, foyer industriel de l'Europe*" (13), Martin Malia n'en demeure pas moins profondément lacunaire lorsqu'il aborde, dans la continuité de ses positions antérieurement exposées, l'histoire de la révolution russe et de ses échecs, qu'il impute, naïvement ou à dessein, à la prémisse idiopathique que cette dernière aurait hérité du système théorico-praxéologique marxien.

De fait, l'auteur estime que, pour remplacer la révolution mondiale qui n'était pas au rendez-vous, « *le parti s'(est) substitué à la logique de l'histoire et s'(est) lancé dans "le communisme de guerre", lequel se révéla désastreux* », ajoutant

tions Calmann Lévy, 1993, p. 138. Martin Malia précise par ailleurs qu'"avec Pierre le Grand, (la Russie) opère sa première poussée à l'ouest, pour avoir accès à la Baltique et sortir de son isolement ; à quoi Catherine II ajoute une nouvelle percée au sud pour fermer la frontière des steppes et chasser les Turcs des côtes septentrionales de la mer Noire. Ce cycle d'expansion se complète au XIX^e siècle avec les jolis profits qu'Alexandre I^{er} retire, à l'ouest, de la chute de Napoléon, et avec l'absorption du Turkestan par Alexandre II." Ibidem, p. 453.

(8) "Dans le domaine des relations internationales, la conviction que la Russie convergeait avec l'Europe dissipait ce que l'attitude occidentale à son égard avait eu parfois d'équivoque. Alors que les entreprises polonaise et turque de Catherine II, dans les années 1762-1778, avaient rencontré bien des approbations complaisantes en France et en Angleterre, et que celles de Nicolas I^{er} dans la même zone, entre 1830 et 1855, avaient au contraire suscité des craintes largement irrationnelles, les Etats européens avaient désormais une vision tout à fait raisonnable de la situation : ils ne se préoccupaient plus de la nature de la Russie, mais seulement de sa puissance, et des convergences ou des divergences entre leurs intérêts et les siens, comme du temps de Pierre le Grand ou d'Alexandre I^{er}." Ibidem, p. 265.

(9) Pages 326 à 392.

(10) Martin Malia, *op. cit.*, p. 279.

(11) Ibidem, p. 292.

(12) Ibidem, p. 295.

(13) Ibidem, p. 330.

que, "désespéré, le parti abandonn(a) provisoirement ses objectifs marxistes et opt(a) pour un retour partiel au capitalisme, la NEP" (14).

Ce syllogisme, d'une pertinence analytique fort incertaine au regard d'une démarche historique étrangère à toute notion de contextualisation socio-historique globale, se borne en effet à un "fétichisme des faits" (15) dès lors qu'il s'attache au fait historique en lui-même et pour lui-même, ignorant, en l'espèce, le facteur international et les déterminations qu'il induit sur la politique intérieure d'une révolution isolée, de surcroît entre 1917-1918 et 1921-1922, et qui contraignirent les dirigeants bolcheviques, par strict souci de défense révolutionnaire, à recourir aux nationalisations massives et au "communisme de guerre", circonstances intrinsèquement causales ne s'inscrivant aucunement dans le cadre d'une application systématiquement dogmatique.

Au final, et bien que ce type de déductions s'avère relativement récurrent au fil de l'analyse, la lecture dudit ouvrage n'en demeure pas moins le fait d'un spécialiste et mérite que l'on s'y attarde, en partie pour prendre conscience qu'il subsiste, voire persiste des esprits profondément enracinés dans une certaine logique déraisonnablement héritée de la défunte guerre froide, qui eut cours au XX^e siècle et qui semble imperturbablement perdurer. Dès lors, force est de constater qu'il demeure des structures cognitives obstinément impénétrables à la réalité selon laquelle le Spectre a effectivement cessé de hanter le monde.

Arslane Klioua

(14) *Ibidem*, p. 463.

(15) Cf. la critique du "fétichisme des faits", Edward Hallet Carr, *Qu'est-ce que l'histoire ?*, éditions de La Découverte, 1988, p. 62.

Alexandra Kollontai, entre histoire et roman

IL y a huit ans, a été publiée une biographie d'Alexandra Kollontai (1872-1952) (1), sur laquelle il nous paraît nécessaire de revenir aujourd'hui. L'auteur n'est autre que l'historien russe Arkadi Vaksberg, remarqué grâce à son précédent livre, *Hôtel Lux*. La valeur de ce dernier travail, ainsi que le fait qu'il s'agit là d'une biographie inédite en français, pouvaient constituer un présage de bon augure. Le capital de déception que l'on accumule au fil de la lecture est donc de taille, proportionnel à cet a priori positif.

De la part d'un historien, on est d'abord surpris par l'inexistence quasi complète de tout appareil critique. Excepté l'existence d'un index, il n'y a ni

bibliographie, ni inventaire complet des sources (en dehors de quelques paragraphes à la fin de l'introduction).

Corollaire de cette lacune, aucune note infra-paginale ne vient ponctuer le récit historique que Arkadi Vaksberg brosse sur quand même plus de 450 pages : telle affirmation, telle citation ou information est rédigée sans mention de la source exacte.

De plus, l'utilisation assez large de citations, extraites pour l'essentiel des papiers de Kollontai, si elles ont le mérite de nous faire pénétrer dans la vie intérieure de la "walkyrie de la révolu-

(1) Arkadi Vaksberg, *Alexandra Kollontai*, Fayard, Paris, 1996, 150 F.

tion", ont tendance à se substituer à l'application historique et à toute analyse approfondie ; ce reproche s'avère surtout justifié pour le grand absent de cet ouvrage, le corpus d'idées et de conceptions politiques et féministes propre à Alexandra Kollontaï.

En effet, s'il y a bien un thème qui n'échappe pas à la sagacité d'Arkadi Vaksberg, c'est celui des aventures sentimentales de son héroïne ; plus de la moitié de l'ouvrage est dominée par ce sujet. Que cet aspect de la vie d'une révolutionnaire soit important, cela est indéniable et a été récemment réaffirmé par Pierre Broué (2). Mais si l'étude des rapports humains est essentielle, doit-elle pour autant justifier la cruelle absence de toute réelle et approfondie analyse des idées politiques originales de cette féministe de premier plan qu'était Alexandra Kollontaï (3) ? Comment comprendre que, sur ses thèmes de prédilection (famille, morale, émancipation de la femme...), l'auteur passe en quelques lignes (4), pour accorder un nombre impressionnant de paragraphes à l'un de ses plus célèbres amants, Dybenko ? C'est là une prose plus proche d'un Castlot que d'un Tulard, par exemple. Plus, cet intérêt porté aux affaires du cœur et du corps conduit le biographe à un développement sur la vie privée de Lénine et d'Inessa Armand, propos qui ne nous paraît pas être au centre du sujet.

On touche là d'ailleurs du doigt à une caractéristique du livre d'Arkadi Vaksberg : à plusieurs reprises, le cas d'Alexandra Kollontaï semble être plus un prétexte pour déboucher sur des critiques concernant Lénine ou les bolcheviks. Ce sens critique ne poserait pas problème, bien au contraire, s'il n'était pas quelque peu dénaturé par une hostilité manifeste à la révolution d'Octobre et à ses suites, ce qui entraîne l'auteur à des exagérations, voire à des contresens. Ainsi, en plus de présenter Lénine comme le précurseur direct de Staline (5), on apprend que la rivalité de ce dernier avec Trotsky existait dès avant le développement de la guerre civile ; au sujet de celui-ci, d'ailleurs, décrit comme un rival quasi obsessionnel de Dybenko, véritable "monstre" avide de pouvoir, on aurait aimé

connaître les sources et documents utilisés pour ce style, qui s'apparente plus à du Churchill qu'à du Deutscher.

De même, des jugements de valeur parfois douteux émaillent le récit des années de guerre civile, comme le fait que la terreur rouge serait moins excusable que la terreur blanche (*sic*) ; à l'instar d'un Michelet, obsédé par le sang, Arkadi Vaksberg semble "fasciné" par les exécutions communistes. Il en est de même pour l'affaire des fonds allemands, p. 142, sur laquelle l'auteur semble favorable, quatre-vingts ans après, à la thèse de l'accusation ! Derrière un ton qui se révèle à l'occasion sarcastique, le seul moteur des personnages mis en scène par l'auteur semble être la soif de pouvoir et l'ambition carriériste (6). Alexandra Kollontaï et quelques autres font ainsi figure d'idéalistes égarés dans une dramatique tragédie.

Le parcours d'Alexandra Kollontaï méritait pourtant une étude plus complète et moins partielle, sinon partielle. Rappelons qu'Alexandra, fille de général, menchevique pour la plus grande partie de l'avant-guerre, se rallia aux bolcheviks au cours de cette dernière ; première femme "ministre", en l'occurrence commissaire du peuple à l'Assistance publique, elle fait adopter les décrets sur le mariage civil et le divorce dès 1917. Les années suivantes, elle continue l'action féministe qu'elle avait

(2) Voir *Rakovsky ou la révolution dans tous les pays*, Fayard, Paris, 1996, pp. 93-94.

(3) On aurait aimé, par exemple, connaître son avis et-ou ses réflexions sur l'homosexualité.

(4) Un exemple parmi d'autres : p. 265, au sujet de ce que Arkadi Vaksberg lui-même appelle "*le plus célèbre de ses ouvrages*", seul le titre en est cité ! Ou encore, pp. 270-271, une des plus longues citations philosophiques d'Alexandra (une réflexion sur la jalousie) fait un peu plus d'une page, sans que l'on ait droit à un commentaire.

(5) C'est le cas pour les camps de concentration, alors que la recherche récente tend à nuancer la chose ; cf. Pierre Broué, "*Camps et prisons sous Lénine et Staline*", *Le Marxisme aujourd'hui*, n° 20, avril 1995, pp. 30-31.

(6) On apprend, par exemple, que, de toutes les oppositions qui se sont succédées dans les années 1920, seule l'opposition ouvrière ne cachait pas "*une vulgaire ambition de pouvoir*" (p. 371).

entreprise avant 1914 (7). A l'aube de la décennie 1920, elle prend part activement à la constitution de l'opposition ouvrière, aux côtés de Chliapnikov et Medvedev, qui critique la bureaucratisation du parti et de l'Etat (8), et prône le contrôle de la production par les syndicats (9).

Toutefois, avec le début de sa carrière diplomatique, dans les années suivantes, Alexandra abandonne la lutte oppositionnelle pour se retrouver dans le giron de Staline. C'est là, nous semble-t-il, que réside un des principaux apports du travail d'Arkadi Vaksberg : nous découvrons, en effet, de plus près la période 1922-1952, que l'on présente habituellement comme celle du ralliement, voire du reniement. Première ambassadeur femme de l'histoire diplomatique, pour l'essentiel en Scandinavie, elle refuse en effet de se joindre à l'Opposition unifiée, malgré des sollicitations de Rakovsky, par exemple, et ce en dépit de quelques velléités éphémères (pp. 296-297). 1934 marque apparemment sa décision définitive de rester dans la ligne stalinienne ; elle contribue d'ailleurs à faire du globe une "planète sans visa" pour Trotsky. Les procès de Moscou la démoralisent et accentuent sa résignation devant Staline. Si la guerre avait éclaté plus tard, il est quasiment certain qu'elle aurait contribué à allonger la liste des victimes : son accusation, semble-t-il, était envisagée...

A cet égard, Alexandra Kollontaï nous semble être dans le même état, durant cette période, que le prolétariat soviétique, épuisée et lasse. Son parcours nous aide en tout cas à suivre la dégénérescence stalinienne de la révolution.

Toujours est-il que si le livre d'Arkadi Vaksberg apporte des éléments intéressants sur la vie d'Alexandra Kollontaï, il nous paraît devoir se rattacher à un courant historiographique actuellement dominant, qui condamne l'expérience d'octobre 1917 et assimile assez facilement bolchevisme et stalinisme ; la subtilité d'Arkadi Vaksberg est d'élever son personnage pour mieux écraser les autres, ses camarades, et faire sentir la différence d'humanité. Espérons que cet essai sera ultérieurement transformé...

Jean-Guillaume Lanuque

(7) Voir, par exemple, ses *Conférences sur la libération des femmes*, La Brèche, et, chez le même éditeur, la contribution de Alix Holt, "Les bolcheviks et l'oppression des femmes", *Femmes et mouvement ouvrier*, pp. 88 à 130. Le recueil de textes *Marxisme et révolution sexuelle*, François Maspéro, petite collection Maspéro, Paris, 1973, reste également un outil utile.

(8) A ce sujet, l'affirmation d'Arkadi Vaksberg selon laquelle la Tcheka est encore sous le complet contrôle du Parti bolchevique en 1921, p. 241, mérite d'être nuancée.

(9) Signalons à ce propos que Arkadi Vaksberg "oublie" de signaler que, malgré ces critiques, l'opposition ouvrière participe à la répression de Cronstadt, en 1921.

L'Anarcho-syndicaliste, des anarchistes dans la lutte des classes de 1960 à aujourd'hui (1)

Question : Comment est née l'idée de cet ouvrage ?

Réponse : *L'Anarcho-syndicaliste* est le journal rédigé et publié par des militants de l'Union des anarcho-syndicalistes (UAS) depuis 1960. Nos camarades Alexandre Hébert et Jo Salamero, qui disposent de tous les numéros du journal dans leurs archives, ont eu l'idée d'en tirer un livre et j'ai eu l'inconscience de me proposer pour m'atteler à cette tâche. Inconscience, car il a fallu lire la collection complète de *L'Anarcho-syndicaliste*, faire un choix parmi les articles, en faire une saisie informatique (certains numéros ronéotypés étaient peu lisibles), et, enfin, rédiger une présentation thématique.

J'allais oublier : harceler Alexandre Hébert et Jo Salamero, afin qu'ils me livrent la préface et la postface. Plus de trois ans de travail.

Q. : Comment est structuré le livre ?

R. : Il s'agit donc d'un recueil de 44 articles parus dans *L'Anarcho-syndicaliste* de 1960 à 2002. Il nous a semblé judicieux de les présenter dans l'ordre chronologique, afin de mettre en évidence la continuité et la cohérence de notre pensée.

En fin de volume, j'ai fait une présentation thématique des articles en cinq parties.

"*Il était une fois... l'UAS*", comme son nom l'indique, regroupe un certain nombre d'articles illustrant l'histoire de l'Union des anarcho-syndicalistes. On y trouve, entre autres, les statuts de l'UAS ou le projet de résolution générale que

nous avons défendus avec d'autres militants révolutionnaires au congrès de la CGT-FO de 1977.

"*Histoire et théorie*" est l'occasion de se remémorer des "grands moments" de l'anarchisme, tels que la révolution espagnole, ou d'analyser certains concepts, comme la dictature du prolétariat, l'Etat ou la révolution.

"*Charte d'Amiens contre Charte du travail*" retrace notre combat sans trêve pour l'indépendance syndicale.

"*Internationalisme*" illustre l'adhésion de l'UAS à l'Entente internationale des travailleurs.

"*A bas la calotte ! Vive la laïcité !*", car notre action se place sur le terrain de la laïcité, mais également de la propagation de l'athéisme ou de la lutte anticléricale.

"*Portrait au vitriol*", dans lequel nous revenons sur le parcours politique des fossoyeurs du socialisme que sont Mitterrand, Rocard et Delors.

L'approche thématique permet une autre lecture des articles.

La préface de mon ami Alexandre Hébert, à travers les souvenirs d'une vie militante riche et exemplaire, revient sur l'histoire de l'UAS, son action au sein de la CGT-FO, le travail en commun avec les camarades trotskystes du CCI, pour ne prendre que ces deux exemples.

(1) Textes présentés par Christophe Bitaud. Préface d'Alexandre Hébert. Postface de Jo Salamero. Edité par l'association "Les Groupes Fernand Pelloutier". En vente au prix de 15 euros + 3 euros de frais d'expédition = 18 euros. Chèque à l'ordre de M^{me} Pestel-Hébert, à adresser 19, rue de l'Etang-Bernard, 44000 Rezé.

Enfin, dans sa postface, Jo Salamero s'appuie sur son combat militant pour tracer des perspectives pour l'avenir.

Q. : Quels enseignements peut-on tirer de la lecture d'un tel ouvrage ?

R. : Sans fausse modestie, il me semble qu'ils sont nombreux. S'il ne fallait relever qu'un seul point, ce serait sans doute le rôle de l'UAS dans la défense de l'indépendance syndicale. A la lecture des différents articles, on s'aperçoit qu'il s'agit du fil à plomb qui guide l'action de l'UAS à travers les années. Les militants de l'UAS n'ont certes ni dieu ni maître, mais, pour autant, ils ne sont pas vierges de toutes références historiques et théoriques. Ainsi, sont-ils très attachés aux enseignements de l'action de Fernand Pelloutier, fondateur des Bourses du travail, et se réclament-ils de la Charte d'Amiens, dont le fondement est l'indépendance syndicale, l'indépendance de classe.

On se rend compte, à la lecture de l'ouvrage, que les anarcho-syndicalistes ont su parfaitement identifier la racine de toutes les attaques contre l'indépendance syndicale, à savoir la doctrine sociale de l'Eglise, qui se décline notamment en trois notions importantes : le corporatisme, le bien commun et la subsidiarité.

Il a donc fallu de tout temps lutter contre les tentatives d'intégration des syndicats, en dénonçant dans les années 1970 le piège de l'autogestion proposée par la CFDT, ou, aujourd'hui, en militant pour que les organisations syndicales quittent la Confédération européenne des syndicats, qui n'est rien d'autre que la courroie de transmission de la Commission européenne au sein du mouvement ouvrier.

Sur un autre plan, on peut apprécier également l'attachement de l'UAS à la laïcité institutionnelle. Il faut dire que certains de ses militants furent et sont

des enseignants et que la grande majorité est également membre de la Libre Pensée. On peut d'ailleurs lire dans cet ouvrage un excellent article du secrétaire général de la Libre Pensée, Christian Eyschen (qui n'est pas anarcho-syndicaliste), recensant avec talent et érudition les différents courants de pensée qui ont contribué au développement de la culture en Europe, ce qui met à mal le mythe de notre trop fameuse culture "juéo-chrétienne".

A noter également que notre camarade Prévotel publiait dès 1989 un article intitulé "*Ce voile qui ne vole pas au vent*", qu'il est intéressant de relire aujourd'hui, en plein débat sur le voile islamique.

Q. : A qui s'adresse ce livre ?

R. : Il me semble que la lecture de cet ouvrage est source d'enseignements pour les historiens et les militants ouvriers. Les premiers y trouveront l'essentiel pour retracer l'histoire d'un courant du mouvement ouvrier qui a incontestablement marqué son époque, ne serait-ce qu'au travers de la naissance et du développement de la CGT-Force ouvrière.

Quant aux seconds, ils pourront confronter leurs points de vue avec les nôtres sur l'internationalisme, la laïcité, l'indépendance syndicale...

C'est quelque chose de fondamental, car c'est du libre débat, de la confrontation des idées dans le cadre de la démocratie ouvrière que peut naître une action féconde impliquant les différents courants historiques du mouvement ouvrier.

Si j'en juge par les commentaires favorables de certains camarades, tant trotskystes que réformistes, qui ont déjà lu ce livre, nous pouvons raisonnablement dire que nous n'avons pas trop mal réussi notre objectif

Christophe Bitaud

Brizon : pacifiste, député socialiste de l'Allier, pèlerin de Kienthal (1)

PIERRE ROY nous fait découvrir, le terme n'est pas trop fort, un personnage pour le moins singulier, et qui ne manquera pas de contradictions. En même temps, il nous fait revivre une période de l'histoire du mouvement ouvrier.

D'abord, les premières années du XX^e siècle, où partis socialistes et syndicats affirment leur existence au travers une confrontation d'idées et de conceptions qui restent largement d'actualité : c'est l'époque de Guesde face à Jaurès, c'est celle de la Charte d'Amiens, c'est le regroupement dans la SFIO des différents partis socialistes, le débat sur l'entrée éventuelle de socialistes dans un gouvernement bourgeois, etc.

En juillet 1914, la guerre va tout modifier, elle va mener les responsables socialistes et syndicalistes dans la collaboration gouvernementale, elle va balayer les grands principes de l'internationalisme ouvrier.

En 1915, la conférence de Zimmerwald, puis, en 1916, celle de Kienthal ont rassemblé quelques dizaines d'hommes et de femmes refusant l'Union sacrée dans leurs pays réciproques et s'efforçant dans les pires conditions de maintenir l'internationalisme prolétarien. Tous, pas toujours de la même façon, ont posé le problème d'une nouvelle Internationale, la plupart des dirigeants des partis sociaux-démocrates de la II^e Internationale s'étant engagés dans le soutien à leur bourgeoisie en guerre. L'Internationale socialiste avait failli.

Quand la révolution d'Octobre triomphe en Russie, se pose le problème de construire dans les autres pays un parti révolutionnaire, un parti bolchevique à l'image de celui de Lénine.

Cela est urgent dans les pays occidentaux, en Allemagne, en France aussi et dans toute l'Europe. C'est la survie et l'avenir de la révolution qui dépendent d'un relais dans les autres pays, c'est la position de Lénine. Pour cela il faut une véritable direction révolutionnaire, donc un parti communiste. La question se pose en France : quels sont les hommes qui peuvent construire et diriger un tel parti ?

Les participants aux deux conférences sont, de fait, la base de ce que pourrait être une nouvelle Internationale renouant avec l'internationalisme et les perspectives révolutionnaires. Parmi ces hommes, Pierre Brizon, député socialiste SFIO de l'Allier, que rien ne prédisposait à se trouver aux côtés de Lénine à Kienthal.

Dans les pires conditions, dans le cadre d'un déchaînement ultra-chauvin, qui touche tous les milieux et tous les courants politiques, quelques hommes vont résister, vont avoir l'immense courage d'exprimer leur position.

Sur la situation du mouvement ouvrier, Pierre Roy fait référence à Rosmer : c'est judicieux et c'est un encouragement à relire ou à lire les deux tomes de sa monumentale *Histoire du mouvement ouvrier pendant la Première Guerre mondiale*.

Vraiment peu nombreux sont les militants qui "osent" s'élever contre l'Union sacrée et dénoncer la guerre : quelques syndicalistes, marginalisés par le bureau confédéral, quelques enseignants totalement isolés, Monatte, Rosmer et quelques autres, qui, avant-guerre, avaient

(1) Pierre Roy, éditions Créer, 63340 Nonette.

fréquenté Trotsky à *La Vie ouvrière*. Ce sont deux syndicalistes, Bourderon et Merrheim, qui sont allés à la conférence de Zimmerwald en 1915 ; l'année suivante, ce sont trois députés socialistes qui se rendent à Kienthal. Les circonstances l'ont décidé ainsi. Brizon, Raffin-Dugens et Blanc, tous trois socialistes SFIO, tous trois parlementaires, alors que rien ne pouvait le présager, se sont retrouvés dans un petit village suisse, avec ceux qui seront les précurseurs de la III^e Internationale.

Brizon est un parlementaire, il est très loin du défaitisme révolutionnaire, mais sa participation à Kienthal va rester l'événement de sa vie politique, il sera jusqu'à sa mort en 1923 "*le pèlerin de Kienthal*".

Brizon va multiplier les interventions à la Chambre des députés. Il ne va jamais rompre avec les illusions parlementaires et ne va pas concevoir d'autre combat que celui qu'il mène à l'Assemblée nationale. Pierre Roy nous présente sous un jour sympathique les interventions du député. Bienveillance compréhensive quand on apprend que, sur 520 députés, trois seulement ont le courage, le terme convient, de voter contre les crédits de guerre, et ces trois députés sont les "pèlerins de Kienthal". Les autres députés socialistes, les "centristes" qui se disent pacifistes avec Longuet et la fédération de la Haute-Vienne, mais aussi les Cachin, Frossard, qui, quelques années plus tard, seront à la tête du nouveau Parti communiste et partisans de la III^e Internationale, tous resteront disciplinés et voteront les crédits de guerre avec "les majoritaires".

En 1917, les mutineries se multiplient dans l'armée, les rebelles défilent, drapeau rouge en tête, dans de nombreux endroits. Peut-on considérer les trois députés "kienthaliens" comme porte-parole de ce mouvement ? La réponse n'est pas évidente, mais la nature des correspondances que Brizon reçoit de soldats du

front montre que la question de la reconstruction d'une organisation politique ouvrière, socialiste et internationaliste, se trouve posée.

Pierre Roy nous montre que Brizon ne rompra pas avec la conception parlementaire de son action politique. Lorsque, en 1919, déferle la vague nationaliste, qui porte une majorité parlementaire "bleu horizon", Brizon, battu, ne va pas comprendre ce qui lui arrive et sera totalement déboussolé.

Les références à son journal, *La Vague* (2), éclairent totalement la confusion dans laquelle se retrouve Brizon. Mais revenir sur cette période permet aussi de mieux comprendre ce qu'a été la naissance du Parti communiste (SFIC), les difficultés, les contradictions. Brizon était pour l'adhésion à la III^e Internationale, il a rejoint le PC à la scission de Tours. Silencieux sur la révolution allemande, partisan d'une unité organisationnelle mythique, où tous les socialistes se retrouveraient, attaché à son "indépendance" journalistique, il a été vite exclu d'un PC qui n'était pas encore stalinisé et qui cherchait, sans y arriver d'ailleurs, à se construire sur des bases léninistes.

Le livre de Pierre Roy est beaucoup plus que la biographie d'un homme dont le parcours politique se confond avec l'histoire terrible de la Première Guerre mondiale. Sans rien cacher des contradictions et ce qu'on peut, avec 80 ans de recul, apprécier comme des erreurs du point de vue de la construction d'un parti communiste, l'auteur nous fait découvrir un combattant, un militant, un journaliste, dont l'attachement aux idées socialistes ne faiblit jamais. Pierre Brizon ne doit pas être condamné à l'oubli : c'est le but que s'est fixé Pierre Roy.

Pierre Levasseur

(2) Pierre Roy, après avoir travaillé pour son ouvrage à partir de la collection de *La Vague*, a confié celle-ci au CERMTRI, où elle est consultable.

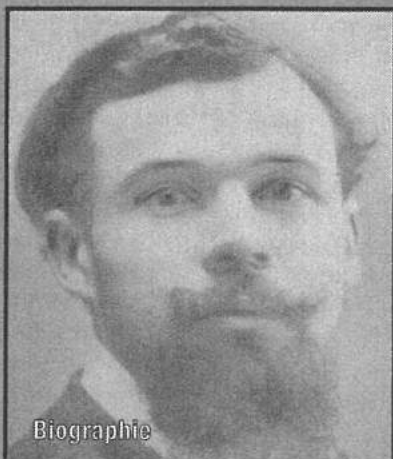
Pierre Roy

Pierre Brizon

Pacifiste

Député socialiste de l'Allier

Pèlerin de Kienthal



Biographie



CRÉER

Chronique des falsifications



Quand l'histoire tombe au niveau du dépotoir...

NICOLAS WERTH a appartenu à l'équipe qui a publié en 1998 le *Livre noir du communisme*. Après avoir vaguement tenté de se démarquer de quelques outrances de Stéphane Courtois, il vient de participer au troisième volume de cette série, publié sous la direction du même et intitulé *Une si longue nuit*. Il a aussi tout récemment fait rééditer un ouvrage sur le camp de concentration des îles Solovki, publié en 1927 par un certain Raymond Duguet (1). Il fait précéder cette réédition d'une préface, qui illustre à merveille l'abîme où les exigences du service idéologique peuvent mener un historien, qui, par ailleurs, connaît son affaire...

L'auteur, dans un appendice, publie le plus sérieusement du monde un prétendu document sur *"la socialisation des jeunes filles et des femmes à Ekaterinodar"* par les rouges. On y lit qu'au *"printemps de l'année 1918, les bolcheviks ont fait afficher à Ekaterinodar un décret d'après lequel les jeunes filles âgées de seize à vingt ans étaient sujettes à la socialisation. Les hommes désireux de profiter de ce décret étaient invités à s'adresser aux institutions révolutionnaires compétentes"*, afin de pouvoir satisfaire leurs instincts bestiaux. Précision capitale : *"L'initiative de cette socialisation revenait à Trotsky, commissaire de l'Intérieur"* (p. 248).

Trotsky ne fut jamais commissaire à l'Intérieur, ne résida jamais dans un palais à Ekaterinodar, ne fit évidemment

jamais publier ce décret connu pour n'être qu'un faux grossier de la propagande monarchiste, mais, chez *"le juriste Raymond Duguet"*, comme l'appelle le préfacier, Trotsky se hâte d'en tirer profit pour lui-même : *"Les soldats de l'Armée rouge se sont emparés de plus de soixante jeunes filles, jeunes et jolies, élèves pour la plupart des écoles locales et appartenant principalement à la bourgeoisie (...). Vingt-cinq à peu près furent conduites dans le palais où résidait Trotsky"* (p. 249).

Ce délire d'obsédé sexuel est plus près des films X que de l'histoire. Mais le ridicule ne gêne manifestement pas l'élogieux préfacier. Pauvre Clio...

Dans un sous-chapitre intitulé *"Ethique bolchevique"*, Duguet publie deux "citations" de Lénine fabriquées par on ne sait quel service de propagande, citations qui n'appartiennent ni à la bouche ni à la plume de Lénine, mais sont destinées à faire sensation : *"On trouve dans le Parti communiste quatre-vingt-dix gredins sur cent personnes"*, et, mieux encore : *"Les neuf dixièmes du peuple russe n'ont qu'à périr, pourvu qu'un dixième survive au moment de la révolution mondiale"* (p. 32).

Aucune référence, bien entendu, n'est donnée à ces prétendues citations. Cette absence ne trouble nullement le préfacier

(1) Raymond Duguet, *Un bain en Russie rouge*, préface de Nicolas Werth, éditions Balland, Paris, 2004.

Nicolas Werth, qui se porte garant de la valeur éminente de cet ouvrage.

L'auteur ne recule pas devant des formules moyenâgeuses : "*Les bolcheviks, réellement, semblent avoir partie liée avec Satan*" (p. 111) (sans document d'archives, hélas ! pour confirmer cette alliance méphistophélique), ou "*le but du communisme russe n'est pas la lutte des classes, mais en réalité l'extermination de tous ceux qui gênent les communistes*" ; un livre où les bolcheviks sont systématiquement désignés par les mots "*vandales*" ou "*barbares rouges*", qui se vautrent dans "*les bas-fonds révolutionnaires*" (p. 81) et sont habités par "*la manie de tout détruire*" et par un "*désir de rapine*" (p. 62).

Ces fleurs fanées de la rhétorique anti-communiste la plus primaire relèvent de la sous-littérature de gare qui fleurit dans les années 1920 et fut couronnée par l'affiche fameuse représentant un communiste, être hirsute et dépenaillé, un large couteau de boucher calé entre ses dents mal ou jamais lavées.

Malgré cela, Nicolas Werth a fait rééditer l'ouvrage de Raymond Duguet sur le camp des îles Solovki, au nord d'Arkhangelsk, publié en 1927. Il l'a fait précéder d'une préface louangeuse, où il ne relève aucune des falsifications grossières signalées ci-dessus. Il se contente d'une seule réserve : "*Pour le juriste Duguet, l'arbitraire absolu, les tortures sadiques et raffinées infligées aux détenus (sans compter les violences sexuelles dont étaient victimes les femmes ?) portent la marque spécifique du bolchevisme, cette doctrine et cette pratique profondément vicieuses. Cet aspect-ci de l'ouvrage de Duguet est peut-être le plus daté et correspond à une certaine imagerie du bolchevisme comme système intrinsèquement pervers au sens médical du terme, largement répandue dans les années 1920. Il n'en reste pas moins qu'Un bagne en Russie rouge, paru en 1927, constitue un premier — et à ce titre capital — jalon dans le dévoilement du système concentrationnaire soviétique*" (pp. 15-16).

Vraiment ? Pourtant, dès le premier paragraphe de son introduction, le juriste Raymond Duguet se distingue par une

capacité d'affabulation remarquable. Il affirme, en effet : "*En 1922, il y avait huit-cent cinquante deux mille internés dans les camps (chiffre officiel bolchevik)*" (p. 19). Ce chiffre a la double caractéristique de n'être ni officiel, ni vrai. Duguet le sort de son chapeau : en janvier 1922, les camps soviétiques renfermaient 24 750 détenus... soit près de quarante fois moins que le chiffre du juriste Duguet. Mais peut-être ce dernier a-t-il voulu désigner l'ensemble de la population pénitentiaire ? Elle se montait en janvier 1923 à 68 297 détenus (soit les chiffres de notre France actuelle, qui compte une population près de deux fois inférieure, mais, il est vrai, vivant dans des conditions de détention paradisiaques !). Nicolas Werth oublie encore de signaler cette distorsion énorme des chiffres. L'école historique du *Livre noir du communisme* est décidément un modèle dans le domaine de la véracité et de la précision...

Enfin, depuis lors, des témoignages de victimes de Solovki ont été publiés, en particulier ceux d'Ekaterina Olitskaia, *Le Sablier* (2), et d'Oleg Volkov : *Les Ténèbres* (3), dont Nicolas Werth oublie de signaler l'existence, alors que Raymond Duguet n'a jamais mis les pieds à Solovki : il a seulement synthétisé des témoignages de survivants, et, selon Nicolas Werth, largement utilisé les ouvrages de Melgounov sur la *Terreur rouge*. Or Melgounov, adversaire résolu du régime, émigré en Occident en 1922, affecte ce qu'il raconte d'un coefficient multiplicateur très élevé.

Le monarchiste Oleg Volkov a été interné deux fois à Solovki, la première fois en 1928-1929. Il décrit le traitement brutal réservé aux nationalistes azéris, dits moussavatistes, mais note, un peu surpris : "*Mon premier séjour à Solovki ne fut pas pénible*", et se demande : "*Mais n'est-ce pas une ruse de la mémoire ?*" (p. 103), car il a vécu bien pire par la suite. Et il note une rupture : "*L'hiver 1929-1930, qui fut marqué par une véritable nuit de la Saint-Barthélemy, l'exécution massive des détenus*"

(2) Editions Deux-Temps-Tierce, 1991.

(3) Editions Jean-Claude Lattès, 1991.

(p. 92), au moment même où Staline lance le système massif du travail forcé et de la terreur, qui prendra en 1934 le nom de Goulag.

Olitskaia, militante socialiste-révolutionnaire (S-R), a passé deux ans, de 1924 à 1926, au bagne de Solovki, que Duguet décrit comme *“un endroit de souffrance perpétuelle, un endroit de mort et d'où ne reviennent vers la liberté — à de très rares exceptions près — que les condamnés de droit commun, les autres étant jugés bons à mourir plus ou moins rapidement, et on ne se fait pas faute de les y aider, quand on ne les supprime pas tout simplement”*.

Donc, les détenus politiques sont, à en croire le juriste Duguet, systématiquement liquidés. Or Ekaterina Olitskaia décrit longuement sous un jour bien différent leur existence à Solovki, où elle a participé à une longue grève de la faim contre les empiétements de l'administration du camp. Elle évoque la condition des “contre-révolutionnaires”(les KR), c'est-à-dire les monarchistes, assimilés aux droit commun, et ajoute :

“Bien entendu, nous aussi, les socialistes, nous étions accusés d'activités contre-révolutionnaires, mais le régime de nos isolateurs politiques et de nos camps se différenciail profondément du régime normal. Sur certains plans, il était plus souple, et sur d'autres incomparablement plus sévère. Les détenus politiques bénéficiaient de certains suppléments à la ration normalement attribuée, ils n'étaient pas astreints au travail obligatoire, ils n'étaient pas soumis à des fouilles portant atteinte à la dignité humaine, l'autogestion était tolérée ; les détenus politiques choisissaient, au sein de leur groupe, leur starost (4), et, en règle générale, n'avaient de rapports avec l'administration qu'à travers celui-ci. Les détenus politiques pouvaient conserver toutes leurs affaires personnelles, leur habits, leurs livres, de quoi écrire, leur montre, leur couteau, leur fourchette, et même leur rasoir. Ils pouvaient se faire envoyer journaux et revues. En revanche, leur isolement par rapport au monde extérieur était nettement plus sévère. Leur déplacement à l'intérieur de la prison ou de la zone, la

correspondance avec l'extérieur et les visites de leurs proches étaient limitées (...). A l'intérieur des barbelés, les détenus étaient maîtres de leur vie” (pp. 180-181).

Les S-R, qui publient même un petit bulletin manuscrit clandestin, *L'Aurore boréale*, organisent des conférences politiques, et, après chaque rapport, *“les débats qui s'instauraient pendant la discussion se prolongeaient dans les couloirs, dans les cellules, pendant les promenades”* (p. 219). Les mencheviks et les anarchistes font de même. Olitskaia conclut : *“Les journées étaient remplies par les lectures, les études et les contacts avec tous ceux que j'apprenais à connaître”* (p. 223) ; et, perquisitionnée la veille de son départ, elle ajoute : *“Pendant toute la durée de notre séjour aux Solovki, jamais nous n'avions été perquisitionnés”* (p. 223).

Olistkaia, libérée en 1927, continue son activité clandestine ; elle sera à nouveau arrêtée en 1929, puis envoyée à Kolyma (comme plus tard Chalamov et Guinzbourg)... d'où elle ne ressortira, affamée et épuisée, qu'en 1947. Elle rédigera ses souvenirs dans les années 1960. Son manuscrit circulera en samizdat et Léonide Pliouchtch, le mathématicien déclaré fou par le KGB et libéré en janvier 1976, avait, avant son arrestation, participé à sa diffusion clandestine.

Olitskaia, adversaire politique des bolcheviks, n'a évidemment aucune intention d'estomper la réalité de Solovki. Mais elle décrit ce qu'elle a vécu sous le règne d'une administration pillarde soucieuse de manifester son pouvoir et de montrer sa poigne, et sous la houlette de gardiens dont beaucoup ne sont que des brutes abruties. Mais ce que décrit Olitskaia, qui en a subi les rigueurs sur elle-même et sur ses camarades, infirme pour cette période donnée la vision d'un camp d'extermination présentée par Raymond Duguet du fond de son bureau parisien et validée par son préfacier.

Jean-Jacques Marie

(4) Représentant des détenus auprès de l'administration du camp. Les S-R, les mencheviks, les anarchistes en élaient chacun à Solovki.



ISSN 1287-25-98
Commission paritaire n° 0705 G 78 360